



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



UNIVERSITE DE METZ

Ecole doctorale
Perspectives interculturelles :
écrits, médias, espaces, sociétés

UNIVERSITÉ DE METZ S.C.D.	
N° Inv.	2003 12 24
Cote	4/12 03/22
Loc.	

**Visions croisées franco-allemandes
dans le contexte de la Grande Guerre.
Etude de deux quotidiens :
La Metzer Zeitung et *L'Est Républicain*.**

Thèse de l'Université de Metz

– *Etudes Germaniques* –

En cotutelle avec l'Université de la Sarre

– *Romanistik* –

Soutenue par Mademoiselle Stéphanie DALBIN

sous la direction de Monsieur Michel GRUNEWALD

Professeur en Etudes Germaniques (Metz)

Centre de recherche : CEPLA

Et de Monsieur Hans-Jürgen LÜSEBRINK

Professeur en Communication Interculturelle (Sarrebruck)

TOME I

Année universitaire 2003-2004

REMERCIEMENTS

Je remercie chaleureusement Monsieur le Professeur Michel Grunewald qui a accepté de diriger ce travail et a aidé à sa concrétisation en me permettant de travailler dans de bonnes conditions grâce à l'obtention d'une allocation de recherche, par ses suggestions, ses conseils et surtout son travail minutieux de relecture. Son soutien bienveillant et sa disponibilité ont été précieux à chaque étape de la recherche et de la rédaction. Qu'il soit aussi remercié en tant que directeur du Centre d'Etude des Périodiques de Langue Allemande de l'Université de Metz pour m'avoir permis d'accéder à la documentation offerte par la bibliothèque du centre et d'avoir participé aux travaux du centre.

J'exprime également toute ma gratitude à Monsieur le Professeur Hans-Jürgen Lüsebrink qui, en acceptant de devenir codirecteur de recherche, a permis la réalisation de ce travail dans le cadre d'une cotutelle de thèse mise en place avec l'Université de la Sarre. Qu'il soit remercié pour l'intérêt manifesté pour mon travail depuis l'année où la *Diplomarbeit* a été effectuée en 1998 et pour les conseils apportés dans le cadre de la cotutelle.

Un grand merci enfin à tout le personnel des différents lieux, bibliothèques et archives en France comme en Allemagne, dans lesquels j'ai été amenée à travailler au cours de ces années, pour leur accueil souriant et leur disponibilité.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION GENERALE 1

PREMIERE PARTIE

CADRE GENERAL DE L'ETUDE

Introduction 8

CHAPITRE I : DE LA PERCEPTION A LA REPRESENTATION
DE L'AUTRE ET DE SOI 10

1. Définition et rôle des notions 12

2. Imagologie et identité nationale 22

CHAPITRE II : LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE 32

1. Une région au statut particulier, la Lorraine ou les "Lorraines" 34

1.1. La Lorraine, terre de France 34

1.2. La Lorraine mosellane d'une guerre à l'autre 37

1.3. Deux régions, deux villes, deux journaux 41

2. La Première Guerre mondiale, une guerre des nations 44

2.1. Nationalisme et impérialisme en Europe 45

2.2. Le système des alliances, un système à double tranchant 47

2.3. Les causes économiques et financières 49

2.4. Guerre ou paix ? 51

3. La Première guerre mondiale, une guerre moderne 54

3.1. L'universalité de la Grande Guerre 54

3.2. L'apparition de nouvelles techniques de combat 56

3.3. Une guerre longue 58

CHAPITRE III : LA PRESSE FRANCAISE ET ALLEMANDE 62

1. La situation générale de la presse française et allemande
à la veille de la Première Guerre mondiale 62
2. Deux quotidiens : *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* 70
 - 2.1. Un quotidien régional français, *L'Est Républicain* 71
 - 2.2. Un quotidien régional allemand, la *Metzer Zeitung* 75
 - 2.3. Le choix des journaux 81

DEUXIEME PARTIE

L'ACTUALITE ET LA GUERRE VUES PAR *L'EST REPUBLICAIN* ET LA *METZER ZEITUNG*

Introduction 85

CHAPITRE I : UNE VISION NATIONALE

DES DEVELOPPEMENTS MAJEURS DE L'ACTUALITE 93

1. L'été 1914 95
 - 1.1. Les affaires judiciaires : les procès Hansi et Caillaux,
deux procès franco-allemands 96
 - 1.2. L'attentat de Sarajevo et la crise dans les Balkans 106
2. L'actualité en mars et avril 1917 114
 - 2.1. Les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis 115
 - 2.2. La révolution russe 121
 - 2.3. Les difficultés d'approvisionnement
en France et en Allemagne 127
3. Une période "clé" de la guerre : juin et juillet 1917 135
 - 3.1. Visions croisées au niveau social : les grèves de l'arrière 136
 - 3.2. Visions croisées au niveau politique 141
 - 3.2.1. Les efforts de paix : la conférence de Stockholm 141
 - 3.2.2. La démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg 148
4. Vers la fin du conflit (octobre, novembre et décembre 1918) 156
 - 4.1. La crise politique de l'automne 1918 158
 - 4.2. La fin de la guerre en Alsace-Lorraine 167
 - 4.3. L'épidémie de grippe espagnole 177

CHAPITRE II : VISIONS DE LA GUERRE	190
1. La presse se met en guerre (juillet, août et septembre 1914)	192
2. L'avancée des troupes française en Alsace-Lorraine (août et septembre 1914)	208
3. 1916 : Verdun	219
4. La presse s'habitue à la guerre (mars et avril 1917)	229
5. Les mutineries françaises et l'intensification des combats (juin et juillet 1917)	240
6. La presse entre guerre et paix (octobre, novembre et décembre 1918) .	250
Conclusion	263

TROISIEME PARTIE

L'EFFORT SPECIFIQUE DE GUERRE DE L'EST REPUBLICAIN ET DE LA METZER ZEITUNG

Introduction	266
CHAPITRE I : LES MODALITES GENERALES DE L'ENGAGEMENT DES JOURNAUX	268
1. L'attitude des deux journaux face à la censure	272
2. L'engagement volontaire des journaux : autocensure ou manipulation ?	288
CHAPITRE II : REPRESENTER ET DENONCER L'ENNEMI	306
1. La nation ennemie	309
1.1. Le procès de la "barbarie" allemande	309
1.2. Stigmatiser l'"ennemi héréditaire" français	323
2. Des ennemis identifiables	335
2.1. Le <i>Kaiser</i> , l'ennemi de la France	336
2.2. Les ennemis de la <i>Metzer Zeitung</i> : Raymond Poincaré et les dissidents alsaciens-lorrains	348

CHAPITRE III : JUSTIFIER LA GUERRE EN FONCTION DE SON CAMP	359
1. La responsabilité de l'ennemi vue de Metz et de Nancy.....	361
2. Deux visions de l'idée de revanche	372
3. L'action "purificatrice" de la guerre	379
3.1. La mise en œuvre allemande des "idées de 1914" à travers la <i>Metzer Zeitung</i>	380
3.2. <i>L'Est Républicain</i> , acteur de la "croisade" française pour la civilisation	386
CHAPITRE IV : SERVIR LA CAUSE NATIONALE	396
1. Rétablir la vérité trahie par l'adversaire : les "démentis"	399
2. Dénoncer les espions et mobiliser les lecteurs	408
3. Au service de l'"Union sacrée"	415
Conclusion	432
CONCLUSION GENERALE	436
BIBLIOGRAPHIE	446
CHRONOLOGIE DE LA GRANDE GUERRE	458
LEXIQUE DE LA PRESSE	464
ANNEXES	474
• <i>Metzer Zeitung</i> , 1 ^{er} août 1914, Une	
• <i>Metzer Zeitung</i> , édition du 11 novembre 1918	
• <i>L'Est Républicain</i> , 5 août 1914, Une	
• <i>L'Est Républicain</i> , édition du 17 mars 1917	
• <i>L'Est Républicain</i> , édition du 12 novembre 1918	

INTRODUCTION GENERALE

« - C'est des journalistes, dit Tirette.

- Des journalistes ?

- Ben oui, les sidis qui pondent les journaux. T'as pas l'air de saisir, s'pèce d'chinoique : les journaux, i' faut bien des gars pour les écrire.

- Alors, c'est eux qui nous bourrent le crâne ? fait Marthereau.

Barque prend une voix de fausset et récite en faisant semblant de tenir un papier devant son nez :

- "Le kronprinz est fou, après avoir été tué au commencement de la campagne, et, en attendant, il a toutes les maladies qu'on veut. Guillaume va mourir ce soir et remourir demain. Les Allemands n'ont plus de munitions, becquettent du bois ; ils ne peuvent plus tenir, d'après les calculs les plus autorisés, que jusqu'à la fin de la semaine. On les aura quand on voudra, l'arme à la bretelle. Si on attend qu'éq' jours encore, c'est que nous n'avons pas envie d'quitter l'existence des tranchées, on y est si bien, avec l'eau, le gaz, les douches à tous les étages. Le seul inconvénient, c'est qu'il y fait un peu trop chaud l'hiver... Quant aux Autrichiens, y a longtemps qu'euss i's n'tiennent plus : i' font semblant..." V'là quinze mois que c'est comme ça et que l'directeur dit à ses scribes : "Eh ! les poteaux, j'tez-en un coup, tâchez moyen de m'décrotter ça en cinq secs et de l'délayer sur la longueur de ces quatre sacrées feuilles blanches qu'on a à salir."

- Eh oui ! dit Fouillade.

- Ben quoi, caporal, tu rigoles, c'est pas vrai, c'qu'on dit ?

- Y a un peu de vrai, mais vous abîmez, les petits gars, et vous seriez bien les premiers à en faire une tirelire s'il fallait que vous vous passiez de journaux. Oui, quand passe le marchand de journaux, pourquoi que vous êtes tous à crier : "Moi ! Moi !" ?

- Et pis, qu'est-ce que ça peut bien te faire tout ça ! s'écrie le père Blaire. T'es là à en faire une tinette sur les journaux, mais fais donc comme moi : y pense pas. »¹

¹ BARBUSSE, Henri : *Le Feu, journal d'une escouade*. Flammarion, Paris, 1965 (1^{ère} édition 1917), p.46.

C'est ainsi qu'Henri Barbusse dans *Le Feu, journal d'une escouade*, résume en 1915 l'opinion que ses camarades, humbles soldats, "poilus"² de la guerre envoyés comme lui dès 1914 dans les tranchées de l'Aisne, portent sur la presse.

Nous avons ici, saisie en quelques lignes, toute l'ambiguïté propre à l'état d'esprit du public qui sait qu'on lui ment mais qui ne peut pas se passer de ces mensonges, messages de l'arrière pour les lecteurs du front, messages du front pour ceux de l'arrière ; ces messages sont diffusés par la presse qui sert de relais entre deux mondes.

Et même si la presse est viciée par le "bourrage de crâne"³, expression forgée pour définir ce mélange de propagande^{*4} et de censure* imposé aux journaux comme un devoir envers la nation, la presse est indispensable aux combattants et aux non-combattants. C'est d'ailleurs à travers elle que le roman le plus célèbre de la Première Guerre mondiale est publié⁵ et, chose étonnante, aucune de ses pages n'est la proie des "ciseaux d'Anastasie"⁶. Est-ce parce que *Le Feu* est qualifié de fiction ? Ou est-ce que le lecteur de 1916 a perdu les

² **Poilus** : le terme "poilu", ce qui est couvert de poils (pelu), a développé le sens figuré de « fort, courageux » (selon Balzac, 1833) passant dans l'argot militaire, et ce avant la guerre de 1914-1918 (1897). Pendant cette guerre, il est devenu synonyme de « combattant » (1915), surtout parmi les civils de l'arrière. In REY, Alain (dir.) : *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, tome II, Paris, 1992, p.1560.

³ **Bourrage de crâne** : action persistante, persévérante dans le dessein d'en faire accroire (1876). Propagande intensive. Cette expression s'est surtout répandue pendant la guerre de 1914-1918 et a beaucoup été employée à propos de cette guerre. In REY, Alain (dir.) : *Le Robert. Dictionnaire de la langue française*, tome II, Paris, 2^e édition entièrement revue et enrichie par Alain Rey, 1995, p.127.

⁴ L'astérisque indique que le terme qui fait référence au vocabulaire spécialisé de la presse est expliqué de manière plus approfondie dans le « lexique de la presse », p.564-473.

⁵ Publié dans *L'Oeuvre* en feuilleton à partir du 3 août 1916.

⁶ **Ciseaux d'Anastasie** : expression argotique personnifiant la censure. Venant de l'expression "les ciseaux de la censure" : action des censeurs (qui effectuent des coupures dans un livre, un article, etc.), puis représentée dans l'imagerie populaire par le caricaturiste André Gill par une vieille femme prénommée Anastasie et tenant une grande paire de ciseaux. In *ibidem*, p.627.

illusions d'août 1914 et qu'il suit le conseil de ce personnage de Barbusse « Y pense pas » et ne prête plus alors attention aux mensonges de la presse ?

Même pour nous, lecteurs avertis d'un XXI^e siècle à peine entamé, la presse de 1914 à 1918 est indispensable pour saisir un peu de cette guerre qui débuta le XX^e siècle ; la presse fait fonction dans ce cas de relais entre le passé et le présent.

Plusieurs raisons ont inspiré le choix du sujet traité dans ce travail. En premier lieu, la formation universitaire que j'ai suivie à partir de la licence, le Second Cycle d'Etudes Franco-Allemandes Transfrontalières (SCEFAT), m'a permis de me confronter et de me familiariser avec les notions d'interculturalité et de pluridisciplinarité, incontournables pour mener à bien ce type de travail. Proposé conjointement par les universités de Metz et de Sarrebruck, ce cursus place au centre de la réflexion les relations franco-allemandes et l'espace Saar-Lor-Lux au sein d'une Europe en mutation.

De par sa situation géographique et son passé historique, la Lorraine apparaît donc comme une région à la croisée de ces deux axes de recherche, tout particulièrement lorsqu'elle est dédoublée pour former non plus une région mais deux régions que divise une frontière. La Lorraine devient alors un enjeu géopolitique et stratégique, surtout en période de conflit, pour les deux pays entre lesquels son territoire a été partagé pendant plus de quarante ans, l'Allemagne et la France.

La période choisie comme cadre temporel de l'étude, la Première Guerre mondiale, est un événement historique fondamental à plus d'un titre. Elle débute le XX^e siècle et marque de façon indélébile d'une empreinte de violence et d'intolérance les relations internationales entre des pays à la recherche d'une identité nationale. Les bouleversements que le conflit occasionne dans les relations franco-allemandes renforcent entre les deux pays un antagonisme qui

sera long à se résorber. Cet antagonisme se situe aussi bien au niveau "national" que "familial" – il n'y a pas une seule famille française ou allemande qui ne soit pas, entre 1914 et 1918, directement ou indirectement concernée par la guerre – créant ainsi l'idée d'une histoire commune aux deux pays et d'une "culture de guerre" dont les répercussions sont encore visibles aujourd'hui, à l'orée du XXI^e siècle.

Une étude de la presse entre 1914 et 1918 s'inscrit tout à fait dans l'axe de recherche principal du Centre d'Etude des Périodiques de Langue Allemande (CEPLA) de l'université de Metz ; et en raison du cursus universitaire suivi qui m'a conduit à mener ce travail dans le cadre d'une cotutelle de thèse avec l'université de la Sarre, j'ai choisi de m'engager dans une étude comparative de la presse allemande et française pendant la Première Guerre mondiale.

Pour autant, le but de la présente recherche n'est pas de proposer une chronique des années de guerre à travers les journaux mais de démontrer comment deux journaux régionaux s'inscrivent dans un schéma de pensée nationale. A travers l'analyse de la presse régionale lorraine allemande et française de la Première Guerre mondiale, nous nous efforcerons de dégager les perceptions et les représentations collectives qui avaient cours en Allemagne et en France à cette époque. Car la presse est un véhicule privilégié de toutes les formes de représentations sociales qui constituent l'objet principal de la présente étude.

Comment le conflit a-t-il été exploité par la presse de part et d'autre de la frontière franco-allemande lorraine ? Et surtout, quelles représentations nationales et quelles "images de l'ennemi" la presse de cette région a-t-elle bien pu donner à ses lecteurs de 1914 à 1918 ? Telles sont les deux questions qui nous préoccupent de manière récurrente.

La perspective pluridisciplinaire et interculturelle de ce type de travail fait appel aux résultats des recherches menées à propos des différents aspects abordés. La recherche historique à l'égard de la Première Guerre mondiale a beaucoup évolué depuis la parution des premiers ouvrages dans les années 1920 et elle est aujourd'hui encore extrêmement active, mais surtout elle est menée dans une optique internationale. La Lorraine est un objet d'étude non seulement pour l'historiographie française nationale mais également et avant tout pour les historiens régionaux. Les études sur les perceptions et les représentations sociales forment aujourd'hui un axe de recherche à part entière dans le domaine de l'imagologie. Enfin, la presse constitue un objet d'étude quotidien aussi bien pour les journalistes que pour les historiens en Allemagne comme en France. Mais force est de constater qu'il n'existe que peu d'études comparatives de la presse permettant de découvrir deux journaux dans un contexte particulier. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le cadre de la présente étude.

Grâce à un dépouillement systématique de la *Metzer Zeitung*, quotidien allemand de Metz, et de *L'Est Républicain*, quotidien français de Nancy, nous espérons parvenir à mettre en relief la vision nationale de la guerre développée par les deux journaux régionaux. Ces deux journaux ont été étudiés au jour le jour sur une durée totale de 36 mois⁷. Cette durée correspond aux quatre séquences de la Première Guerre mondiale les plus denses quant aux événements dont elles ont vu le déroulement. Il s'agit des quatre tranches chronologiques suivantes : juillet 1914 – janvier 1915, février – décembre 1916, janvier – décembre 1917 et juillet – décembre 1918.

⁷ Ce qui constitue un corpus de plus de 2.000 exemplaires, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* réunis.

Notre travail est articulé autour de trois grands axes. Après avoir cadré l'étude et défini en détail son objet, les perceptions et les représentations sociales, le contexte, la Première Guerre mondiale en Lorraine, et le support, la presse, nous examinerons, dans une deuxième partie, le traitement de l'actualité générale et de la guerre proprement dite à travers les deux journaux choisis. *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* adoptent-ils une politique rédactionnelle de guerre ? Qui "fait" l'information en Lorraine ? Cette information se concentre-t-elle exclusivement autour des faits de guerre ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons de répondre.

Enfin, la troisième partie s'appuie sur les résultats de la recherche relative aux phénomènes de perceptions. Nous essaierons de dégager les "images de l'ennemi" et les perceptions nationales véhiculées par la presse pendant la guerre. Comment la presse allemande voit-elle la France, et la presse française l'Allemagne ? A qui s'adresse précisément le discours de la presse ? Quelle image la presse renvoie-t-elle de son propre pays ? Ceci nous amènera à définir quelques grandes notions comme "ennemi" ou "nation" et à évoquer bien sûr la propagande pratiquée par les nations en guerre.

PREMIERE PARTIE

CADRE GENERAL DE L'ETUDE

INTRODUCTION

Pour dégager les "images de l'ennemi" et les représentations nationales véhiculées par la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* pendant la Première Guerre mondiale, il faut tout d'abord définir précisément le cadre de notre étude.

Il s'agit ici en premier lieu d'expliquer l'objet principal de l'étude, les perceptions et les représentations sociales. Celles-ci recouvrent une réalité assez imprécise et nous tâcherons de différencier entre autres, clichés, stéréotypes et images, termes dont nous usons indistinctement pour présenter une personne ou un groupe ou pour caractériser une identité mais qui représentent chaque fois une réalité différente. A partir de la définition de ces notions, nous verrons quelle est leur fonction. Toutefois, nous n'entrerons pas dans le détail de leurs différents champs d'utilisation, littérature, linguistique, sciences sociales ou culturelles, car notre approche ne distingue pas, à vrai dire, les domaines d'étude des stéréotypes. Par contre nous approfondirons un item en particulier, le stéréotype national, qui nous conduira à évoquer la notion d'identité nationale. C'est en effet une notion essentielle dans le cadre de notre étude. Il s'agit d'inscrire les images relevées à travers *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* dans un schéma identitaire national. Et ce dans un contexte précis, une situation de conflit.

C'est la raison pour laquelle nous développerons ensuite à propos de la Première Guerre mondiale quelques faits historiques qui nous semblent significatifs dans le cadre de l'étude. En effet, il ne faut pas négliger le contexte historique qui joue un très grand rôle dans la formation des images et l'utilisation

des stéréotypes. Mais plus que la guerre elle-même, c'est la culture de guerre qui nous intéresse ici.⁸

Enfin, nous nous pencherons sur la presse de l'époque. Si la presse écrite a été choisie comme support de l'étude qui suit, c'est qu'elle est un véhicule privilégié des images et des stéréotypes. Tout comme la littérature et les autres médias, la radio, la télévision et aujourd'hui le réseau Internet, elle nous confronte quotidiennement aux représentations sociales dans sa volonté de nous ouvrir au monde. Là encore, il ne s'agit pas de tracer un historique de la presse de ses origines à l'époque étudiée mais de nous permettre d'appréhender les deux quotidiens choisis, notamment par la mise en parallèle de la presse régionale dont ils sont issus avec la presse nationale à laquelle ils se réfèrent.

⁸ C'est pourquoi, nous citons fréquemment les historiens qui ont développé cette notion de "culture de guerre". Ce sont entre autres Stéphane Audouin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich et Jay Winter qui sont à l'origine de la création de l'Historial de Péronne dans la Somme (France), haut lieu de mémoire de la Grande Guerre et centre de recherche auquel ils participent activement dans une optique de réflexion historique européenne et actuelle sur les grands conflits du XX^e siècle. Cf. la publication du centre de recherche de l'Historial de Péronne : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, revue trimestrielle d'histoire.

CHAPITRE I

DE LA PERCEPTION A LA REPRESENTATION DE L'AUTRE ET DE SOI

Essayons, dans un premier temps, de déterminer ce que l'on entend par « visions croisées franco-allemandes » dans la presse régionale lorraine pendant la Première Guerre mondiale. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'images au sens visuel du terme, de photos, dessins, caricatures, toute illustration étant quasi inexistante dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* de l'époque. Il s'agit de perceptions et de représentations par les mots. Qui dit vision évoque en même temps celui qui voit et celui qui donne à voir. En l'occurrence la presse, les journaux, et plus précisément deux quotidiens. Ce sont eux qui voient l'Autre ; et ce sont eux, qui par leurs mots, donnent à voir l'Autre à leurs lecteurs. A la base de la représentation, il y a donc la perception. Les deux peuvent être différentes car il y a des facteurs spécifiques qui interviennent dans le processus qui amène celui qui voit l'Autre à la façon dont il le donne à voir. Mais la représentation que le quotidien donne de l'Autre à ses lecteurs devient perception pour les lecteurs. Perception et représentation sont donc indissociables. Ainsi la présente étude porte sur la perception que *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* ont de l'Autre et sur les représentations qu'ils en donnent. L'Autre est donc ici l'Allemagne vue par un quotidien régional français et la France représentée par un quotidien régional allemand. D'où la notion des « visions croisées franco-allemandes »⁹.

⁹ Notons ici que la notion de visions croisées telle que nous l'utilisons dans le cadre de la présente étude se distingue de celle utilisée par Michel Espagne lorsqu'il développe l'idée de transferts culturels franco-allemands. En effet, le contexte historique, la Première Guerre

A partir de cette première idée, essayons de définir plus précisément ce que sont les perceptions et les représentations et de déterminer leur rôle. Car nous allons être amené à centrer notre réflexion sur un type particulier de représentations, les "images de l'ennemi" ou *Feindbilder*¹⁰ et sur un rôle bien défini des dites représentations, la conception et la constitution d'une identité nationale. Mais avant d'analyser ces notions clés, nous aborderons le thème de la perception et des représentations qui est à la base de ce travail. Nous allons, dans un premier temps, définir ce qu'elles regroupent de manière générale puis, dans un second temps, introduire la notion de nation dans le concept de perception puisqu'il s'agit ici de la perception de deux pays, la France et l'Allemagne, que deux quotidiens acquièrent et des représentations qu'ils en donnent.

mondiale, exclut l'idée de transferts culturels entre les deux pays car, selon les propos mêmes de l'auteur, « un transfert culturel engage aussi bien la vie économique, démographique, psychique et intellectuelle des groupes sociaux mis en présence ». In ESPAGNE, Michel : *Les transferts culturels franco-allemands*. PUF, Paris, 1999, p.1.

¹⁰ Le mot allemand *Feindbild* est le terme exact recouvrant la réalité de la notion que nous utilisons à travers notre étude tel qu'il est employé notamment par Franz Bosbach : „Die Definition dessen, was unter einem Feindbild zu verstehen ist, ist bewusst weitgefasst. Es geht um alle Informationen und Darstellungsformen, die in dem zeitgenössischen Schrifttum eingesetzt werden, um den Gegner als einen Feind zu kennzeichnen. Das besondere Interesse gilt dabei der Inhaltsanalyse, vor allem den fragen, welche Traditionen und normen wirksam sind und welche Mittel der Argumentation im einzelnen angewendet werden.“ In BOSBACH, Franz (Hg.) : *Feindbilder. Die Darstellung des Gegners in der politischen Publizistik des Mittelalters und der Neuzeit*. Böhlau Verlag, Köln, Weimar, Wien, 1992, p.X-XI. Mais pour éviter l'emploi récurrent de mots allemands dans un texte écrit en langue française et afin de rendre la lecture plus agréable, nous le traduisons de manière littérale par l'expression "image de l'ennemi".

1. Définition et rôle des notions

Dans le langage courant, on parle régulièrement et indistinctement de préjugés, de clichés, de stéréotypes, de lieux communs ou d'idées reçues. Le partage des mots et des notions n'est pas clair mais l'impression générale suscitée par ces concepts est négative. Dans un sens plus positif, on évoque souvent la notion d'images et de représentations sociales. Il semble donc nécessaire de définir tout d'abord ce que ces termes signifient afin de dégager ceux qui seront le plus adaptés au discours analysé. Cela apparaît d'autant plus nécessaire que le sens de ces notions a beaucoup évolué depuis le moment de leur première utilisation jusqu'à la fixation du sens dans lequel on les utilise aujourd'hui.

Si dans le langage courant les termes préjugés, clichés ou stéréotypes restent souvent synonymes, il existe cependant entre eux des différences qu'il convient d'établir. De même il existe des dissemblances selon le champ de leur utilisation. Dans le cadre de notre étude, c'est l'analyse de nos deux quotidiens qui nous conduit à utiliser ces termes. Clichés, stéréotypes, images et représentations sociales participent directement à l'argumentation du discours journalistique dans un rôle qu'il s'attribue en plus de celui qu'il a d'informer, celui de persuader les lecteurs. Les images jouent donc elles-mêmes un rôle important.

Au début du XX^e siècle, les lieux communs « désignent non plus les sources communes du raisonnement, mais les idées devenues trop communes, et rejetées comme telles »¹¹. Quant aux idées reçues, « elles inscrivent des jugements, des croyances, des manières de faire et de dire, dans une formulation

¹¹ AMOSSY, Ruth / HIRSCHBERG-PIERROT, Anne : *Stéréotypes et clichés. Langue, discours, société*. Nathan, Paris, p.20.

qui se présente comme un constat d'évidence et une affirmation catégorique »¹². Lieux communs et idées reçues forment un « prêt à dire, prêt à penser, prêt à faire, prescrit par le discours social »¹³ et manié plus ou moins inconsciemment par les populations, les gouvernements et bien sûr les journaux.

Le terme "cliché", quant à lui, a été forgé à partir des nouvelles techniques de reproduction en masse utilisées par l'imprimerie du XIX^e siècle, le clichage, encore appelé la stéréotypie. "Cliché" ne devient un mot courant que dans le dernier tiers du siècle bien que le procédé qu'il décrit existe depuis le XVII^e ; des expressions, métaphores, comparaisons, hyperboles, qui étaient alors le modèle de la figure dans la rhétorique classique sont peu à peu définies comme des "clichés" et vues de façon négative. Le terme se développe au XIX^e siècle en même temps que sa prise de conscience dans la dimension sociale qu'il acquiert en tant que langage reçu, répété et commun. Cependant, « le cliché n'est pas défini seulement comme une formule banale, mais comme une expression figée, répétable sous la même forme »¹⁴ qui, en même temps que le lieu commun et l'idée reçue, prend une valeur péjorative. Il apparaît surtout dans les romans-feuilletons édités par les journaux et la presse en général.

A la différence du lieu commun et de l'idée reçue et de par son origine étymologique, le cliché a partie liée avec la production de masse, c'est-à-dire, en premier lieu, le journal. Ainsi, nous examinerons de quelle manière les clichés sont présents dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* de la Première Guerre mondiale comme éléments de leur discours. Mais la présence récurrente du cliché, notamment dans la presse, entraîne un phénomène nouveau : il devient un objet d'étude d'abord pour les sociologues puis dans les sciences humaines en général où son omniprésence et son rôle sont mis en valeur. D'un point de vue sociologique, il « figure comme métaphore photographique et typographique de

¹² *Ibid.*, p.24.

¹³ *Ibid.*

l'imitation sociale »¹⁵. Le cliché joue donc un rôle d'agent de cohésion sociale par la reproduction des mêmes modèles. Au cours du XX^e siècle, la notion de cliché est cependant peu à peu remplacée par celle de stéréotype.

Le stéréotype partage avec le cliché son étymologie. Il s'agit également d'un procédé de reproduction typographique de masse employé notamment dans le domaine de la presse. Et de plus en plus au XIX^e siècle, il est utilisé de façon métaphorique. Le stéréotype, tout comme le cliché, prend au figuré le sens de ce qui ne se modifie point, ce qui reste toujours identique. Mais il comporte une dimension supplémentaire, mise en avant par Robert Frank ; le stéréotype, à la différence du cliché, exprime, nous dit cet auteur, en plus d'une idée un jugement :

Celui-ci procède davantage d'un réflexe que d'une réflexion. En ce sens, un stéréotype est à la fois un préjugé et un cliché : un préjugé sous forme de cliché, c'est-à-dire d'une image sans cesse répétée, ou un cliché sous la forme d'un jugement péremptoire le plus souvent négatif.¹⁶

C'est après la Première Guerre mondiale que le stéréotype devient un objet d'étude dans le champ des sciences humaines. D'un point de vue sociologique, ce terme emprunté au langage courant désigne « les images dans notre tête qui médiatisent notre rapport au réel. Il s'agit des représentations toutes faites, des schèmes culturels préexistants, à l'aide desquels chacun filtre la réalité ambiante »¹⁷. Ruth Amossy et Anne Herschberg-Pierrot reprennent ici la définition de Walter Lippmann, publiciste américain qui introduit le premier la

¹⁴ *Ibid.*, p.12.

¹⁵ *Ibid.*, p.13.

¹⁶ FRANK, Robert : « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », p.20-21. In JEANNENEY, Jean-Noël (dir.) : *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*. Odile Jacob, 2000.

¹⁷ AMOSSY, Ruth / HERSCHBERG-PIERROT, Anne : *op. cit.*, p.26.

notion de stéréotype en tant que représentation dans son ouvrage *Opinion publique* en 1922¹⁸. Le stéréotype est donc une image figée issue du fond culturel d'un individu ou d'un groupe ; il prend un caractère indispensable et inévitable sur le plan social puisqu'il permet d'appréhender le réel. Ainsi on n'échappe pas au stéréotype. Il constitue en quelque sorte un raccourci qui simplifie par des images le réel afin que chacun puisse le comprendre. Ces images, qui résistent aux changements, participent au processus intellectuel et social qui fait que la perception devient représentation. Elles induisent donc un imaginaire social. Ce qui conduit à penser que le stéréotype est réducteur et à le voir sous un jour péjoratif, comme le cliché avant lui. Même si sans le stéréotype il serait impossible de comprendre le réel, de le catégoriser et d'agir sur lui puisque le stéréotype a valeur de modèle, il est certain qu'il favorise une vision schématique et déformée de la réalité qui entraîne des préjugés. C'est le sens que cette notion garde dans l'usage courant. Mais les sciences sociales tentent de revaloriser le stéréotype et mettent en avant ses fonctions constructives car il est indispensable à la cognition. La cognition sociale est une discipline particulière de la psychologie sociale qui « s'intéresse prioritairement au traitement de l'information sociale, c'est-à-dire à la sélection, l'encodage, la mémorisation des informations concernant une personne ou un groupe » Elle se propose d'explorer le rôle des stéréotypes dans le processus cognitif ordinaire, en particulier l'acquisition, l'élaboration et le stockage des informations »¹⁹.

Aujourd'hui, la « réévaluation »²⁰ du sens de stéréotype coexiste malgré tout avec son sens péjoratif et le stéréotype devient un concept bien défini : d'une part, il « permet d'analyser le rapport de l'individu à l'autre et à soi, ou les

¹⁸ LIPPMANN, Walter : *Public opinion*. Pelican Books, New York, 1946 (première édition 1922).

¹⁹ AMOSSY, Ruth / HERSCHBERG-PIERROT, Anne : *op. cit.*, p.47.

²⁰ *Ibid.*, p.28.

relations entre les groupes et leurs membres individuels »²¹ et, d'autre part, il désigne « une image collective figée [...] souvent assimilé au cliché lorsqu'on insiste sur sa banalité, son caractère d'automatisme réducteur »²². Mais si tous les stéréotypes sont donc des images, les images ne sont pas uniquement des stéréotypes.

A la différence du stéréotype, qui est une représentation figée du réel, une image évolue dans le temps. De plus, elle n'a pas valeur de modèle, elle révèle juste la façon dont on perçoit un individu ou un groupe à un moment donné. Un autre caractère distingue l'image du stéréotype, c'est la valeur respective qui leur est accordée : alors que le stéréotype est couramment vu de façon péjorative, l'image est envisagée de façon neutre. C'est la raison pour laquelle la tendance actuelle en sciences sociales est de parler plutôt de représentations sociales lorsqu'il s'agit d'employer les images dans un sens neutre, comme le souligne Ruth Amossy, « dans une perspective qui s'intéresse à l'imaginaire social, à la logique des représentations collectives à travers lesquelles un groupe perçoit et interprète le monde, le terme de représentation sociale a sans doute sur celui de stéréotype l'avantage de ne pas être chargé de connotations négatives »²³. En même temps, l'image ne serait qu'un élément des représentations sociales²⁴.

Les représentations sociales, dans le champ des sciences humaines, englobent donc des caractéristiques des images et des stéréotypes auxquelles elles ajoutent leurs propres particularités. Elles participent au processus de

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, p.30.

²³ *Ibid.*, p.51.

²⁴ François Laplantine donne une définition de la représentation : « elle se contente de prendre des clichés photographiques et est prête à renouveler cette opération autant de fois qu'il le faut. Elle ne fait pas refluer l'individu ou la communauté sur l'origine, mais s'en tient modestement au présent. C'est la signification même du terme représentation, en tant que pure présence ». In LAPLANTINE, François : *Je, nous et les autres*. 1999, p.137.

perception du réel et se créent de manière directe ou indirecte, c'est-à-dire, selon Jürgen Wilke, « soit par une observation personnelle et un contact direct (expérience primaire) soit par l'intermédiaire d'un autre, donc par la communication (expérience secondaire) »²⁵. Communication obtenue grâce à différentes instances dont les procédés médiatiques au rang desquels la presse. L'idée est reprise par Denise Jodelet. Les représentations sociales sont des représentations du réel qui, selon elle,

nous guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, statuer sur eux et, dans le cas échéant, prendre une position à leur égard et la défendre²⁶.

Elles sont facilement observables car

elles circulent dans les discours, sont portées par les mots, véhiculées dans les messages et images médiatiques, cristallisées dans les conduites et les agencements matériels ou spatiaux²⁷.

Mais la vision que les représentations sociales et les images donnent du réel peut être aussi erronée que celle que donne le stéréotype et de même conduire à la création de préjugés. Pour autant, stéréotypes, images et représentations sociales ne peuvent pas être définis comme des préjugés. Les notions ont tendance à être confondues, mais les préjugés relèvent de la subjectivité d'un individu ou d'un groupe alors qu'à la base des images il y a une constatation objective, certes généralisée et transformée, mais plus en adéquation avec le réel. Quant aux représentations sociales, elles sont, selon Jodelet, un

²⁵ WILKE, Jürgen : „Imagebildung durch Massenmedien“, p.11. In Bundeszentrale für politische Bildung : *Völker und Nationen im Spiegel der Medien*. Bonn, 1989.

²⁶ JODELET, Denise (dir.) : *Les représentations sociales*. PUF, Paris, 1999, p.47.

²⁷ *Ibid.*, p.48.

savoir qui dit quelque chose sur l'état de la connaissance, de la réalité²⁸. Et la connaissance des représentations sociales et des images et stéréotypes est elle-même indispensable à la connaissance scientifique, elle correspond à une façon de penser. Les représentations sociales comblent parfois les lacunes de la connaissance scientifique dans l'imaginaire social. Elles sont construites à partir des valeurs du groupe qui les produit.

Là où images et représentations sociales apparaissent comme une opinion, la représentation d'un individu ou d'un groupe par un autre groupe, le préjugé désigne l'attitude qu'adopte un groupe envers un individu ou un autre groupe. Un préjugé est un jugement *a priori*, un jugement antérieur à l'appréciation que l'on peut avoir après analyse. Ainsi, on a aujourd'hui tendance à distinguer une composante cognitive, l'image, une composante affective, le préjugé et une composante comportementale, la discrimination. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'y a pas de relation de cause à effet entre les trois aspects, il s'agit plus d'une légitimation du dernier par les deux premiers. Il ne faut donc pas considérer l'image comme correcte ou incorrecte mais comme utile ou nocive. Ce qui conduit à poser la question du rôle de l'image.

Faut-il combattre les stéréotypes et les images ?

Il semble impossible de les éliminer puisque, nous l'avons vu, ils sont indispensables pour appréhender le réel et jouent donc un fort rôle social. Par contre, il est possible de chasser les images existantes pour en véhiculer d'autres, ce qui conduit à retourner les stéréotypes et faire évoluer les images, notamment par une meilleure connaissance du réel. Il s'agit donc d'agir sur l'« expérience primaire » dont parle Jürgen Wilke. C'est un élément intéressant dans le cadre de notre étude parce que si les représentations sociales peuvent être modifiées dans

²⁸ *Ibid.*, p.61.

un sens positif, elles peuvent l'être également dans un sens négatif. Ceci met en avant la manipulation qui peut être exercée à l'égard des images et par les images. Ce rôle manipulateur des représentations sociales revêt pour nous une importance particulière car, comme le précise Jodelet,

les instances et relais institutionnels, les réseaux de communication médiatiques ou informels interviennent dans leur élaboration, ouvrant la voie à des processus d'influence, voire de manipulation sociale et [...] il s'agit là de facteurs déterminants dans la construction représentative²⁹.

La presse est donc un des véhicules les plus efficaces des images. Dans cette optique, nous verrons quelle attitude adoptent *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* par rapport aux images qu'ils transmettent à leurs lecteurs. C'est en effet le traitement de l'information que nous nous proposons d'étudier à travers les deux quotidiens. Ce qui soulève des questions relevant de la cognition sociale que nous avons évoquée plus haut : quelle information est sélectionnée et représentée ? Comment est-elle représentée ? Mais évidemment aussi : quelle information n'est pas transmise ?

Deux éléments paraissent également importants à mettre en avant. D'une part, l'un des facteurs essentiels qui déterminent les inflexions et les contours d'une image est l'idéologie de celui qui la produit et, d'autre part, le contenu même de cette image est tout aussi révélateur de l'identité de celui qui l'émet, et de ses intentions en ce qui concerne l'Autre, que la nature des réalités qu'il a pu observer. Ainsi, par l'image, on obtient des renseignements non seulement sur l'objet de cette image, l'Autre, mais aussi sur celui qui la transmet, sur son identité, sa culture, son idéologie et ses desseins à l'égard de l'Autre comme à l'égard de celui pour qui l'image est destinée. Analyser les images transmises par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* pendant la Première Guerre mondiale

²⁹ *Ibid.*, p.52.

nous conduira donc à mieux connaître les deux quotidiens régionaux émetteurs des images et l'objet des images véhiculées, la France et l'Allemagne ainsi que les intentions des journaux à l'égard des pays objets des représentations et à l'égard des lecteurs récepteurs des images. On retrouve ici en filigrane le schéma classique de communication qui comprend un émetteur, en l'occurrence les journaux choisis, et un ou des récepteurs, ici ce sont d'un côté les lecteurs et de l'autre les pays en cause. L'image est le produit de la communication. Mais l'image est elle-même la représentation sociale des individus et des groupes qui composent son objet, la France et l'Allemagne.

C'est là un point qu'il est important de relever : sous le concept d'image, on distingue hétéro-image et auto-image, la première étant la représentation que l'on a quand on parle d'un autre, la seconde celle que l'on a lorsqu'on parle de soi. La limite entre les deux n'est pas clairement définie, car lorsqu'on veut donner une image de l'Autre, on cherche aussi à se définir soi-même selon le précepte "se poser en s'opposant". C'est l'objet de recherche dans le domaine de l'imagologie qui est définie par LADMIRAL et LIPIANSKI comme étant « l'analyse du contenu des représentations qu'un peuple se fait d'un autre (hétéro-images) et de lui-même (auto-images) »³⁰.

Dès que je présente l'Autre, je me représente à l'arrière-plan. Je suis l'Autre pour un individu ou un groupe qui est l'Autre pour moi. C'est-à-dire que je ne lui reconnais pas les particularités qui sont les miennes et celles de mon groupe. Ce qui entraîne le risque de stigmatiser l'Autre. Un individu ou un groupe a donc besoin de l'Autre pour se représenter lui-même. L'Autre peut être un individu ou un groupe de la même société de celui qui émet l'image ou hors de la

³⁰ LADMIRAL, Jean-René / LIPIANSKI Edmond-Marc : *La communication interculturelle*. Paris, Colin, 1989, p.228.

société. L'acceptation des images véhiculées au sein d'un groupe et l'adhésion à celles-ci permettent donc l'identification d'un individu à ce groupe et la reconnaissance de l'individu par le groupe. L'image favorise de ce fait l'intégration sociale et participe à l'élaboration d'une identité sociale et même d'une identité nationale. D'ailleurs, nombre de stéréotypes sont nationaux, accentuant des traits de caractère supposés propres aux populations et, de la sorte, établissant des différences entre les nations qui permettent à celles-ci d'identifier l'Autre et de s'identifier elles-mêmes.

Ainsi, il se dégage peu à peu de ce qui n'étaient à l'origine que tournures langagières communes des notions qui révèlent une certaine complexité en même temps qu'une certaine richesse. Les représentations sociales, les images et les stéréotypes sont devenus au fil du temps un objet d'étude moderne dans le domaine des sciences humaines. L'étendue de leur champ de recherche met en avant leur vitalité et leur transversalité. Ces notions paraissent indispensables car elles font partie intégrante du tissu social. Elles créent un lien entre le réel et l'individu ou le groupe, elles établissent la communication au sein du groupe et favorisent ainsi un sentiment de cohésion qui se transforme en sentiment d'identité sociale et nationale. Elles appartiennent donc à l'imaginaire social relevant de l'inconscient collectif dans la connaissance du réel, objet ou individu. Mais, stéréotypes, images et représentations sociales sont également utilisées sciemment par des instances institutionnelles à des fins précises, notamment à travers la presse, comme nous le verrons au cours de notre étude.

2. Imagologie et identité nationale

Clichés et stéréotypes sont des notions qui ont donc été détournées du domaine de la rhétorique pour être utilisées en sciences sociales puis, grâce à leurs corollaires "images" et "représentations sociales", leur utilisation se prolonge à tous les domaines de la connaissance. La recherche sur la place et le rôle de ces notions s'étend aujourd'hui à l'histoire et à la littérature comparée dans le champ des études culturelles et interculturelles.

Les représentations sociales circulent dans l'imaginaire collectif de la société et façonnent les mentalités mais elles sont fabriquées par la presse, les médias, les hommes politiques, les écrivains, bref, par tous ceux qui jouent un rôle social. Elles sont construites à partir des valeurs du groupe qui les produit et correspondent à l'activation d'éléments présents à l'état latent (*fundus*). Les représentations sociales comprennent des éléments informatifs, cognitifs, idéologiques et normatifs ; s'ajoutent des croyances, des opinions, les valeurs qu'elles induisent, les attitudes qu'elles génèrent et enfin une série d'images qu'elles produisent car, nous l'avons dit, elles rassemblent les caractéristiques des images et des stéréotypes auxquelles elles ajoutent leurs propres signes distinctifs. Les représentations sociales sont donc le propre d'un groupe d'individus et diffèrent ainsi d'un pays à l'autre. Elles concourent ainsi à l'affirmation d'une identité sociale et nationale.

Le concept d'identité est vu aujourd'hui en parallèle avec le concept d'altérité³¹. Il est difficile de parler de l'un sans parler de l'autre. Néanmoins, on se trouve devant plusieurs schémas de pensée possibles. L'identité précède-t-elle l'altérité ? Ou inversement, l'altérité précède-t-elle l'identité ? Au niveau des

³¹ Cf. HILY, Marie-Antoinette / LEFEBVRE, Marie-Louise : *Identité collective et altérité. Diversité des espaces / spécificité des pratiques*. L'Harmattan, Paris, Montréal, 1999.

nations, cela signifie-t-il que l'identité d'une nation existe indépendamment des autres nations ou est-ce parce qu'il y a perception des autres nations qu'il y a perception puis représentation de l'identité nationale ? Les deux schémas sont-ils opposés ou complémentaires ? N'y a-t-il pas une troisième voie possible qui serait que l'altérité ne fait pas face à l'identité mais la pénètre ? L'identité n'est pas figée, ce n'est pas un concept clos. L'identité nationale n'est donc pas clairement définie. Ce qui nous amène à poser la question de la formation de l'identité sociale et nationale. Peu à peu, il apparaît que l'identité devient problématique parce que manipulable. On parle d' "identité construite". C'est là qu'interviennent les représentations sociales, les images et les stéréotypes. Ils participent directement au processus de formation identitaire³². D'où l'importance de comprendre les représentations collectives et ceux qui créent et véhiculent celles-ci.

L'étude des représentations dans le domaine des sciences humaines, en particulier dans celui de la psychologie des groupes ou ethnopsychologie (qui rassemble la recherche linguistique, historique et culturelle – psychologie culturelle et interculturelle – des groupes) passe par l'imagologie. L'imagologie, en tant qu'analyse du « contenu des représentations qu'un peuple se fait d'un

³² Hans-Manfred Bock parle de conception "subjective" et "objective" qui participe à la formation de la nation. Il dit aussi : « In diese Fragestellung der transnationalen Perzeptionsforschung geht eine theoretische Prämisse ein, die im Rahmen der internationalen Bilder-, Stereotypen- oder Mythenforschung so gut wie nie, in der (neueren) Nation- bzw. Nationalismus-Forschung hingegen lebhaft diskutiert wird. Nämlich die Annahme, dass es sich bei der Kategorie "nationale Identität" um eine politisch-intellektuelle Projektion, um eine "vorgestellte" Wirklichkeit, nicht jedoch um einen naturgegebenen Sachverhalt oder um eine wesentlich "vorgegebene" Wirklichkeit handele. » In BOCK, Hans-Manfred : „Nation als vorgegebene oder vorgestellte Wirklichkeit ? Anmerkungen zur Analyse fremdnationaler Identitätszuschreibung.“, p.11. In FLORACK, Ruth (Hrsg.) : *Fremdwahrnehmung und Identität in deutscher und französischer Literatur*. Max Niemeyer Verlag, Tübingen, 2000. Sur la construction d'identité nationale, Cf. également ANDERSON, Benedict : *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism*. 1983. Traduction française : *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Editions La Découverte, Paris, 1996.

autre (hétéro-images) et de lui-même (auto-images) », selon les termes de Ladmiral et Lipiansky³³, est à la base même des modèles de perception nationale.

Ces représentations collectives nécessairement sommaires permettent à une nation d'être différenciée par une autre mais elles permettent également à cette nation de se différencier d'une autre. Définir ce qu'est la nation à ce stade de l'étude serait prématuré ; des interprétations du contenu de la notion de nation selon les visions française et allemande seront données dans la suite du développement. Mais, nous pouvons d'ores et déjà dire qu'une nation se reconnaît comme telle par l'image qu'elle a d'elle-même. Et c'est la différence qu'une nation établit entre la perception qu'elle a d'elle-même et celle qu'elle a de l'Autre qui mène d'une part à la définition qu'elle donne d'elle-même et qui conduit, d'autre part, à la dérive que représentent le nationalisme, la xénophobie et le racisme. Telle est l'opinion défendue par Robert Frank lorsqu'il s'exprime sur les stéréotypes nationaux qui, selon lui, constituent

des représentations simplifiées, voire simplistes, particulièrement des "autres" nations que la sienne. Dans la mesure où elles risquent de déclencher un torrent d'incompréhension, de mépris, de haine, de xénophobie et de racisme, ces images se révèlent souvent dangereuses. Les historiens le savent : les images que les nations se font les unes des autres jouent un rôle fondamental dans les relations internationales ; préjugés et idées reçues peuvent provoquer des fièvres nationalistes, et les stéréotypes altérer le jugement des diplomates et des acteurs de la vie politique.³⁴

Le nationalisme représente un sentiment exacerbé de l'attachement à la nation à laquelle on appartient ; il est parfois accompagné de xénophobie, qui est le rejet de ce qui est étranger et mène au racisme, qui correspond à la théorie de la hiérarchie des races et, dans un sens élargi, se transforme en hostilité violente envers un groupe social. De là découle la notion d'ennemi et la transmission

³³ LADMIRAL, Jean-René / LIPIANSKY, Edmond-Marc : *La communication interculturelle*, Colin, 1989, p.228.

d'"images de l'ennemi" (*Feindbilder*). Les "images de l'ennemi" véhiculées par nos deux journaux seront analysées dans la troisième partie de notre étude. Ces images résultent de la confrontation entre deux groupes nationaux sur le plan politique, économique ou militaire. Plus la confrontation est sévère, plus les images véhiculées le sont au détriment de l'Autre et plus les stéréotypes négatifs sont renforcés. Les représentations stéréotypées de l'Autre traversent inévitablement le vécu de la rencontre. N'oublions pas que l'image n'est pas fixe ; de même que l'identité n'est pas figée puisqu'elle est en partie construite à partir des représentations de la nation et des images de l'Autre qui peut prendre les traits de l'ennemi. L'identité peut donc être source d'exclusion. Dans le cas de l'affirmation d'une identité nationale, l'Autre devient l'étranger. Et la question se pose : qu'est-ce qu'être étranger ? Quel but poursuit celui qui dit que l'Autre est un étranger ? A partir de quoi dit-il que l'Autre est étranger ? Est-ce à partir des images et stéréotypes perçus que la représentation de l'Autre devient celle d'un étranger ? Pour répondre à ces interrogations, il faut se placer dans une perspective historique.

Selon le contexte, l'étranger peut être accepté ou rejeté par le groupe au sein duquel le sentiment d'appartenance communautaire, l'identité, est fort. Ce qui entraîne deux attitudes opposées, l'une positive, à l'égard du groupe, les Nôtres, la solidarité – mais aussi de la tyrannie, car il semble alors difficile à un individu qui en exprimerait le désir de sortir du groupe pour aller vers l'étranger – l'autre négative, à l'égard des Autres, la fermeté et l'exclusion. D'où le danger d'un glissement d'une attitude à l'autre. C'est ce qu'Amin Maalouf résume par la formule « d'identité meurtrière » dans son essai du même titre consacré à la question de l'identité. Le mot « identité », écrit-il, « commence par refléter une aspiration légitime, et soudain il devient un instrument de guerre. Le glissement

³⁴ FRANK, Robert : *op. cit.*, p.17-18.

d'un sens à l'autre est imperceptible, comme naturel, et nous nous y laissons tous prendre quelques fois. Nous dénonçons une injustice, nous défendons les droits d'une population qui souffre, et nous nous retrouvons le lendemain complices d'une tuerie ».³⁵ Un nationalisme raisonné se change alors en sentiment exacerbé, en revendication de la puissance nationale aux dépens des autres nations. Nous touchons là au cœur de nos préoccupations. Il s'agit de déterminer l'influence des images véhiculées dans la presse dans le processus qui a conduit les nations européennes à la Première Guerre mondiale. Quelles perceptions et quelles représentations de l'Autre et de la nation ont été transmises avant et pendant la durée du conflit ?

Les représentations découlent en fait de toute une série d'éléments dont le contexte historique, mais elles dépendent aussi de l'émetteur, ici la presse lorraine française et allemande sous les traits de deux quotidiens, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*, et du récepteur qui peut accepter ou refuser l'image proposée. C'est à lui qu'appartient de reconnaître l'image et le stéréotype en tant que représentations sociales. Quant à l'image, elle est une représentation de l'Autre, la France et l'Allemagne. L'imagologie a pour objet, non pas de dresser le portrait de l'Autre, mais d'analyser les représentations qui en sont données et d'expliquer les modifications qu'elles subissent, notamment selon le contexte historique dans lequel évoluent les images.

C'est aussi ce que nous nous proposons de faire dans cette étude. A travers l'analyse imagologique de la presse régionale lorraine française et allemande de la Première Guerre mondiale, nous nous efforcerons de dégager les représentations collectives et individuelles de l'Allemagne et de la France véhiculées par les deux quotidiens lorrains. Nous endosserons ainsi le rôle de récepteur des représentations propagées par les deux journaux. Il est évident que

³⁵ MAALOUF, Amin : *Les identités meurtrières*. Grasset, Paris, 1998, p.41-42.

nous ne pouvons occulter l'influence de la censure et de la propagande sur les images transmises et c'est donc à travers le filtre que constitue le "bourrage de crâne" qu'il faut étudier ces images. L'analyse portera autant sur les ancrages linguistiques du discours (étude des fréquences lexicales et des situations d'énonciation) que sur les mécanismes langagiers.

L'imagologie propose une approche dynamique de l'étude des images qu'elles soient neutres ou images de l'ennemi ainsi que celle des stéréotypes qui révèlent souvent des traits du caractère national de manière schématique et catégorisée, c'est-à-dire des stéréotypes ethniques ou raciaux. Mais attention, s'il existe un "caractère national" fondé sur des particularités propres à un peuple, son histoire, sa culture, son économie ou sa politique, il y a aussi des différences au sein de ce peuple même. Un peuple n'est pas uniforme. On doit donc être prudent face à une généralisation intempestive de traits de caractère qui ne seraient que des particularités de certains individus. C'est un point sur lequel insiste d'emblée Jean-Noël Jeanneney dans l'introduction de l'étude collective qu'il a dirigé sur les stéréotypes nationaux :

A peine, assurément, une généralisation est-elle formulée que 1.000 cas d'espèce viennent la nuancer, 1.000 exceptions la mettre en cause. Et pourtant ce que chaque "culture" nationale comporte d'irréductible aux autres peut-être paradoxalement et moyennant une foule de précautions morales et intellectuelles, éclairé à la fois par les clichés qu'elle suscite chez les autres à son endroit et par ceux qu'elle entretient en retour à leur propos. Les stéréotypes, assurément, ne rendent compte de cela que d'une façon grossière et souvent dérisoire, mais ils ne flottent pas pour autant sur le néant. Par quoi ils peuvent nous renseigner utilement sur les réalités concrètes et affectives qu'ils déforment toujours, camouflent souvent et à la fin des fins révèlent.³⁶

Le stéréotype national ne serait donc qu'un camouflage grossier de l'identité, semble dire Jeanneney. Certes, mais n'oublions pas qu'il arrive que des

stéréotypes raciaux par exemple soient en totale inadéquation avec le réel. Ils ne correspondent qu'à des constructions imaginaires, conséquences de préjugés favorisés par les médias qui transmettent des images entre des groupes qui n'ont aucun contact. L'éloignement et le manque de relations entre deux groupes sont donc sources d'images et de stéréotypes, le plus souvent négatifs. Insistons donc encore une fois sur le caractère subjectif des images : dans le cadre des perceptions nationales, elles ne renvoient pas à la véritable nature des individus ou peuples sur lesquels elles portent mais seulement à la façon dont un autre groupe les voit à partir de traits de caractères parfois constatés et toujours généralisés.

Et bien souvent, « ce ne sont pas les attributs du groupe qui entraînent une attitude défavorable à leur égard, mais le rejet *a priori* qui se cherche des justifications en mobilisant tous les stéréotypes disponibles », expliquent Ruth Amossy et Anne Hirschberg-Pierrot³⁷. Ainsi, selon que deux pays sont "amis" ou "ennemis", ils créeront et véhiculeront des images de l'autre positives ou négatives. Parfois même en puisant « dans le même capital d'images », comme le souligne Robert Frank qui ajoute que « le positif et le négatif coexistent simultanément dans les imaginaires sociaux ». On a affaire là à la première des deux ambivalences « présentes au cœur de toute représentation collective de l'étranger » auxquelles se réfèrent Robert Frank ; cette ambivalence est activée par la seconde : « la projection de soi dans la représentation de l'Autre »³⁸. Reprenons le schéma élaboré plus haut, "se poser en s'opposant" : une nation se pose en s'opposant à une Autre. En représentant l'Autre, elle se représente elle-même. C'est cette notion qu'exprime également Amin Maalouf quand il dit que « souvent l'identité que l'on proclame se calque – en négatif – sur celle de

³⁶ JEANNENEY, Jean-Noël (dir.) : *op. cit.*, p.14.

³⁷ AMOSSY, Ruth / HERSCHBERG-PIERROT, Anne : *op. cit.*, p.36.

³⁸ FRANK, Robert : *op. cit.*, p.21-22.

l'adversaire »³⁹. Car déjà l'Autre devient l'adversaire puisqu'on parle de lui en terme d'opposition.

Au niveau international, les images sont le reflet des sympathies et des antipathies ressenties par les différentes nations les unes envers les autres, elles sont soumises à la nature des relations qu'entretiennent ces nations. D'où la signification politique importante de l'imagologie.

L'Allemagne et la France sont, dans ce cadre-là, de très bons exemples et se prêtent donc tout à fait à une étude. Les relations franco-allemandes sont bien sûr riches en images, celles que la France crée et véhicule de l'Allemagne et celles que l'Allemagne donne de la France. Comme nous l'avons souligné plus haut, les images transmises sont le résultat de la nature des relations entre les deux pays. Et dans la mesure où les relations changent selon les époques, les images changent aussi ; il ne faut donc pas négliger le contexte historique dans la formation et l'évolution des images et l'utilisation des stéréotypes. Il joue un rôle important. Directement liée au contexte historique, il faut mentionner également l'activation d'éléments appartenant à la mémoire individuelle et collective du groupe, qui permet aux représentations d'évoluer⁴⁰. Mais les images se modifient également en fonction de la qualité des relations entre l'Allemagne et la France au moment où elles sont émises. Même les stéréotypes sont interprétés différemment selon les inflexions qui régissent les relations entre les deux pays ; ils sont vus tantôt de façon positive, tantôt de façon négative. Enfin, les images se transforment aussi selon le fond culturel ou l'idéologie de l'individu ou du groupe

³⁹ MAALOUF, Amin : *op. cit.*, p.21.

⁴⁰ A propos du rapport entre mémoire individuelle, mémoire collective et mémoire historique, Halbwachs écrit : « l'histoire peut se représenter comme la mémoire universelle du genre humain. Mais il n'y a pas de mémoire universelle. Toute mémoire collective a pour support un groupe limité dans l'espace et dans le temps. » In HALBWACHS, Maurice : *La mémoire collective*. Edition critique établie par Gérard Namer. Albin Michel, Paris, 1997 (1^{ère} édition PUF 1950), p.137. Cf. également HALBWACHS, Maurice : *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, 1994 (1^{ère} édition 1925).

qui les véhicule. Selon qu'il sera germanophile ou germanophobe, francophile ou francophobe, la perception qu'il aura de l'Autre sera positive ou négative.

L'objet de la présente étude en est un exemple extrême puisqu'il s'agit des visions croisées franco-allemandes en situation de conflit, pendant la Première Guerre mondiale. On a affaire ici à une situation qui a engendré évidemment des images très négatives des deux pays, véhiculées notamment par la presse. Il ne faut pas perdre de vue cette situation conflictuelle et c'est dans ce contexte qu'il faut étudier l'image de l'Autre donnée par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*. Elle en est le résultat.

La perception et la représentation de l'Autre sont donc influencées par l'idéologie de celui qui les produit et le contexte historique dans lequel l'individu évolue. Quand il s'agit de stéréotypes raciaux et d'images à caractère ethnique, les représentations sont orientées dans un sens donné selon les relations qu'entretiennent les groupes en présence. Deux attitudes possibles sont alors générées face à la représentation de l'Autre lorsque l'Autre est d'une culture différente : une attitude d'ouverture dans une perspective de dialogue ou une attitude de fermeture dans une perspective de non-dialogue. « Car c'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer », affirme Amin Maalouf⁴¹.

Ainsi les représentations sociales et nationales, les images – qu'elles soient neutres ou "images de l'ennemi" – et les stéréotypes raciaux jouent un rôle important au niveau national et au niveau international. Ces images contribuent à la formation de l'identité sociale et nationale et facilitent la cohésion au sein de la nation. C'est ce que met en avant Robert Frank :

⁴¹ MAALOUF, Amin : *op. cit.*, p.29.

Les stéréotypes ont contribué à la construction de l'identité nationale et à son enracinement social : images stéréotypées de héros incarnant la nation, images stéréotypées des « autres » nations ou stéréotypes nationaux, souvent négatifs.⁴²

Les images permettent avant tout à une nation de se situer par rapport aux autres nations et de les représenter dans un sens positif ou négatif. La presse qui en est le principal véhicule facilite leur expansion à la mesure de sa propre diffusion : locale, régionale, nationale et même internationale. C'est comme cela que les images se transmettent d'un pays à un autre pour revenir à leur pays d'origine, comme par un jeu de miroirs. Mais selon le contexte géopolitique, le miroir reforme, transforme ou déforme le réel. Et, selon Hans-Manfred Bock,

Il serait illusoire de croire que l'on peut modifier les schémas de perception nationaux et les idées stéréotypées par la politique ou l'éducation, du fait même de leur profonde ambivalence. Les stéréotypes constituent des obstacles à la compréhension transnationale, dans la mesure où ces simplifications et ces généralisations hâtives produisent du ressentiment et de l'exclusion. Néanmoins, ils peuvent parfois faciliter la compréhension transnationale, car, en réduisant la complexité, ils augmentent les possibilités de contact avec les pays étrangers.⁴³

A la veille de la Première Guerre mondiale, c'était l'aspect négatif de cette définition qui s'imposait.

⁴² FRANK, Robert : *op. cit.*, p.168.

⁴³ BOCK, Hans-Manfred : « La nation, un moment de l'histoire ? », p.160. In JEANNENEY, Jean-Noël (dir.) : *op. cit.*

CHAPITRE II

LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE

Le déroulement de la Première Guerre mondiale est aujourd'hui connu de tous, et ne nécessite pas, de ce fait, une évocation détaillée⁴⁴. Mais la recherche historique sur la Première Guerre mondiale et l'interprétation des documents d'archives et autres témoignages ont beaucoup évolué depuis 80 ans et ont, au fil du temps, changé la perception que l'on a de 14/18. Notre but n'est pas de discuter les résultats de la recherche historique quant aux événements dont nous faisons état dans la présente étude mais de nous appuyer sur eux pour étayer notre propre recherche.

C'est pourquoi deux points méritent d'être mis en relief. Le premier concerne le rôle du nationalisme dans le déclenchement de la guerre. Il paraît important de démontrer les mécanismes qui ont poussé les nations européennes puis mondiales à entrer les unes après les autres en guerre les unes contre les autres. Quant au second point, il est relatif à ce qui fait de la Première Guerre mondiale la première guerre véritablement "moderne" de l'histoire, la guerre qui a engendré le XX^e siècle, un des siècles, si ce n'est le siècle le plus meurtrier de tous les temps, alors même qu'elle devait être la "der des der"⁴⁵. Mais avant d'évoquer ces deux aspects relatifs à la guerre proprement dit, il convient de

⁴⁴ Pour un rappel succinct de la chronologie des faits de la Première Guerre mondiale, Cf. « Chronologie de la Grande Guerre », p.458-463.

⁴⁵ "**der des ders**" : apocope de dernier, dernière employé comme adjectif et substantif dans l'argot et la langue populaire ; correspond à dernier : la dernière guerre, celle après laquelle il n'y en aura plus. In IMBS, Paul (dir.) : *Trésor de la langue française. Dictionnaire de la langue du 19^e et du 20^e siècle*. Tome 6. Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1978, p.1215.

présenter la région concernée par notre étude, la Lorraine, et la situation dans laquelle celle-ci se trouve au moment de la Première Guerre mondiale, celle d'une région que divise une frontière, « frontière imposée par l'Allemagne » qui souligne la rupture que constitue l'annexion de la Moselle au *Reich* en 1871 dans l'histoire de la Lorraine⁴⁶. Cette rupture, selon François Roth, a eu trois conséquences directes : la militarisation de l'espace lorrain, un mouvement rapide d'industrialisation en relation avec la mise en valeur des richesses naturelles et des mouvements de population engendrés par les nouvelles activités économiques.

Ces données géographiques et politiques sont importantes afin de replacer nos deux journaux dans leur contexte, car l'influence de la situation régionale sur leur politique éditoriale est certaine aussi bien au moment où éclate la Première Guerre mondiale que durant le conflit.

⁴⁶ Selon François Roth, « d'instinct, tous les Lorrains sentent combien les relations franco-allemandes pèsent alors sur leurs destinées ». In ROTH, François : « Les deux Lorraines de la "Belle Epoque" », p.23. In BONNEFONT, Jean-Claude (dir.) : *Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours*. Privat Editeur, Toulouse, 1979.

1. Une région au statut particulier, la Lorraine ou les "Lorraines"

1.1. La Lorraine, terre de France

Région frontière, la Lorraine connaît une stabilité relative comme région française depuis un peu plus d'un siècle lorsque le Traité de Francfort-sur-le-Main de mai 1871 règle le conflit franco-prussien par l'annexion de la Moselle en même temps que celle de l'Alsace au nouvel empire allemand et par un nouveau découpage des départements de l'Est de la France. La Meuse, les Vosges et la Meurthe-et-Moselle (département composé des arrondissements non annexés de la Moselle et de la Meurthe) forment la Lorraine française avec comme capitale régionale Nancy⁴⁷.

De 50.000 habitants en 1870, la population de Nancy passe à 120.000 en 1914⁴⁸. La ville doit cette forte croissance à plusieurs facteurs. En premier lieu, les départements voisins devenus allemands apportent à la cité nancéienne un flux de réfugiés français qui fait d'elle alors une ville-frontière⁴⁹. Nancy se transforme également en une ville de garnison en raison de l'établissement du XX^e corps d'armée et en une ville universitaire suite au transfert de l'université de Strasbourg. Enfin, grâce à un formidable essor économique, Nancy devient

⁴⁷ A propos de Nancy durant la période de l'annexion, Cf. BARRAL, Pierre / CHARPENTIER, Françoise-Thérèse / BONNEFONT, Jean-Claude : « La capitale de la Lorraine mutilée (1870-1918) », p.375-431. In TAVENEAU, René (dir.) : *Histoire de Nancy*. Privat, Toulouse, 1987.

⁴⁸ BONNEFONT, Jean-Claude : « 1870-1918 : De la guerre franco-prussienne à la Grande Guerre. », p.37. In CAHEN, Géraud / LOUIS, René (dir.) : *Nancy. Âges d'or, âges de plomb*. Autrement, Paris, 1990.

⁴⁹ A propos des immigrés d'origine alsacienne et mosellane, Cf. SICARD-LENATTIER, Hélène : *1870-1914. Les Alsaciens-Lorrains à Nancy. Une ardente histoire*. Gérard Louis éditeur (PLI), Haroué, 2002.

capitale industrielle et en 1909, elle organise l'Exposition industrielle de l'Est de la France. N'oublions pas non plus que l'Art nouveau naît à Nancy et lui confère rapidement une réputation internationale de ville d'art. Ainsi, en quarante ans, la ville connaît de profondes transformations. Pour adapter la cité à son nouveau statut, des efforts d'urbanisation et d'hygiène sont développés à partir de 1910 avec, entre autres, l'organisation du service public.

Dans les premiers jours d'août 1914, le nouveau préfet, Léon Mirman (ancien député socialiste), parvient à rassurer la population nancéienne, sous le choc à l'annonce de la mobilisation générale. En effet, « les deux faits les plus inquiétants pour la bonne marche de la ville sont la désorganisation totale de l'activité économique par le départ des mobilisés et la hantise du manque de vivres. »⁵⁰ S'ajoute à cela l'afflux de réfugiés en provenance des régions envahies que Nancy se voit obligée d'accueillir. La panique qui gagne la population atteint un pic les 22 et 23 août avant de s'estomper peu à peu. Sous la houlette du préfet et du maire Gustave Simon (situé également à gauche sur l'échiquier politique), la vie s'organise.

Pendant la guerre, Nancy, à proximité des premières lignes, accueille ainsi beaucoup de réfugiés en transit et voit, dans le même temps, nombre de ses citoyens fuir devant la menace allemande. Globalement, le nombre d'habitants reste cependant le même, la population évacuée étant largement compensée par les militaires en poste ou en permission. Malgré une situation financière critique et un taux de chômage croissant, la ville renoue avec la vie quotidienne. La vie scolaire reprend et les femmes participent à l'effort de guerre par leur travail. « Nancy est animée, vivante, prospère »⁵¹ mais subit de fréquents bombardements. En 50 mois, il est tombé sur la ville 7.200 obus, sans compter les projectiles des avions et des dirigeables, qui causent la mort d'environ 200

⁵⁰ CANINI, Gérard : *La Lorraine dans la guerre de 14-18*. PUN, Nancy, 1984, p.27.

⁵¹ *Ibid.*, p.60.

habitants et occasionnent de nombreux dégâts matériels. « Comme il y eut 103 bombardements en tout, on peut estimer, eu égard aux résultats limités, que l'adversaire voulait surtout – par ce harcèlement – démoraliser la population »⁵². Celle-ci tient bon malgré un exode important et la menace permanente d'une évacuation totale de Nancy. En février 1918, la ville compte encore 60.000 habitants qui font « preuve d'un solide moral soutenu par un réseau d'activités à résonances patriotiques »⁵³, mis en place dès 1915.

La Première Guerre mondiale éclate donc le 3 août 1914 aux frontières d'une région en pleine mutation. La Lorraine, privée d'une partie de son territoire, de sa population et de ses ressources économiques, est malgré tout en pleine expansion à l'exemple de sa capitale, Nancy. Malgré la surprise qu'elle provoque, la mobilisation s'accomplit dans le calme :

Ni fleurs au fusil, ni enthousiasme débordant. Partout une gravité ferme et déterminée. Dans les villes de l'Est devenues en quelques jours des places d'armes bondées de troupes, une activité fiévreuse et réglée préside à la mobilisation⁵⁴.

Mais les illusions de la revanche s'estompent rapidement devant le danger que représente l'invasion des troupes allemandes dès la fin août 1914, et de nombreux habitants fuient. La guerre s'installe en Lorraine et le front morcelle à nouveau le territoire de l'Argonne aux Vosges pour plus de quatre ans. Une partie de la Lorraine est occupée par l'armée allemande qui se livre parfois à des exactions, réveillant les cauchemars de 1870 et alimentant les rumeurs. Sont concernés l'arrondissement de Montmédy, la région industrielle de Briey – Longwy, le Nord des Vosges au-delà de Saint-Dié – Senones. La population qui

⁵² *Ibid.*, p.61.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*, p.7.

n'a pu fuir est soumise à un régime extrêmement sévère par les autorités militaires allemandes. Tout ce qui est utile à l'effort de guerre est réquisitionné. Quant à Nancy, elle sera épargnée de justesse : « La bataille du Grand-Couronné sauve la ville d'une occupation, même passagère, mais la met à proximité des premières lignes »⁵⁵.

La partie "libre" de la Lorraine se situe ainsi directement dans l'arrière-front, dans la zone des Armées⁵⁶, et, de ce fait, est soumise à l'autorité militaire française. Dans de nombreux villes et villages, civils et soldats doivent cohabiter, ce qui ne se passe pas toujours sans difficulté, entre la volonté des uns de maintenir une façade d'existence normale et le malaise que cela engendre chez les autres. Qui plus est, la Lorraine devient le théâtre de la percée allemande et des tentatives françaises infructueuses en 1914, de la guerre d'usure en 1915 dans les Vosges, en Argonne, à Vauquois, aux Eparges, à Saint Mihiel, puis de la bataille de Verdun en 1916 et de la reprise en main par les troupes américaines à partir de 1917 et enfin des dernières offensives en 1918.

1.2. La Lorraine mosellane d'une guerre à l'autre

La continuité administrative, politique et culturelle en Lorraine mosellane a été, en l'espace d'un demi-siècle, rompue à deux reprises, d'abord par l'annexion allemande à partir de 1871, ensuite par le retour de la France à l'issue de la Première Guerre mondiale en 1918⁵⁷. Lors de la signature du Traité de Francfort-sur-le-Main, la Lorraine mosellane est annexée à l'Empire allemand, nouvellement proclamé ; associée juridiquement à l'Alsace le 9 juin 1871 dans le cadre nouveau

⁵⁵ *Ibid.*, p.26.

⁵⁶ Cette zone est située à l'est d'une ligne de démarcation délimitée par Montbéliard, Epinal, Nancy, Vaucouleurs, Bar-le-Duc, Vitry-le-François, Châlons-sur-Marne, Epernay, Château-Thierry, Crépy-en-Valois, Montdidier, Amiens, Calais.

⁵⁷ Pour la période du *Reich*, Cf. WEHLER, Hans-Ulrich : *Das deutsche Kaiserreich, 1871-1918*. Vandenhoeck Reihe, Göttingen, 1988.

de la région Alsace-Lorraine (*Reichsland Elsass-Lothringen*), elle demeure allemande pendant quarante-huit ans. Le traité donne toutefois la possibilité aux Français des régions annexées de rejoindre la France afin de conserver leur nationalité. Environ 29.000 Mosellans optent (le procédé est appelé l'"option") pour la France et quittent la région⁵⁸. Metz, qui avait beaucoup souffert durant le conflit franco-prussien à cause du blocus maintenu par les armées allemandes durant plus de deux mois avant la reddition du Général Bazaine, perd ainsi environ 15.000 habitants. Capitale de la Lorraine mosellane, la cité est, d'un point de vue administratif et politique, soumise à Strasbourg qui devient la capitale régionale et le siège du gouverneur (*Statthalter*), représentant de l'Empereur, et du parlement (*Landtag*) d'Alsace-Lorraine élu en 1911.

En 1914, Metz compte environ 80.000 habitants dont la moitié est issue de l'immigration allemande. Moins peuplée que Nancy, elle connaît cependant un progrès comparable dans son urbanisation ; en effet, de nouveaux quartiers sont construits après 1871 et la ville s'étend grâce à la destruction des remparts du XVIII^e siècle⁵⁹. Au sein de sa population, elle compte plus de 25.000 militaires, ce qui fait de la ville la première garnison du *Reich* et la « première forteresse du monde », clef de voûte du système allemand, *Moselstellung*⁶⁰. A la suite de l'arrivée de populations allemandes, Metz connaît une forte augmentation du protestantisme et une politique de germanisation, mais plus qu'à Strasbourg, le français reste pratiqué et la francophilie très présente. Selon François Roth,

⁵⁸ Pour plus de renseignements sur l'"option", Cf. WAHL, Alfred : *L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains (1871-1872)*. Ophrys, Paris, 1974.

⁵⁹ A propos des transformations que la ville subit durant la période de l'annexion allemande et de son développement économique, Cf. BOUR, René : *Histoire de Metz*. Editions Serpenoise, Metz, nouvelle édition revue et corrigée 1985, p.234-241.

⁶⁰ LE MOIGNE, François-Yves : « 3.000 ans d'histoire sous les casernes. », p.24. In HAMEL, Sylvie / WALTER, Jacques (dir.) : *Metz. Ecologie urbaine et convivialité*. Autrement, Paris, 1991.

si l'Alsace et la Lorraine germanophone furent revendiquées dès la fin août [1870], le sort de Metz suscita, semble-t-il, quelque hésitation. Bismarck savait que la population, de langue et de culture totalement françaises, était inassimilable.⁶¹

L'auteur définit ce phénomène présent en Moselle tout le temps que dure l'annexion comme le "particularisme lorrain", c'est-à-dire un réflexe instinctif de défense contre l'administration allemande avec une composante anti-alsacienne (en raison du plus grand nombre d'Alsaciens)⁶², ce que les autorités allemandes sauront d'ailleurs exploiter au moment venu.

C'est ce particularisme qui explique que dès le 25 juillet 1914, la place de Metz est quasiment en état de siège, et que « le 31 juillet, l'état de guerre est proclamé et la dictature militaire reléguant les fonctionnaires civils au second plan, prend effet immédiatement »⁶³. La mobilisation se passe dans le calme et sans hostilité vis-à-vis de l'Allemagne. « Mais la chape d'autorité qui s'abat sur la Lorraine annexée ne laisse guère aux habitants – incertains quant à l'issue des combats – la possibilité d'exprimer leurs sentiments profonds »⁶⁴. Environ 200 personnes, connues pour leurs sympathies françaises sont arrêtées, principalement à Metz. D'autres réussissent à passer la frontière soit pour se mettre à l'abri, soit pour s'engager dans l'armée française ou la légion étrangère. Dans ce climat de méfiance entre francophones et germanophones, le conseil municipal de Metz, avec à sa tête le maire Roger Forêt, ancien avocat, se voit contraint de proclamer solennellement la fidélité de Metz « à l'Empereur et au Reich ».⁶⁵

⁶¹ ROTH, François : *La Lorraine annexée (1870-1918). Etude sur la présidence de Lorraine dans l'Empire allemand*. Thèse de doctorat ès Lettres soutenue devant l'Université de Nancy II le 5 juin 1973. *Annales de L'Est* publiées par l'Université de Nancy II, mémoire N°50, Nancy, 1976, p.30.

⁶² *Ibid.*, p.91.

⁶³ CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.63.

⁶⁴ *Ibid.*, p.63-64.

⁶⁵ François Roth résume ainsi l'influence française en Moselle : « Quarante ans après l'annexion, alors que, par une osmose naturelle, le *Deutschtum* semblait avoir pacifiquement gagné beaucoup de terrain, un vigoureux retour des influences françaises s'opérait dans la jeune génération. A la veille de la grande guerre, l'antagonisme s'était durci. Après la

La défaite des troupes françaises en Lorraine en août 1914, sur laquelle nous reviendrons en détail ultérieurement, ne fait que renforcer le carcan mis en place dès la mobilisation. Canini parle « d'engourdissement civique »⁶⁶. La vie politique, syndicale, associative se met en sommeil. Peu à peu, les relations entre Lorrains et immigrants allemands se détériorent, ce qui, d'une part, n'améliore pas le climat dans une région déjà fortement touchée par les privations de la guerre, et qui, d'autre part, relance la politique de germanisation, principalement dans les domaines culturel et économique (suppression des libertés individuelles et mesures de répression, et surtout lutte contre la langue française). C'est le début de la dictature militaire que décrit François Roth.⁶⁷

Comme la Lorraine française, la Moselle se trouve en grande partie dans la zone des combats puis dans l'arrière-front, Metz en devient une des grandes bases et sa gare un des pivots des communications militaires. Si le statut juridique de la ville n'est pas modifié pendant la guerre, les autorités militaires jouent un rôle important dans certains projets. Jusqu'à la fin de l'année 1916, c'est le général Falkenhausen qui les dirige puis il est remplacé par le duc Albrecht de Wurtemberg. Leur but se résume à maintenir à tout prix l'union patriotique, au moins en apparence. La vie des villes et villages de Moselle est réglée en fonction des nombreuses cérémonies et autres parades patriotiques et militaires instaurées pour renforcer le sentiment d'appartenance au *Reich*. Il faut croire et adhérer à la victoire allemande, malgré les difficultés de la vie quotidienne et la dureté du régime qui augmentent le mécontentement des populations, surtout à partir de 1917.

déclaration du conflit, la tolérance relative céda la place à une germanisation sans merci menée par les militaires ». In ROTH, François : *op. cit.*, p.13.

⁶⁶ CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.65.

⁶⁷ ROTH, François : *op. cit.*, p.593-655.

Et en mars 1918, il devient évident pour tous, malgré la censure, que les Alliés prennent le dessus. Les événements en Alsace-Lorraine se précipitent ; en octobre, le Chancelier Max de Bade accorde l'autonomie interne à la région, pensant ainsi régler la question de l'Alsace-Lorraine, question sur laquelle nous reviendrons plus loin. Le climat se détériore entre civils et militaires, notamment à Metz, et le 9 novembre au matin, un conseil d'ouvriers et de soldats impose sa volonté au gouverneur de la ville, le général von Lequis. Le Président de Lorraine von Gemminger et ses fonctionnaires ne sont plus obéis. C'est un des épisodes de la révolution allemande que nous évoquerons dans la suite de notre étude. Et le 15 novembre, les troupes françaises pénètrent dans Metz avec à leur tête le général Fayolle ; le 19, c'est Pétain qui fait son entrée. Metz et la Lorraine redeviennent françaises et « l'explosion populaire rév[èle] la profondeur du sentiment national que 48 ans d'annexion (deux générations) n'[ont] pu estomper »⁶⁸. La peur s'installe pour les populations d'origine allemande de Moselle. A leur tour, elles connaissent les arrestations, les expulsions, l'exode.

1.3. Deux régions, deux villes, deux journaux

La Lorraine, espace stratégique ? François Roth pose la question. Elle l'est incontestablement d'un point de vue militaire « car, dans chaque camp, elle tient une part éminente dans le système de défense », écrit-il. « De part et d'autre de la frontière, places fortifiées et garnisons se font vis-à-vis et les habitants en subissent les contraintes jusque dans leur vie quotidienne »⁶⁹. Mais la Lorraine est également un espace stratégique sur la plan politique. Du côté français, « la Lorraine est une province qui a acquis une place particulière dans la sensibilité nationale. [...] Elle est la province meurtrie, exposée la première au danger de

⁶⁸ CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.111.

l'invasion, le Bastion de l'Est qui, face au germanisme menaçant, est le rempart de la Nation toute entière »⁷⁰. Du côté allemand, Guillaume II, qui multiplie les visites en Lorraine, « se présente en souverain tutélaire et en guerrier ; il aime à rappeler, parfois en français, que la Marche de l'Ouest, indispensable à la protection de l'Empire, est allemande pour toujours »⁷¹. Pour François Roth,

Plus l'annexion se prolonge, plus les deux Lorraines se différencient, car la présence allemande modèle à son image un espace, une économie, une société tandis que, par contraste, l'autre Lorraine accentue son caractère français⁷².

A l'image des deux villes, Metz et Nancy, la Lorraine se divise et se transforme pour devenir les Lorraines.

En comparant deux journaux publiés respectivement dans chacune des deux villes, *L'Est Républicain* pour Nancy et la *Metzer Zeitung* en ce qui concerne Metz, nous établissons de manière implicite une comparaison entre les deux cités.

Nous avons d'un côté, Nancy, ancienne capitale princière du Duché de Lorraine née au XV^e siècle et représentant la Lorraine du Sud ; de l'autre côté, Metz, ville ancestrale de la Lorraine du Nord, antique ville romaine puis capitale de l'Austrasie, cité épiscopale. Leur histoire les a toujours différenciées l'une de l'autre mais elles restent étroitement liées l'une à l'autre. L'annexion allemande permet l'essor de Nancy grâce au retrait de Metz de la nation française mais y développe parallèlement un fort sentiment de solidarité. Mettons en avant leurs points communs en cette année 1914 : ce sont deux villes qui s'étendent

⁶⁹ ROTH, François : « Les deux Lorraines de la "Belle Epoque" », p.83. In BONNEFONT, Jean-Claude : *op. cit.*

⁷⁰ *Ibid.*, p.80.

⁷¹ *Ibid.*, p.40.

⁷² *Ibid.*, p.87.

géographiquement et qui possèdent toutes deux une importante garnison, ce sont deux villes frontières. Rappelons ce qui les différencie : Nancy est une ville française à majorité catholique, Metz est une ville allemande et la forte germanisation qu'elle subit y accroît l'importance de l'élément protestant.

Le lectorat de la presse régionale issu de chacune des villes est donc représentatif dans l'optique des visions croisées franco-allemandes en situation de conflit qui nous intéressent dans le cadre de notre étude ; ce sont les points communs et les différences évoquées plus haut qui nous permettent d'établir notre comparaison. Le lectorat est fortement militaire d'un côté comme de l'autre, à Nancy comme à Metz, il est représentatif de la nation à laquelle il appartient.

2. La Première Guerre mondiale, une guerre des nations

Jean-Jacques Becker dit que « la Première Guerre mondiale fut un choc des nations, c'est donc dans les nations et dans leurs comportements qu'il faut chercher ses origines »⁷³. Cette considération est le fruit d'une longue évolution de la recherche historique sur la Première Guerre mondiale. Mais déjà en 1968 Jean-Baptiste Duroselle écrivait à propos de 14/18 :

A force de voir trop grand, on finit par négliger que l'humanité est composée d'individus, membres de groupes variés et multiples, rattachés par mille racines à des Etats. La guerre, par son caractère catastrophique, a profondément agi sur les structures profondes des Etats. Elle a déterminé l'éclatante supériorité des Etats-Unis, provoqué la révolution russe, stimulé l'accès du Japon au niveau de grande puissance industrielle, commencé le déclin économique, voire politique de l'Europe, agité les populations coloniales de soubresauts profonds. Elle a accéléré le progrès technique, révélé des phénomènes économiques, et surtout monétaires, inconnus jusqu'alors. Elle a porté le premier coup à une économie purement capitaliste et libérale en obligeant les gouvernements à s'emparer, pour un temps ou pour toujours, de certains leviers de commande. Elle a enfin brisé les familles, ébranlé les esprits, créé des mythes, une profonde lassitude, réveillé des instincts de cruauté.⁷⁴

Dès le début des hostilités, les Alliés n'envisagent pas d'autre raison à la guerre que l'impérialisme de l'Empire allemand bien que lui-même s'en défende, comme nous le verrons par la suite. C'est cette théorie qui conduit au Traité de Versailles, jugé trop laxiste par les uns, dénoncé comme *Diktat* par les autres, insatisfaisant pour tous⁷⁵. Longtemps, des ouvrages polémiques ou partisans ont été publiés jusqu'à ce que les historiens essaient, ensemble et grâce au recul qu'offrent les années, d'établir de manière plus "objective" les véritables causes

⁷³ BECKER, Jean-Jacques : « 1914. Genèse d'une catastrophe », p.64. In *L'Histoire*, N°201, juillet-août 1996.

⁷⁴ DUROSELLE, Jean-Baptiste : *Le drame de l'Europe*. Edition Richelieu, 1968, p.79.

⁷⁵ GAILLARD, Jean-Michel : « Versailles, 1919 : la paix des vainqueurs », p.76-85. In *L'Histoire*, N°232, mai 1999.

de la Première Guerre mondiale, événement reconnu par tous comme fondateur du XX^e siècle. C'est pourquoi, il nous semble indispensable de revenir sur les origines profondes du conflit, les causes directes étant étudiées à travers le discours de nos journaux.

2.1. Nationalisme et impérialisme en Europe

C'est au cours du XIX^e siècle que les nations ont pris conscience d'elles-mêmes et que les mouvements nationalistes qui aboutiront à leur conflagration de 1914 se sont développés⁷⁶. On y voit trois causes. Premièrement, l'impérialisme colonial ; c'est d'ailleurs surtout la raréfaction des territoires à coloniser qui provoque à la fin du XIX^e siècle maintes tensions entre les nations européennes. Deuxièmement, les revendications des minorités nationales qui de tout temps ont existé en Europe ; elles refusent l'assimilation aux Etats dont elles dépendent et revendiquent leur autonomie ou leur indépendance. D'autant plus que la méfiance à l'égard des influences étrangères renforce leur volonté d'affirmer la spécificité de leur tempérament "national". Troisièmement, la volonté d'hégémonie des nations, où l'idée d'impérialisme est liée à celle de prestige. Le désir de montrer sa puissance par rapport aux pays voisins provoque des campagnes de propagande⁷⁷. De plus, en exaltant la Nation comme valeur suprême, il s'agit de

⁷⁶ C'est un phénomène nouveau qui se traduit par « un brusque glissement vers la droite des thèmes de la nation et du drapeau, en un mouvement pour lequel, justement, on inventa le terme de "nationalisme" dans la dernière ou les dernières décennies du XIX^e siècle ». Le nationalisme reflète ainsi la naissance d'un mouvement chauvin, impérialiste et xénophobe de droite, ou plus précisément d'extrême droite. » In HOBBSBAWM, Eric : *Nations and nationalism since 1780. Programme, myth, reality*. Cambridge University Press, Cambridge, 1990. Traduction française : *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Gallimard nrf, Paris, 1992, p.132-133 et 155.

⁷⁷ Selon Christophe Charle, « la concurrence aggravée des sociétés impériales européennes est en effet une constante depuis l'achèvement de l'unité allemande et l'émergence de nouvelles puissances extra-européennes (Etats-Unis, Japon) comme l'était la lutte des monarchies et des empires sous l'Ancien Régime. Dans la première décennie du XX^e siècle, le facteur nouveau réside dans l'imbrication croissante des forces sociales internes et externes qui définit la notion

lutter contre le socialisme et l'Internationale ouvrière, dangereux pour l'avenir de la nation, selon les nationalistes. C'est la thèse soutenue notamment par l'historien allemand Fritz Fischer qui insiste sur l'importance et l'autonomie relative du lobby militaire en Allemagne avant-guerre. Il met en rapport l'impérialisme et les intérêts des classes dirigeantes⁷⁸. Une partition s'effectue donc au sein même des nations entre gauche socialiste et pacifiste et droite nationaliste et militariste.

Mais ce n'est pas en soi le nationalisme exacerbé qui conduit directement à la guerre même s'il y contribue par le climat de tension qui, de ce fait, règne en Europe au début du XX^e siècle. C'est plus l'image qu'il donne d'un pays à ses voisins et au monde : l'image d'une Allemagne pangermaniste, d'une France chauvine, d'une Russie panslaviste, d'une Italie irrédentiste, d'une Grande-Bretagne colonialiste, sans oublier la montée en puissance des Etats-Unis et l'interventionnisme américain, l'ouverture au monde extérieur de la Chine et du Japon. C'est l'image d'une menace extérieure qui conduit à l'idée de "guerre inévitable" en Europe. Image colportée par la presse qui donne aux litiges internationaux une résonance de plus en plus large et fait volontiers appel à l'orgueil national. Image diffusée par les pouvoirs publics (entre autres par l'éducation) pour développer une mystique nationale qui « peut permettre de dissimuler les divisions internes, de souder une communauté nationale, de diriger les ressentiments contre un ennemi extérieur »⁷⁹. Mais pas contre n'importe quel ennemi. Ce qui conduit à établir des alliances avec des puissances extérieures afin

même de société impériale. » In CHARLE, Christophe : *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940). Essai d'histoire sociale comparée*. Seuil, Paris, 2001, p.163.

⁷⁸ Cf. FISCHER, Fritz : *Krieg des Illusionen, die deutsche Politik von 1911 bis 1914*. Düsseldorf, Droste Verlag, 2e édition, 1969. Thèse déjà développée dans son précédent ouvrage : *Griff nach der Weltmacht*. Düsseldorf, Droste Verlag, 1961. Edition française: *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*. Editions de Trévise, 1970.

⁷⁹ LEJEUNE, Dominique : *Les causes de la Première Guerre mondiale*. Armand Colin, Paris, 1992, p.25.

d'une part d'isoler l'ennemi et d'autre part de maintenir des alliances entre nations pour consolider la paix.

2.2. Le système des alliances, un système à double tranchant

L'instauration des alliances est à double tranchant. D'une part, elles se sont créées pour contrer la menace de "guerre inévitable" en Europe, d'autre part, elles ont contribué à développer ce sentiment. Le système des alliances est vu par Jean-Jacques Becker comme un piège, « celui monté par une des idées les plus riches et les plus périlleuses qu'ait conçues l'esprit humain, celle des nations »⁸⁰. Il existe donc un lien étroit entre alliances et nationalismes en Europe à la fin du XIX^e siècle. Les alliances s'établissent d'ailleurs selon les antagonismes entre grandes nations et notamment selon la rivalité franco-allemande qui est l'axe essentiel des relations inter-européennes depuis un siècle. N'oublions pas que les grandes campagnes napoléoniennes ont marqué très fortement l'Europe du XIX^e siècle aussi bien du point de vue des nations que du point de vue des mentalités.

En effet, les relations plus que mauvaises entre les deux pays font que la Grande Guerre est avant tout considérée comme un duel franco-allemand. En France comme en Allemagne, les regards sont tournés vers une frontière commune et une région dont le statut reste une pierre d'achoppement pour une entente mutuelle. Selon Jean-Jacques Becker, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'état de la question d'Alsace-Lorraine peut se définir ainsi :

En 1914, peu de Français rêvaient de revenir par la force sur cette situation, en revanche le souvenir des « provinces perdues » restait assez vigoureux pour rendre impossible une véritable réconciliation entre la France et l'Allemagne.⁸¹

⁸⁰ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.69.

⁸¹ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre*. Belin, Paris, 1996, p.19.

Malgré quelques tentatives de rapprochement dans les années 1890, la rivalité reste donc entière entre les deux pays et participe pleinement à la politique d'élaboration du système des alliances en Europe.

Deux systèmes d'alliances fondés selon des intérêts diplomatiques, impérialistes, nationalistes, militaires ou économiques existent officiellement en Europe à la veille de la Première Guerre mondiale. Le premier, la Triple-Alliance (ou Triplice) est un traité d'alliance défensive conclu dès 1882 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Le traité est l'aboutissement de la politique européenne de Bismarck et il a pour but d'isoler la France. Si l'alliance est solide entre l'Empire allemand et l'Empire austro-hongrois, elle est plus faible avec l'Italie, un accord politique secret ayant été signé entre l'Italie et la France en 1902. Mais cet accord ne remet pas en cause le traité de la Triplice qui est renouvelé en 1891 puis 1902, 1907 et 1912. Le second système d'alliances, conclu lui en 1907, réunit au sein de la Triple-Entente la France, la Grande-Bretagne et la Russie pour faire face à la Triplice. Il est moins simple à mettre en place que le précédent et paraît à prime abord plus fragile. En effet, il existe entre la France et la Grande-Bretagne d'un côté, et la Russie et la Grande-Bretagne d'un autre côté, des tensions qu'il faut réduire et dépasser. Même l'alliance franco-russe, accord défensif signé en 1894, et qui sort la France de l'isolement dans lequel l'a placée la politique européenne, est le fruit d'un long travail diplomatique de la part du gouvernement français. Quant à la Grande-Bretagne, après avoir longtemps hésité, elle se tourne en 1904 vers la France (l'ennemi d'hier) au sein d'une Entente cordiale et, par une convention signée en 1907, règle ses contentieux avec la Russie. Ces trois traités distincts, dont un seul est une véritable alliance, constituent *de facto* ce qu'on appelle à partir de 1909 la Triple-Entente.

Mais malgré l'équilibre des forces militaires créé par les systèmes d'alliance et perçu comme un gage de paix par les intéressés, les divergences entre les nations entraînent celles-ci vers la guerre. Il « prévaut en 1914 un équilibre de la terreur où deux blocs d'alliance se partagent le continent »⁸². Le pacifisme s'efface peu à peu au profit du patriotisme et du nationalisme. C'est un jeune nationaliste serbe qui assassine le 28 juin 1914 l'Archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche. Par son geste, il donne un prétexte à la guerre, déclenche une situation qui fait jouer les alliances. Le système des alliances devient alors un engrenage qui entraîne les nations européennes les unes après les autres dans une guerre fratricide. Mais les origines de la Première Guerre mondiale sont également à chercher dans les rivalités économiques qui, comme nous l'avons évoqué, déterminent également les alliances.

2.3. Les causes économiques et financières

« La Première Guerre mondiale a été aussi un affrontement économique », indique Georges-Henri Soutou dès la première ligne de son ouvrage sur les buts de guerre économiques de la Grande Guerre⁸³. L'historien français détaille les buts de guerre de chaque pays belligérant et observe l'évolution des velléités économiques nationales, « non seulement pendant le conflit lui-même, par la lutte industrielle et le blocus, mais en vue de l'après-guerre, par la mise au point, chez les différents belligérants, de véritables buts de guerre économiques »⁸⁴.

Les enjeux économiques du début du XX^e siècle dans une Europe en pleine expansion sont en effet sources de conflit. Nous avons évoqué le problème de la colonisation comme révélateur de l'impérialisme des nations européennes. Mais

⁸² MIQUEL, Pierre : *La Grande Guerre*. Fayard, Paris, 1983, p.40.

⁸³ SOUTOU, Georges-Henri : *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*. Fayard, Paris, 1989, p.9.

⁸⁴ *Ibid.*, p.9.

les territoires à coloniser le sont avant tout pour des raisons économiques. Ils représentent des réserves de matières premières, des viviers de main-d'œuvre à bas prix et des marchés à conquérir. Ils participent directement à la prospérité des grandes nations européennes. Et c'est pourquoi leur raréfaction aggrave les tensions. L'Europe se tourne alors dans la conquête de zones d'influence économique dans de grands Etats impossibles à coloniser (l'Empire turc ou la Chine). Et pour parvenir à leurs fins, les Etats européens s'unissent et s'allient. Certains voient dans ces ententes économiques ou financières des facteurs de paix, mais que représentent ces ententes face à la concurrence à laquelle se livrent les Etats ? Dans le domaine économique, l'antagonisme le plus flagrant est celui qui existe entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Si une alliance est à un moment donné envisagée entre les deux pays, elle se révèle impossible à conclure du fait des divergences économiques entre Londres et Berlin.

Mais au-delà de la concurrence qui l'oppose à la Grande-Bretagne, l'Allemagne développe un programme d'expansion économique qui doit la hisser au niveau des plus grandes puissances mondiales. En matière économique, en 1912, le *Reich* vise une union douanière avec l'Autriche, la Suisse, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, etc., ainsi qu'une association politique étroite avec ces pays. En politique extérieure, une guerre franco-allemande est envisagée afin d'atteindre l'Angleterre et de nuire à la situation de celle-ci en Méditerranée, dans le but de réaliser dans une phase ultérieure, sous domination allemande, une *Mitteleuropa* et une *Mittelafrika*⁸⁵. Ainsi, la concurrence économique se déplace peu à peu du terrain commercial sur le terrain militaire. C'est une véritable course aux armements qui débute avec le XX^e siècle entre les nations européennes. Et la guerre apparaît lentement mais sûrement comme l'unique moyen de régler les contentieux économiques et financiers, militaires et nationalistes alors que la diplomatie montre son insuffisance et son impuissance.

⁸⁵ FISCHER, Fritz : *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale. op. cit.*, p.44.

2.4. Guerre ou paix ?

Lorsque la pression internationale devient trop grande, alors que l'équilibre des forces européennes repose fragilement sur un système d'alliances conclu entre les différents Etats, lorsque ces alliances engagent des nations militairement prêtes à la guerre, lorsque les gouvernements entraînent imperceptiblement les populations dans une situation de conflit, lorsque l'opinion publique, consciemment ou inconsciemment, abonde en ce sens, alors il devient plus facile à un Etat de se laisser glisser vers la guerre que de lutter pour garder la paix ; la guerre devient inévitable et la paix trop difficile à sauvegarder. Il suffit d'une étincelle pour enclencher le mécanisme et déclencher une guerre européenne.

L'étincelle a lieu le 28 juin 1914 : l'Archiduc François-Joseph, héritier du trône d'Autriche, se fait assassiner lors d'une visite à Sarajevo. La guerre durera quatre ans et elle ne sera pas qu'un conflit européen mais mondial ; elle bouleversera le monde entier durablement et profondément, dans ses structures et dans ses mentalités. Mais le bouleversement de ces mentalités a déjà été préparé par l'installation graduelle d'une psychose de guerre dans les années qui précèdent 1914.

Depuis le début du XX^e siècle, il se produit en effet une imperceptible marche à la guerre avec, tout d'abord, la multiplication des crises internationales. Ces crises qui, tout d'abord, ne se situent pas en Europe, se rapprochent progressivement du vieux continent avec les crises marocaines de 1905 et 1911, puis la crise bosniaque de 1908-1909 et les guerres balkaniques de 1911 et 1913. Néanmoins, chacune d'entre elles paraît se résoudre, laissant l'opinion publique dans l'idée que la guerre, évitée à chaque fois, est évitable. D'où l'étonnement des populations le jour de la déclaration de guerre en août 1914.

Parallèlement aux crises dont il est question ici, les gouvernements, par les mesures qu'ils initient donnent l'impression qu'ils envisagent la guerre. Comment ne pas penser à la guerre lorsque la France vote la "loi des trois ans" ? Comment ne pas penser à la guerre lorsque la Grande-Bretagne, à l'image de l'Allemagne, accélère son programme naval ? Et la politique de chacun des pays en cause conditionne la politique de ses voisins. Parce que l'Allemagne augmente le nombre de ses navires de guerre entre 1906 et 1908, la Grande-Bretagne lance en 1909 un programme identique ; parce que l'Allemagne accroît ses effectifs terrestres en juillet 1913, la France vote un mois plus tard la "loi des trois ans", portant le service militaire obligatoire de deux à trois ans afin d'augmenter le nombre de conscrits et, par là même, de soldats actifs. Parce que l'Autriche-Hongrie initie une politique équivalente dès 1912, la Russie tente à partir de 1913 de réorganiser son armée⁸⁶. Mais la question de la guerre ne se discute pas qu'au niveau des dirigeants.

Au niveau des peuples, on entre, avec le XX^e siècle, dans l'âge des masses, celui du regroupement en syndicats, en partis politiques, en associations, afin de défendre au mieux les intérêts des populations, mais également afin de mieux les orienter, les diriger et les contrôler. Comme il existe des mouvements nationalistes, il existe aussi des mouvements pacifistes et notamment, à côté des intellectuels, des universitaires aux simples instituteurs, les plus connus d'entre eux, les anarchistes et les socialistes. Antimilitaristes, ils revendiquent la désobéissance passive à la guerre par la grève ; internationalistes, ils comptent sur leurs homologues des pays voisins. Mais là est leur faiblesse car leur politique d'action commune est plus un souhait qu'une réalité. Ils ont pour adversaires les nationalistes, alors de plus en plus nombreux et de plus en plus puissants et dont

⁸⁶ *Ibid.*, p.50-51.

la cause est servie par une actualité internationale agitée⁸⁷. Dans les années d'avant-guerre, les vieux thèmes reviennent à la mode, comme par exemple l'encerclement de l'Empire allemand ou les références à l'Alsace-Lorraine. Mais il faut reconnaître malgré tout que ces mouvements, qu'ils soient pacifistes ou nationalistes, ne concernent pas la majorité des populations et que l'idée de conflit ne constitue pas la préoccupation principale des Européens à la veille de la Grande Guerre. Et il faut admettre que si les populations européennes se laissent manipuler par la presse et conduire à la guerre par les gouvernements, c'est dans l'ignorance totale de ce qui les attend. La guerre moderne que sera la Grande Guerre, n'a rien à voir avec l'esprit "Belle Epoque" de ce début du XX^e siècle.

⁸⁷ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.44-45.

3. La Première Guerre mondiale, une guerre "moderne"

Telle que nous la ressentons aujourd'hui, la modernité de la Première Guerre mondiale repose sur trois aspects qui ressortent de la lecture de nos deux journaux : son universalité, la mise en œuvre de nouvelles techniques de combat et la longueur du conflit⁸⁸.

3.1. L'universalité de la Grande Guerre

Si on se reporte aux analyses de Marc Ferro, la Première Guerre mondiale est la première véritable guerre du XX^e siècle en raison de son universalité. Elle est à l'image de ce que devient le monde à la veille de 1914, un monde dans lequel les échanges et les rencontres se multiplient, un monde dans lequel chaque continent, chaque pays s'ouvre, un monde dans lequel un Etat, pour affirmer sa puissance, ne peut continuer à vivre en autarcie.

D'un conflit local, la guerre devient peu à peu mondiale. Il suffit de cinq jours pour entraîner les plus grandes nations européennes dans la guerre⁸⁹. Mais en août 1914, la guerre qui s'installe est européenne, elle ne devient mondiale et totale que peu à peu, lorsque les pays belligérants font appel au reste du monde⁹⁰.

⁸⁸ Il ressort aujourd'hui un autre aspect de la modernité de la Première Guerre mondiale qui n'apparaît pas dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* entre 1914 et 1918 malgré son "omniprésence" : il s'agit du poids des morts. Longtemps ignoré des historiens, cet aspect de la Grande Guerre devient un objet d'étude essentiel, comme le souligne Stéphane Audouin-Rouzeau et Annette Becker : « La Grande Guerre, par sa dimension européenne et mondiale, par sa durée, par son poids immense et longtemps sous-estimé sur le siècle tout entier, est devenue un cas d'école pour une réflexion sur ce qui est la matière même de l'histoire : le poids des morts sur les vivants ». In AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane / BECKER, Annette : *14-18. Retrouver la guerre*. Gallimard, Paris, 2000, p.7.

⁸⁹ Cf. « Chronologie de la Grande Guerre », p.458-463.

⁹⁰ Les déclarations de guerre arrivent de plus en plus loin bien que le théâtre du conflit reste situé principalement en Europe. Jean-Jacques Becker relève l'ambiguïté de l'expression Première Guerre "mondiale" et insiste sur le côté universel du conflit : « Un conflit est-il mondial parce que des pays répartis dans le monde entier y participent ou bien parce que la

L'aspect le plus marquant de cette mondialisation du conflit est l'entrée en guerre des Etats-Unis en avril 1917, alors que jusqu'à fin 1916 rien ne la laisse présager. Le président Wilson, démocrate réélu en novembre 1916 grâce à ses déclarations pacifistes (son slogan de campagne était « il nous a maintenu hors de la guerre »)⁹¹, multiplie jusqu'en 1916 les offres de paix blanche (sans vainqueur ni vaincu) sans jamais prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants ; il condamne toute violation du droit des peuples commise par un camp ou par un autre, mais l'Amérique reste en marge du conflit. Ce sont « le torpillage du *Laconia* et de l'*Algonquin*, le rejet par les Allemands de la dernière note Wilson pour une paix sans conquêtes, et l'affaire du télégramme Zimmermann, qui agit comme une mèche sur un baril de poudre, [qui font] basculer les dirigeants américains et l'opinion dans le camp de la guerre »⁹². Trente-deux mois après le début de la guerre en Europe, le 2 avril 1917, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne. Les raisons de l'intervention américaine sont plus complexes qu'il n'y paraît à première vue. D'une part, l'ambition de Wilson est de s'investir dans les affaires européennes. Et son désir d'imposer sa conception de la paix aux nations européennes l'emporte finalement sur ses intentions pacifistes. D'autre part, les intérêts économiques du pays sont en jeu et mis en péril par la guerre sous-marine à outrance menée par les Allemands. Enfin, la chute du régime autocrate russe laisse la porte ouverte aux Etats-Unis pour une participation armée aux côtés des Alliés. En effet, parallèlement à l'entrée en guerre des Américains, la Russie, tombée aux mains des Bolcheviques, se retire de la guerre.

guerre a lieu dans le monde entier ? Dans le cas de la guerre de 1914, les opérations militaires hors d'Europe ont été tout à fait marginales, sauf la guerre sous-marine ; en revanche, au fil des années, de nombreux pays extra-européens ont été conduits à participer à la guerre, directement ou indirectement. » In BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.50.

⁹¹ *Ibid.*, p.158.

⁹² FERRO, Marc : *La Grande Guerre. 1914-1918*. Gallimard Folio Histoire, Paris, nouvelle édition 1990, p.203.

Ainsi, en 1917, il ne reste donc pas un Etat qui ne soit confronté à la guerre. Que ce soit sur le plan militaire, financier ou humanitaire, toutes les nations de la planète sont à un moment donné concernées directement ou indirectement par les événements de 14/18. La mobilisation est totale et atteint son sommet en 1917.

3.2. L'apparition de nouvelles techniques de combat

Une guerre ne serait pas "moderne" si les moyens techniques mis en œuvre n'étaient pas modernes. L'apparition de nouvelles techniques de combat constitue donc une composante essentielle de la guerre moderne. La guerre des tranchées exige un armement particulier et, en premier lieu, un casque pour protéger la tête des soldats des tirs provenant des tranchées adverses. Un programme de production massive est alors lancé par chaque pays belligérant. Mais cette nouvelle forme de guerre se traduit aussi par la fin de certaines armes de guerre comme la cavalerie par exemple. Les hommes se déplacent désormais en automobile, à motocyclette ou en camion. Par ailleurs l'artillerie devient indispensable et se développe rapidement. En 1915, les Français opposent aux *Minenwerfer* allemands (mortiers) qui permettent des tirs rapprochés et détruisent des tranchées entières, "l'obus à ailette des crapouillots". Pour la défense, l'arme la mieux adaptée est la mitrailleuse dont la qualité et le nombre ne cessent d'augmenter alors que son poids diminue. Et trois types d'artillerie sont nécessaires selon les spécialistes de l'histoire militaire : « une artillerie courte à tir rapide pour les attaques d'infanterie, une artillerie longue à grande portée pour contre-battre les batteries adverses et une artillerie courte très puissante pour obtenir des effets d'écrasement »⁹³.

⁹³ CORVISIER, André (dir.) : *Histoire militaire de la France*. Tome 3, « de 1871 à 1940 ». édition Quadriga PUF, Paris, 1992, p.171.

Ainsi, la guerre a pour conséquence un développement rapide de nouvelles technologies. De nouvelles balles sont fabriquées, des balles à noyau d'acier, lumineuses ou incendiaires. Les grenades, tombées en désuétude, sont réinventées et modernisées. De nouvelles armes font leur apparition, tout d'abord le lance-flammes, invention allemande, et les gaz de combats. Les gaz asphyxiants sont expérimentés par l'armée allemande en avril 1915 et durement condamnés par l'opinion internationale comme une atteinte aux "lois de la guerre". Ce qui n'empêche pas l'armée anglaise puis l'armée française de les utiliser à leur tour, notamment l'ypérite, le plus dangereux de ces gaz.

Il y a ensuite l'apparition de l'aéroplane et du dirigeable, respectivement utilisés pour l'observation et le bombardement et qui débouche sur la création d'une nouvelle arme de guerre, l'aviation. Sur le plan maritime, les sous-marins sont utilisés très fréquemment à partir de 1915 pour torpiller les navires de commerce essentiels au ravitaillement et tout bateau susceptible de transporter de l'armement. Ils deviennent une arme redoutable, provoquant même l'entrée en guerre des Etats-Unis, suite aux torpillages de leurs navires par la marine allemande.

Enfin, la grande nouveauté de la guerre est l'invention des chars d'assaut⁹⁴. L'idée d'utiliser les chars vient des Français et des Anglais. Les plus connus sont d'ailleurs les chars légers Renault. Ils participent aux grandes victoires de l'artillerie. Toutefois, « l'exemple des tanks mis à part, les Allemands manifest[ent] un esprit d'invention plus vif dans le perfectionnement de "l'art de la guerre" »⁹⁵. Ils savent mieux que les Alliés mettre à profit la recherche scientifique et les avantages de leur industrie. Ainsi la guerre permet à l'industrie de faire un bond en avant, rare conséquence positive d'un événement qui a engendré nombre des conflits du XX^e siècle. C'est d'ailleurs la longue durée du

⁹⁴ Qui, selon Marc Ferro, « plus encore que l'avion, [sont] les artisans de la victoire alliée. » In FERRO, Marc : *op. cit.*, p.172.

conflit qui permet et oblige les Etats à investir dans la recherche de nouveaux armements.

3.3. Une guerre longue

La durée de la guerre 14/18 forme le dernier aspect de sa modernité. Toutes les prévisions militaires et politiques, ainsi que les espoirs populaires, partent de l'hypothèse d'une guerre courte. Les pays belligérants ont conscience des moyens mis en œuvre, de cet aspect moderne de la guerre qui s'engage, mais par l'exigence même de tels moyens, il paraît impossible de pouvoir prolonger la guerre au-delà de quelques mois. En août 1914, nul n' imagine qu'elle puisse durer quatre longues années et la presse se fait largement l'écho de cette conviction. De leur côté, les gouvernements ne prennent guère de dispositions économiques et les états-majors ne sont pas préparés. Il y a donc une inadéquation totale entre la guerre imaginée et la guerre vécue. Et ceci a des conséquences aussi bien au front qu'à l'arrière et entraîne des bouleversements démographiques et sociaux importants.

Le monde du front est essentiellement celui des hommes. Ils sont en première ligne, exposés au feu de l'ennemi. Après l'échec des plans de guerre allemands et français (Plan Schlieffen et Plan XVII), la situation se bloque, le front se stabilise en France à la fin 1914 (les troupes allemandes en occupent tout le Nord), et les soldats s'enterrent dans les tranchées. Il faut faire face à un phénomène nouveau dans une guerre, l'immobilité. De peur qu'immobilité ne rime avec inactivité, certains responsables militaires sont d'avis de percer le front à tout prix, c'est-à-dire au prix de milliers de morts. Il s'en suit des combats acharnés pour la prise d'une ou deux tranchées. Car les tranchées sont *a priori*

⁹⁵ *Ibid.*, p.173.

conçues pour la défensive. Elles sont sans cesse améliorées afin de protéger au mieux les soldats des attaques de l'ennemi et deviennent de véritables réseaux souterrains reliés les uns aux autres. Plus ou moins bien aménagées dans l'ensemble, les tranchées allemandes restent cependant des ouvrages plus résistants que les tranchées françaises.

Mais d'après les témoignages, la vie quotidienne y est de toute façon difficilement supportable⁹⁶. Soumis aux intempéries et à un ravitaillement aléatoire, vivant dans des conditions d'hygiène très mauvaises, les soldats sont de plus soumis à un danger constant, provoqué par les bombardements, les tirs et les mines ennemis. La tranchée transformée contre toute attente en lieu de vie des hommes, est restée le symbole de la Grande Guerre. Et cette vie devenue quotidienne contribue à alimenter le sentiment de rupture avec l'arrière.

A l'arrière, les populations doivent s'accoutumer à vivre dans la peur et dans la pénurie. Elles ne sont cependant que rarement exposées directement au feu de l'ennemi, bien qu'une partie de la population se trouve dans les zones de combats ou en territoire occupé (en France notamment et surtout en Belgique). La crainte essentielle des gens de l'arrière est cependant de ne jamais revoir ceux qui sont au front. Les principales difficultés quotidiennes affrontées par l'arrière viennent de la pénurie de ravitaillement et de main-d'œuvre. Il faut faire face. On met peu à peu en place l'économie de guerre évoquée plus haut. C'est pourquoi on a recours au travail des femmes, des prisonniers et d'immigrés venus pour remplacer les hommes absents. Cela permet de nourrir les familles et permet aussi à l'industrie du pays de continuer de tourner.

Mais il ne suffit pas d'organiser et de développer la production, il faut également financer la guerre, notamment par les emprunts extérieurs ou

⁹⁶ Cf. AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *14-18. Les combattants des tranchées*. Armand Colin, Paris, 1986.

nationaux, et il faut nourrir les populations. La question du ravitaillement est donc au centre des préoccupations des gouvernements parce que c'est le problème majeur des populations. Leur vie s'organise en fonction des événements. Ce qui a des conséquences.

La durée de la guerre entraîne à l'arrière un changement des mentalités, avec entre autres le bouleversement de la cellule familiale et des rapports sociaux. Ce qui creuse le fossé qui sépare l'arrière du front. A la longue, le risque de rupture entre les deux mondes est grand. Mais l'interaction entre le front et l'arrière est réelle, ne serait-ce que par les visites des soldats aux familles qui se multiplient au fur et à mesure que l'on avance dans la guerre. Des événements de même nature se produisent également au front et à l'arrière ; en 1917, alors que les soldats se mutinent, las des conditions dans lesquelles ils évoluent, des grèves se produisent dans les usines.

Malgré la guerre qui dure, on vit comme dans la perspective d'une guerre courte, plus on s'enfonce dans la guerre, plus on imagine que sa fin est proche. Et les états-majors militaires alimentent ces espoirs. Guerre d'usure ou guerre de rupture, ils sont persuadés que la victoire et la fin sont pour bientôt. Ainsi, on constate un phénomène particulier pendant la Grande Guerre : souvent proche de la rupture par le fait de la durée de la guerre, la cohésion nationale reste cependant une réalité. L'union nationale qui se réalise pendant la guerre dans les différents pays produit ce que l'on appelle aujourd'hui une "culture de guerre".

La "culture de guerre" est définie comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 et les journaux, en particulier nos deux quotidiens, en sont les vecteurs⁹⁷. Cette "culture" est suscitée par les

⁹⁷ BECKER, Jean-Jacques : *14-18, la très Grande Guerre*. Le Monde Editions, Paris, 1994, p.258.

nécessités de la guerre et les attitudes mentales générées par celle-ci. Car, selon Jean-Jacques Becker,

avec la Grande Guerre, le contexte mental fut tout à fait inédit. Non seulement, la guerre dura, mais elle exigea des pays concernés un engagement total. Guerre « totale », pas encore – du moins dans le sens habituel, car dans l'ensemble, les populations civiles ont été préservées – mais guerre « totale », dans la mesure où, pendant plusieurs années, les peuples des pays belligérants n'ont plus vécu que pour la guerre.⁹⁸

Le phénomène de "culture de guerre" évoqué ici occupe une place centrale dans notre étude. Les représentations sociales véhiculées par la presse au sujet du conflit sont en effet un élément essentiel d'une approche de la guerre en termes de "mentalités".

⁹⁸ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.125. L'auteur ajoute, que la culture de guerre, par sa prégnance, est restée dans la conscience collective de ceux qui ont vécu la guerre, en premier lieu desquels il y a les hommes. Persuadés de la « rupture si nette avec ce qu'il existait avant, [la culture de guerre] conduit, presque instinctivement, à déplacer le début du XX^e siècle pour le faire coïncider avec le début de la Grande Guerre. » In *Ibid.*

CHAPITRE III

LA PRESSE FRANCAISE ET ALLEMANDE

1. La situation générale de la presse française et allemande à la veille de la Première Guerre mondiale

Avant d'en venir à la présentation de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung*, il convient de les situer au sein de la presse française et allemande à l'époque de la Première Guerre mondiale. La presse écrite n'a pas toujours subi la concurrence qu'on lui connaît aujourd'hui et qui, avec le développement des nouvelles technologies, s'accroît de jour en jour, provoquant son déclin dans certains pays. Avant que les autres médias n'existent, la presse écrite, qui est la seule source d'information, prospère jusqu'à connaître un "âge d'or" que François Roth situe en France entre 1860 et 1940⁹⁹.

Héritière de trois siècles et demi d'histoire puisqu'on situe en 1631 la première parution d'un journal en France, la presse française est avant 1914 la première du monde par l'importance de ses tirages*. C'est en France que sont nées les formules et les techniques de la presse moderne. La première agence de presse* est fondée par Charles Havas dès 1832. En 1863, Millaud fonde la première feuille populaire à demi-format *Le Petit Journal* qui se vend 5 centimes, tire à 400.000 exemplaires en 1870 et atteint le million en 1894. En 1914, *Le Petit Parisien* qui tire à plus de 1 million et demi d'exemplaires est la plus grande entreprise de presse du monde. C'est en France que Marinoni met au point en

1867 les premières rotatives pratiques. Dès 1890, *Le Petit Journal* publie un supplément illustré en trichromie.¹⁰⁰ Roth explique le phénomène d'"âge d'or" de la presse par trois facteurs qui sont l'élévation du niveau d'instruction, l'abaissement du prix de vente des journaux et le désir croissant des populations de s'informer. La lecture des journaux devient donc un fait de masse.

Une situation équivalente se produit en Allemagne à la même époque. Heinz Pürer et Johannes Raabe l'expliquent en invoquant des raisons proches de celles que donne François Roth : il y a des facteurs politiques, économiques, techniques et culturels qui sont à l'origine du développement d'une presse de masse (*Massenpresse*). A leur avis, le facteur politique déterminant est constitué par les nouvelles lois de 1874 sur la presse qui interdisent toute mesure préventive de censure et permettent la création et le développement d'une presse politique, d'abord conservatrice puis libérale et enfin, socialiste.

Le deuxième facteur mis en relief par Pürer et Raabe est économique et concerne l'augmentation du pouvoir d'achat qui permet aux populations un accès facilité à l'acquisition des journaux. Parallèlement, les journaux baissent leur prix de vente en insérant des petites annonces* et de la réclame qu'ils font payer ; la presse se diversifie par la création d'une presse plus généraliste* (*Generalanzeigerpresse*). Un des facteurs importants de l'essor de la presse est l'industrialisation des techniques d'impression qui permettent d'augmenter le volume des tirages et de baisser les coûts de revient. Les progrès en matière de techniques de communication, par le développement du téléphone et du télégraphe, facilitent également la diffusion de l'information par la création notamment de bureaux de presse.

Enfin, le dernier facteur est culturel. Il s'agit de l'amélioration du niveau d'instruction des populations qui entraîne un intérêt croissant de celles-ci pour la

⁹⁹ ROTH, François : *Le temps des journaux. Presses et cultures nationales en Lorraine mosellane. 1860-1940*. Editions Serpenoise / Presse Universitaire de Nancy, Nancy, 1983, p.7.

vie politique, économique et culturelle de leur pays. Selon Heinz Pürer et Johannes Raabe, à la fin du XIX^e siècle, trois types de presse se côtoient en Allemagne : une presse engagée politiquement ou religieusement (*Parteipresse*), une presse généraliste qui se veut indépendante et proche de ses lecteurs (*Generalanzeigerpresse*) et une presse locale ou régionale de qualité¹⁰¹. L'Allemagne regroupe en 1914 environ 4.200 quotidiens* et hebdomadaires pour un tirage total d'environ 18 millions d'exemplaires et se place ainsi au premier rang des pays pour le nombre de titres.

Ces données sont essentielles pour comprendre l'importance de la presse au moment où éclate la Première Guerre mondiale. En effet, « la presse crée, façonne, reflète et dirige l'opinion publique »¹⁰². Elle relate des événements, véhicule les opinions des uns et des autres et transmet des images. Cette fonction de la presse prend encore plus de signification en situation de conflit ; les journaux deviennent un élément de cohésion nationale mais sont également controversés lorsqu'ils se font l'écho du pouvoir jusqu'à en devenir l'organe officiel¹⁰³.

¹⁰⁰ ALBERT, Pierre : *La presse*. PUF « Que-sais-je ? », Paris, 11^e édition corrigée 1996, p.75.

¹⁰¹ PÜRER, Heinz / RAABE, Johannes : *Medien in Deutschland*. Band 1. *Presse*. UVK Medien, Konstanz, 2. Korrigierte Auflage 1996, p.20.

¹⁰² „Die Presse bildet, forme, spiegele, führe die öffentliche Meinung.“ In DOVIFAT, Emil : *Zeitungslehre*. Sechste neuarbeitete Auflage von Jürgen Wilke. Band 1. Walter de Gruyter, Berlin, 1976, p.147. Selon l'auteur, un journal doit transmettre de manière suivie et régulière des nouvelles récentes à un public le plus large possible. In *Ibid.*, p.16.

¹⁰³ C'est en effet un des travers possibles qu'évoque Emil Dovifat à propos de la presse. Les lecteurs ne se reconnaissent plus dans un journal qui utilise dans son discours trop d'abréviations, trop d'exagérations, trop de clichés et qui s'inspire trop d'un milieu particulier. In *Ibid.*, p.162. D'où la création à partir de la fin de l'année 1914 d'une presse diffusée sur le front et qui semble plus proche des combattants parce qu'élaborée par eux ; les journaux des tranchées ne représentent malgré tout pas une concurrence directe des journaux de l'arrière, mais ils constituent un réseau parallèle qui a son importance dans le paysage de la presse à l'époque de la Première Guerre mondiale. En Allemagne, les journaux des tranchées émanent surtout de l'état-major mais « les journaux élaborés par les combattants eux-mêmes et non pour les combattants [sont] plutôt le propre des armées alliées ». In AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *14-18. Les combattants des tranchées*. op. cit., p.7.

Que ce soit en France ou en Allemagne, la Première Guerre mondiale n'arrête pas la croissance de la presse ; même si certains journaux rencontrent des difficultés économiques et disparaissent, d'autres augmentent leur tirage. Le journal, réservé à l'origine à une certaine élite, devient donc un produit de consommation courante accessible au plus grand nombre. D'après Pürer et Raabe c'est le développement que connaît la presse généraliste (*Generalanzeigerpresse*) qui favorise cette popularisation du lectorat* : « Les journaux à visée généraliste sont des "journaux pour tous". C'est le principe pragmatique qui compte qu'il faut donner au public ce qui l'intéresse et non ce qui devrait l'intéresser »¹⁰⁴. Dans ce climat général de la presse, les journaux de province connaissent eux aussi un véritable essor.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les journaux régionaux peuvent être considérés de façon négative, comme un pâle reflet de la presse nationale. Ils propagent des sortes de compilations des informations relatées par la presse nationale mais qui paraissent avec du retard et sous une présentation triste et sévère. Mais ces journaux profitent eux aussi des conditions de l'essor général de la presse à partir de 1860, et malgré les tirages parfois modestes de certains titres, ils se développent de façon surprenante aussi bien en Allemagne qu'en France.

En France, « la presse régionale est sortie de l'état végétatif dans lequel les régimes antérieurs l'avaient maintenue avec l'avènement de la III^e République (4 septembre 1870). Elle doit son éveil à l'établissement durable de la démocratie »¹⁰⁵. La presse française de province se rédige et s'imprime au chef-lieu du département, elle se répartit selon les grands courants d'idées qui se partagent le pays et bénéficie d'une certaine liberté d'expression favorisant les

¹⁰⁴ „Generalanzeiger werden ‚Zeitungen für alle‘. In ihnen gilt das pragmatische Prinzip, das den Publikum gibt, was es interessiert, nicht was es interessieren sollte.“ In PÜRER, Heinz / RAABE, Johannes : *op. cit.*, p.22.

débats et polémiques. En effet, le 11 mai 1868, une loi plus libérale remplace l'autorisation préalable par une simple déclaration à laquelle l'administration ne peut s'opposer ; elle autorise le gérant d'un journal à acquérir ou à louer les presses d'une imprimerie sans posséder lui-même le brevet d'imprimeur. Néanmoins, le cautionnement est maintenu (en principe pour payer les condamnations) et l'administration garde le droit d'interdire la vente sur la voie publique de tout journal réputé dangereux, le colportage étant ainsi étroitement surveillé. Il faut attendre la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour que les éditeurs des journaux de province se lancent dans l'aventure industrielle de la presse, favorisée par les deux principes que la loi met en place, la liberté de publication et la liberté d'entreprise. A propos de la presse régionale française, Pierre Albert écrit que

les grands journaux savaient utiliser les techniques les plus modernes : non seulement dans leurs imprimeries où déjà avant 1914 avaient été installés des ateliers de photogravure, mais dans leurs rédactions où les télescripteurs de l'agence Havas étaient doublés par les transpositeurs de leur service parisien, et où le téléphone commençait, surtout pour les nouvelles locales et les informations parisiennes de dernière heure, à jouer son rôle¹⁰⁶.

Il n'est pas dit cependant que la presse de province cherche à concurrencer directement la presse nationale qui reste la première lue à cette époque. C'est pendant la Première Guerre mondiale que s'amorce le changement, la presse régionale tire profit des difficultés d'acheminement de la presse nationale pour assurer son implantation et augmenter son tirage. De plus, à la différence de la presse nationale parisienne, elle met l'accent sur les informations qui touchent les

¹⁰⁵ MATHIEN, Michel : *La presse quotidienne régionale*. PUF « Que-sais-je ? », Paris, 1993, p.3.

¹⁰⁶ ALBERT, Pierre : « Remarques sur l'histoire de la presse de province en France », p.20. In CRIQUI, Etienne / LAPREVOTE, Louis-Philippe / ROTH, François (dir.) : *L'Est Républicain. 1889-1989. Le quotidien dévoilé*. Editions de l'Est, Nancy, 1989.

lecteurs au plus près de leurs préoccupations quotidiennes¹⁰⁷. En France, les journaux de province sont au nombre de 242 en 1914 mais la guerre a tôt fait d'opérer la différence entre ceux qui deviendront les grands journaux régionaux et les petites feuilles qui disparaissent d'elles-mêmes.

Dans l'Empire allemand, la presse bénéficie de mesures assouplies en ce qui concerne la censure depuis les lois de 1848 et surtout depuis celles de 1874 d'inspiration libérale. Ce sont la victoire sur la France et la fondation de l'Empire allemand en 1871 qui permettent en 1874 à Bismarck de faire adopter une loi d'Empire sur la presse (*Reichspressegesetz*) qui remplace 27 lois régionales. Elle lève la censure et supprime les taxes ainsi que le cautionnement pour obtenir l'autorisation de créer un journal. Mais cela n'empêche pas l'Etat de prendre toujours des mesures à l'encontre des journaux et des journalistes, particulièrement pendant la Première Guerre mondiale, même si le visage des journaux allemands et le paysage de la presse ne changent pas de manière décisive. Comme la plupart des journaux sont soumis aux autorités en place, il ne leur est pas difficile d'obéir aux décrets édictés au début de la guerre sur la censure.

L'Office de guerre de la presse (*Kriegspresseamt*), qui relève de la direction supérieure de l'armée, soumet à nouveau les journaux à une censure préalable et devient un instrument de propagande. Kurt Koszyk définit ainsi sa mission :

L'office de guerre de la presse doit faciliter la coopération entre le haut-commandement allemand et les administrations régionales pour tout ce qui concerne le domaine de la presse, renseigner les administrations et la presse ainsi que veiller à l'application homogène de la censure.¹⁰⁸

¹⁰⁷ MATHIEN, Michel : *op. cit.*,

¹⁰⁸ „Das Kriegspresseamt sollte das Zusammenwirken der Obersten Heeresleitung mit den Heimatbehörden auf dem Gebiet des Pressewesens erleichtern, den Behörden und der Presse

Mais, face à une opposition croissante contre les mesures imposées, le débat dans la presse sur les buts de guerre allemands fin 1916 est permis. Cela met le feu aux poudres et entraîne une controverse violente sur la question des annexions et d'une "paix blanche". Et à partir de 1917, le gouvernement reprend la presse en mains par le biais de l'agence de presse Wolff. Les journaux publient les dépêches* de l'agence et les commentaires* livrés avec ces dépêches. A partir de 1917, presque un tiers de la presse allemande se réunit au sein de maisons d'édition et publie bientôt des reportages* qui vont tous dans le même sens¹⁰⁹.

Mais les conditions générales faites à la presse en Allemagne diffèrent selon les régions. Pour ce qui concerne la presse d'Alsace-Lorraine et singulièrement la presse mosellane, elle est placée sous le contrôle de Berlin pour les grandes orientations et de Strasbourg, capitale régionale, pour les questions de nature locale. Un régime particulièrement contraignant s'applique, qui regroupe à la fois des dispositions qui résultent de lois françaises et de lois allemandes. C'est au Président supérieur et au Gouverneur qu'il faut adresser la déclaration prévue par la loi et verser la caution de 15.000 francs (12.000 marks). Cette dernière disposition tombée en désuétude a été remise en vigueur en 1879. Pour orienter l'information, la Président Supérieur met en place à Strasbourg un bureau de presse. En Lorraine, la surveillance de la presse est l'une des prérogatives du Président du département et du directeur de police de Metz placé sous son autorité.¹¹⁰ Malgré ces mesures sévères, les journaux se multiplient. Pour François Roth,

Auskünfte geben sowie für eine gleichmäßige Handhabung der Pressezensur sorgen.“ In KOSZYK, Kurt : *Deutsche Presse. 1914-1945. Geschichte der deutschen Presse*. Teil III. Colloquium Verlag, Berlin, 1972, p.15.

¹⁰⁹ STRASSNER, Erich : *Zeitung*. Max Niemeyer Verlag, Tübingen, 1999, p.82-83.

La grande originalité de la lorraine mosellane est l'apparition après 1870 [...] de deux réseaux parallèle de presse : l'un de langue française, l'autre de langue allemande ; chacun d'eux a ses caractéristiques propres, ses références, ses orientations culturelles ; le premier s'inspire des modèles parisiens et français, le second des modèles rhénans et allemands.

La presse en langue française qui paraît en Lorraine allemande est très surveillée et le reste même après l'abrogation du "paragraphe de la dictature" en 1902. Cette liberté relative tardivement acquise est interrompue par la Première Guerre mondiale. Trois journaux français sont interdits dès la déclaration de l'état de danger de guerre (*Kriegsgefahrzustand*) le 31 juillet 1914, plusieurs journalistes sont arrêtés, emprisonnés et assignés à résidence en divers lieux d'Allemagne, d'autres fuient comme l'Abbé Wetterlé et le chanoine Collin qui écrira plus tard dans le journal parisien *La Croix*, provoquant la colère des autorités allemandes et de violentes attaques dans la presse d'orientation allemande comme la *Metzer Zeitung*¹¹¹.

¹¹⁰ ROTH, François : *op. cit.*, p.19-20.

¹¹¹ « Les journaux hostiles au *Deutschtum* sont interdits, les autres sont soumis à de telles pressions qu'ils s'alignent sur les impératifs nationaux. C'est le cas du quotidien catholique, *Die Lothringer Volkstimme*. Pour remplacer les journaux français disparus, l'administration crée *La gazette de Lorraine*, organe des intérêts nationaux de l'Empire destinée aux francophones du Pays messin, du Haut-pays. *La Gazette* a été diffusée en Meuse jusqu'à saint-Mihiel. » In ROTH, François : « Lorraine annexée et Lorraine occupée / 1914-1918 », p.290. In BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*. Actes du colloque organisé à Nanterre et à Amiens du 8 au 11 décembre 1988. Publication de l'université Paris X de Nanterre, 1990.

2. Deux quotidiens : *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*

Avant de présenter *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*, les deux quotidiens qui sont au centre de la présente étude, il convient de préciser qu'on manque d'informations détaillées sur la *Metzer Zeitung* et les journalistes qui ont écrit pour le quotidien messin, nombre de documents ayant disparu, emportés par l'histoire mouvementée de la Lorraine. A Metz, où un incendie consécutif à un bombardement a détruit en 1944 de nombreux documents d'archives, les renseignements que l'on peut glaner sur le quotidien sont disséminés dans les dossiers de la période de l'annexion allemande (1871-1918) des archives départementales de la Moselle où le journal relié *in folio* est également consultable¹¹². A Strasbourg, capitale régionale du *Land Elsass-Lothringen*, de nombreux dossiers concernant la période de l'annexion et la présidence de Lorraine sont conservés aux archives départementales du Bas-Rhin¹¹³. Néanmoins, un seul dossier porte précisément sur la *Metzer Zeitung*. Nous y avons trouvé des documents (lettres ou exemplaires de journaux) datant de 1871 à 1918¹¹⁴. Jusqu'à présent, la *Metzer Zeitung* a été étudiée uniquement par François Roth qui, dans son ouvrage sur la presse mosellane entre 1860 et 1940, consacre au journal une brève présentation de quatre pages¹¹⁵.

Les archives de *L'Est Républicain* sur la période qui nous concerne ici sont, quant à elles, fort incomplètes mais la littérature concernant le quotidien nancéien est plus abondante que celle qu'a suscité la *Metzer Zeitung*. Quelques

¹¹² Cf. notamment les *sous-série 2 AL, pièce 345* (cabinet du président, presse, affaires générales), *4 AL, pièce 10* (où apparaissent notamment des noms de journalistes écrivant dans la *Metzer Zeitung*) et *13 AL, pièces 22, 41, 42* (mobilisation, censure de la presse). In Archives départementales de la Moselle, Saint Julien les Metz.

¹¹³ Cf. fonds AL, Alsace-Lorraine 1870-1918, fonds de l'administration allemande et fonds du *Statthalter* (*AL 27, AL 132*). In Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg.

¹¹⁴ Cf. *série AL 65, pièce 120*, contrôle de la presse, presse mosellane. In Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg.

¹¹⁵ Cf. ROTH, François : *Le temps des journaux. op. cit.*, p.80-83.

ouvrages ont notamment été publiés à l'occasion des cent ans du journal en 1989¹¹⁶.

Malgré le manque évident des sources, nous allons tenter ici de retracer le parcours de nos deux quotidiens en insistant particulièrement sur la période qui nous intéresse dans le cadre de la présente étude. Puis, nous verrons en fonction de quels critères le choix d'une comparaison entre *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* se justifie.

2.1. Un quotidien régional français, *L'Est Républicain*

L'Est Républicain est fondé à Nancy en 1889 sous la forme juridique d'une société anonyme. Il est créé par cinq personnalités nancéiennes, bourgeois républicains qui souhaitent contrer la candidature de Maurice Barrès aux élections cantonales et législatives prévues de juillet à octobre 1889 par le biais d'un quotidien résolument antiboulangiste. Parmi les 560 souscripteurs des 740 actions de 50 francs on retrouve les noms d'hommes politiques et d'industriels régionaux qui, dans leur ensemble, souhaitent voir paraître un journal mis à la portée de toutes les bourses. La première sortie de *L'Est Républicain* a lieu le 5 mai 1889, date symbolique s'il en est pour un quotidien républicain car elle coïncide avec le centième anniversaire de la réunion des Etats Généraux (le 5 mai 1789) et l'ouverture de l'Exposition universelle.

C'est Léon Goulette, un typographe lorrain âgé de 33 ans qui avait collaboré à quelques journaux parisiens et assurait la correspondance du *Temps* à Nancy, qui le premier dirige *L'Est Républicain* et ce jusqu'en 1911 où, jugé trop

¹¹⁶ A propos de *L'Est Républicain* Cf. CAFFIER, Michel : *La légende du siècle. L'Est Républicain 1889-1989. L'Est Républicain* / PUN, Nancy, 1989. Cf. aussi CRIQUI, Etienne / LAPREVOTE, Louis-Philippe / ROTH, François (dir.) : *op. cit.* et GRIVEL, Gilles : « Les idées politiques de René Mercier, directeur de *L'Est Républicain* », p.123-138. In *Annales de l'Est*. Revue trimestrielle publiée avec le concours du Centre national de la recherche scientifique de l'Université de Nancy II et la Fédération historique de lorraine, N°2, 1984.

"politique" (il penche trop à droite par rapport au contrat initial du journal), il est remplacé par René Mercier. Avec le changement de direction, l'engagement politique s'estompe au bénéfice de l'information. Selon François Roth, « en Lorraine, *L'Est Républicain* se situe à gauche sans toutefois couvrir toute la gauche »¹¹⁷.

Si les premiers tirages sont de 12.000 exemplaires en deux éditions, ils ne cessent d'augmenter pour atteindre en 1918 26.500 exemplaires. Le journal a six éditions quotidiennes, celle de Nancy paraît deux fois par jour à 6 heures et à 17 heures, on le trouve à Briey à 20 h 30 et dans le reste de la Meurthe-et-Moselle à 22 heures ; il est disponible dans les Vosges à 21 heures et dans la Meuse à 21 h 30 ; il est également vendu en Haute-Marne, en Haute-Saône, dans le territoire de Belfort et à la gare de l'Est à Paris. Il bénéficie de bureaux à Longwy, Lunéville mais également en Belgique. C'est donc, par sa zone de couverture*, un quotidien à vocation véritablement régionale. Orientation qui est confirmée par le changement de sous-titre de *L'Est Républicain* le 3 août 1913 ; de « Grand journal quotidien » adopté par René Mercier à son arrivée en 1911, il devient « Journal régional quotidien ».

René Mercier succède ainsi à Léon Goulette comme rédacteur en chef* de *L'Est Républicain* le 1er avril 1911 (il le sera jusqu'en 1940). C'est un méridional âgé de 44 ans, ancien secrétaire général de *La Dépêche de Toulouse*. Gilles Grivel dresse de lui le portrait suivant :

René Mercier est un républicain libéral. Libéral sur le plan philosophique, il rejette tout dogme religieux, toute vérité transcendante et montre une confiance totale en la raison et au progrès.

Libéral dans le domaine économique, il pense que l'initiative privée doit pouvoir s'exercer sans entrave et que toute intervention de l'Etat

¹¹⁷ ROTH, François : « *L'Est Républicain* de René Mercier », p.56. In CRIQUI, Etienne / LAPREVOTE, Louis-Philippe / ROTH, François (dir.) : *op. cit.*

dérègle "l'ordre naturel". Libéral dans le domaine social, il compte beaucoup sur l'individu, sur ses possibilités de promotion sociale.

Libéral dans le domaine politique, il réclame le gouvernement le plus faible possible confié aux notables. Il est attaché au parlementarisme qui permet aux "hommes de haute qualité" de confronter leur point de vue pour dégager une vérité commune. Le libéralisme, qui trouve son expression et son épanouissement dans la République est l'aboutissement de l'histoire de toute l'humanité. La Révolution a été nécessaire dans le passé pour renverser l'ancien régime. Cet épisode est aujourd'hui clos. L'important est de préserver l'acquis face aux nouvelles forces révolutionnaires.

René Mercier combat sur deux fronts : à droite il s'oppose à la "réaction" qui prétend remettre en cause le régime républicain ou plus simplement revenir sur les lois laïques. A gauche, il lutte contre tous ceux qui réclament que la Liberté et l'Egalité ne restent pas seulement au niveau des principes.¹¹⁸

Il est important ici d'évoquer de façon détaillée la personnalité et les idées de René Mercier, car, à l'époque de la Première Guerre mondiale, *L'Est Républicain* est indissociable de son directeur. Parler de l'un sans parler de l'autre est impensable. C'est René Mercier qui insuffle l'énergie nécessaire au quotidien nancéen pour traverser la guerre et ses épreuves. René Mercier rédige régulièrement des éditoriaux* pour *L'Est Républicain* – deux fois par semaine en moyenne – et signe parfois des articles, surtout sur les spectacles, sous le pseudonyme de Jean Durban (Durban est le nom de la ville où il est né en 1867). Ses billets constituent un matériau de choix pour une analyse et une réflexion sur la ligne politique du journal même si François Roth porte sur eux un jugement en demi-teintes ; ils sont « un peu moralisateurs, rapidement écrits, passablement décousus et encombrés de digressions » mais également « agréables à lire ils donnent l'impression d'une conversation familière à bâtons rompus, reprise de semaine en semaine »¹¹⁹. Pendant la guerre 1914-1918 René Mercier est partisan de l'"Union Sacrée" et adopte la ligne patriotique réclamée par la censure. Mais il reste critique et son comportement est exemplaire :

¹¹⁸ GRIVEL, Gilles : « René Mercier, éditorialiste de *L'Est Républicain* », p.168. In *Ibid.*

¹¹⁹ ROTH, François : « *L'Est Républicain* de René Mercier », p.52. In *Ibid.*

René Mercier est l'un de ceux qui ont contribué à maintenir le moral d'une population durement éprouvée. Chaque jour, envers et contre tout, il fait paraître le journal, réduit à une simple feuille, recto-verso.[...] [*L'Est Républicain*] est d'autant plus indispensable que les journaux parisiens arrivent avec du retard, qu'il est l'une des rares sources d'information.¹²⁰

De 1911 à 1914, René Mercier entreprend de moderniser le quotidien nancéien grâce au déménagement du journal, à l'acquisition de matériel et à l'ouverture d'une agence à Paris. Il allège également la présentation du journal et permet l'autofinancement grâce au développement de la publicité. En 1914, *L'Est Républicain* s'impose devant ses trois principaux concurrents, *L'Impartial*, *L'Etoile de l'Est*, et *L'Eclair de l'Est*. Dans les mois qui précèdent la guerre, il s'attache la clientèle militaire de la région. C'est René Mercier qui donne toute son importance au quotidien nancéien, en fait un grand journal de province et cherche même, pendant la Première Guerre mondiale, à concurrencer la presse nationale. En tant que directeur, René Mercier est responsable de l'ensemble des services du journal. Il s'entoure de collaborateurs qui permettent la création de nouvelles rubriques* : information économique, bulletin industriel, publicité financière en collaboration avec la Banque Renaud, chronique militaire, page agricole, chronique sportive, échos de la mode et recettes de cuisine. Il y a des signatures que l'on retrouve régulièrement dans *L'Est Républicain*, d'autres disparaissent avec la guerre : Emile Badel, Suzanne Caron, Jacques Cordier, Emile Hinzelin, Louis Laffite, Achille Liégeois, Paul de Merry, Ludovic Naudeau, Léon Pireyre, Pol Simon (Simpol)... Le nombre de correspondants* augmente également. « Mercier façonne un journal plus riche, plus adapté aux attentes des lecteurs, moins tributaire des dépêches d'agence et des extraits des

¹²⁰ *Ibid.*, p.56.

journaux parisiens. »¹²¹ L'accent est mis également sur l'information locale et des rubriques consacrées à l'étranger apparaissent.

La déclaration de guerre a des conséquences importantes sur le quotidien nancéien. Nancy est bombardée, les bureaux sont vidés d'une partie de leur personnel, le papier est rationné, l'information est censurée. Malgré les difficultés occasionnées par la situation, *L'Est Républicain* continue de publier une édition quotidienne réduite à une feuille recto-verso. Même lorsqu'une bombe tombe sur l'immeuble du journal dans la nuit du 26 au 27 février 1918 l'édition du lendemain est éditée ! Contrairement à beaucoup de ses collègues, *L'Est Républicain* sort de la guerre grandi ; sa diffusion s'est étendue, l'exercice financier est positif, sa ligne politique républicaine s'est quelque peu atténuée au profit d'une orientation plus généraliste et son directeur est accepté, connu et respecté par toute la population de Nancy.

L'Est Républicain continue de paraître quotidiennement aujourd'hui. Il n'a connu qu'une seule interruption de publication qui fut volontaire et dura finalement 52 mois. Ce fut entre juin 1940 et octobre 1944.

2.2. Un quotidien régional allemand, la *Metzer Zeitung*

Revenons dans un premier temps sur la dénomination "régionale" du quotidien qui peut être critiquée. Il est vrai que la *Metzer Zeitung* est avant tout un journal local, fondé à Metz pour un public messin ; son contenu se concentre sur l'information concernant la ville, il ne développe que peu d'informations concernant les villes et villages situés aux alentours mais il évoque fréquemment dans ses colonnes des nouvelles de Strasbourg, capitale du *Land Elsass-*

¹²¹ *Ibid.*, p.54.

Lothringen et même de Colmar, ce qui lui confère une dimension régionale même s'il est attaché aux événements et à la vie des grandes villes plutôt que des campagnes. De plus, ses forts tirages (jusqu'à 35.000 exemplaires quotidiens) font de lui le quotidien allemand le plus répandu de Lorraine et, pendant toute la durée de la guerre, le journal est distribué au sein de la V^e armée, celle du *Kronprinz*, basée dans le nord de la Lorraine, ce qui contribue à une diffusion régionale. C'est pourquoi nous parlons de quotidien régional à propos de la *Metzer Zeitung*.

Le premier numéro de la *Metzer Zeitung* paraît le 20 octobre 1871. Le quotidien est fondé à Metz dès l'annexion de l'Alsace et de la Moselle à l'Empire allemand par les frères Hermann (1842-1882) et Georg (1839-?) Lang, nouveaux immigrants allemands, imprimeurs de profession, qui en assurent la direction et l'impression¹²². Ils ouvrent une librairie allemande rue Serpenoise et installent une imprimerie typographique et lithographique au Fort Moselle. Le journal est créé sous la forme d'une société en nom collectif. Le but des frères Lang est d'aider à la diffusion de la langue allemande dans une ville à tendance fortement francophone et francophile. Hermann Lang, le premier directeur, est le véritable créateur du quotidien. Son frère, Georg, lui succède en 1882, puis ce sera le tour de ses neveux, Hans et Walter, associés à leur sœur Marguerite, épouse de l'avocat et homme politique Albert Grégoire. En 1909, Krauss, directeur de l'imprimerie, remplace Walter Lang.

¹²² Notons ici que l'on trouve les noms des fondateurs de la *Metzer Zeitung* ainsi que des noms de journalistes écrivant pour le quotidien messin dans la *sous-série 4 LA, pièce 10*. Les frères Lang, Hermann et Georg seraient originaires de Bavière qu'ils quittent pour s'établir à Metz en 1871. Hermann Lang a trois enfants, Hans, Walter et Marguerite qui reprendront le journal. En ce qui concerne les journalistes, il nous est impossible de déterminer quels sont ceux qui appartiennent à la rédaction de la *Metzer Zeitung* en 1914. In Archives de la Moselle, Saint Julien les Metz.

Selon les informations dont on dispose, la *Metzer Zeitung* est une création privée indépendante des pouvoirs publics, cela la distingue de la *Lothringer Zeitung*, l'autre quotidien allemand de Metz qui fait office d'organe officieux du gouvernement. Toutefois les dirigeants de la *Metzer Zeitung* entretiennent des relations utiles avec le monde officiel et le quotidien s'adresse à une clientèle d'officiers, de fonctionnaires et de commerçants allemands. Pour François Roth, il « est vraiment le journal de la communauté allemande de Metz » et

au niveau politique, la *Metzer Zeitung* célèbre l'Empereur, la dynastie, les princes et apporte un soutien sans réserve aux positions gouvernementales en matière militaire, navale et coloniale ; dans les consultations électorales, c'est aux candidats libéraux que vont ses préférences. Elle réserve ses critiques les plus acerbes au parti du Centre, dénoncé comme clérical, ultramontain. Les manifestations d'anticléricalisme sont fréquentes, accompagnées de polémiques sur les points sensibles comme la place de la religion à l'école ou la formation des instituteurs.¹²³

Le journal est aussi contre tout ce qui est français, comme nous le verrons ultérieurement. Roth porte un jugement sévère à ce propos sur la *Metzer Zeitung*. Selon lui,

elle est restée célèbre par le caractère insidieux et fielleux de ses articles, l'âpreté des campagnes de presse qu'elle a lancées ; c'est un journal de polémique et de scandale qui pourchasse tout ce qui est français ; elle a été surnommée la "mangeuse d'indigènes" ; elle est particulièrement agressive à l'égard des parlementaires et des hommes lorrains de sentiments français qu'elle a poursuivi de sa hargne¹²⁴.

La *Metzer Zeitung* dispose d'une rédaction stable et de solides sources* d'informations. Elle reçoit les dernières nouvelles de l'agence de presse

¹²³ ROTH, François : *Le temps des journaux. op. cit.*, p.82.

¹²⁴ *Ibid.*, p.83.

allemande Wolff (*Wolff's Telegraphisches Bureau*)¹²⁵ ; elle a également un correspondant à Berlin, un correspondant à Paris, un correspondant à Strasbourg et un chroniqueur militaire permanent vu l'importance qu'elle accorde à la vie et aux questions militaires, sujet qui intéresse fortement une partie de son lectorat. Pour la partie locale de ses colonnes*, elle dispose de collaborateurs occasionnels communs à plusieurs journaux et d'un petit réseau de correspondants locaux. Comme chez la plupart de ses confrères, on remarque au fil des ans une amélioration de la qualité de l'information, un accroissement du nombre des rubriques et une attention croissante est portée aux nouvelles locales. Même la présentation formelle de la *Metzer Zeitung* évolue avec le temps.

Selon François Roth, la *Metzer Zeitung* ressemble à la *Kölnische Zeitung* dont l'influence s'est exercée dans tout le Sud-Ouest de l'Empire allemand. Comme c'est le cas pour la plupart de ses confrères, chaque page du journal messin (qui varie de quatre à huit pages selon les éditions) est imprimée sur quatre colonnes avec une typographie serrée. L'usage des caractères gothiques et un grand nombre de lignes accentue l'impression d'austérité et de massivité qui caractérise la presse allemande de l'époque. La présentation est plate et uniforme,

¹²⁵ Cette agence avait été créée par le médecin et publiciste berlinois Bernhard Wolff en 1849 (l'Agence Reuter à Londres est créée en 1858 et Havas, nous l'avons dit, à Paris en 1832). D'abord placée au service exclusif de la *Berliner National-Zeitung* dont Wolff était le directeur, elle se développe et crée des bureaux dans toute l'Allemagne, soutenue par les banques et le gouvernement prussien qui veut faire face de la sorte à la concurrence directe des agences Havas et Reuter. Néanmoins l'agence Wolff perd peu à peu son statut d'organe officiel de Bismarck en devenant une société anonyme en 1874 et en s'associant aux autres agences de presse pour la diffusion de l'information. Les quatre grandes agences de presse se partagent alors la diffusion de l'information dans le monde : Havas diffuse ses dépêches dans les pays méditerranéens et en Amérique centrale et du Sud, Reuter approvisionne en informations les pays du Commonwealth et d'Asie, Associated Press concentre ses efforts sur l'Amérique du Nord et le Canada et l'agence Wolff a une position dominante en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Suisse, dans les pays scandinaves, en Russie, en Europe de l'Est et en Turquie. In KOSZYK, Kurt : *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert. Geschichte der deutschen Presse*. Colloquium Verlag, Berlin, 1966, p.212-215.

titres* et sous-titres sont rares et collent au texte, seuls quelques dessins au trait et cartes rompent la monotonie¹²⁶.

En 1914, alors que Konrad Fischer en est le directeur, la *Metzer Zeitung* est le plus répandu des quotidiens allemands de Lorraine avec un tirage d'environ 5.000 exemplaires qui atteindra jusqu'à 35.000 exemplaires pendant la guerre du fait de sa diffusion sur le front, notamment dans les unités de la V^e armée du *Kronprinz* (La *Volksstimme* tire à 10.000 exemplaires et la *Lothringer Zeitung* à 7.000). La *Metzer Zeitung* bénéficie de 30 points de vente dans l'agglomération messine et elle profite de l'interdiction à partir du 31 juillet 1914 par le gouverneur militaire des trois journaux messins d'expression française.

A partir du 1^{er} août 1914, comme les autres journaux, la *Metzer Zeitung* doit se soumettre à la censure militaire qui oriente les informations dans un sens patriotique et interdit la publication de certaines nouvelles. Cette contrainte ne semble cependant guère gêner le quotidien qui

donne à fond dans le pangermanisme militant en étroite contact avec le gouverneur militaire ; elle se livre à de violentes charges contre la presse lorraine d'avant-guerre et notamment contre le Chanoine Collin dont elle dénonce la trahison.¹²⁷

En octobre 1918, la censure est partiellement levée, ce qui donne aux journaux une plus grande liberté de parole quant aux événements en Allemagne. Cependant, les difficultés matérielles se sont multipliées depuis plusieurs mois, en raison entre autres de la situation : raréfaction du papier, manque de plomb typographique, liaisons téléphoniques défectueuses, hausse rapide des coûts. C'est pourquoi, en 1918, la pagination se réduit et la présentation devient médiocre. Et le 15 novembre 1918, dans une situation qui empire de jour en jour

¹²⁶ ROTH, François : *Le temps des journaux. op. cit.*, p.56-57 et 81-82.

¹²⁷ *Ibid.*, p.88.

pour les Allemands, la *Metzer Zeitung* publie son dernier numéro. Elle cesse sa publication tout comme les autres titres d'Alsace-Lorraine nés de la victoire allemande de 1870. Les propriétaires et journalistes regagnent leur pays abandonnant leurs biens sur place ; ces biens seront placés sous séquestre puis liquidés par les autorités françaises.

Il n'est cependant pas tout à fait exact que le dernier numéro de la *Metzer Zeitung* soit celui du 15 novembre 1918. Il existe un exemplaire de la *Metzer Zeitung* retrouvé dans un dossier des archives du Bas-Rhin¹²⁸ ; cet exemplaire non publié est daté du 16 novembre 1918 et barré d'un trait de crayon rouge. Il est intéressant de remarquer que, là où nous croyions que le journal cesse sa parution sans aucune réflexion à ce propos, comme nous pouvons le constater dans l'édition du 15 novembre 1918, l'exemplaire du 16 novembre transmet à la Une un encadré dans lequel la rédaction de la *Metzer Zeitung* s'adresse à ses lecteurs. L'article est signé par la rédaction et l'imprimerie, c'est à dire par Alfred Krüger et les frères Lang ; il retrace en quelques mots la "vie" du quotidien messin depuis ses débuts jusqu'à la guerre en ne manquant pas de mettre en avant les bons résultats du journal ; enfin, la *Metzer Zeitung* remercie ses lecteurs et ses collaborateurs¹²⁹.

Tout laisse à supposer que ce dernier exemplaire du quotidien messin a été censuré soit par le pouvoir allemand encore en place soit par les autorités françaises à peine arrivées en Alsace-Lorraine. C'est uniquement une hypothèse

¹²⁸ Série AL 65, pièce 120. In Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg.

¹²⁹ „An unsere Leser ! [...] Von kleinen Anfängern zu der jetzigen führenden Stellung emporgekommen, spiegelt sie gleichzeitig den glänzenden wirtschaftlichen Aufschwung wieder, den die Reichslande unter deutscher Heerschaft genommen haben. Während des Weltkrieges, der an die Presse der Festungsstadt schwere und verantwortungsvolle Aufgaben stellte und besonders von dem Schriftleiter ein hohes Maß von Selbstüberwindung und Entsagung hinsichtlich der freien Meinungsäußerung forderte, hat sich das Band zwischen unserer Zeitung und unseren Lesern noch enger geknüpft, wofür die stets wachsende Zahl unserer Abonnenten Zeugnis ablegte. [...]“ In *Metzer Zeitung*, 16 novembre 1918, Une.

que nous pouvons émettre ici car aucun document n'est là pour l'infirmier ou la confirmer. L'exemplaire du 15 novembre 1918 serait ainsi le dernier que les lecteurs de la *Metzer Zeitung* aient eu entre les mains mais l'ultime numéro du quotidien serait donc celui daté du 16 novembre 1918.

La *Metzer Zeitung* sera toutefois à nouveau publiée de 1940 à 1944 lorsque l'Alsace-Lorraine sera annexée pour la seconde fois au Reich allemand. Mais soulignons qu'elle n'aura que le titre en commun avec la *Metzer Zeitung* de 1871, car elle ne sera en effet qu'un organe du parti nazi.

2.3. Le choix des journaux

Le choix que nous avons fait de prendre pour support de la présente étude *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* repose sur une série de points que les deux journaux ont en commun.

Tout d'abord ce sont des quotidiens et ils présentent les quatre caractères propres à la presse quotidienne définis par Heinz Pürer et Johannes Raabe¹³⁰ : actualité, périodicité, universalité et publicité. Le premier de ces caractères (*Aktualität*) renvoie à la dimension temporelle dans laquelle évolue le journal et concerne plus précisément son contenu : le quotidien est le média qui donne les informations les plus récentes et les plus intéressantes pour le lecteur. Le second de ces critères, la « périodicité » (*Periodizität*) est relatif à la parution régulière du journal : un quotidien doit paraître au moins cinq jours par semaine. Avant la Première Guerre mondiale, il n'est pas rare qu'un journal ait en France ou en Allemagne deux éditions par jour ; c'est le cas de *L'Est Républicain* comme de la *Metzer Zeitung*. L'« universalité » (*Universalität*) d'un quotidien, telle que la définissent Heinz Pürer et Johannes Raabe, correspond à la diversité de ses

¹³⁰ Cf. PÜRER, Heinz / RAABE, Johannes : *op. cit.*

rubriques (*Ressorts*) : politique intérieure et extérieure, économie, nouvelles locales, sportives et culturelles. Enfin, par « publicité » (*Publizität*), les auteurs entendent ici la facilité d'accès au quotidien, son rayon de diffusion.¹³¹

Ensuite, ces deux journaux sont créés dans la période de l'"âge d'or" de la presse définie par François Roth (1860-1940), la *Metzer Zeitung* est fondée en 1871 et *L'Est Républicain* en 1889. Ils profitent donc tous deux des avancées technologiques dans le domaine de la presse et des nouvelles lois qui favorisent aussi bien en Allemagne qu'en France l'expansion des journaux et plus particulièrement de ceux de province. En 1914, point de départ de notre étude, les deux quotidiens ont donc déjà des années d'expérience qui font d'eux des journaux bien implantés dans leur ville d'origine. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* sont connus et reconnus. Pour preuve, leurs tirages ne cessent d'augmenter et ils écartent leurs concurrents, eux-mêmes n'étant pas en concurrence l'un par rapport à l'autre puisqu'une frontière les sépare.

C'est cette frontière qui les inscrit dans une tradition journalistique propre à leur pays d'origine. Il est vrai qu'ils ne se présentent pas de la même façon surtout pendant les années de guerre. La *Metzer Zeitung* est un journal volumineux de six à huit pages quotidiennes tandis que *L'Est Républicain* réduit sa pagination dès le 7 août 1914 à une feuille recto-verso publiée chaque jour en semaine et quatre pages le dimanche. Malgré tout, les lignes éditoriales des deux journaux présentent des similitudes accentuées par la guerre. Tous deux sont issus d'une initiative privée qui leur confère une certaine indépendance même s'ils sont impliqués dans la vie locale de leur ville respective. Leur position les situe en matière économique dans la presse libérale et en matière religieuse dans la presse anticléricale, même si *L'Est Républicain* est plus pondéré que la *Metzer Zeitung*. Politiquement, la guerre favorise leur patriotisme ; elle rapproche le

¹³¹ *Ibid.*

quotidien nancéien de la ligne défendue par le gouvernement français dans le cadre de l'"Union sacrée" et le quotidien allemand renforce une position qui le rendait déjà très proche du pouvoir.

En plus de ces points communs, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* ont un lectorat comparable, surtout lorsque le quotidien de Nancy joint au nombre de ses lecteurs la clientèle militaire de la région dans les mois qui précèdent la guerre. Le lectorat des deux journaux est représentatif des communautés dont ils sont issus et dans l'optique qui nous intéresse pour notre étude. L'attache française de *L'Est Républicain* ne fait aucun doute. Quant à la *Metzer Zeitung*, nous l'avons dit plus haut, elle est le journal de la communauté allemande de Metz.

Par ailleurs, au fur et à mesure que l'on approfondissait le dépouillement des deux quotidiens, la certitude qu'ils étaient effectivement comparables a été mise en évidence et c'est pourquoi il nous est permis ici de livrer les résultats de notre recherche.

DEUXIEME PARTIE

**L'ACTUALITE ET LA GUERRE
VUES PAR *L'EST REPUBLICAIN*
ET LA *METZER ZEITUNG***

INTRODUCTION

Avant de centrer l'analyse sur l'image de l'Autre, celle de l'ennemi, et sur l'image de Soi, de sa propre nation, diffusées par nos deux journaux, nous consacrerons la seconde partie du présent essai à une étude générale du contexte de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* – pendant la Première Guerre mondiale.

L'étude du discours de la presse dans une perspective imagologique permet, par son analyse, de « dégager, à partir de vastes corpus, certaines représentations collectives qui relèvent d'un imaginaire d'époque pour en comprendre les fonctions, la visée, la portée »¹³². Le discours des journaux est lui-même représentation, qualifiée par Dan Sperber de "publique" dans la mesure où « une représentation publique est généralement un moyen de communication entre un producteur et un utilisateur distincts l'un de l'autre »¹³³. Et Sperber oppose à cette représentation la représentation mentale qui existe à l'intérieur même de l'« utilisateur », dont il souligne le caractère unique, individuel. Celle-ci prend par exemple la forme d'un souvenir, d'une hypothèse, d'une intuition. « Chaque membre du groupe a dans son cerveau des millions de représentations mentales, les unes éphémères, les autres conservées dans la mémoire à long terme et constituant le "savoir" de l'individu »¹³⁴. Certaines représentations mentales seront communiquées par leur utilisateur et deviendront ensuite des représentations publiques qui amèneront un autre individu du groupe à produire des représentations mentales identiques aux représentations initiales. L'ensemble

¹³² AMOSSY, Ruth / HERSCHBERG-PIERROT, Anne : *op. cit.*, p.110.

¹³³ SPERBER, Dan : « L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives », p.133. In JODELET, Denise (dir.) : *op. cit.*

¹³⁴ *Ibid.*, p.134.

des représentations mentales et publiques qui évoluent au sein d'un groupe sont appelées "représentations culturelles". Le discours de la presse s'appuie évidemment beaucoup sur ces représentations culturelles. Il constitue – pour reprendre l'expression de Sperber – une "représentation publique" et véhicule, outre des représentations mentales, des représentations sociales, des images, des clichés et des stéréotypes. Ces représentations s'appuient sur la façon dont le journal perçoit les événements qu'il doit relater.

L'objectif est ici de procéder à une lecture générale de nos journaux. Il s'agit de partir de l'actualité quotidienne pour arriver à l'événement "guerre". Nous aurons à déterminer la part de l'information portant sur la guerre au sein du reste de l'actualité relatée par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*. Dans le contexte de notre étude, il paraît évident que la guerre forme *l'événement*, révélant le côté secondaire du reste de l'actualité. En effet, que peut-il y avoir de plus important pour un journal que de vivre et de relater jour après jour un événement dont la portée historique ne fait d'emblée aucun doute ? Mais lorsque l'événement dure plus de quatre longues années, la perception que la presse en a est-elle la même d'un bout à l'autre de sa durée ? Comment évolue la perception de la guerre entre 1914 et 1918 ? Et que devient le reste de l'actualité ?

Ce sont quelques-unes des questions auxquelles nous essaierons de répondre. Nous mettrons tout d'abord en avant des faits d'actualité divers et variés évoqués par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* de 1914 à 1918 puis, dans un second chapitre, nous verrons quelle vision les quotidiens ont de la guerre et des batailles. C'est en établissant un parallèle entre les faits qui composent l'actualité quotidienne et l'événement que constitue la guerre que nous tenterons ainsi d'établir une hiérarchisation dans la représentation que les deux journaux donnent de l'actualité pendant la Première Guerre mondiale. Mais n'oublions pas que la première comparaison se situe entre les deux quotidiens,

entre une vision française de l'actualité et de la guerre par *L'Est Républicain* et une vision allemande par la *Metzer Zeitung*. D'où pour nous une question récurrente : Y a-t-il perception et représentation nationale de l'actualité ?

Avant d'évoquer les événements choisis et relatés par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*, nous allons décrire brièvement sur un plan formel ces deux quotidiens lorrains.

Les deux journaux ont une apparence très différente l'un de l'autre et en changent tous deux au cours des quatre années de guerre¹³⁵. La *Metzer Zeitung*, journal messin créé en 1871, paraît en grand format du lundi au samedi avec un nombre inégal de pages, parfois quatre ou six, le plus souvent huit, et même, de temps en temps, avec un supplément de quatre pages joint au journal. C'est le samedi qu'elle est la plus volumineuse. Toutefois, en 1918, elle ne dépasse pas six pages ; il est vrai que les difficultés que l'Allemagne connaît vers la fin de la guerre sont telles que les carences se font ressentir dans tous les domaines de l'économie et notamment dans le secteur de l'édition ; la presse manque donc de papier¹³⁶.

Imprimée en noir et blanc, la *Metzer Zeitung* utilise comme la quasi totalité des journaux allemands de l'époque, nous l'avons dit, les caractères gothiques ; sa composition est tassée, ce qui accentue son aspect austère. A la tribune de la Une du journal, l'aigle, emblème de l'Allemagne impériale, sépare les deux mots du titre. Puis, sous le titre de la publication, se situent en encadré les renseignements concernant le prix de vente, la parution et le siège de la rédaction. Enfin, sous ces renseignements, on trouve le numéro du journal, la date et l'année de publication du quotidien à la date du jour. En 1914, 44^e année de publication de la *Metzer Zeitung*, la Une, à de rares exceptions près, ne comporte pas de

¹³⁵ Cf. *infra*, Extraits de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung*. In Annexes, p.474.

manchette ; les titres des articles apparaissent au maximum sur deux colonnes en caractères gras mais à peine plus larges que les caractères du texte qu'ils chapeautent. Le ventre*, sur quatre colonnes et deux tiers de page, annonce l'actualité du jour avec, au centre, l'information la plus importante ; c'est donc dans le carré central de la page qu'apparaît l'événement quotidien choisi d'être mis en exergue par le journal messin. Enfin, dans le tiers inférieur de la page, se trouve le roman-feuilleton. L'information est développée dans les pages intérieures du journal ; informations internationales, nationales, régionales et locales se situent à partir de la page deux du quotidien. Les rubriques de l'état civil, les petites annonces et la réclame se partagent les dernières pages.

La présentation de la Une de la *Metzer Zeitung* évolue au fil de la guerre, notamment par l'apparition de manchettes* annonciatrices de victoires. Ces gros titres sont présent à partir de 1917 accompagnés de sous-titres. Ils permettent au journal d'aérer sa présentation. En 1918, le changement se situe dans la tribune*. Le titre de la publication et l'aigle impérial sont d'une taille de caractères inférieure à celle utilisée jusqu'alors et on peut lire dessous la mention « Quotidien le plus diffusé en Lorraine » (*Verbreiteste Tageszeitung in Lothringen*). Les indications qui apparaissaient en encadré* sont regroupées au niveau du titre sur les bords extérieurs. Ainsi, la place consacrée à l'information est plus importante que ce qu'elle était auparavant ; d'autant plus que le roman-feuilleton est déplacé à l'intérieur du journal. D'un autre côté, ce gain de place sur ce que l'on appelle les rubriques de servitude (celles dont la publication s'impose à chaque numéro) à la première page du quotidien n'est peut-être que la conséquence du fait que le journal est moins volumineux.

Il est difficile, vu le nombre variable de pages, d'indiquer de manière définitive la part que le journal accorde à l'actualité et aux autres rubriques. Cet

¹³⁶ Cf. *supra*. In Première partie, chapitre III, sous-chapitre 2.2. « Un quotidien régional allemand, la *Metzer Zeitung* », p.79.

aspect sera évoqué au fur et à mesure de l'étude. Notons cependant que le quotidien comporte jusqu'à quatre pages de publicité, petites annonces d'achats ou ventes d'objets divers, annonces d'offres et de demandes d'emplois, annonces immobilières et même annonces matrimoniales. Sur ces pages, on trouve aussi le carnet de l'état civil* (annonces de naissances, mariages ou décès). Enfin, c'est au verso de la Une que se situe généralement l'ours* qui indique le nom des responsables du journal.

Soulignons de nouveau que le nom des journalistes qui écrivent au sein de la *Metzer Zeitung* n'est pas indiqué. Les seuls articles signés sont les éditoriaux que rédige le directeur de la rédaction à partir de 1917 et les rapports du correspondant militaire. Comme nous l'avons évoqué plus haut, la collecte des informations de la *Metzer Zeitung* passe par le biais de l'agence de presse Wolff qui dispose d'un bureau à Strasbourg, de correspondants réguliers et de collaborateurs occasionnels ainsi que par le truchement de grands journaux nationaux. Mais le fait qu'aucun article autre que ceux cités ne soit signé nous indique que le quotidien est une entreprise collective soumise à la responsabilité du directeur de la rédaction et du directeur de la publication¹³⁷.

Il en va tout autrement de *L'Est Républicain*. Créé en 1889, le quotidien nancéien paraît en grand format, la semaine sur six pages et le dimanche sur huit. Mais, comme nous l'avons indiqué, dès le 7 août 1914, sa pagination est réduite à deux pages quotidiennes et quatre le dimanche ; et ce pendant toute la période étudiée. Il arrive même à plusieurs reprises que le quotidien ne soit édité que sur

¹³⁷ C'est pourquoi il ne nous est pas apparu primordial d'approfondir nos recherches afin d'établir la liste des journalistes et collaborateurs de la *Metzer Zeitung*, d'autant plus qu'en raison de la guerre, nombre d'entre eux quittent les locaux de la rédaction messine pour être incorporés au sein de l'Armée du *Reich*. Ainsi, nous partirons du principe, dans le cadre de notre étude, que la *Metzer Zeitung* dépend principalement de son directeur. C'est lui qui impose la ligne politique du journal et les journalistes, sauf exception, collaborent sans se démarquer de manière individuelle.

une seule page. Notons encore que *L'Est Républicain* connaît une interruption de publication du 14 au 18 août 1914. Comment expliquer ces brusques changements dans la publication du quotidien nancéien ?

Les faits évoqués sont révélateurs de l'accumulation de problèmes différents auxquels est confronté *L'Est Républicain* au moment où éclate la Première Guerre mondiale. Il semblerait que le journal ait beaucoup souffert d'une part d'une diminution de son personnel (parti à la guerre) et d'autre part de difficultés d'approvisionnement en papier (carences ou restrictions). De plus, les communications télégraphiques et téléphoniques en France ayant été rapidement endommagées sur la partie Est du réseau (dégâts occasionnés par les batailles), le quotidien manque vraisemblablement d'informations à publier¹³⁸. Les nouvelles sont donc comprimées par souci d'économie et concernent principalement le déroulement du conflit. Si on compare la situation de la *Metzer Zeitung*, qui ne subit aucun changement notable dans son aspect formel, à celle de *L'Est Républicain*, on serait tenté de conclure que les difficultés évoquées sont particulières à la France, ou en tout cas plus visibles, plus importantes.

Mais, si le manque de papier, de personnel ou d'informations explique la pagination réduite du journal, sa publication chaotique à la mi-août 1914 ne relève pas d'un problème d'ordre matériel mais plutôt d'ordre "moral". *L'Est Républicain* est purement et simplement "victime" de la censure, phénomène incontournable en temps de guerre. Il doit suspendre sa parution pendant quatre jours pour avoir publié une information qui avait été censurée par les autorités¹³⁹. Cette interdiction de publication reste néanmoins exceptionnelle en ce qui concerne *L'Est Républicain*. Nous verrons plus loin que la censure se manifeste de façon multiforme dans un journal mais il est plus courant qu'elle apparaisse

¹³⁸ Cf. *supra*. In Première partie, chapitre III, sous-chapitre 2.1. « Un quotidien régional français, *L'Est Républicain* », p.75.

¹³⁹ Cf. *infra*. In Troisième partie, chapitre I, sous-chapitre 1. « L'attitude des deux journaux face à la censure », p.282.

sous la forme de "blancs"* (article censuré, provoquant un blanc dans la page) plutôt que sous celle d'une interdiction de paraître. C'est une mesure qui semble d'autant plus extrême quand une publication comme *L'Est Républicain* se veut journal d'information et non d'opinion.

Cependant, malgré son format réduit, le quotidien nancéien garde toutes les apparences d'un véritable journal. Il utilise des caractères romains et sa composition, en noir et blanc, reste serrée. En 1914, on distingue à la Une la tribune, composée du titre de la publication en simples caractères gras et majuscules et de la mention « journal régional quotidien » puis, en encadré, des indications sur le prix de vente et l'adresse des bureaux. Le reste de la page est consacré à l'actualité présentée sur six colonnes. Il n'y a pas toujours de manchette ; par manque de place ou parce que l'information ne semble pas suffisamment importante à la rédaction, les gros titres censés mettre en valeur un événement, sont occasionnels. Néanmoins, chaque article est coiffé d'un titre dans la colonne où il est imprimé. Quant au roman-feuilleton, il disparaît avec la guerre, ainsi que la plupart des critiques de spectacle et autres informations culturelles. Il semble donc que *L'Est Républicain* se concentre sur l'essentiel, l'information due aux lecteurs. On trouve toutefois beaucoup de publicité pour un espace aussi restreint. Mais n'oublions pas que la réclame fait vivre le journal par son apport financier. Enfin, on peut lire en page deux (ou en dernière page quand l'édition du dimanche paraît sur quatre pages) le carnet de l'état civil et les petites annonces, moins diversifiées que celles de la *Metzer Zeitung*.

A la différence du journal allemand, la présentation de *L'Est Républicain* évolue très peu pendant la durée du conflit. Par contre, tout comme la *Metzer Zeitung*, *L'Est Républicain* puise ses informations dans les dépêches d'une agence de presse (Havas, l'agence de presse française) et dans les journaux nationaux. Il emploie aussi des correspondants réguliers et occasionnels dont le nombre baisse au début de la guerre. Le 24 juillet 1914, le journal publie sous le

titre « Nos collaborateurs » une liste dans laquelle on trouve une quarantaine de noms¹⁴⁰. Mais il est difficile de savoir combien d'entre eux sont présents durant toute la guerre dans les colonnes du journal, les articles n'étant pas toujours signés, même si, d'une manière générale, les signatures de journalistes au bas de leurs article sont plus courantes que dans le quotidien messin. Nous y reviendrons au cours de notre étude ; nous ne manquerons pas de signaler le nom des journalistes lorsque leurs articles seront cités.

En nous appuyant sur la présentation formelle de nos deux journaux, nous allons à présent évoquer successivement la façon dont est traitée dans leurs colonnes l'actualité générale des années 1914-1918 puis de façon plus spécifique l'"événement" central de ces années, la guerre dans son développement militaire.

¹⁴⁰ Pour le nom de quelques-uns des collaborateurs de *L'Est Républicain* Cf. *supra*. Première partie, chapitre III, sous-chapitre 2.1. « Un quotidien régional français, *L'Est Républicain* », p. 74.

CHAPITRE I

UNE VISION NATIONALE DES DEVELOPPEMENTS MAJEURS DE L'ACTUALITE

Le but du présent chapitre n'est pas d'établir un catalogue de l'actualité pendant les mois de guerre mais de choisir quelques sujets importants évoqués de part et d'autre de la frontière et de faire ressortir la manière dont ils ont été perçus par les journalistes. Ceci afin de montrer, d'une part, le traitement différent d'une même affaire, selon l'optique dans laquelle on se place, et d'autre part, que la vie continue à l'arrière. Néanmoins, s'il y a une vie à côté de la guerre, cette étude de cas nous conduira peu à peu à prendre conscience que l'actualité et la façon dont elle est traitée par les journaux dépendent en grande partie de la perception que *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* ont de l'événement "guerre" et de l'Autre, l'ennemi. La vision de l'actualité est soumise au contexte qui est donc ici celui d'une situation de conflit.

Le choix opéré dans la multitude des sujets qu'offre une étude détaillée de l'actualité de la Première Guerre mondiale à travers *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* s'est effectué en trois temps. Dans un premier temps, c'est le dépouillement des journaux dans une optique comparative qui nous a permis de mettre en évidence des sujets traités à la fois en France comme en Allemagne. Puis, nous avons ciblé notre recherche sur des sujets offrant un intérêt franco-allemand dans l'optique qui est la nôtre, les visions croisées. Enfin, le choix définitif s'est opéré dans le but d'offrir la vision la plus large possible des

1. L'été 1914

Avant que les hostilités n'éclatent, début août 1914, les journaux concentrent leur information autour de quelques faits de plus ou moins grande ampleur. Ceux que nous observerons sont de deux sortes. Tout d'abord, deux affaires judiciaires ont retenu notre attention, il s'agit des procès Hansi et Caillaux qui ont défrayé les chroniques des journaux tout le long du mois de juillet 1914. Puis nous analyserons les comptes rendus de l'attentat de Sarajevo suivis de ceux concernant la crise dans les Balkans. Alors qu'aujourd'hui ces événements revêtent une très grande importance du fait du rôle qu'ils ont joué dans le déclenchement du conflit, ce n'est pas ainsi qu'ils ont été perçus dans le mois qui a précédé la guerre 14/18.

En juillet 1914, les rubriques de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* sont très diversifiées. On trouve à la Une les dernières nouvelles, dans le quotidien français l'éditorial ou une chronique, absents dans le journal allemand. Le roman-feuilleton apparaît en page une dans celui-ci, en page trois dans *L'Est Républicain*. La page deux est consacrée aux dépêches, aux informations nationales et régionales qui débordent dans les pages suivantes. En fin de journal, on retrouve la publicité, les petites annonces, la correspondance des lecteurs, le carnet de l'état civil, le bulletin financier et les articles culturels. Le journal français ajoute en plus des jeux (rébus, devinettes) et des articles concernant la mode. Tout comme les sports et les faits divers, les comptes rendus judiciaires tiennent une place importante dans les deux quotidiens régionaux. Et, comme nous allons l'évoquer, ils ne s'intéressent pas qu'aux affaires locales.

Une des fonctions d'un journal est en effet de rendre compte de l'activité des tribunaux. Cette tâche est attribuée à un journaliste détaché auprès du palais de justice de la ville. Mais quand il s'agit d'affaires de grande ampleur, un

journaliste est envoyé spécialement sur le lieu du procès. Ce qui est le cas dans les procès Caillaux et Hansi.

1.1 Les affaires judiciaires : les procès Hansi et Caillaux, deux procès "franco-allemands"

Le caricaturiste alsacien Hansi est mis en cause pour son livre destiné aux enfants *Mon village* et déféré devant la Haute Cour de justice de Leipzig pour haute trahison en juillet 1914.

Très tôt introduit dans les milieux artistiques alsaciens, Hansi, de son vrai nom Jean-Jacques Waltz, dessinateur, peintre, écrivain et caricaturiste né à Colmar en 1873, se lance rapidement dans la propagande anti-allemande. Colmar est en effet un foyer d'agitation anti-allemande. « Hansi rejoint le courant politique alsacien qui mène un combat pour obtenir l'autonomie de l'Alsace-Lorraine dans une Allemagne dominée par la Prusse conservatrice et centraliste. »¹⁴³ écrit de lui Pierre-Marie Tyl, son biographe. Il se rapproche alors des personnalités favorables au particularisme alsacien et actives dans la propagande : l'Abbé Wetterlé, directeur du *Nouvelliste d'Alsace-Lorraine*, Jean-Jacques Preiss et Daniel Blumenthal, tous trois députés au *Reichstag*, personnalités qui seront encore évoquées dans le cours de cette étude. Hansi rencontre également le caricaturiste mulhousien Zislin, qui a fondé en 1907 le journal *Dur's Elsass (A travers l'Alsace)* et qui l'encourage à la caricature. Ce sont justement ses caricatures qui le mènent plus d'une fois en justice à l'initiative des autorités allemandes. Mais, à la même époque, les albums de Waltz passent la frontière et le font connaître à Paris ; « de 1912 à 1914, la renommée de Hansi s'accroît de

¹⁴³ TYL, Pierre-Marie : « De Jean-Jacques Waltz à Hansi. », p.9. In TYL, Pierre-Marie / FERRO, Marc / UNGERER, Tomi / KLEIN, Georges : *Le grand livre de l'oncle Hansi*. Herscher, Paris, 1982. A propos de Hansi, Cf. également BISCHOFF, Georges : « Faut-il brûler Hansi ? », p.22-43. In *Les saisons d'Alsace* 2, printemps 1999.

différents éléments qui composent l'actualité en France et en Allemagne de juillet 1914 à novembre 1918¹⁴¹.

Nous évoquerons ainsi, dans une démarche chronologique, des faits divers représentés par les procès Hansi et Caillaux de juillet 1914 et les réalités de la vie quotidienne des populations que sont les difficultés d'approvisionnement en 1917 et la grippe espagnole de 1918. Nous aborderons également des mouvements sociaux et des crises politiques nationales que sont les grèves de 1917, la démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg en juillet 1917 après la conférence de Stockholm et la révolution allemande de 1918. Mais bien sûr, nous n'omettrons pas de parler des crises politiques et diplomatiques internationales comme la crise européenne de juillet 1914 et celle d'octobre/novembre 1918 qui marquent respectivement le début et la fin de la guerre, sans oublier d'évoquer le tournant de la guerre marqué par l'entrée dans le conflit des Etats-Unis en avril 1917 au moment même où la Russie quitte ses alliés.

Les années 1915 et 1916 ne sont pas abordées dans ce premier chapitre. En effet, il n'apparaît au cours de l'année 1915 dans nos journaux, aucun sujet se prêtant à une analyse comparative¹⁴². Quant à l'année 1916, elle correspond avant tout à un événement d'une grande ampleur qui sera étudié dans le chapitre suivant : l'affrontement entre la France et l'Allemagne sur les champs de bataille de la Meuse.

¹⁴¹ Nous n'évoquerons l'actualité du mois de décembre 1918 qu'en ce qui concerne *L'Est Républicain* en raison de la cessation de parution de la *Metzer Zeitung* le 15 novembre 1918.

¹⁴² Nous avons toutefois intégré le mois de janvier 1915 dans le corpus étudié car il permet de mettre en évidence le discours – ou plutôt l'absence de discours – de nos deux journaux à l'égard des premières fêtes de fin d'année que les populations française et allemande passent en guerre.

plus en plus en France »¹⁴⁴. Ses procès n'y sont pas pour rien. Pour les mouvements intellectuels français à tendance nationaliste, Hansi représente la preuve de la volonté de l'Alsace-Lorraine à être ou à redevenir française quarante ans après l'annexion.

Au début de 1914, Jean-Jacques Waltz, accusé par les autorités allemandes « d'exciter les Alsaciens à détacher l'Alsace de l'Empire par la violence »¹⁴⁵ à travers l'album *Mon Village* comparaît de nouveau devant le tribunal de Colmar qui se déclare incompétent et le renvoie devant la Haute Cour de justice de Leipzig pour une audience prévue en juillet 1914.

La *Metzer Zeitung* annonce par une dépêche provenant de Colmar en page deux de son édition du 9 juillet 1914 le début du procès ; elle rappelle les faits et le chef d'accusation : Hansi aurait volontairement montré dans son album que l'Alsace-Lorraine attendrait sa libération par la France. Le 10 juillet, le procès fait la Une sur une colonne et demi, plus deux colonnes en page cinq. C'est le compte rendu fidèle de l'audience. Le journal met en exergue la condamnation de Hansi par le sous-titre « Un an de prison ». Il y adjoint un commentaire personnel du reporter selon lequel « les gens à la Hansi [en français dans le texte] sont [...] à combattre » et « enfin un des plus grands perturbateurs de l'ordre public de notre pays est éliminé pour un an ». A travers ces propos, on voit que le journal approuve la condamnation prononcée (non pour haute trahison mais pour « délit d'excitation à la révolte et d'insultes envers les instituteurs et les gendarmes »¹⁴⁶ d'Alsace-Lorraine) et, s'il en fait tant de cas dans ses colonnes, c'est peut-être à titre d'exemple. La *Metzer Zeitung* s'adresse aux Lorrains pro-français qui, par

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.11.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.11.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p.11.

leurs paroles ou leurs écrits, s'élèvent contre la domination allemande¹⁴⁷ ; l'affaire Hansi est un avertissement, un moyen de montrer l'autorité dont fait preuve le gouvernement de l'Empire dans le *Land* d'Alsace-Lorraine.

Le 11 juillet 1914, on trouve à nouveau le détail du déroulement de l'audience sur trois colonnes et demi en page cinq, tandis qu'en page deux, sur deux colonnes, le quotidien anticipe la réaction de la France :

En France, par contre, Waltz est fêté comme un véritable "artiste", surtout, naturellement, parce qu'il a comme lieu de naissance Colmar. Maintenant il sera en plus considéré comme un martyr patriotique.¹⁴⁸

C'est en effet « une véritable "Union sacrée" [qui] se forme pour défendre Hansi devenu le symbole de l'Alsace martyre soumise aux brutalités des Allemands », nous dit son biographe¹⁴⁹ à propos de l'attitude de la presse française face au procès de Leipzig. La *Metzer Zeitung*, qui met en avant les commentaires français plutôt que les détails du procès (les premiers en pages deux, les seconds en page cinq), perçoit parfaitement la portée de l'affaire Hansi, sa dimension franco-allemande, comme le préambule d'un affrontement plus violent.

Puis, pendant trois jours, du 13 au 15 juillet, Hansi fait encore l'actualité de la *Metzer Zeitung* en raison de sa fuite hors d'Allemagne. Grâce aux deux jours

¹⁴⁷ Raymond Poidevin et Sylvain Schirmann décrivent le climat général qui règne dans le *Reichsland* d'Alsace-Lorraine les années précédant la guerre : « Les années 1911-1914 sont marquées par un réveil de la question d'Alsace-Lorraine. Comment s'explique et se manifeste ce réveil ? Il faut tenir compte d'une tension franco-allemande qui ne peut manquer d'avoir des répercussions dans le *Reichsland*. Aux déceptions politiques nées de la constitution de 1911 s'ajoute, pour les Alsaciens-Lorrains, l'irritation provoquée par les autorités allemandes qui s'attaquent à tout ce qui reste comme influence française. ». En Lorraine, c'est le Chanoine Collin, directeur du *Lorrain*, qui fait le plus entendre une voix protestataire. In POIDEVIN, Raymond / SCHIRMANN, Sylvain : *Histoire de l'Allemagne*. Paris, Hatier, 1992, p.153.

¹⁴⁸ „In Frankreich hingegen wird Waltz als ein wahrhafter ‚artiste‘ gefeiert, vor allem natürlich, ob seines Colmarer Geburtsortes. Jetzt wird er natürlich auch noch zum patriotischen Märtyrer gestempelt werden.“ In *Metzer Zeitung*, 11 juillet 1914, p.5.

¹⁴⁹ TYL, Pierre-Marie : *op. cit.*, p.11.

de délai supplémentaires avant son emprisonnement accordés par le tribunal afin qu'il puisse récupérer sa caution à Colmar, Waltz passe en France ; il s'échappe par Bâle en Suisse pour gagner ensuite Gérardmer dans les Vosges françaises. Des reporters lancés sur les traces de Hansi le présentent alors comme un lâche et parlent de lui avec ironie. « Hansi se présentera-t-il à la prison ? » demandent-ils, suggérant qu'il en aurait peur, pour dire enfin laconiquement et de manière sarcastique que « Hansi ne revient plus », et fait même le « sacrifice » de la caution versée.

Ainsi, la *Metzer Zeitung* se fait l'écho d'un procès vu par elle comme celui de la France revancharde que Hansi et ses caricatures symbolisent. La place importante que l'affaire Waltz occupe dans les colonnes du journal a valeur de mise en garde pour une population messine et mosellane prompte à prendre le parti de la France. Le procès Hansi est l'occasion pour la *Metzer Zeitung* de mesurer la sensibilité française à l'égard des territoires perdus il y a plus de quarante ans. Sensibilité qui ressort de manière flagrante dans *L'Est Républicain*.

Comme toute la presse française, *L'Est Républicain* s'intéresse au procès Hansi même si l'affaire n'est jamais à la Une du quotidien de Nancy et occupe au maximum une colonne. Le correspondant à Leipzig rédige un compte rendu d'audience le 10 juillet 1914. Comme son homologue de la *Metzer Zeitung*, il ne manque pas de rappeler les anciennes condamnations de Waltz, mais, contrairement au reporter allemand, il en explique les causes qui sont toujours les mêmes : offenses aux citoyens de l'Empire allemand et à ses représentants, ce qui présente Hansi comme un véritable dissident aux lecteurs de *L'Est Républicain*.

Dès le titre du compte rendu du 10 juillet, *L'Est Républicain* minimise la peine à laquelle le caricaturiste doit faire face : « Condamnation de Hansi, pas de haute trahison mais appel à la discorde ». Le 13 juillet, le journal insiste sur le fait que l'affaire mettant en cause « l'artiste alsacien », comme il le nomme, est suivie

par la presse parisienne. L'importance nationale de l'affaire est ainsi mise en exergue, Hansi devient le porte-drapeau de l'Alsace-Lorraine. Lui-même insiste, dans un entretien accordé « à l'envoyé du *Matin* à Gérardmer » et publié le 13 juillet dans *L'Est Républicain*, sur la souffrance endurée :

Seul un Alsacien qui a passé par là peut savoir ce que j'ai souffert. [...] J'ai rapporté de Leipzig un écœurement sans nom, une tristesse immense. Je suis navré en pensant aux conséquences que comportera, pour mes amis d'Alsace-Lorraine, la jurisprudence établie par le premier tribunal d'Allemagne. [...] J'ai besoin de calme et de réflexion pour trouver quel est mon devoir d'Alsacien.

Puis le 17 juillet, le correspondant raconte en détail la fuite de Hansi qu'il considère comme un véritable exploit. Il relate comment le caricaturiste a trompé la vigilance des policiers allemands qui surveillaient sa maison. Il s'étonne et s'offusque d'une telle mesure de surveillance policière qui démontre la méfiance dont font preuve les autorités allemandes à l'égard des Alsaciens et des Mosellans. L'envoyé spécial de *L'Est Républicain*, qui laisse supposer que la conduite du caricaturiste reflète l'état d'esprit de beaucoup d'Alsaciens-Lorrains, pense comme Hansi que la décision de la Haute Cour de Leipzig constitue un précédent qui peut mettre en danger tous les Français d'Alsace-Lorraine. A travers l'exemple de Jean-Jacques Waltz, *L'Est Républicain* tente donc de faire passer à ses lecteurs un message qui les inciterait à croire à la persistance de l'esprit français des habitants des territoires annexés.

Jean-Jacques Waltz ne sort pas tout à fait de l'actualité relatée par *L'Est Républicain* lorsque la guerre éclate. Le 9 août 1914, une dépêche titre « l'Oncle Hansi s'est enrôlé » et le 15 août « Hansi interprète ». Ces dépêches accréditent la fuite d'Allemagne de Waltz. Il n'a pas fui ses responsabilités, comme la *Metzer Zeitung* le suggérait quelques jours auparavant, mais au contraire, il fait son « devoir d'Alsacien » en rejoignant l'armée française. La fuite de Hansi devient

un acte patriotique pour *L'Est Républicain* qui place le caricaturiste au rang des héros (rappelons qu'à plus de quarante ans, Waltz bien que dégagé de ses obligations militaires, s'engage volontairement pour la durée de la guerre). De même, la *Metzer Zeitung* n'oublie pas tout à fait Hansi et l'évoque de temps à autre en le comptant au nombre des dissidents alsaciens. Mais en juillet 1914, un procès remplace l'autre dans les colonnes des journaux lorrains. Prenant la suite du procès Hansi dans les comptes rendus d'audience, l'affaire Caillaux défraie alors la chronique.

Le procès Caillaux est également relaté par les deux quotidiens au cours du mois de juillet 1914. C'est celui de l'épouse de l'homme politique Joseph Caillaux, accusée d'avoir assassiné le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette. Cette affaire a de quoi intéresser un public friand de scandale, et la presse en fait l'événement de l'été. Avec ce procès on entre en effet dans les méandres du pouvoir, les revers de la III^e République. Il réunit politique et amour, secrets d'Etat et secrets d'alcôve.

En 1914, Joseph Caillaux est un homme politique controversé. Il est soumis à de nombreuses critiques et attaques depuis 1911 quand il était président du Conseil. C'est lui qui règle la crise d'Agadir, le conflit diplomatique franco-allemand sur la question du Maroc. Depuis, l'homme public est soupçonné d'intelligence avec l'Allemagne par ses opposants politiques. Mais l'homme privé est également jugé ; ses adversaires critiquent son divorce et son remariage avec Henriette Rainouard, elle-même divorcée et avec laquelle il entretenait auparavant une liaison.

En 1913, alors que Joseph Caillaux est président du parti radical et ministre des finances du gouvernement dirigé par Gaston Doumergue, une campagne de presse est lancée contre lui, menée notamment par le *Figaro*, dont le directeur,

Gaston Calmette, menace de publier des extraits de la correspondance intime écrite entre Joseph Caillaux et Henriette du temps où ils étaient amants. Celle-ci redoute le scandale, prend peur, et le 16 mars 1914, tue Gaston Calmette dans les locaux de son journal à l'aide d'un revolver. Elle est arrêtée et emprisonnée dans l'attente de son procès dont les dates sont fixées pour juillet. Afin de se consacrer à la défense de son épouse, Joseph Caillaux démissionne de ses fonctions ministérielles.

Qu'on ne s'y trompe pas : à travers le procès d'Henriette Caillaux, c'est donc son mari qui est également visé. Ses ennemis y voient une occasion supplémentaire de l'exclure de la vie politique. Les attaques contre le Ministre Caillaux s'intensifient. Leur but est de tenter de mettre en avant les relations troubles que cet homme politique entretient avec l'Allemagne pour le montrer comme un traître en cette période de conflit latent entre les deux pays. Le procès d'Henriette est donc la première phase de son propre procès à lui qui aura lieu quelques années plus tard. La presse française, et surtout la presse de droite, qui se sent d'une manière générale évidemment directement concernée par l'affaire Caillaux en raison du degré d'implication d'un des grands quotidiens nationaux d'obédience conservatrice (*Le Figaro*), n'hésite pas à apporter son appui à ses adversaires. Journaux politiques ou journaux d'information s'intéressent au couple Caillaux et suivent le procès de près. La presse allemande quant à elle se préoccupe plus du côté politique que du côté fait divers de l'affaire. Elle s'intéresse au procès dans la mesure où l'Allemagne est mise en cause, même de façon indirecte, par les relations entretenues entre le Ministre Caillaux et la diplomatie allemande.

C'est par une dépêche en provenance de Paris et datée du 3 juillet 1914 mais publiée le 4 juillet à la Une du supplément de la *Metzer Zeitung* que le procès Caillaux est annoncé en Lorraine allemande. On apprend alors la

notification de l'acte d'accusation à l'accusée dans sa prison de Saint-Lazare et les dates de l'audience en cour d'assises. Puis, les comptes rendus d'audience paraissent quotidiennement du 20 au 25 juillet montrant tout l'intérêt que le journal allemand porte à l'affaire.

C'est le correspondant parisien de la *Metzer Zeitung* qui est chargé de la chronique des audiences. Sur deux colonnes page cinq, il se fait l'écho de tous les incidents et les rebondissements du procès. On sent une certaine complaisance dans les relations qu'il propose. Pourtant, avec le recul qui sied à un journaliste étranger il suit le procès sans exprimer d'opinion personnelle, se contentant de faire suivre son compte rendu d'une revue de la presse parisienne. Le correspondant du quotidien messin à Paris ne manque pas de suivre les débats de l'affaire dans le *Figaro*, journal auquel la *Metzer Zeitung* a coutume de s'opposer, et qui est directement parti prenante dans le procès. C'est probablement parce que son objectivité par rapport à l'affaire peut être discutée que le *Figaro* intéresse particulièrement la *Metzer Zeitung*. Cela donne l'occasion au journal allemand de donner un avis sans engager sa responsabilité. Il se retranche derrière les articles du quotidien français.

Même le 29 juillet, jour du jugement, le journaliste ne prend pas position. A cette date et face à une actualité européenne chargée, l'affaire devient secondaire et on ne trouve qu'un article en page six intitulé « Acquittée ». Sans commentaire et après le rappel de la condamnation demandée (cinq ans minimum d'emprisonnement), la *Metzer Zeitung* se contente de reprendre les commentaires du *Figaro*. « Scandale », « parodie de justice » sont les termes qu'elle retient. Ainsi, même si le journaliste qui écrit la chronique n'engage pas la *Metzer Zeitung* en n'exprimant pas d'avis personnel (comme le ferait un observateur extérieur), il partage l'avis d'un journal dont l'objectivité dans l'affaire peut être mise en doute.

L'Est Républicain emploie une technique qui diffère nettement de celle de la *Metzer Zeitung*. Le procès Caillaux est annoncé dès le 3 juillet 1914 dans le quotidien nancéien comme le serait un événement important. On retrouve en effet des dépêches les 4, 11, 12, 17, 19 et 20 juillet en page deux alors que l'audience n'a pas encore débuté ! L'intérêt principal de ces dépêches est avant tout de parler de la célèbre accusée Henriette Caillaux, au centre de ce que le journal appelle dès le 17 juillet « l'affaire Caillaux » et des réactions que le procès suscite d'ores et déjà dans la population. « Grosse émotion » titre l'édition du 17 qui décrit les « abords du palais [de justice] animés ». Quelques jours auparavant, le journaliste explique qu'on « a réussi à gagner une trentaine de sièges de plus dans la salle des assises » (édition du 3 juillet 1914) et décrit Madame Caillaux : « elle portait un corsage de tulle et une jupe de couleur sombre, [...] sa main tremblait quelque peu » (édition du 4 juillet 1914). Puis les comptes rendus d'audience paraissent chaque jour du 21 au 27 juillet dans le journal français.

Chacun des comptes rendus du procès, qui est relaté en page une ou deux de *L'Est Républicain*, est accompagné de la photo d'un protagoniste, fait remarquable car le journal est peu habitué à ce genre de procédé. Il délègue d'ailleurs pour l'occasion à Paris un « service spécial de *L'Est Républicain* », ce qui montre l'importance qu'il accorde à l'affaire. N'y aurait-il qu'un seul commentaire de *L'Est Républicain* à retenir sur cette affaire, ce serait celui d'Emile Hinzelin, chroniqueur au journal et par ailleurs romancier et critique littéraire¹⁵⁰. Ce n'est pas lui qui fait les comptes rendus proprement dits mais il rédige sur deux colonnes une chronique ayant pour objet un point précis des audiences auxquelles il assiste ; le 24 juillet son billet porte sur les différents

¹⁵⁰ Emile Hinzelin (1857-1937) : poète, romancier et lotharingiste, il publie de nombreux ouvrages. A 56 ans, il s'engage en 1914 comme volontaire pour la durée de la guerre puis fonde la Société Erckmann-Chatrian. In. LECLERC, Charles L. : *Biographie des Grands Lorrains*. SMEI, Metz, 1975, p.20. Cf. également MOREMBERT, H. Tribout de : *Les hommes célèbres de Lorraine de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*. Editions Mars et Mercure, Strasbourg, 1975 environ.

acteurs, le 26 et le 27 sur le déroulement du procès. C'est pour lui une comédie. Le 24, il dit de Madame Caillaux : « Nous n'oublions jamais que le rôle d'accusé est le plus difficile à tenir. Qui ne se défend pas trop mal paraît tout de suite se défendre trop bien », et le 27, il donne son impression générale du procès : « La scène est dans la salle ; la scène est à la barre ; la scène est aussi au bureau de la Cour ». Emile Hinzelin est assez ironique, il a une opinion négative du déroulement du procès et parle de « bavardages » et de « l'apothéose des avocats ». Seuls les jurés trouvent grâce à ses yeux : « Les jurés écoutent. Ils écoutent avec une attention concentrée et aiguisée qui fait plaisir. Telle est même, soit dit en passant, la seule chose qui puisse ici faire plaisir à un honnête homme », écrit-il à leur égard.

Enfin, comme dans le quotidien allemand, le jugement passe presque inaperçu dans l'actualité surchargée du 29 juillet. Un seul article intitulé « Acquittée » en page trois et sans commentaire du journaliste rappelle brièvement les faits, la condamnation réclamée et le jugement.

La façon dont est traitée l'affaire Caillaux dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* montre d'une manière exemplaire les aléas de l'actualité évoqués précédemment. Tout au long du mois de juillet, le procès et son déroulement sont à la Une de la presse française et allemande mettant en relief l'intérêt que l'affaire suscite chez les lecteurs. Le procès de Madame Caillaux est l'événement de l'été 1914. Mais le 29 juillet, l'annonce du jugement – tant attendue – devient secondaire car l'actualité se concentre sur la crise politique qui secoue alors l'Europe. L'affaire traitée de manière très différente dans la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* tout au long du procès se conclut alors de manière identique dans les deux journaux, reléguée au second plan de l'actualité et occultée (quasiment balayée) par un événement d'une tout autre ampleur, la menace d'un

conflit en Europe. Jean-Denis Bredin confirme d'ailleurs dans son livre sur Joseph Caillaux ce que nous constatons dans les deux quotidiens lorrains :

Depuis quelques jours, l'affaire Caillaux a perdu son importance : on ne parle que de la guerre, probable, imminente. Le 28 juillet, jour de l'acquittement, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.¹⁵¹

Et sur le lieu même du procès, l'avocat de Henriette Caillaux, maître Labori, s'appuie également sur l'actualité européenne pour fléchir le jugement des jurés. Il plaide l'acquittement pur et simple sans autre argument que de minimiser les faits : « Gardons nos colères pour l'ennemi du dehors. [...] La guerre est à nos portes. [...] Acquittez Madame Caillaux ! »¹⁵² Ainsi, il n'y a pas que la presse qui se fixe des priorités dans l'actualité. Fin juillet 1914, la crise dans les Balkans devient pour tous, Français ou Allemands l'événement majeur.

1.2 L'attentat de Sarajevo et la crise dans les Balkans

L'autre aspect de l'actualité qui fait l'objet d'un traitement particulier dans nos deux journaux entre juillet et septembre 1914 est la crise dans les Balkans. Elle éclate après l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie¹⁵³ le 28 juin 1914 à Sarajevo par Gravilo Princip, un jeune nationaliste serbe de Bosnie. D'après Jean-Jacques Becker, « l'attentat ne provoqua pas une émotion excessive en Europe, la presse internationale ne marqua que rarement de l'inquiétude. L'été poursuivit son cours sans en être particulièrement troublé »¹⁵⁴. En effet, « le drame de Sarajevo », comme l'appelle *L'Est Républicain* le 1^{er} juillet 1914, n'est pas relaté tous les jours dans le

¹⁵¹ BREDIN, Jean-Denis : *Joseph Caillaux*. Hachette Folio Histoire, Paris, 1980, p.196.

¹⁵² *Ibid.*, p.195.

¹⁵³ L'Archiduc François-Ferdinand est le neveu de l'Empereur d'Autriche-Hongrie François-Joseph alors âgé de 84 ans.

¹⁵⁴ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.37.

quotidien français, certainement parce qu'il est juste considéré *a priori* comme le début d'une nouvelle crise dans les Balkans, comme un conflit limité à l'Autriche et à la Serbie. Pourtant Jacques Cordier porte un regard prophétique sur le problème dans sa chronique du 2 juillet. Il écrit notamment :

Il faudra en venir à une politique d'émancipation des Slaves du Sud dans la « mouvance » de la dynastie des Habsbourg, si on ne veut pas qu'ils s'en évadent aux-mêmes par la révolution civile et la désagrégation de l'Autriche.

Son analyse révèle une bonne connaissance du "dossier", car il est certain que l'on ne peut ignorer le côté hautement politique de l'attentat de Sarajevo. L'acte commis par le jeune meurtrier bosniaque, s'inscrit dans l'évolution des revendications politiques d'organisations secrètes comme "Jeunes Bosniaques" (à laquelle Gravilo Princip appartenait) ou la "Main noire". Le mouvement yougoslave entendait lutter contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche (en 1908) et fomentait divers complots. A travers l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, c'est plus qu'un symbole qui est atteint. En effet, on prêtait à François-Ferdinand l'intention de créer au profit de la monarchie des Habsbourg un Etat yougoslave réduisant à néant les rêves nationalistes d'une "Grande Serbie"¹⁵⁵. C'est le projet qu'évoque Jacques Cordier dans *L'Est Républicain* et auquel il semble apparemment favorable. Mais le dessein initial ne sera pas réalisé, la Yougoslavie prendra forme sans l'Autriche.

Le 10 juillet, Cordier écrit à propos des troubles en Bosnie occasionnés par le meurtre : « l'horreur du crime est, en effet, dans le cas présent, beaucoup plus un prétexte que la véritable raison de ces désordres ». Fritz Fischer décrit pour sa part les réactions des futures puissances centrales :

¹⁵⁵ *Ibid.*

Enfin, outre les Allemands et les Hongrois, qui s'étaient sentis menacés par François-Ferdinand de perdre leur position privilégiée, outre l'empereur François-Joseph, qui n'avait jamais pardonné à l'héritier du trône son mariage morganatique, il y avait ceux qui espéraient profiter de l'occasion, avec l'aide de l'Allemagne, pour régler une fois pour toutes la question serbe par les armes.¹⁵⁶

Ce que confirme Becker pour qui l'Autriche voit là surtout une occasion « de "mater" la Serbie »¹⁵⁷ On notera alors que, dès l'attentat perpétré et le bras de fer engagé entre l'Autriche et la Serbie, *L'Est Républicain* prend le parti de la Serbie ; le 3 juillet 1914 on lit en page deux : « les attaques contre les Serbes continuent » plaçant la Serbie dans le rôle de la victime.

Jusqu'à la dernière semaine de juillet, la crise est évoquée de manière irrégulière dans les éditions de *L'Est Républicain*. Ce n'est qu'à partir du 20 juillet qu'on parle de la possibilité d'une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, alliée de la Serbie : « La Russie en cas de guerre » titre le journal en page deux. Mais, à aucun moment encore, il ne laisse supposer le danger qu'une guerre impliquant la Russie représente pour la France. On se veut rassurant. Le 23, une dépêche rapporte que la « note » de l'Autriche « serait presque un ultimatum ». Le ton n'est donc pas encore alarmiste. De plus, il n'est pas fait mention du soutien de l'Allemagne à son allié autrichien. Pourtant, le gouvernement de Guillaume II joue un rôle important dans l'escalade de la crise en juillet 1914 comme l'évoque Fritz Fischer. Le *Kaiser* et l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne « étaient encore réticents et conseillaient la modération » fin juin ; de même « les Affaires étrangères reconnaissaient nettement qu'une guerre austro-serbe devait provoquer inévitablement l'intervention de la Russie et même faire éclater la guerre mondiale ». Mais début juillet, Guillaume II « doit s'être décidé, sous la pression des partisans de la guerre, en faveur d'une solution de la question serbe par les armes », c'est son état-major qui « poussait à une guerre immédiate contre

¹⁵⁶ FISCHER, Fritz : *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale. 1914-1918. op. cit.*, p.65.

¹⁵⁷ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.37.

la Serbie [...] sans tenir compte manifestement des conséquences éventuelles »¹⁵⁸. « Tout dépendait de l'Allemagne sans l'accord de qui l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas envisager d'agir », résume Jean-Jacques Becker¹⁵⁹.

Rétrospectivement, on est frappé du ton de *L'Est Républicain* face à cette crise qui entraîne le monde dans la guerre. Il ne s'implique pas vraiment et n'implique pas la France. La crise concerne à ses yeux d'abord l'Autriche-Hongrie et la Serbie puis la Russie. Le quotidien occulte le problème posé par les alliances entre les différents pays. On peut alors se demander s'il y a eu erreur d'appréciation de la gravité des faits de la part de *L'Est Républicain* ou volonté de minimiser leur importance. Et c'est plutôt la première interprétation qui paraît ici exacte car si on se réfère par exemple à ce qu'écrit Marc Ferro, la nouvelle de l'ultimatum autrichien à la Serbie le 23 juillet 1914 « éclata comme un coup de tonnerre à Saint-Petersbourg et à Paris. [...] l'Angleterre elle-même fut alarmée. »¹⁶⁰ Ainsi, les trois futures puissances de l'Entente semblent être restées à l'écart des tractations qui ont eu lieu les trois premières semaines de juillet 1914 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne à propos de la question serbe. Le jugement porté sur *L'Est Républicain* est donc imputable à une partie de la presse européenne, reflet des chancelleries des puissances de l'Entente. Fischer entérine cette perception des événements en indiquant que « la nouvelle du meurtre de l'archiduc d'Autriche et de son épouse secoua fortement l'Europe, sans toutefois faire redouter une crise européenne »¹⁶¹. Ainsi, les préoccupations des populations jusqu'au 23 juillet 1914 ne sont pas centrées sur la crise dans les Balkans. Et ce n'est qu'à partir du 25 juillet que *L'Est Républicain*, dans une prise de conscience soudaine, concentre l'essentiel de ses informations sur la

¹⁵⁸ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.66.

¹⁵⁹ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.37.

¹⁶⁰ FERRO, Marc : *La Grande Guerre 1914-1918. op cit.*, p.82.

¹⁶¹ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.65.

crise. Le 26, le directeur René Mercier prend la parole à ce sujet dans son éditorial mais il montre un optimisme relatif : « Gardons l'espoir que tout s'arrangera. Mais n'oublions pas que cela pourrait bien ne pas s'arranger ».

La réflexion quelque peu inquiète de l'éditorialiste de *L'Est Républicain* semble ici refléter le manque d'information quant à l'existence d'une position gouvernementale française ; en effet, comment assurer à ses lecteurs que la France ne s'engagera pas dans une guerre aux côtés d'une Russie déterminée à soutenir la Serbie alors que le président de la République et son président du Conseil sont justement, depuis le 20 juillet, en voyage officiel en Russie dans un but de confirmer l'alliance franco-russe ? Mais il semble *a contrario* peu vraisemblable que le journal aurait pu anticiper une déclaration de guerre qui provoquerait la panique dans la population. L'attitude du quotidien nancéien fin juillet 1914 consiste donc à ne pas prendre position, ni pour ni contre une guerre !

A cause de son attitude indécise, *L'Est Républicain* donne à croire jusqu'au bout à ses lecteurs que la crise s'arrangera dans un sens positif. L'attitude de la *Metzer Zeitung* face à la crise et face à ses lecteurs est nettement différente.

L'attentat de Sarajevo est au centre des préoccupations de la *Metzer Zeitung* dès la première semaine de juillet. Chaque jour, en page une ou deux, le reporter du journal évoque assez longuement le cheminement des dépouilles des victimes de l'attentat jusqu'à Vienne, les funérailles, les condoléances, l'enquête policière et les troubles occasionnés par cet événement d'une extrême gravité. En bref, la *Metzer Zeitung* est à l'affût du sensationnel en se faisant l'écho de chaque parole prononcée par les têtes couronnées, les chefs d'Etat ou les diplomates européens. Mais on trouve également dès le 1^{er} juillet une analyse précise de la situation politique et qui, par ailleurs, apparaît *a posteriori* prophétique :

Les coups de feu mortels de Sarajevo sont des signaux d'alarme de premier ordre. [...] Les signaux d'alarme politiques de Sarajevo ne signifient pas la fin mais le début d'une nouvelle époque historique.¹⁶²

De jour en jour, tout au long du mois de juillet 1914, on peut suivre le développement de la situation, le passage d'un conflit local à une conflagration généralisée. L'ensemble des articles de la *Metzer Zeitung* constitue en fait un véritable dossier sur la crise dans les Balkans. Ils retracent l'évolution de la situation, présentent les protagonistes, décrivent les lieux (croquis à l'appui) et envisagent même les réactions potentielles des pays voisins.

Il y a un parti pris évident du journal en faveur de l'Autriche-Hongrie. « L'Autriche malchanceuse » titre-t-il en page cinq le 1^{er} juillet. Il s'étend beaucoup sur la détresse de l'empereur et des enfants du couple assassiné, se fait l'écho le 16 de rumeurs concernant l'arrestation d'Austro-hongrois en Serbie, en précisant en fin d'article que l'information n'est pas vérifiée, ce qui laisse penser que les rumeurs sont non fondées.

Après plusieurs jours d'absence, la crise revient à la Une le 24 juillet avec la note adressée à la Serbie qui est imprimée sur trois colonnes. Le lendemain, on anticipe une réponse négative comme preuve de la mauvaise volonté serbe. Au contraire de *L'Est Républicain*, la *Metzer Zeitung* prévoit déjà l'étendue du conflit due à la mise en place des alliances. Mais elle se veut néanmoins rassurante et parle du travail de la diplomatie le 27 juillet ; la paix est encore possible selon elle et tout dépend de la Serbie : « il est évident qu'on veut encore donner à la Serbie la possibilité de changer de point de vue ». Ce même jour, lundi 27 juillet, la rédaction résume l'information de la fin de semaine précédente sur deux pages en supplément. Cette initiative du quotidien qui, rappelons-le, ne publie pas d'édition le dimanche, met en avant, premièrement, la rapidité de

¹⁶² „Die Todesschüsse von Sarajewo sind politische Alarmschüsse erster Ordnung. [...] Die politische Alarmschüsse von Sarajewo bedeuten nicht das Ende, sondern den Anfang einer neuen Geschichtsepoche.“ In *Metzer Zeitung*, 1^{er} juillet 1914, p.5.

l'évolution de la situation, deuxièmement, le besoin croissant d'informer et d'être informé. Le supplément de l'édition du 27 juillet de la *Metzer Zeitung* apporte la preuve qu'en Moselle allemande comme en Allemagne, la crise des Balkans dépasse le cadre de la chancellerie et intéresse au plus haut point la population. C'est ce que suppose en tout cas la rédaction du quotidien messin dans l'introduction qu'elle rédige au résumé qu'elle offre à ses lecteurs, et ce la veille du déclenchement des hostilités :

Le vif intérêt que l'ensemble de la population porte au déroulement du conflit entre l'Autriche-Hongrie, alliée de l'Allemagne, et la Serbie, nous a décidé à communiquer toutes les dépêches arrivées samedi soir et dans la journée d'hier par voie d'affiche dans nos agences et par la publication d'un supplément au journal.¹⁶³

L'information apportée par la *Metzer Zeitung* sur la crise dans les Balkans est très complète, plus que du côté français. Est-ce à dire que le quotidien allemand prévoit la suite des événements dès le début juillet ? Il est certain qu'il anticipe mieux l'importance de la crise. Cela correspond-il à une perception visionnaire des événements ou à la volonté d'en découdre une bonne fois pour toutes avec la France ? La question se pose d'autant plus que le printemps 1914 a été marqué en Europe par une tranquillité exceptionnelle au niveau des relations diplomatiques. Toutefois, Fritz Fischer signale que lors de la crise de juillet 1914 et « malgré toutes les assurances de Berlin d'aspirer à une localisation du conflit, l'Allemagne s'apprêtait à la possibilité d'une guerre continentale »¹⁶⁴. Il ajoute que « l'Allemagne, confiante dans sa supériorité militaire, ayant voulu, souhaité

¹⁶³ „Das lebhafteste Interesse, das die gesamte Bevölkerung an dem Verlauf des Konfliktes zwischen dem deutschen Bundesgenossen Österreich-Ungarn und Serbien nimmt, hat uns veranlasst im Laufe des Samstag Abend und am gestrigen Sonntag alle auf unserer Redaktion eingelaufenen Meldungen durch Aushang in unseren Geschäftstellen und durch Verbreitung von Extrablättern bekannt zu geben.“ In *Metzer Zeitung*, 27 juillet 1914, *Beilage*, Une.

¹⁶⁴ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.83.

et appuyé la guerre austro-serbe, prit sciemment le risque d'un conflit militaire avec la France et la Russie »¹⁶⁵.

C'est ce qui explique que le quotidien messin livre une analyse précise de la situation à ses lecteurs, alors que ce n'est pas la cas pour *L'Est Républicain*, pris entre une position gouvernementale non définie et le refus de croire la guerre possible. Cependant, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie qui, pour Fritz Fischer, « devait être inacceptable »¹⁶⁶ provoque en quelques jours un affrontement dont aucun journal et, avant tout aucun Etat, n'avaient envisagé l'ampleur réelle et qui durera quatre longues années. Quatre ans pendant lesquels la vie quotidienne est bouleversée par une guerre qui divise les pays européens et leurs populations en deux camps.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.99-100.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.79.

2. L'actualité en mars et avril 1917

En 1917, l'Europe est depuis trente mois engagée dans une guerre fratricide. Et malgré les tentatives des pays belligérants pour percer le front ou pour faire reculer l'ennemi, les positions des uns et des autres se sont stabilisées. Depuis trente mois, l'effort des nations est totalement tourné vers la guerre, il conjugue l'effort des soldats sur les différents fronts et celui des populations à l'arrière. Dans la presse française et allemande, il est difficile de trouver des informations qui ne concernent pas directement ou indirectement la guerre que ce soit au niveau national ou international.

Les événements qui ont lieu dans le premier semestre 1917 sont d'une extrême importance pour la suite de la guerre. C'est pourquoi après avoir étudié l'actualité en mars et avril 1917, nous étudierons celle de juin et juillet 1917¹⁶⁷. Nous évoquerons tout d'abord la dégradation des relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis qui conduit à l'entrée en guerre des Américains. Puis, nous nous intéresserons à la révolution bolchevique qui conduit la Russie à sortir de la guerre. Le dernier aspect de l'actualité abordé concerne la vie quotidienne des populations françaises et allemandes et ses difficultés. *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* donnent une place plus ou moins importante à ces événements dans leurs colonnes. Quelle surface textuelle leur consacrent-ils ?

Au début de 1917, les rubriques du quotidien français sont très réduites. *L'Est Républicain* ne dispose que de deux pages pour présenter l'information sur la guerre, qui occupe une place majeure, et le reste de l'actualité. Sur deux pages, on trouve néanmoins une information très complète. La Une est consacrée d'une

¹⁶⁷ Notons ici que nous laissons de côté le mois de mai 1917 qui ne semble pas offrir un intérêt particulier pour une étude de la presse. En effet, l'"événement" du mois est la nomination du Général Pétain à la tête de l'armée française en remplacement du Général Nivelle, et ceci n'est évidemment pas traité dans *L'Est Républicain* en raison de la censure militaire, et *a fortiori* dans la *Metzer Zeitung*. Le départ de Nivelle et l'arrivée du vainqueur de Verdun ne soulèvent aucun commentaire dans nos deux quotidiens.

part aux dépêches sur le conflit et ses batailles, et d'autre part, aux nouvelles nationales qui se résument le plus fréquemment aux comptes rendus des séances de la Chambre des députés à Paris. Les rubriques locales et régionales occupent cinq colonnes environ en page deux du quotidien, le carnet de l'état civil, les petites annonces et la publicité se partagent le reste de la surface textuelle.

Les rubriques du quotidien allemand restent quant à elles en revanche assez diversifiées : elles concernent les nouvelles locales, régionales, nationales et internationales, les comptes rendus des séances du *Reichstag* et des tribunaux, les critiques culturelles et le roman feuilleton (absents du journal français) ; ensuite on trouve le courrier des lecteurs, les petites annonces, l'état civil et la publicité, toujours très présente.

Bien que de nombreuses colonnes soient évidemment consacrées à l'information sur la guerre, l'actualité générale internationale et nationale reste présente dans les journaux. En mars et avril 1917, les deux événements internationaux majeurs relatés par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* sont l'entrée en guerre des Etats-Unis et la révolution en Russie. Ils sont accueillis de façon très différente côté français et côté allemand.

2.1. Les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis

Au début de la guerre en Europe, en août 1914, la position que les Etats-Unis adoptent est tournée vers la paix. Encore en janvier 1917, le Président Wilson reste opposé à une éventuelle participation militaire de son pays au conflit. Il appelle les belligérants à une "paix sans victoire". Mais quelques jours plus tard, les relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis sont rompues et, quelques semaines plus tard, la guerre est déclarée. Que s'est-il passé entre Berlin et Washington ? Quelles raisons ont provoqué un repositionnement américain aussi rapide ?

Si les Etats-Unis ne sont pas directement engagés dans la guerre, ils y participent néanmoins économiquement, financièrement et même moralement. Moralement, nous venons de le dire, parce que plus d'une fois, Wilson intercède auprès des belligérants en faveur de la paix. Les Etats-Unis se trouvent aussi peu à peu engagés économiquement dans la guerre aux côtés des Alliés par le biais du commerce. Les chiffres sont éloquentes : « De 1914 à 1916, leur commerce avec les puissances centrales s'était effondré, tandis que celui avec les pays de l'Entente avait augmenté de 300% (de 824 à 3.214 millions de dollars) et celui avec les neutres européens de 50% (dont une partie était destinée à l'Allemagne...) »¹⁶⁸. L'engagement des Etats-Unis dans le conflit est également financier, alors qu'ils étaient auparavant débiteurs de l'Europe, ils deviennent progressivement les créanciers du vieux continent, notamment ceux des pays de l'Entente.

Plusieurs éléments déclenchent le processus qui conduit les Etats-Unis à la guerre. Tout d'abord, la déclaration de guerre sous-marine à outrance par le Chancelier allemand le 1^{er} février 1917 apparaît sur le continent américain comme une « provocation délibérée »¹⁶⁹ alors que le président Wilson tente d'intervenir en faveur de la paix. (Déjà le torpillage du *Lusitania* avait choqué l'opinion publique américaine même s'il n'avait pas provoqué de "réponse"). C'est alors que Wilson interrompt les relations diplomatiques, en signe d'avertissement. Puis intervient l'affaire du "télégramme Zimmermann" qui entraîne les Etats-Unis définitivement vers la guerre¹⁷⁰. « L'Allemagne tentait ainsi de profiter des

¹⁶⁸ BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible*. Editions Complexe, Bruxelles, 1997, p.38.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.39. C'est un point de vue que partage Wolfgang J. Mommsen qui écrit : „Die Ankündigung der Wiederaufnahme des unbeschränkten U-Boot-Krieges zum 1. Februar 1917 führte zum Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen den USA und dem deutschen Reich.“ In MOMMSEN, Wolfgang J. : *Die Urkatastrophe Deutschlands. Der Erste Weltkrieg. 1914-1918*. Klett-Cotta, Stuttgart, 2002, p.73.

¹⁷⁰ Il s'agit d'un télégramme envoyé par le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires Etrangères, Arthur Zimmermann, à l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis et au ministre allemand à

mauvais rapports entre le Mexique et les Etats-Unis »¹⁷¹ explique Jean-Jacques Becker. Lorsque ensuite trois navires américains sont coulés par la flotte allemande, Wilson décide de déclarer la guerre et s'adresse au Congrès pour obtenir son soutien. Fritz Fischer précise que « ce n'est pas contre le peuple allemand que l'Amérique se dresse, mais contre l'autocratie »¹⁷².

L'Est Républicain suit de près les séances du Congrès américain et les interventions du Président Wilson. Déjà à partir de la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis, l'attention du journal à l'égard de la politique américaine s'accroît. Dès le 1^{er} mars 1917, on trouve des dépêches en provenance de Washington.

Le 4 mars, le correspondant français parle de « conspiration allemande contre les Etats-Unis » et le 5 de « complot » car l'Allemagne proposerait une alliance au Mexique. Le 6 mars, il évoque la possibilité d'une entrée en guerre des Etats-Unis. On trouve tous ces articles à la Une du journal et ce simple fait indique l'importance que revêt pour la France une alliance militaire avec les Etats-Unis. La France, affaiblie par les grandes batailles de 1916, attend beaucoup d'une intervention américaine. Le 7 mars, l'essentiel de l'information internationale divulguée par *L'Est Républicain* concerne l'évolution des relations entre Berlin et Washington. Deux aspects de la question l'intéressent particulièrement en mars et avril 1917. Premièrement, le journal français trouve là avant tout l'occasion de réactiver sa haine envers l'Allemagne s'attachant à montrer celle-ci comme l'agresseur, parlant même « d'espionnage boche en Amérique » le 12 mars. Alors que ses propos à l'égard de l'adversaire allemand s'étaient nuancés, le quotidien

Mexico. Ce télégramme informe les représentations diplomatiques de la décision prise par l'Allemagne quant à la guerre sous-marine à outrance et propose au Mexique une alliance allemande contre les Etats-Unis. Intercepté et décodé, le télégramme est diffusé dans la presse américaine et provoque une forte émotion.

¹⁷¹ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.36.

¹⁷² FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.347.

français puise de nouveau l'énergie nécessaire pour raviver la flamme contre l'ennemi¹⁷³. Deuxièmement, *L'Est Républicain* saute sur l'opportunité qu'il lui est ici offerte de remonter le moral de ses lecteurs par des propos enthousiastes sur l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des Français.

Le 25 mars, *L'Est Républicain* titre « Les Etats-Unis et l'état de guerre » et le 7 avril enfin, « Le Sénat vote la guerre ». Suit un article intitulé « Le salut fraternel de la France » dans lequel le correspondant parisien évoque les réactions des députés français à l'annonce de cette nouvelle. L'utilisation ici du mot « fraternel » n'est pas fortuite, le journal insiste par là sur la nature spécifique des relations entre la France et les Etats-Unis ; par ce mot, le passé qui unit les deux nations ressurgit. Dès qu'il s'agit de la possibilité d'une intervention américaine, *L'Est Républicain*, comme la majeure partie de la presse française, s'enthousiasme et se réjouit car, comme le souligne Arnaud Teyssier, « l'impact moral, et surtout le soutien commercial et financier massif qui résulte de l'entrée en guerre [des Etats-Unis], suffisent déjà à modifier les données du conflit »¹⁷⁴. Le réconfort psychologique est peut-être la conséquence la plus marquante pour les Français de l'entrée en guerre de l'Amérique même si l'arrivée des troupes ne sera pas immédiate car « sur le plan strictement militaire, l'effet ne jouera à plein que dans quelques mois, car les Etats-Unis n'ont pas de force militaire permanente significative »¹⁷⁵. C'est sur quoi compte le haut commandement allemand, espérant que la guerre soit terminée avant l'arrivée massive des Américains sur le continent européen.

C'est pourquoi peut-être le quotidien allemand semble, à la différence de son homologue français, s'intéresser assez peu aux relations entre l'Allemagne et

¹⁷³ Cf. *infra*. In Troisième partie, Chapitre II, 1.1. « Le procès de la "barbarie" allemande ».

¹⁷⁴ TEYSSIER, Arnaud : *La III^e République. 1895-1919. De Félix Faure à Clemenceau*. Editions Pygmalion / Gérard Watelet, Paris, 2001, p.368.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p.368.

les Etats-Unis en mars et avril 1917. Pourtant les relations diplomatiques entre les deux pays sont rompues depuis le 5 février. La progression des événements consécutifs à cette décision suit son cours sans susciter de commentaires particuliers de la part de la *Metzer Zeitung* qui publie principalement des dépêches venant de Francfort, Genève, Berne, ou Washington. Est-ce parce que l'issue des événements en cours semble évidente, ou même désirée, par la *Metzer Zeitung* et le reste de l'Allemagne ?

La crise qui se développe entre les deux pays et dont fait état le quotidien messin se situe à deux niveaux, au niveau diplomatique avec les relations entre le Mexique et l'Allemagne et au niveau militaire avec la guerre sous-marine à outrance. Ces deux aspects de la question sont abordés dans les colonnes de la *Metzer Zeitung* qui suit l'évolution inexorable de la crise sans prendre position, ni pour la guerre ni en faveur d'un règlement diplomatique. Le 7 mars 1917, les manchettes annoncent que « Wilson [est] décidé à agir » et l'édition du 14 titre : « Accentuation de la crise américaine. Armement des navires de commerce américains » et plus loin « La guerre inévitable ». Ce dernier titre semble la suite logique des précédents. C'est comme si tout semblait déjà décidé. En fait, le pouvoir de décision semble être principalement aux mains de l'état-major militaire et, comme le souligne Fritz Fischer, « la situation est tellement critique que Ludendorff parvient à imposer au gouvernement toutes une série de mesures qui sont de lourdes fautes politiques »¹⁷⁶.

La seule préoccupation de la *Metzer Zeitung* est de ne pas faire apparaître l'Allemagne comme responsable de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Une colonne entière à la Une de l'édition du 23 mars 1917 est consacrée aux motifs de la politique de guerre menée par les Américains. Selon le journal, eux seuls seraient responsables de cet état de fait. Leurs seules motivations seraient d'ordre économique. « L'Amérique à la veille de la guerre » titre le journal le 4 avril

¹⁷⁶ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.314.

annonçant le déclenchement de la guerre entre Allemagne et Etats-Unis. Le sujet prend maintenant de l'importance dans le quotidien. Presque la totalité de la Une y est consacrée, on cite le Président Wilson : « Nous n'avions aucun sujet de discorde avec le peuple allemand. [...] Nous n'envisageons aucune conquête ». Ainsi, pour la *Metzer Zeitung*, les Etats-Unis eux-mêmes, en se justifiant, disculpent également l'Allemagne de toute responsabilité puisque Wilson précise qu'il n'y a aucun contentieux entre les deux pays. Aucune envie de conquête ne les pousse à la guerre, ce qui accrédite la thèse des raisons économiques, les Etats-Unis se sentent menacés par la puissance de l'Allemagne. « Quelles raisons aurait l'Allemagne de chercher la guerre avec les Etats-Unis ? » semble dire la *Metzer Zeitung*.

Et de fait, si l'on en croit Fritz Fischer, les Allemands ne cherchent pas la guerre avec les Américains ; son déclenchement est la conséquence de la politique menée par le gouvernement allemand depuis la fin de l'année 1916. Tout d'abord, il refuse la médiation du Président Wilson en faveur d'une paix blanche quoique, selon Fischer « il n'y a pas à proprement parler, de rejet, mais le gouvernement allemand affecte d'ignorer l'essentiel de cette offre et ne précise pas ses buts de guerre »¹⁷⁷. Mais, c'est une raison que la presse lorraine française et allemande ignore totalement en mars et avril 1917. Ensuite, le gouvernement impérial, sous la pression de l'état-major, déclenche la guerre sous-marine à outrance et ce malgré les mises en garde de l'ambassadeur allemand en poste à Washington qui montre « au Chancelier le danger qu'il y avait à s'engager dans la troisième voie – la guerre sous-marine à outrance – sans provoquer l'entrée en guerre des Etats-Unis »¹⁷⁸. L'agression allemande, qui est évoquée si abondamment dans *L'Est Républicain*, serait donc la cause directe du déclenchement de la guerre entre Allemands et Américains.

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.305.

Mais si la *Metzer Zeitung* apparaît si détachée dans sa façon de traiter la dégradation des relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis, c'est peut-être aussi parce qu'elle croit, comme le haut commandement de l'armée allemande, que la guerre sera finie avant l'arrivée des Américains, à l'avantage de l'Allemagne bien entendu. Ce en quoi, presse, gouvernement et état-major militaire allemands se trompent lourdement. Car de nombreux pays suivent l'exemple américain et entrent en guerre aux côtés des Alliés, ce qui renforce l'isolement de l'Allemagne au cours de l'année 1917.

Mais un événement intervient qui renforce l'impression positive de l'Allemagne quant à l'évolution de la guerre en mars 1917 et ce malgré une situation intérieure de plus en plus difficile. Il s'agit de la révolution en Russie.

2.2. La révolution russe

Avec la révolution de février 1916 débute le long processus de désengagement de la guerre de la Russie et de l'effondrement du pouvoir tsariste qui mène à la mise en place d'un régime inédit : le communisme. Plus la guerre avance, plus la situation en Russie se dégrade, mais dans l'ensemble, les populations russes ne souffrent pas plus que les populations allemandes et l'armée russe pas plus que l'armée française. C'est pourquoi, le fait qu'une révolution éclate en Russie étonne les pays européens. Marc Ferro détaille les réactions des pays belligérants :

A Berlin et à Vienne, de nombreuses voix affirmèrent que la révolution russe était une "crise de guerre" ; avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, la Russie allait maintenant mener une "guerre au couteau". [...] D'autres jugeaient que le peuple russe, affamé et las de la guerre, était sur le point de se soulever pour demander du pain, la liberté et la paix [...]. A Paris, à Londres et à Rome, la révolution fut diversement

accueillie : les milieux socialistes et les libéraux se réjouirent de la chute du tsarisme. Pas l'opinion conservatrice.¹⁷⁹

Mais le peuple russe lui-même est surpris par les événements. En effet, ceux-ci ne semblent pas avoir été préparés par les révolutionnaires bolcheviques qui, depuis le début de la guerre, sont divisés en groupes antagonistes et pour certains même se trouvent en exil (Lénine se trouve en Suisse). Pour Jean-Jacques Becker, « le caractère le plus surprenant du mouvement de la fin février fut sa spontanéité. Il jaillit littéralement des masses, prenant de court aussi bien les révolutionnaires que les autorités »¹⁸⁰.

La révolution de février/mars 1917 débute à Petrograd par des troubles qui durent cinq jours, du 23 au 27 février. C'est un mouvement populaire causé par l'instauration de cartes de rationnement qui provoque une ruée vers les boutiques d'alimentation. Des rassemblements et des grèves ont lieu qui n'entraînent que peu de réactions de la part des autorités. Les révolutionnaires prennent alors part aux désordres et le 26 février, l'armée réplique faisant 150 morts et de nombreux blessés. C'est alors que, dans la nuit, les troupes se mutinent, distribuent des armes à la foule et s'emparent du Palais d'hiver. Sous la poussée des révolutionnaires, un gouvernement provisoire est formé le 1^{er} mars par les députés de la *Douma* en même temps qu'un soviet est formé par des ouvriers et des soldats. Le Tsar, incapable de faire rétablir l'ordre, est contraint d'abdiquer à la demande expresse des généraux qui craignent que les mutineries s'étendent au front. En quelques jours, la république est établie dans les faits en Russie.

Pour Jean-Jacques Becker, « dans l'Europe en guerre, la chute du tsarisme fut accueillie en fonction de l'idée que chacun des belligérants se faisait des effets qu'elle pourrait avoir sur la poursuite de la guerre »¹⁸¹. C'est en tout cas cette

¹⁷⁹ FERRO, Marc : *op. cit.*, p.330-331.

¹⁸⁰ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.44.

¹⁸¹ *Ibid.*, p.49.

impression qui se dégage de la lecture de la presse régionale française et allemande.

L'Est Républicain ne suit pas avec le même intérêt l'évolution des troubles en Russie que l'évolution des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Le premier article qu'on trouve au sujet de la Russie est daté du 18 mars 1917¹⁸². Le quotidien nancéien titre sur deux colonnes à la Une « Mouvements révolutionnaires en Russie. Le Tsar a abdiqué. Le mouvement viserait aussi la camarilla germanophile. Le comité exécutif entend continuer la guerre jusqu'au bout ». On peut tout de même s'étonner d'un tel titre alors que rien dans les chroniques du journal jusqu'à cette date, ne laissait présager un tel événement. Le titre ainsi énoncé résume plusieurs jours de troubles. A la date du 18 mars, la révolution a effectivement déjà conduit à la chute du Tsar et à la mise en place d'un nouveau régime. Cela fait exactement dix jours que les événements ont eu lieu ! Ce retard est-il dû à la mauvaise circulation de l'information, à la censure ou à la seule volonté de *L'Est Républicain* ? Fallait-il attendre le dénouement des événements pour les présenter aux lecteurs ou y avait-il un manque d'intérêt de la part du journal de Nancy ? Il semblerait que la dernière explication soit la bonne, car à en croire *L'Est Républicain*, les conséquences de la révolution russe seront minimales pour la France : la France républicaine ne peut s'émouvoir de l'abdication du Tsar. L'abdication de Nicolas II constitue finalement l'information principale que retient le quotidien quant au déroulement de la révolution de février/mars 1917. Pour le journal, la révolution est le résultat d'un mouvement patriotique qui met fin aux influences germaniques dans l'entourage

¹⁸² Rappelons ici que la Russie utilise, jusqu'en février 1918, le calendrier julien ; il retarde de treize jours sur le calendrier grégorien utilisé en Occident, la date du 18 mars 1917 correspond donc à celle du 5 mars 1917 en Russie.

du Tsar ; cela conforte la rédaction dans sa conviction que la Russie va continuer la guerre¹⁸³.

Les événements en Russie occupent encore la Une de *L'Est Républicain* les jours suivants. Le titre du 21 mars « Un coup d'Etat opportun : la révolution russe empêche une paix séparée » met en exergue les inquiétudes de la presse française, et du gouvernement, à l'égard de l'allié russe. Rappelons ici que le gouvernement russe renversé en mars 1917 paraissait déjà sensible à l'idée d'une paix de compromis avec l'Allemagne fin 1916. Puis les 24 et 25 mars, *L'Est Républicain* annonce, dans une dépêche publiée à la Une, l'arrestation du Tsar et de l'impératrice ; il n'ajoute aucun commentaire à cette information. Mais début avril, *L'Est Républicain* se fait l'écho de la réaction du gouvernement français. Le titre « Notre salut et nos vœux à la Russie nouvelle » montre l'accueil favorable fait par la France aux changements intervenus à l'Est de l'Europe, mais il semble que cette réaction ne soit que de façade. Les puissances de l'Entente redoutent avant tout les conséquences des changements intervenus en Russie. Et *L'Est Républicain*, comme l'ensemble de la presse, se fait l'écho de cette inquiétude.

Mais les craintes des pays de l'Entente se concrétisent et cèdent alors la place à l'incompréhension dans la presse. Le 22 avril 1917, alors que les événements de Russie étaient passé au second plan de l'actualité pour *L'Est Républicain*, ils reviennent en force avec le titre « La question d'une paix séparée. Comment Hindenburg la prépare en menaçant Petrograd » et plus loin « La Russie nouvelle ne peut débiter par une trahison ». C'est bien le sentiment français qui maintenant apparaît là, transmis par le journal, un sentiment d'incompréhension et de déception face à ce retournement de situation. Pour l'opinion publique

¹⁸³ Ceci reflète au début la volonté russe comme le souligne Arnaud Teyssier : « Le 15 mars, le tsar Nicolas II a dû abdiquer et céder le pouvoir à un gouvernement libéral, dirigé par Kerenski, qui reste soucieux de respecter les engagements internationaux de la Russie, même s'il n'en a guère les moyens. » In TEYSSIER, Arnaud : *op. cit.*, p.367.

française, « le grand Empire [de Russie] a bel et bien sombré dans le chaos » et « soulage d'autant les Empires centraux »¹⁸⁴.

Comme il fallait s'y attendre, la révolution russe est pour la *Metzer Zeitung* l'occasion de présenter à nouveau une vision des événements de 1917 très différente de celle que donne *L'Est Républicain*. La dégradation des relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis y tient moins de place que la situation en Russie. Celle-ci fait la Une dès le 1^{er} mars 1917, c'est-à-dire avant même que n'éclatent les troubles de Petrograd. Puis le 3 en page six, on peut lire un article qui met en cause les compétences du médecin de la Tsarine, comparé à Raspoutine, intitulé « Le magnétiseur de la Tsarine ». Le but du quotidien allemand est ici de remettre en cause le pouvoir absolu de la famille impériale, qui se laisserait influencer par des Raspoutine et autres "charlatans".

Le 12 mars, La *Metzer Zeitung* fait le compte-rendu d'une séance agitée au parlement russe. Le 13, la tribune s'intitule « Les difficultés intérieures de la Russie » et l'article qui suit décrit fidèlement l'agitation qui a lieu à Saint-Petersbourg en s'appuyant sur des dépêches en provenance de Stockholm et de Copenhague. Le 15 mars, une nouvelle dépêche fait état d'une révolution en Russie. Apparemment, la *Metzer Zeitung* traite du sujet avec une réelle avance sur son homologue français. C'est comme si elle prévoyait que les événements en Russie prendraient une tournure favorable à l'Allemagne. Ce que confirme Fritz Fischer : « Berlin reçoit au milieu du mois de mars les premières nouvelles de la révolution russe et conçoit de grands espoirs »¹⁸⁵.

Comme du côté français, la question de la continuation de la guerre est posée. Le 17 mars, trois colonnes à la Une sont consacrées à cet aspect sous le titre « La révolution en Russie » et plus loin, on lit le titre « Pour la continuation de la

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.374.

guerre ». La *Metzer Zeitung* passe aussi en revue la presse européenne en ne manquant pas d'évoquer « La jubilation de la presse anglaise » et le « Réconfort en France ». Elle voit même dans la joie apparente de la presse étrangère le résultat de négociations secrètes entre la France, l'Angleterre et la Russie, ce en quoi elle ne se trompe pas¹⁸⁶. On comprend bien à la lecture du quotidien allemand que l'Allemagne serait favorable à la paix avec la Russie. Le 18 mars, toute la Une est consacrée à ce sujet. A nouveau le 22 mars, on trouve l'indication « La pression de l'entente » ; ce seraient donc les Alliés qui pousseraient la Russie à continuer la guerre.

Puis la révolution russe disparaît de l'actualité relatée par la *Metzer Zeitung* jusqu'au début du mois d'avril. Et pendant tout le mois d'avril, ce ne sont plus les événements en Russie eux-mêmes qui intéressent le quotidien messin mais les négociations entre socialistes russes et socialistes allemands en vue d'obtenir un accord satisfaisant sur un futur armistice. La Russie devient un enjeu entre Allemagne d'un côté et la coalition France-Angleterre de l'autre. Et c'est l'Allemagne qui l'emporte. Les négociations menées ont pour premier résultat le retour de Lénine dans son pays et une aide financière accordée au groupe bolcheviste. Mais Fritz Fischer précise les intentions de l'Allemagne et les réactions des autres nations :

On a voulu voir un complot germano-bolchevique dans les relations entre le gouvernement allemand et Lénine du point de vue de la démocratie, ceci est plus un jugement politique qu'historique. Wilson avait salué la révolution russe et, depuis sa déclaration de guerre à l'Allemagne, la défense de la démocratie était devenu le but idéologique des ennemis des puissances centrales. C'était une simple question d'intérêts qui favorisait une entente entre l'Allemagne

¹⁸⁶ Des négociations ont effectivement eu lieu entre les socialistes français et anglais et leurs homologues russes car, comme le souligne Marc Ferro : « pour essayer de parer à une éventuelle dérive, l'idée vint [aux gouvernants alliés] de faire pression sur les socialistes russes par l'entremise des socialistes français et anglais ». Mais les négociations furent un échec. In FERRO, Marc : *La révolution de 1917, la chute du tsarisme et les origines d'octobre*. Aubier, 1967, p.289. cité par BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.51.

monarchiste et les révolutionnaires russes. Toutefois, l'Allemagne n'était pas seulement intéressée à la paix, mais à l'obtention de ses buts de guerre à l'est. [...] La paix à l'est devait aussi permettre la victoire à l'ouest et la réalisation des buts de guerre de ce côté.¹⁸⁷

C'est ainsi que le 2 avril, le journal messin annonce en gros titre « Echange d'offres de paix entre les partis sociaux-démocrates russe et allemand » et le 12 en page deux, que les négociations sont prêtes à débiter. Il leur faudra presque un an et la révolution d'octobre pour aboutir.

Mais la *Metzer Zeitung* décrit l'enjeu politique et les tractations en cours plus ouvertement que *L'Est Républicain*. Il est évident que parler de paix aux lecteurs est plus facile que de prendre le parti de la guerre comme le fait la presse française à une période où les populations sont durement éprouvées dans leur vie quotidienne.

2.3. Les difficultés d'approvisionnement en France et en Allemagne

Face aux bouleversements importants qui marquent l'année 1917 et le déroulement des hostilités, comme l'entrée en guerre des Etats-Unis ou l'effacement de la Russie comme puissance belligérante, les populations européennes ont de plus en plus de mal à faire face à un conflit long et extrêmement meurtrier. « Les raisons profondes en étaient partout à peu près les mêmes : le poids des deuils et des souffrances, les difficultés économiques et sociales »¹⁸⁸, écrit Becker qui cite à ce propos la formule de Pierre Renouvin : « La lassitude des peuples commençait à se manifester »¹⁸⁹. Deux problèmes sont indubitablement suffisamment importants pour que la presse européenne en rende compte dans ses éditions quotidiennes. Il s'agit de la montée des prix et des

¹⁸⁷ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.377.

¹⁸⁸ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.87-88.

¹⁸⁹ RENOUVIN, Pierre : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Janvier-mars 1968, p.7. Cité par BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.87.

difficultés de ravitaillement qui accompagnent celle-ci. Marc Ferro précise que « de tous les pays en guerre, l'Allemagne fut le pays qui connut le premier la pénurie et qui organisa le plus systématiquement le rationnement de la population. [...] En 1916, les pouvoirs publics centralisaient les opérations de comptabilité alimentaire, assurant le rationnement généralisé de tous les grands produits de consommation »¹⁹⁰. A l'opposé, les causes de la difficulté de la vie en France étaient surtout conjoncturelles. « la France connut le rationnement de la viande, du sucre, etc., mais les classes populaires ne souffrirent pas vraiment de sous-alimentation »¹⁹¹. Car toutes les catégories sociales ne furent pas touchées de façon identique ; d'une manière générale, ce furent les classes moyennes qui souffrirent le plus, concernées par les restrictions alimentaires et par la hausse des prix. Celle-ci était par contre très élevée. « La "vie chère", comme on l'appelle à l'époque, provoqua un véritable bouleversement de la société française »¹⁹², indique Becker. Mais, il est certain que ce sont la majorité des pays engagés depuis plus de trois ans dans la guerre qui connurent des bouleversements à l'arrière dus à l'organisation de l'économie de guerre.

Ainsi, à des degrés divers, c'est toute l'Europe qui connaît la pénurie en 1917 ; la presse ne peut l'ignorer dans les informations qu'elle transmet. D'autant plus qu'elle sert de relais auprès des populations pour la diffusion de nouvelles officielles adressées par les autorités. En mars et avril 1917, à côté des préoccupations internationales, l'actualité de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* concerne donc les difficultés quotidiennes rencontrées par les civils, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire.

En mars et avril 1917, les restrictions et difficultés d'approvisionnement ne semblent cependant pas constituer un événement pour la *Metzer Zeitung*. De telle

¹⁹⁰ FERRO, Marc : *op. cit.*, p.213.

¹⁹¹ *Ibid.*

sorte que l'espace rédactionnel qu'elles occupent dans les colonnes du quotidien ne correspond pas aux préoccupations réelles des populations et donc des lecteurs. De manière concrète, le journal de Metz publie les informations relatives à l'approvisionnement des citoyens en fin d'édition dans une rubrique intitulée « Subsistances » (*Lebensmittel*). La rubrique en question qui occupe parfois jusqu'à trois colonnes indique les dates et heures des distributions de denrées alimentaires, les arrivages de vêtements, les procédures à suivre en cas de perte des cartes d'alimentation ; elle donne également les prix des produits – prix fixés par l'administration ; les lecteurs ont donc ici une mine de toutes sortes de renseignements pratiques sur la vie quotidienne. La *Metzer Zeitung* assure ainsi le relais entre les autorités dont dépend l'approvisionnement et la population messine en attente aussi bien d'aide que d'information.

En mars et avril 1917, il n'y a cependant aucun article de fond consacré aux difficultés de la vie quotidienne. Les seuls propos que l'on peut lire dans les premières pages du journal datent du 11 avril. Il s'agit d'un avis destiné aux agriculteurs et qui porte sur les réserves à effectuer après les récoltes. A la même date, un article est lui adressé à tous les lecteurs. C'est le calendrier du jardinage pour le mois d'avril. Les propos tenus dans ces articles ont pour objectif de responsabiliser les populations. Aux agriculteurs revient la lourde tâche de nourrir le pays, et le quotidien messin rappelle que l'intérêt national passe avant l'intérêt propre des agriculteurs. Quant aux populations, on les exhorte à ne pas tout attendre du gouvernement.

Les conditions catastrophiques de ravitaillement en Allemagne sont ainsi évoquées de manière tout à fait formelle mais restreinte. La *Metzer Zeitung* ne se démarque pas de la ligne gouvernementale, elle est et reste la "voix de l'Empereur". Aucune prise de position particulière ne ressort des quelques encarts parus sur la pénurie en Allemagne. N'oublions pas qu'en 1917, le pouvoir

¹⁹² BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.98.

en Allemagne subit l'influence des chefs militaires Hindenburg et Ludendorff à un degré tel que Pierre Guillen parle de « la "dictature" du quartier général [...] seul responsable de la conduite de l'Allemagne en guerre¹⁹³ ». Il ajoute : « ils [Hindenburg et Ludendorff] tenaient plus solidement que jamais l'appareil étatique, disposaient d'énormes moyens de propagande (associations nationalistes, majorité des journaux) encore renforcés par la fondation du *Vaterlandspartei* »¹⁹⁴. Ainsi, la main mise de l'état-major militaire sur l'Allemagne en guerre ne favorise pas la liberté d'expression de la presse face aux difficultés de la vie quotidienne des populations.

Mais, malgré l'absence d'articles sur les difficultés d'approvisionnement, on se rend compte, à la lecture de la *Metzer Zeitung*, que trente mois après le déclenchement de la guerre, elles sont bien présentes. Même si le journal essaie d'occulter l'ampleur de la pénurie, il ne peut l'ignorer totalement car chacun est concerné. Et même à travers une simple rubrique, on perçoit toute la détresse des populations civiles.

La France souffre également de la pénurie. Les difficultés d'approvisionnement paraissent de façon récurrente dans *L'Est Républicain* tout au long des mois de mars et avril 1917. On les retrouve beaucoup dans les colonnes d'informations locales intitulées « Nancy ». Dès le 3 mars, un arrêté préfectoral est diffusé. Il concerne la répartition du sucre dans les magasins d'alimentation. Puis, le quotidien évoque les débats du Conseil municipal ; le 9, ils concernent la hausse du prix du gaz de 18 centimes le m³ à 22 centimes ; le lendemain, le Conseil municipal fait le point sur la cherté de la vie due aux difficultés d'acheminement du ravitaillement de la ville (en ce qui concerne les denrées suivantes : électricité, gaz, sucre, pétrole et même bonbons et brioches !).

¹⁹³ GUILLEN, Pierre : *L'Empire allemand. 1871-1918*. Tome 2, p.184. In DROZ, Jacques : *Histoire de l'Allemagne*. Hatier, Paris, 1970.

Le journal relate les propos du maire qui se veut rassurant : « Il affirme qu'il croit être assuré que Nancy ne manquera pas de gaz. [...] La situation qui était mauvaise il y a 15 jours est actuellement bonne. [...] Les bonbons sont en abondance. » Le message est clair : la ville a tout ce dont elle a besoin et la municipalité règle les difficultés auxquelles elle doit faire face. *L'Est Républicain* tente donc de minimiser le problème de l'approvisionnement qui, s'il est moins important qu'en Allemagne, reste préoccupant au début 1917 et surtout dans une région située près du front.

Peu à peu cependant, le journal nancéien change de stratégie ; il ne sert plus seulement de relais au discours officiel mais élargit le champ des intervenants. En effet, à partir du 11 mars 1917, des personnes extérieures au journal expriment leur mécontentement face aux mesures agricoles du gouvernement. C'est le cas notamment du Président de la Société centrale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle qui, par deux fois, le 11 et le 19 mars, s'élève contre les circulaires gouvernementales :

Nos personnages influents se figurent qu'ils font œuvre utile en prodiguant leurs recommandations. Pourquoi n'ont-ils pas envoyé une circulaire au bonhomme Hiver, le priant d'atténuer quelque peu les rigueurs de la température ? Voilà certes une démarche utile que nos agriculteurs en chambre, ambassadeurs pour la circonstance, auraient dû faire. [...] L'heure est grave mais rien n'est désespéré, à condition que les agriculteurs soient chargés de l'agriculture.

Puis le quotidien va plus loin encore, il ouvre ses colonnes aux lecteurs qui peuvent donc directement participer aux débats. Le 16 mars, *L'Est Républicain* transmet ainsi un courrier dans lequel un lecteur anonyme interroge le gouvernement sur la question des pommes de terre : « Une disette de pommes de terre en fin d'année menace le Français. Or le temps presse, avril approche, c'est

¹⁹⁴ *Ibid.*, p.203.

le moment d'ensemencer. S'il est vrai que gouverner c'est prévoir, que fait-on actuellement pour conjurer ce péril ? », écrit le lecteur du quotidien de Nancy.

En élargissant le choix des intervenants dans les colonnes du journal et en permettant les débats, le quotidien français, ou tout du moins sa rédaction, fait preuve d'ouverture et se montre favorable aux discours extérieurs autres que ceux des autorités. Il exprime ainsi, indirectement, son indépendance et semble même adopter la position des intervenants, qui, notons-le au passage, suit la ligne politique et économique de tradition libérale de *L'Est Républicain* : le quotidien nancéien est en effet contre l'intervention de l'Etat dans l'économie et, politiquement, contre les mesures émanant d'un gouvernement centralisé. C'est un journal qui se veut libéral¹⁹⁵.

Mais *L'Est Républicain* n'en reste pas au stade des polémiques. Vu l'importance des questions d'approvisionnement – qui sont d'ampleur européenne – le journal s'emploie à envisager des solutions. Il propose à ses lecteurs, à la Une de son édition du dimanche 25 mars, de favoriser la culture des haricots pour faire face aux pénuries alimentaires : « Les blés sont gelés. C'est une calamité de plus qui font sur l'agriculture ; elle aura une douloureuse répercussion sur l'ensemble du pays. J'espère cependant que toutes les régions qui étaient couvertes de neige auront échappé à ce fléau. [...] Il est une culture sur laquelle j'insiste tout particulièrement : c'est celle du haricot. », écrit le Président de la Société centrale d'Agriculture. Il est soutenu dans son initiative par le préfet dans un « appel aux Lorrains pour la prochaine récolte » dont le propos est en substance le même. La rédaction du journal en fait même l'éloge en page deux et en page trois (rappelons que l'édition du dimanche comporte quatre pages) et propose des recettes de cuisine. Il fait preuve ici d'originalité et d'esprit

¹⁹⁵ Cf. *supra*. Première partie, chapitre III, sous-chapitre 2.1. « Un quotidien régional français, *L'Est Républicain* », p.72-73.

d'initiative. Il partage les problèmes de ses lecteurs et essaie d'y trouver des solutions pratiques.

Au mois d'avril 1917, la diffusion d'articles relatant des problèmes agricoles et de ravitaillement se poursuit. Le 1^{er} avril, le quotidien soutient l'idée du préfet de créer des jardins potagers scolaires. Mais le 15 avril, *L'Est Républicain* tente une approche radicalement différente des difficultés de la vie quotidienne. Il fait paraître à la Une deux dépêches sur « Les troubles de Hambourg ou les émeutes de la faim » qui indiquent aux lecteurs que les Allemands non seulement rencontrent les mêmes difficultés qu'eux-mêmes mais probablement de façon plus grave puisqu'elles les poussent à la révolte. Le journal est-il à bout d'arguments et de conseils pour convaincre ses lecteurs que la situation n'est pas désespérée ? Quel message cherche-t-il à faire passer ? La réponse semble se trouver quelques lignes plus bas : il s'agit d'un article annonçant les nouvelles mesures du Ministère français du ravitaillement. « Deux jours sans viande » et « Les taxes sur les beurres et les fromages » titrent les articles. La parution simultanée d'articles qui mettent en relief d'une part le renforcement des mesures de restrictions alimentaires en France et d'autre part, les vives réactions des populations allemandes aux pénuries en Allemagne ne permet évidemment pas au quotidien nancéien d'occulter les difficultés des populations françaises, de leur faire "digérer" ces mesures supplémentaires mais de les relativiser en montrant qu'il y a plus grave ailleurs, en l'occurrence dans le pays ennemi. Peut-on se plaindre d'un hiver rude qui certes restreint la population française en viande mais qui, avant tout, affame l'ennemi ?

De manière schématique, les problèmes de ravitaillement évoqués ici mettent en exergue le rôle et l'attitude de la presse régionale. D'un côté, la presse régionale sert de relais aux autorités, elle diffuse les informations officielles. D'un autre côté, elle accepte ou non de suivre la ligne gouvernementale, ce que choisit

de faire la *Metzer Zeitung* alors que *L'Est Républicain* se démarque du discours officiel.

Malgré tout, la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* ont une attitude équivalente face à la pénurie en mars et avril 1917. Ils se montrent l'un et l'autre rassurants envers leurs lecteurs. Alors que le quotidien allemand occulte la gravité du problème en choisissant de ne pas l'évoquer hors du discours officiel, le journal français s'étend très largement sur le sujet ; il montre un intérêt particulier pour les préoccupations quotidiennes de ses lecteurs et multiplie les approches différentes du problème.

L'Est Républicain plus que la *Metzer Zeitung* met ici de manière évidente en valeur la mission du journal régional : être proche de ses lecteurs et les accompagner dans leur vie quotidienne.

3. Une période "clé" de la guerre : juin et juillet 1917

L'année 1917 est, pourrait-on dire, une année dont le déroulement paraît fondé sur un paradoxe. D'un côté, nous le verrons dans le second chapitre, les combats se poursuivent, la guerre sous-marine s'intensifie, des batailles très meurtrières se déroulent comme celles qui ont lieu en Artois ou au Chemin des Dames ; de l'autre côté, le désir de paix, l'envie d'en finir avec la "sale guerre", s'étend à tous les belligérants. Mais paix rime pour chacun des deux camps encore et toujours avec victoire. Les nations se sentent trop engagées dans le conflit pour accepter un arrêt des combats pur et simple – une paix blanche – et c'est pourquoi la guerre n'en finit pas de durer.

Les aspects essentiels de l'actualité développés par nos deux quotidiens durant les mois de mars et avril 1917 concernent les difficultés de la vie quotidienne en France et en Allemagne et les développements de la situation internationale ; il s'agit notamment de la rupture entre l'Allemagne et les Etats-Unis qui conduit à l'entrée en guerre des Américains aux côtés des Alliés, ainsi que des réactions des pays belligérants au moment de la première révolution russe. Ces développements internationaux sont importants dans le déroulement de la guerre dans la mesure où ils bouleversent l'échiquier mondial. Mais ils ne sont pas seuls à contribuer à ce bouleversement. D'autres événements interviennent en 1917 qui conduisent à une nouvelle donne au niveau du partage des forces dans le conflit. Parmi ces événements nous retiendrons ici ceux qui se sont déroulés en juin et en juillet 1917. Ce sont, sur le plan social, les mouvements ouvriers qui éclatent un peu partout en Europe et témoignent du mécontentement général de l'arrière, et au plan politique, d'une part la conférence de la paix de Stockholm qui rassemble des socialistes des pays en guerre et d'autre part la démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg.

Mais, il est essentiel de noter que l'on ne mesure pas d'emblée l'impact de ces événements sur le cours de la guerre à la lecture de la presse ; *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* les évoquent de manière nettement différente aussi bien dans le volume accordé que dans la perception proposée. Voyons donc quelles visions la presse lorraine française et allemande nous offre de ces deux aspects de l'actualité de juin et juillet 1917, l'aspect social et l'aspect politique.

3.1. Visions croisées au niveau social : les grèves de l'arrière

En 1917, et pour la première fois depuis le début de la guerre, la cohésion sociale semble menacée. Des mouvements sociaux éclatent qui s'étendent à l'ensemble de l'Europe et s'étalent tout au long de l'année 1917. Il est difficile de chiffrer le nombre total des grévistes. D'après les estimations de Marc Ferro, il y a en France 294.000 grévistes pour 697 mouvements de grèves alors qu'en Allemagne, on recense 667.000 grévistes pour 561 grèves¹⁹⁶. Ainsi, le nombre de grévistes est plus nombreux en Allemagne, ce qui est tout à fait compréhensible lorsque l'on sait la situation matérielle extrêmement difficile des populations de l'arrière. Wolfgang Mommsen évoque des mouvements de protestation dues à la situation alimentaire des populations (*Hungerproteste*) dès octobre 1915 dans les banlieues de Berlin mais c'est surtout à partir de l'hiver 1916/1917 que ces mouvements prennent la forme de grèves dans de nombreuses ville de l'Empire¹⁹⁷. On a coutume de rapprocher l'agitation sociale de l'arrière à celle qui se développe sur le front à la même période car les causes en sont identiques : le sentiment d'insécurité et les mauvaises conditions de "vie". Cette précarité de la vie quotidienne, dont nous avons parlé précédemment, conduit à des

¹⁹⁶ FERRO, Marc : *La Grande Guerre. 1914-1918. op. cit.*, p.306.

¹⁹⁷ MOMMSEN, Wolfgang J. : *op. cit.*, p.109-110. L'auteur ajoute : „Ebenso spielte bei den seit Januar 1917 aufflackernden Streiks, die dann im April 1917 in Leipzig einen ersten

bouleversements importants de la situation sociale traditionnelle à l'arrière. Les usines diversifient la main d'œuvre pour faire face à l'envoi massif des hommes au front ; elles font appel au travail des femmes et des étrangers, parfois même à celui des enfants et des prisonniers. Mais les salaires sont inégaux et surtout trop bas par rapport au coût de la vie et, avant tout, les conditions de travail sont mauvaises. Dans les campagnes, la main d'œuvre est absolument insuffisante face aux travaux à accomplir. Mais le mécontentement général provoque avant tout des mouvements ouvriers dans l'ensemble des pays belligérants. Les grèves éclatent pour la plupart de façon spontanée et non coordonnée, c'est-à-dire hors des organisations syndicales. Les grèves françaises ont lieu principalement en région parisienne et se divisent en deux vagues, en janvier et au printemps (du 12 mai jusqu'à la mi-juin précisément) où elles sont les plus importantes avec un pic atteint le 29 et le 31 mai ; le scénario est à chaque fois identique : « le signal fut donné par des grèves dans la couture puis elles s'étendirent à d'autres secteurs d'activité et en particulier aux usines d'armement »¹⁹⁸. En Allemagne, les grèves débutent dès le mois de janvier 1917 dans les usines d'armement de Berlin et Düsseldorf et « malgré les appels au calme » il en éclate de nouveau à Berlin en avril ; en juin et juillet elles concernent les mineurs et les ouvriers métallurgistes de Haute-Silésie et de Westphalie et en août, les ouvriers des industries chimiques de l'Allemagne centrale¹⁹⁹. Dans les chancelleries, on accuse certains partis politiques qui seraient à l'origine de ces mouvements sociaux :

En France, en Allemagne et en Italie, les commandements furent enclins à voir la main des socialistes dans toute agitation qui touchait l'armée ou les usines. L'accusation prit d'autant plus de corps en 1917

Höhepunkt erreichten, die unzugängliche Versorgung der Bevölkerung eine wesentliche Rolle.“ p.95.

¹⁹⁸ BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible. op. cit.*, p.109.

¹⁹⁹ GUILLEN, Pierre : *op. cit.*, p.200.

quand les événements de Russie purent faire craindre un phénomène d'imitation.²⁰⁰

L'interprétation officielle des troubles qui surviennent en Europe au cours du premier semestre 1917 occulte cependant une part capitale de la réalité ; on s'accorde aujourd'hui à admettre que la responsabilité des mouvements qui ont lieu relève plus du facteur économique que du facteur politique comme le précise Marc Ferro : « un certain climat d'agitation politique et revendicatif les entretenait : il n'était pas assez vif toutefois, pour que deux fois sur trois, ces grèves ne prissent pas fin aussitôt les revendications salariales satisfaites »²⁰¹. Ces mouvements traduisent avant tout la lassitude des peuples. Et le manque d'information ainsi que les mesures imposées par la censure ne sont pas non plus totalement étrangers au mécontentement des populations. Les "ciseaux d'Anastasie" font leur travail, ce qui explique en partie la non coordination des mouvements. L'information circule très mal. Pourtant, ce manque de coordination n'empêche pas la généralisation des grèves à tous les secteurs d'activité et à toutes les grandes villes. Mais elles s'arrêtent comme elles ont commencé, de façon spontanée, dès que les salariés se voient accorder les améliorations réclamées.

Les grèves sont un sujet quasi "oublié" par *L'Est Républicain* en juin et juillet 1917 alors que la *Metzer Zeitung* l'aborde à plusieurs reprises dans la première quinzaine de juin, mais – fait significatif – uniquement en ce qui concerne la France. Dès le 2 juin 1917, la *Metzer Zeitung* annonce à la Une que des affrontements ont eu lieu à Paris entre grévistes et forces de l'ordre et que beaucoup d'usines sont fermées à Boulogne-sur-Seine et à Lyon. Dans l'édition du 4 juin, on peut lire qu'aussi bien à Paris qu'en banlieue ou en province,

²⁰⁰ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.100.

²⁰¹ FERRO, Marc : *op. cit.*, p.341.

« presque l'ensemble de l'industrie française est en grève » ; alors que, le même jour, *L'Est Républicain* dit en quelques lignes à la Une que les grèves de Paris, Boulogne, Lyon et Marseille se terminent ! C'est d'ailleurs la seule et unique fois où le journal nancéien aborde de front le sujet. Par contre, dans les colonnes du journal nancéien, on trouve une allusion tout à fait indirecte aux grèves à la suite du discours du président du conseil Ribot le 1^{er} juin : « M. Ribot montre que cette abominable campagne [en faveur de la conférence de Stockholm] cherche à exploiter les grèves [...] qui ne sont dues qu'aux difficultés de la vie ». Puis le 11 juin 1917, sous le titre « Le relèvement du salaire des cheminots », le quotidien nancéien laisse deviner les mouvements sociaux à l'origine de cette mesure généreuse par des expressions comme « trouver un terrain d'entente » ou « accord conclu » entre autorités et cheminots et, fait significatif de ces temps de guerre, « cheminotes ». C'est d'ailleurs la dernière allusion à ces mouvements sociaux que connaît la France en 1917 évoquée dans *L'Est Républicain*.

S'il se préoccupe beaucoup des difficultés de la vie quotidienne, nous l'avons vu dans les éditions de mars et avril 1917, mais c'est également valable en juin et juillet et tout au long de l'année, *L'Est Républicain* écarte de ses colonnes les problèmes sociaux proprement dits. Est-ce de la censure ou de l'autocensure ? Est-ce une mesure subie par la presse, un silence imposé par les autorités de contrôle ou est-ce une démarche volontaire des journaux, dans un souci de fidélité à l'"Union sacrée" ? La question se pose également à l'encontre de la presse allemande, muette quant aux grèves qui ont lieu en Allemagne. Toujours est-il que l'absence d'articles dans les journaux à propos de l'agitation sociale permet d'éviter dans une certaine mesure, nous l'avons dit, l'extension des conflits.

Côté allemand, la *Metzer Zeitung* continue d'annoncer les grèves qui ont lieu en France. Le 7 juin, elle titre « Grèves dans l'armement » et le 11 juin, « Grèves des femmes ». Mais évidemment elle ne dit rien sur les grèves en

Allemagne, pourtant plus nombreuses qu'en France ; ces grèves ne sont d'ailleurs évoquées dans aucun des deux quotidiens étudiés. En suivant de près les mouvements sociaux en France, le double objectif de la *Metzer Zeitung* paraît être, d'une part, d'éviter les sujets identiques concernant l'Allemagne, et d'autre part, de mettre en exergue les faiblesses de l'ennemi. C'est dans le même état d'esprit qu'elle annonce les mutineries dans l'armée française. Montrer le découragement de l'ennemi, que ce soit au front ou à l'arrière, indique sa faiblesse psychologique qui peut, dans une guerre de position, conduire au relâchement des positions françaises et à l'avancée des troupes allemandes. Donc à la victoire. Mais la *Metzer Zeitung* prend garde de ne pas trop en dire sur le sujet car le découragement des uns pourrait s'étendre aux autres et le journal messin doit montrer l'Allemagne comme un pays fort, sur le point de vaincre. Car, même après trente-deux mois de guerre, l'objectif principal de la presse reste de faire croire à une victoire prochaine de son camp.

Ainsi, la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* tendent toujours vers le but qu'ils se sont fixé en 1914, maintenir la cohésion nationale, qui semble à bien des égards sur le point d'éclater en juin et juillet 1917. Pourtant, Jean-Jacques Becker nuance l'impression initiale qui se dégage des mouvements sociaux de 1917 : « L'intérêt que l'historiographie française a porté à ces grèves leur a donné pour l'avenir plus d'importance qu'elles n'en ont réellement eu²⁰² », écrit-il. Cependant, c'est la conjonction des grèves à l'arrière, des mutineries au front et de la révolution en Russie qui conduisent les autorités à prendre au sérieux l'agitation sociale de 1917. Ce qui explique alors le silence imposé à la presse à propos des grèves nationales. Celle-ci, en juin et juillet 1917, se focalise d'ailleurs plus sur les changements politiques qui s'opèrent en Allemagne.

²⁰² BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.110.

3.2. Visions croisées au niveau politique

Au niveau politique, il survient en 1917 des changements qui influent directement sur la conduite de la guerre. Un mouvement politique qui tend vers l'idée de paix se forme en Europe. Dans chaque pays belligérant, des discussions s'élaborent à différents niveaux sur l'opportunité d'arrêter la guerre. Mais la paix ne s'imposera que 18 mois plus tard et par la voix des armes.

Pourtant, c'est en 1917 que l'on trouve les tentatives de paix les plus consistantes, bien qu'elles n'aboutissent pas. Nous verrons, d'une part, de quelle manière *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* de juin et juillet 1917 exposent dans leurs colonnes les efforts effectués par les socialistes du monde entier pour organiser une conférence de la paix et, d'autre part, s'ils sont d'avis que c'est la recherche de la paix qui conduit à la démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg. Ajoutons enfin que les tentatives de paix dont il est question ici sont paradoxalement liées à l'intensification des combats, sujet que nous évoquerons plus loin. La situation mondiale en 1917 est donc extrêmement complexe.

3.2.1. Les efforts de paix : la conférence de Stockholm

La conférence de Stockholm n'est pas la seule tentative de conciliation qui a lieu en 1917 entre les pays en conflit²⁰³. Mais c'est une initiative qui est lancée en dehors du cadre gouvernemental et diplomatique. Ce ne sont pas les Etats eux-mêmes qui décident d'organiser une conférence internationale mais une partie des forces politiques de chaque Etat, les partis socialistes et leurs représentants.

²⁰³ Nous n'évoquerons par ici les initiatives du Président Wilson en faveur de la paix, ni celles du Pape Benoît XV ou de son successeur au Vatican. C'est l'idée de paix entre les pays belligérants qui nous intéresse ici.

En août 1914, il n'existe plus d'opposition organisée dans l'Europe en guerre. Les pacifistes de tous bords laissent la place aux va-t-en-guerre. Partis et syndicats de gauche se rallient ou se taisent. Comme le note Marc Ferro, « dans le cœur de chaque Français, de chaque Allemand, le patriotisme l'avait emporté sur l'internationalisme »²⁰⁴. C'est seulement à partir de l'automne 1915 que l'"Union sacrée" instaurée tacitement au sein de chaque pays belligérant commence à se fissurer. La première manifestation collective d'un mouvement européen hostile à la guerre a lieu à Zimmerwald (en Suisse) au mois de septembre 1915²⁰⁵. Et en 1916, une seconde conférence est organisée à Kienthal (Suisse) mais, comme la première, elle témoigne surtout « combien la minorité socialiste qui manifestait son opposition à la guerre était encore faible au niveau international »²⁰⁶. Mais le mouvement est lancé et les socialistes des pays belligérants accueillent favorablement et soutiennent le message par lequel le président américain Wilson s'exprime en janvier 1917 en faveur d'une "paix sans victoire". Il reste qu'en France comme en Allemagne, c'est avant tout « la prolongation des combats et des sacrifices imposés à la population [qui] fit naître un courant favorable à une paix de compromis »²⁰⁷. C'est ainsi que naît parmi les socialistes le projet de réclamer une paix négociée sur la base des principes wilsoniens et d'organiser dans ce but une conférence à Stockholm, capitale de la Suède neutre, au cours de l'année 1917.

La réunion de Stockholm, ou plutôt son échec – elle n'aura finalement pas lieu sous la forme prévue à l'origine – est la tentative de paix la plus abondamment relatée par la presse en 1917 car les autres, organisées au niveau gouvernemental, ne dépassent guère le cadre des chancelleries. Selon Becker, « à l'arrière-plan de la conférence de Stockholm se trouvait l'idée que le moment

²⁰⁴ FERRO, Marc : *La Grande Guerre. 1914-1918. op. cit.*, p.276.

²⁰⁵ Marc FERRO détaille de façon précise le déroulement de la conférence de Zimmerwald. In *Ibid.*, p.285-290.

²⁰⁶ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.119.

était venu de redonner vie à la II^e Internationale »²⁰⁸. Cette idée fédératrice est acceptée d'emblée par les socialistes des pays neutres et d'Italie. Dans les puissances centrales, les socialistes d'Autriche-Hongrie reçoivent le soutien immédiat de leur gouvernement alors que les autorités allemandes sont partagées.

Mais il n'en est pas de même dans les pays alliés. Le parti socialiste belge refuse l'invitation alors que les partis anglais et français l'acceptent après de nombreuses discussions. Mais ce sont les gouvernements français, britannique et américain qui refusent de délivrer les passeports aux délégués socialistes désireux de participer à la rencontre de Stockholm et aucun de ces délégués ne passe outre cette interdiction²⁰⁹.

La conférence de Stockholm se résume donc à une réunion des socialistes des Puissances centrales avec ceux des pays neutres et de Russie. Elle est malgré tout suivie avec attention par les pays de l'Entente qui y voient l'occasion de se faire une idée exacte des buts de guerre ennemis. Et avant même qu'elle n'ait lieu, les commentaires de la presse, à l'image de nos deux quotidiens, sont abondants en juin 1917.

Dès le 1^{er} juin, *L'Est Républicain* pose à la Une la question qui est au centre des débats à la Chambre des députés avant que la conférence ne débute : « Les passeports de ceux qui vont à Stockholm. Le gouvernement les délivrera-t-il ? ». La réponse vient le dimanche 3 juin : « Le gouvernement refuse d'en

²⁰⁷ GUILLEN, Pierre : *op. cit.*, p.183.

²⁰⁸ BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible. op. cit.*, p.134. En ce qui concerne les autorités allemandes, le pouvoir civil est favorable au déplacement de socialistes allemands à Stockholm alors que le pouvoir militaire s'y oppose. In *Ibid.*

²⁰⁹ Ce qui fait écrire à Jean-Jacques Becker : « En réalité, dans sa masse, le monde ouvrier [...] n'avait pas changé d'avis : ils ne voulaient pas d'une paix qui assurerait la victoire des puissances centrales, ils ne voulaient pas, même s'ils étaient quelquefois plus hésitants, d'une paix de compromis, ils étaient alignés sur le reste de la population, ils voulaient la paix par la défaite de l'Allemagne. » In *Ibid.*, p.139.

délivrer » titre le compte rendu de séance. Et on cite le « discours du président du Conseil » Ribot :

Ce projet n'est pas né en France. Il a eu déjà, pour résultat, de troubler l'opinion et de diviser le parti socialiste lui-même. [...] Le premier inconvénient d'une telle conférence, c'est de laisser supposer qu'un parti pourrait avoir la prétention de se substituer au gouvernement. La paix de demain ne peut pas être l'œuvre d'un parti quelconque. [...] La paix, affirme M. Ribot dans un geste énergique, ne peut-être qu'une paix française. [...] Peut-on converser, à cette heure, avec ceux qui sont nos ennemis ? avec ceux qui n'ont pas eu un mot pour désavouer leurs crimes ? [...] Non, messieurs, la paix ne peut sortir que de la victoire !

Deux aspects paraissent donc importants à la lecture des paroles du Président du Conseil dont *L'Est Républicain* se fait l'écho : maintenir l'"Union sacrée" (il ajoute même en fin de discours : « il ne peut y avoir aucun doute sur le patriotisme de nos collègues ») et éviter tout contact avec l'ennemi allemand hors celui des armes. Le journaliste qui rend compte du discours interrompt chaque phrase par les commentaires suscités dans l'hémicycle : il ajoute par exemple entre parenthèses : « cette affirmation soulève sur tous les bancs, à l'exception d'une partie de l'extrême-gauche, un enthousiasme extraordinaire. Les députés se lèvent et font une ovation à l'orateur ». *L'Est Républicain* qui qualifie « d'admirables » les « déclarations de Monsieur Ribot » marque lui aussi, sans plus de commentaire, son soutien à l'action gouvernementale et maintient cette ligne durant tout le mois de juin. Mais afin de justifier la position ainsi adoptée, le journal s'intéresse néanmoins à la réunion qu'il qualifie le 4 juin de « Piège », du fait de la présence allemande, dans un article dont le titre est sans ambiguïté : « Comment les délégués Boches comprennent la paix ». Et dans son éditorial du 5 juin intitulé « A Stockholm », René Mercier parle de « Conférence organisée par les Suédois et truquée par les Allemands » : « Nul n'ignore que ces entrevues ont été dès longtemps machinées par la sozialdémocratie allemande. », écrit-il. Il

montre ainsi le peu de crédit qu'il accorde aux socialistes allemands, « boches » avant tout, c'est-à-dire ennemis, et aux socialistes des pays neutres qu'il accuse indirectement d'être à la solde des Puissances centrales. Le 8 juin, il affirme explicitement son soutien au gouvernement : « Monsieur Ribot explique son refus en un magnifique et patriotique langage », écrit-il. Le discours de Ribot est d'ailleurs de nouveau cité ; il précise clairement les buts de guerre français :

Aucun Français n'oserait dire que nous devons cesser la guerre avant le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie. [...] Aucun gouvernement français non plus ne pourrait renoncer à la réparation des dommages après les dévastations subies par notre territoire.

La conférence de Stockholm permet donc au gouvernement français, relayé par *L'Est Républicain*, d'une part de préciser les buts de guerre de la France et d'autre part, de réaffirmer l'"Union sacrée" de la nation sans tenir compte de la volonté du parti socialiste qui n'est pas une seule fois évoquée dans le journal lorrain.

Puis la réunion des socialistes à Stockholm s'efface peu à peu des colonnes de *L'Est Républicain* au profit d'une autre actualité plus importante aux yeux du rédacteur en chef, l'arrivée des premiers soldats américains. Le 29 juin 1917, paraît un dernier article intitulé « La faillite de Stockholm » dans lequel le journaliste donne un avis peu complaisant sur la conférence : « Les difficultés dans lesquelles se débat le Congrès de Stockholm donnent l'impression que l'anarchie préside à ses destinées », écrit-il. Est-ce juste une tournure de langage ou *L'Est Républicain* va-t-il jusqu'à insinuer que socialisme rime avec anarchisme ? Rien ne permet de l'affirmer. On connaît la position modérée du quotidien nancéien qui « se situe à gauche sans toutefois couvrir toute la gauche »²¹⁰ et qui a apporté, dès les premiers instants de la guerre, son soutien à

²¹⁰ ROTH, François: « *L'Est Républicain* de René Mercier », p.56. In CRIQUI, Etienne / LAPREVOTE, Louis-Philippe / ROTH, François (dir.) : *op. cit.*

l'action gouvernementale et à l'"Union sacrée". Aucune autre déclaration du journal ne confirme ou infirme cette hypothèse. Au mois de juillet, on ne trouve plus qu'un entrefilet de temps à autre sur le sujet. C'est la démission du chancelier allemand qui vient au devant de la scène.

Un phénomène identique se produit dans la *Metzer Zeitung* où, tout naturellement, la démission de Bethmann-Hollweg prend le pas sur la conférence de Stockholm. Comme dans *L'Est Républicain*, la réunion des socialistes à Stockholm est évoquée dès le 1^{er} juin 1917. Le journal résume en cinq points « Le programme de paix des socialistes autrichiens » d'où il ressort que la revendication principale est la paix sans annexion ni réparations. Le 4 juin, ce sera « Le programme de paix des socialistes hongrois ». La question des revendications de chaque pays participant, qui revient en gros à la discussion autour des buts de guerre des belligérants, soulève de nombreux commentaires du journal. Déjà le 2 juin, on dément l'accusation des Alliés selon laquelle les députés socialistes autrichiens et hongrois iraient à Stockholm au nom de leur gouvernement. La *Metzer Zeitung* tient donc d'emblée à différencier l'initiative des socialistes d'une quelconque action gouvernementale. Et à l'égal de son homologue français, le quotidien de Metz suit avec intérêt ce qu'il se passe chez son voisin. Les débats suscités en France par la mise en place de la conférence de Stockholm sont commentés dans les colonnes de la *Metzer Zeitung* dès le 2 juin ; le 4 juin, de même que l'on annonce l'arrivée des socialistes allemands à Stockholm, on évoque le discours de Ribot qui « ne reconnaît pas le droit aux socialistes français de négocier la paix ». Le 6 juin, le journal annonce le refus de Ribot de délivrer les passeports et précise, selon lui, la raison de cette démarche : « éviter une crise ministérielle ». Le 8 juin, deux colonnes à la Une titrent « La position de la France par rapport à la conférence de Stockholm ». On cite un télégramme de l'agence Havas disant que pour Ribot, Stockholm ne peut aller

qu'à l'encontre de la paix et contre l'"Union sacrée". La *Metzer Zeitung* conclut par ces mots qui ne démentent pas sa position anti-française :

L'ordre du jour réjouit la volonté française de poursuivre la guerre, consolidée par ses alliances et fidèle à ses idéaux de liberté pour tous les peuples et ce jusqu'à la restitution de l'Alsace-Lorraine, jusqu'à ce que les criminels expient leurs fautes, jusqu'à la réparation des dommages et l'acceptation de garanties contre toute nouvelle agression du militarisme prussien.²¹¹

Certes, on retrouve ici les propos du président français du Conseil mais le point de vue est tout à fait différent : selon la *Metzer Zeitung*, contrairement à la France, l'Allemagne ferait des efforts en faveur de la paix, ce qui montre le gouvernement de l'Empire sous un jour favorable. D'ailleurs, le quotidien messin se fait aussi l'écho des doutes allemands sur la portée de la conférence. Le 15 juin, il titre « La conférence de Stockholm est peu prometteuse » et se conforme à l'avis du socialiste allemand Stauning qui se demande si la réunion ne devrait pas être interrompue du fait de l'absence de la France et de l'Angleterre, absence anglaise qui n'est pas évoquée autrement. On peut certainement voir là la preuve qu'à travers la conférence de Stockholm, c'est peut-être plus la position de la France qui est le centre d'intérêt du journal que l'avancée des débats. D'ailleurs les derniers articles qui paraissent sur le sujet portent directement sur un des buts de guerre énoncés par la France : la question d'Alsace-Lorraine. Ce qui donne l'occasion à la *Metzer Zeitung* de réaffirmer sa position sur le sujet : l'Alsace-Lorraine fait partie intégrante de l'Allemagne. C'est ce qu'elle annonce le 19 juin après avoir écrit que « Le retour de l'Alsace-Lorraine [à la France] ne serait pas autre chose qu'une annexion ». Ainsi, la *Metzer Zeitung* profite de la conférence

²¹¹ „Die Tagesordnung beglückwünscht den Willen Frankreichs, den Krieg gefestigt durch seine Bündnisse und treu seinen Idealen der Freiheit für alle Völker fortzusetzen bis zu Wiederherausgabe Elsaß-Lothringens, bis zur Sühne der Verbrechen, der Wiedergutmachung der Schäden und der Annahme von Bürgschaften gegen einen Wiederholungsangriff des preußischen Militarismus.“ In *Metzer Zeitung*, 8 juin 1917, Une.

de Stockholm et des débats qu'elle entraîne en France pour confirmer sa position face à l'ennemi.

L'échec de la conférence de Stockholm est l'occasion pour *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* d'affirmer de nouveau leur position par rapport à la politique nationale. Tous deux soutiennent les politiques gouvernementales de leurs pays respectifs. Mais la manifestation organisée par les socialistes est surtout l'occasion de commenter et critiquer l'action gouvernementale engagée par le pays adverse, plus parfois que celle engagée par son propre pays. Ici cependant, il faut noter que le sens critique véritable des journaux disparaît au profit de la propagande anti-allemande ou anti-française. Ce qui est confirmé par les commentaires suscités par un autre événement survenu en juillet 1917, la démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg.

3.2.2. La démission du chancelier allemand Bethmann-Hollweg

Après l'échec de la conférence de Stockholm en juin 1917, d'autres propositions de paix seront faites au cours de l'année 1917, mais déjà il paraît évident que la guerre ne se terminera que par la victoire de l'un ou l'autre des belligérants, des Alliés ou des Puissances centrales. Ni la fatigue des populations et des soldats (dont les grèves et les mutineries sont l'expression), ni les tentatives de paix ne semblent en mesure d'arrêter la guerre. Un événement politique qui intéresse au plus haut point la presse vient corroborer ce fait. Il s'agit de la crise politique de juillet 1917 en Allemagne qui conduit le chancelier Bethmann-Hollweg à démissionner.

La démission de Bethmann-Hollweg le 13 juillet 1917 est le résultat des pressions conjointes mais contradictoires des partis politiques et de l'état-major militaire allemand. Nous avons évoqué la place croissante qu'occupe l'état-major

militaire depuis l'arrivée à sa tête en août 1916 d'Hindenburg et de Ludendorff²¹². De fait, les deux généraux s'opposent fréquemment au pouvoir politique qu'incarne le chancelier. L'affrontement prend forme face à la décision du pouvoir militaire d'engager la guerre sous-marine à outrance où le chancelier défend une position plus modérée, mais le 9 janvier 1917 « Bethmann-Hollweg perd[...] le combat, complètement isolé, il abandonn[e] finalement la partie »²¹³. De même les dissensions s'amplifient à propos des grèves et de la conférence de Stockholm ; le chancelier maintient une position modérée face aux intransigeances du haut commandement. Finalement, l'action de Bethmann-Hollweg à la tête de gouvernement lui fait perdre peu à peu le crédit dont il jouissait dans les milieux politiques, de la presse et de l'opinion publique. La crise atteint son sommet en juillet 1917²¹⁴.

C'est la « politique de la diagonale » (*Politik der Diagonale*), selon la formule qu'emploie Thomas Nipperdey²¹⁵, menée par Bethmann-Hollweg entre les partis politiques sociaux-démocrates et conservateurs à propos de la question de la réforme du système électoral en Prusse et de la "résolution de paix" en juillet 1917, qui affaiblit sa position et le conduit à la démission. Bethmann-Hollweg se retire le 13 juillet, remplacé par un homme peu connu jusque là,

²¹² L'association Hindenburg / Ludendorff « devient le centre principal des décisions et imposa sa volonté dans toutes les questions importantes » In GUILLEN, Pierre : *op. cit.*, p.203.

²¹³ NIPPERDEY, Thomas : *Deutsche Geschichte. 1866-1918. Band II. Machtstaat vor der Demokratie*. Verlag C.-H. Beck, München, zweite durchgesehene Auflage, 1993, p.823.

²¹⁴ Pierre Guillen évoque l'étau qui broie le chancelier allemand en juillet 1917 par ses mots : « Les partis de la majorité refusèrent de soutenir plus longtemps un chancelier qui n'avait su ni s'opposer à la guerre sous-marine à outrance, ni donner suite aux ouvertures de paix, ni réaliser la moindre réforme. De leur côté les conservateurs prussiens et les chefs militaires reprochaient à Bethmann-Hollweg son "défaitisme", sa recherche d'une paix de compromis, ses velléités réformatrices. Ils exigèrent son départ. » In GUILLEN, Pierre : *op. cit.*, p.203.

²¹⁵ NIPPERDEY, Thomas : *op. cit.*, p.840.

Georg Michaëlis, qui à son tour démissionne quelques mois plus tard, incapable de satisfaire aux exigences de sa fonction²¹⁶.

La démission du chancelier Bethmann-Hollweg constitue naturellement un événement de première importance et la presse la commente longuement. Sur ce sujet, comme on peut aisément le concevoir, les opinions de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* divergent. Pour l'un, la chute de Bethmann-Hollweg ouvre la porte aux jusqu'aux-boutistes de la guerre ; pour l'autre, Guillaume II n'a pas d'autre solution possible que d'accepter que le chancelier s'efface.

C'est le 12 juillet 1917 que *L'Est Républicain* évoque pour la première fois l'éventualité du départ du chancelier allemand. Jusqu'à cette date, aucun article n'aborde ni la crise politique que l'Allemagne traverse en juillet 1917 ni les débats au *Reichstag* sur la résolution de paix. La Une titre « Bethmann sautera-t-il ? », parle de « Changements imminents », cite le nom du député Erzberger, initiateur de la résolution de paix au *Reichstag* (et qui signera l'armistice). L'édition du 16 juillet titre « La crise allemande s'aggrave » et « Le chancelier aurait démissionné ». Et même si le journal précise que l'information n'est pas vérifiée, il ajoute « Démission du ministre de la guerre ». Cependant des suppositions sont émises. Dans un article intitulé « Les questions en litige », le quotidien semble voir la cause de la démission du chancelier dans la « Crise de l'octroi du vote égal en Prusse » qui divise les parlementaires allemands. Il parle aussi de l'opposition de Bethmann-Hollweg à Erzberger à propos de la

²¹⁶ Wolfgang Mommsen résume ainsi la crise de juillet 1917 : „Trotz allem führte die Julikrise 1917 weder zu einem Umbau des politischen Systems noch zu einem wirklichen Kurswechsel in den Fragen der äußeren Politik. Die oberste Heeresleitung, nicht des Reichstag, erzwang den Rücktritt Bethmann-Hollwegs und präsentierte mit dem bisherigen preußischen Staatskommissar für Ernährung Georg Michaelis, einem farblosen Bürokraten, den neuen Kanzler, und die Führer des Mehrheitsparteien, namentlich Gustav Stresemann, ließen dies willig geschehen.“ In MOMMSEN, Wolfgang J. : *op. cit.*, p.77. Cf. également HILDEBRAND, Klaus : *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis*

proposition de paix qui aurait été qualifiée par le chancelier de « trop modeste et préjudiciable à l'empire » alors même qu'un conservateur « s'est montré particulièrement agressif à l'égard du chancelier » ajoute le commentaire. Mais le lendemain, le 17 juillet, *L'Est Républicain* revient sur « La chute de Bethmann-Hollweg » qui semble donc une information avérée, et se lance dans une autre explication : « Elle serait due surtout à son désir d'une paix immédiate et modeste ». Ainsi la véritable raison serait la paix et la réforme électorale seulement un prétexte. Le journal nancéen laisse entendre que le chancelier allemand voulait en fait aller plus loin que ne le proposait Erzberger. *L'Est Républicain* continue dans cette voie jusqu'à la fin du mois. En effet le 19 juillet, il continue à titrer sur « La crise allemande », met en cause le *Kronprinz* ainsi que Hindenburg et Ludendorff dans la démission de Bethmann-Hollweg qui était favorable, selon le quotidien, à une paix « sans annexions ». *L'Est Républicain* choisit donc son camp, même dans une affaire qui ne concerne pas directement la France, bien qu'elle puisse avoir une influence future dans les rapports franco-allemands. *L'Est Républicain* mesure-t-il la portée de ce changement politique ? Il semblerait que faute de pouvoir discuter des changements politiques en France à cause de la censure, comme toute la presse française, le journal nancéen suive avec attention tous les événements politiques qui surviennent en Allemagne, car il s'agit là de sujets peu soumis à la censure. Par ailleurs, l'attention accordée par les journaux français nationaux ou régionaux à la politique allemande s'intensifie alors que la crise s'aggrave en Allemagne. L'occasion leur est donnée de mettre en avant les difficultés de l'Allemagne, assimilées à des signes de faiblesses chez l'ennemi. Cela n'empêche pas que l'analyse de *L'Est Républicain*, par exemple, soit conforme à la réalité de la situation en ce qui concerne les causes de la

Hitler. Stuttgart, 1995, p.335-382. et aussi HAGENLÜCKE, Heinz : *Deutsche Vaterlandspartei. Die nationale Rechte am Ende des Kaiserreiches*. Düsseldorf, 1997.

démission du chancelier allemand. C'est ce qui ressort en tout cas d'une dépêche parue le 17 juillet :

Si de Bethmann-Hollweg se rangeait de l'avis de la majorité, il avait donc contre lui les militaires ; s'il se rangeait à l'avis des militaires, il avait contre lui la majorité. Situation peu enviable ; on comprend qu'il ait préféré se retirer. On le voit, ces informations modifient un peu l'aspect de la crise. Ce n'est pas l'attitude prise pas les partis du centre et les nationaux-libéraux qui a provoqué la retraite de Bethmann-Hollweg ; ce serait la divergence absolue de vues qui existe entre les militaires et la majorité du *Reichstag*, sur les buts de guerre ou la question de la paix.

La résolution de paix du *Reichstag*, soulignons-le ici, n'est évoquée dans *L'Est Républicain* qu'en rapport avec la crise politique et la démission du chancelier. Elle l'est à nouveau lorsque le quotidien présente le successeur de Bethmann-Hollweg, Georg Michaelis, le 17 juillet ; il serait hostile à l'idée de paix selon le journal qui ajoute le 21 juillet :

Le nouveau chancelier devant le Reichstag. L'Allemagne, après un premier échec, ne fera plus, dit-il, de proposition de paix. Elle en attendra de ses adversaires.

Et dans son éditorial du 22 juillet « Vivre libres ou mourir », René Mercier revient sur les efforts de paix de l'Allemagne qu'il juge peu crédibles : « Il faut donc que l'Allemand, après de vaines tentatives, retourne au massacre. Il n'a plus ni buts de guerre ni buts de paix », écrit-il. Ainsi, l'opinion qui ressort de *L'Est Républicain* au sujet de la crise politique allemande de juillet 1917 est que le dernier rempart contre l'idée de mener la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale, s'est écroulé avec la démission de Bethmann-Hollweg. Ce qui n'est pas une opinion partagée par la *Metzer Zeitung*.

L'événement tient une place majeure dans les colonnes du quotidien de Metz. Dès le 5 juillet, signe avant-coureur de la crise gouvernementale, « La question de la réforme électorale » fait la Une, dans le compte rendu des débats sur la question au *Reichstag* que la *Metzer Zeitung* publie sans commentaire. C'est cinq jours plus tard que la crise est véritablement évoquée dans les colonnes du quotidien messin. Le 10 juillet, on parle de rumeurs dans la presse sur « l'état et l'évolution probable de la crise actuelle » : certains verraient là une occasion pour Bethmann-Hollweg de « renforcer sa position », d'autres colporteraient déjà les noms d'éventuels successeurs avant même que la démission du chancelier ne soit officielle : Hertling, von Bülow ou Roedern sont cités, Michaelis, par contre, n'est pas dans la liste. Le 11 juillet, presque toute la Une du journal est consacrée à la crise sous le gros titre « La tension en politique intérieure ». Le rédacteur en chef de la *Metzer Zeitung*, Alfred Krüger, intervient dans sa rubrique « Rétrospective politique » (« *Politischer Rückblick* ») ; il parle de « Tempête politique », met en cause Erzberger et sa proposition de paix mais se garde de l'accabler. Pour lui, les causes de la crise sont à rechercher ailleurs :

Même si Erzberger n'avait pas tenu son discours, la tension qui règne depuis des mois entre le gouvernement de l'empire et les députés aurait éclaté par n'importe quelle autre façon. Les déceptions que la politique du Chancelier a dû porter à son compte dans les trois années de guerre étaient trop importantes.²¹⁷

Pour Krüger, la crise était donc latente et n'attendait qu'une occasion pour éclater. Cependant il en est réduit à n'émettre que des suppositions sur son évolution. Le correspondant du journal à Berlin évoque la visite du chancelier à l'Empereur ainsi que celle des différents dirigeants de partis, mais cette

²¹⁷ „Auch wenn Erzberger seine rede nicht gehalten hätte, so wäre doch die Spannung, die seit Monaten zwischen Reichsleitung und den Volksvertretern herrschte, auf irgendeinem anderen Wege zur Entladung gekommen. Zu groß sind die Enttäuschungen, die die Politik des

information n'est pas officielle, ajoute-t-il. Et le lendemain, le 12 juillet, le quotidien reprend la question de *L'Est Républicain* du même jour : « Le chancelier va-t-il s'en aller ? ». L'article est suivi d'une revue de la presse nationale et des opinions développées par celle-ci. Le 13 juillet, sous la même question initiale (« le chancelier va-t-il s'en aller ? ») les avis de la presse étrangère sont diffusés. Ce n'est que le lundi suivant, le 16 juillet, que « La démission du chancelier » est annoncée. Le nouveau chancelier, Michaelis, est alors nommé. De nouveau, le rédacteur en chef prend la parole dans un éditorial qui commence par évoquer le « Sentiment de soulagement » que l'Allemagne doit ressentir car la démission de Bethmann-Hollweg met fin au « Chaos ». Krüger estime qu'il n'y avait pas d'alternative à la démission du chancelier. Mais il reste très neutre dans son commentaire sur la situation politique en Allemagne. Il est surprenant de constater que malgré de nombreux articles sur la crise politique traversée par l'Allemagne en juillet 1917, malgré l'intervention à plusieurs reprises du rédacteur en chef, la *Metzer Zeitung* ne prend pas position au sujet de cet événement majeur qui ne serait dû pour le quotidien messin qu'à un concours de circonstances. A trois reprises seulement au cours du mois de juillet (les 11, 16 et 26 juillet 1917), le directeur de la rédaction prend la parole mais ce n'est que pour émettre un commentaire neutre sur les événements en cours. Un seul jugement est porté sur Bethmann-Hollweg dans l'éditorial du 16 juillet : « Il était un excellent homme politique d'un point de vue administratif [...] mais il n'a jamais été un diplomate ». La *Metzer Zeitung* ne remet ainsi pas en cause sa ligne politique puisqu'elle a toujours soutenu le gouvernement mais elle ne refuse pas le changement. De nouveau, le 26 juillet, Krüger s'exprime à la Une du journal et commence son éditorial par une remarque à propos des ennemis de l'Allemagne qui « ont tous plus ou moins vécu des crises ministérielles difficiles » quand

Reichskanzlers in diesen drei Kriegsjahren auf ihr Konto schreiben musste.“ In *Metzer Zeitung*, 11 juillet 1917, Une.

l'Allemagne connaissait la stabilité politique. C'est pourquoi dit-il que « ces presque trois années de stabilité expliquent que l'on soit devenu très nerveux lorsque la crise a éclaté soudainement ». Le message du directeur de la rédaction de la *Metzer Zeitung* s'adresse en priorité à ses lecteurs lorrains, à ses compatriotes, qu'il cherche à rassurer en minimisant la crise et la portée de celle-ci. Mais ce message pourrait tout aussi bien s'adresser aux ennemis de l'Allemagne. La crise que le pays vient de traverser ne l'affaiblit pas, cherche-t-il à dire.

En conclusion, il apparaît que *L'Est Républicain* n'hésite pas à prendre parti dans la crise qui secoue l'Allemagne en juillet 1917 alors que la *Metzer Zeitung* reste somme toute réservée sauf dans l'éditorial du 26 juillet. Le journal français s'intéresse aux causes directes de la chute de Bethmann-Hollweg, le journal allemand en revanche met l'accent sur les causes profondes de l'échec du chancelier. Les deux analyses semblent conforter chacun des quotidiens dans son adhésion à la ligne politique "nationale" au moment où l'"Union sacrée" politique et sociale se fissure de part et d'autre de la frontière mais où la poursuite de la guerre jusqu'à son aboutissement devient donc inéluctable. Ce n'est qu'à l'ultime fin de la guerre que la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* se détacheront, dans une certaine mesure, de la ligne patriotique qu'ils s'étaient fixée dès l'éclatement des hostilités.

4. Vers la fin du conflit (octobre, novembre et décembre 1918)

En octobre 1918, l'Europe entre dans son cinquantième mois de guerre. Après le retrait de la Russie du conflit et l'arrivée des Américains, mais surtout depuis les grandes offensives alliées de juillet 1918, tous les pays belligérants savent que la fin des combats est proche. Malgré les difficultés rencontrées par les populations, malgré le nombre effroyable de morts parmi les soldats, malgré les changements politiques, les gouvernements ont peu à peu décidé de poursuivre la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire des uns et la défaite des autres.

La lecture de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* au moment où la guerre prend fin révèle tout d'abord de la part des deux quotidiens une grande attention portée à la crise politique qui secoue l'Europe fin 1918 ainsi qu'à la révolution allemande en Alsace-Lorraine; par ailleurs l'épidémie de grippe espagnole qui sévit durement dans les pays en guerre en octobre et novembre 1918 est l'objet de leur attention soutenue.

La comparaison entre les deux quotidiens ne pourra toutefois pas se poursuivre au-delà de la mi-novembre 1918. Car n'oublions pas que la *Metzer Zeitung*, installée à Metz depuis 1871, cesse de paraître à partir du 16 novembre 1918.

La présentation du quotidien allemand change quelque peu au cours de l'automne 1918, notamment au niveau du titre de la publication. Les caractères qui le composent sont de moins grande taille tout comme l'aigle imprimé entre les deux mots *Metzer* et *Zeitung*; la date, le numéro de l'édition, les indications de prix sont quant à eux rassemblés de chaque côté du titre laissant la place à l'apparition fréquente de gros titres en manchette. Le resserrement du titre sur le haut de la page s'explique probablement plus par la pénurie de papier en

Allemagne que par le seul désir de remanier la Une. En effet, « après environ quatre ans de guerre, les réserves allemandes sont épuisées » reconnaît Fritz Fischer²¹⁸. Toutefois, une nouvelle rubrique, à laquelle nous nous sommes déjà référée, est présente maintenant de manière plus régulière qu'en 1917 à la Une ; intitulée « Rétrospective politique » (*Politischer Rückblick*), elle est signée par le responsable de la rédaction, le Dr. Alfred Krüger. Le changement de présentation ne change cependant rien au contenu proprement dit du journal, pas plus qu'à son volume ; on retrouve toujours les nouvelles sur la guerre à la Une, les informations nationales et locales en page une et deux, le roman-feuilleton, les comptes rendus des séances au *Reichstag* et ceux des audiences du tribunal, et en fin de journal, le courrier des lecteurs, les petites annonces, le carnet de l'état civil et la publicité.

Pendant la période concernée ici, le seul changement notable qu'on peut observer dans *L'Est Républicain* est l'apparition d'une rubrique « Metz » qui prend place aux côtés des autres rubriques régionales à partir du 8 décembre 1918. Le quotidien profite en effet du vide laissé par l'interruption des publications allemandes à partir du 16 novembre 1918 pour étendre le champ de son édition au département lorrain redevenu français. Le journal continue toutefois de paraître jusqu'à fin décembre sur deux pages avec toutes ses rubriques habituelles.

En comparaison avec les périodes précédentes, l'information publiée par les deux journaux en cette fin de conflit est d'une très grande densité en raison principalement du rythme rapide auquel toutes les nouvelles se succèdent, qu'il s'agisse d'événements militaires, politiques ou d'autre nature.

²¹⁸ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.609.

4.1. La crise politique de l'automne 1918

La crise politique qui s'abat sur l'Europe fin 1918 est complexe car elle touche de nombreux Etats. Elle a, de plus, des répercussions très importantes sur le conflit. Après en avoir évoqué les grandes lignes, nous verrons comment elle est abordée dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*.

Alors qu'Allemands et Français sont décidés à ne pas relâcher leur effort de guerre, la situation des alliés de l'Allemagne devient de plus en plus critique. En Autriche-Hongrie, la situation matérielle est effroyable, les mutineries et les désertions se font de plus en plus nombreuses au sein de l'armée. Des mouvements révolutionnaires éclatent dans l'Empire et réclament l'indépendance des minorités. Le gouvernement austro-hongrois, qui jusque-là suivait son allié allemand, est décidé à en finir avec la guerre et entame des négociations de paix le 14 septembre 1918. A la même date, le front qui sépare l'armée germano-bulgare (principalement bulgare d'ailleurs) et l'armée franco-serbe est enfoncé au profit des puissances de l'Entente. Alors que l'état-major allemand accepte enfin d'envoyer les renforts réclamés, le gouvernement bulgare demande la fin des hostilités et le 29 septembre, le roi Ferdinand signe l'armistice. Le 31 octobre, la Hongrie se déclare indépendante et un armistice est signé à Villa Giusti le 3 novembre entre ce qui reste du gouvernement austro-hongrois et les Alliés. Il en est de même au Proche-Orient où le front est enfoncé par les Britanniques, qui obligent une grande partie de l'armée turque à la capitulation. Des négociations sont alors engagées entre Turcs et Alliés qui conduisent à l'armistice de Moudros le 31 octobre 1918. En un mois, l'Allemagne vient de perdre ses alliés même si, selon Thomas Nipperdey, « le commandement suprême de l'armée, prisonnier de

ses illusions et de son fanatisme, n'a accepté les conséquences de l'évolution de la situation et n'en a fait part au gouvernement du *Reich* que très lentement »²¹⁹.

L'Allemagne est en train de perdre la guerre. « Après la "journée noire", le 8 août 1918, après l'effondrement en Bulgarie, en Turquie et en Autriche-Hongrie à l'automne, la défaite militaire de l'Allemagne est définitive »²²⁰. Le *Reich* est isolé et se trouve dans une situation catastrophique sur le front comme à l'arrière.

C'est ce qui incite le haut commandement à envisager finalement la paix. En accord avec l'Empereur, il est décidé de formuler une demande d'armistice qui sera adressée au président des Etats-Unis Wilson, par le biais d'une note envoyée dans la nuit du 3 au 4 octobre 1918 à l'initiative du nouveau chancelier Max de Bade et par l'intermédiaire de la Suisse. « Dans l'esprit des généraux allemands, cette demande d'armistice signifiait un arrêt des combats et non pas une capitulation »²²¹. Mais il en ira autrement. Durant tout le mois d'octobre, se poursuit entre les Etats-Unis et l'Allemagne un échange de notes qui amènera le *Reich* à la capitulation²²². Toutes ces tractations ont lieu alors que le climat social

²¹⁹ Thomas Nipperdey résume la perte de ses alliés par l'Allemagne de manière extrêmement concise et intéressante : „Die OHL [Oberste Heeresleitung] hat, in Illusionen und Willenfanatismus befangen, nur sehr langsam die veränderte Lage sich eingestanden und der Reichsleitung mitgeteilt. Parallel zu den Ereignissen im Westen zeichnete sich der Zusammenbruch der Bundesgenossen ab. Nach dem Abziehen deutscher Truppen war die Balkanfront Sache der Bulgaren, und die waren schwach, kriegsmüde und von Zweifeln am deutschen Bündnis geplagt. Bei einem alliierten Angriff an der Saloniki-Front brach der bulgarische Widerstand zusammen, am 29. September schlossen die Bulgaren einen Waffenstillstand. Die Türkei, seit 1917 schon von englischen Offensiven im Irak und Palästina schwer bedrängt, brach ebenfalls zusammen, eine englische Großoffensive im September 1918 führte zur Eroberung von Beirut und Damaskus; am 30. Oktober 1918 schloss die Türkei einen sozusagen bedingungslosen Waffenstillstand. Der Zusammenbruch Österreichs-Ungarns war abzusehen; nach der von Kaiser Karl im Oktober verfügten Föderalisierung der Monarchie zogen die Ungarn überall „ihre Truppen“ ab, andere Nationalitäten gingen von selbst nach Hause. Eine letzte Offensive der Italiener seit dem 24. Oktober war – trotz ihrer merkwürdigen Bedeutung für das italienische Selbstbewusstsein – nur ein Nach-Schlag, am 27. Oktober ersuchte Wien um Waffenstillstand, am 3. November wurde er geschlossen.“ In NIPPERDEY, Thomas : *op. cit.*, p.861.

²²⁰ FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.625.

²²¹ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.220.

²²² Le président Wilson, dans sa troisième note du 23 octobre 1918, exige « la capitulation sans condition » de l'Allemagne. Thomas Nipperdey précise : „Der Waffenstillstand, so sagte

et politique est de plus en plus tendu en Allemagne. Mais c'est entre l'état-major militaire et le gouvernement que la rupture intervient en premier. Le 24 octobre, « le haut commandement exige du gouvernement la rupture des négociations²²³ », mais celui-ci refuse et Guillaume II démet Ludendorff de ses fonctions. Les conditions de l'armistice sont finalement acceptées et le ministre d'Etat Mathias Erzberger (issu du parti *Zentrum*) arrive en France le 7 novembre pour prendre connaissance des conditions d'armistice et signer la fin des combats alors que la révolution éclate dans les grandes villes allemandes. L'empereur abdique le 9 et la république est proclamée à Berlin par le socialiste Philipp Scheidemann ; Max de Bade démissionne alors de son poste de chancelier pour laisser la place à Friedrich Ebert ; la nuit même Guillaume II prend la fuite en direction des Pays-Bas.

C'est dans ces conditions que, le 11 novembre 1918 à 5 heures 10 du matin, l'armistice est signé entre les forces alliées et l'Allemagne. Il prend effet sur les différents fronts à 11 heures.

Cette courte période très agitée militairement et diplomatiquement est marquée par de multiples prises de position dans la presse et dans l'opinion publique des pays belligérants. Voyons à l'échelle régionale comment nos journaux commentent cette actualité.

Dès le 1^{er} octobre 1918, la *Metzer Zeitung* évoque l'armistice bulgare. Mais elle assure ses lecteurs de la solidarité du roi Ferdinand à l'égard de ses alliés et, le 2 octobre, du maintien du front, occultant le fait qu'un armistice avec la

Wilson in seiner dritten Note (23. Oktober), müsse jede Wiederaufnahme des Krieges unmöglich machen, Bedingung des Waffenstillstandes sei die Vernichtung der deutschen Kampffähigkeit, also noch deutlicher die bedingungslose Kapitulation; die eingetretene Verfassungsänderung sei kein wirklicher Systemwechsel, die autokratische und militärische Führung des Reiches sei kein Partner für Friedensverhandlungen.“ In NIPPERDEY, Thomas : *op. cit.*, p.865.

²²³ „Die OHL verlangte von der Regierung den Abbruch der Verhandlungen, die Regierung – durch eine Erkrankung des Kanzlers nicht sonderlich aktionsfähig – weigerte sich.“ In *Ibid.*

Bulgarie ouvre la voie de l'Autriche-Hongrie aux Alliés. Ainsi, alors que la défaite allemande est certaine à plus ou moins courte échéance depuis l'été²²⁴, le quotidien messin continue de tenir des propos rassurants et positifs. Par la propagande et la censure et à l'image de l'état-major militaire allemand, la presse essaie de maintenir dans la population allemande l'illusion que la situation n'est pas défavorable au *Reich*.

Par contre, bien que la censure ne se relâche officiellement qu'à partir du 8 novembre 1918, la *Metzer Zeitung* montre maintenant plus de liberté dans les propos qu'elle tient sur la politique menée par le gouvernement allemand sans se montrer toutefois foncièrement critique. Le 1^{er} octobre, Alfred Krüger s'exprime dans son éditorial à propos de la situation générale de l'Allemagne et de ses alliés. Il écrit à propos de la démission du chancelier allemand Hertling et des nouvelles mesures adoptées par l'Empereur :

La situation actuelle est sans aucun doute très sérieuse, et ce serait inconscient de vouloir l'enjoliver d'une manière quelconque. [...] Le décret pris par l'empereur, qui signifie un progrès décisif dans le domaine de la parlementarisation, en préparera la voie.²²⁵

A propos de la signature d'un armistice entre la Bulgarie et les pays de l'Entente le 29 septembre, Alfred Krüger marque sa surprise et évoque « l'impression pénible » que la nouvelle a provoqué. Il ajoute que « même le gouvernement allemand a eu l'air surpris du cours des choses ». Mais avant tout, le directeur de la rédaction de la *Metzer Zeitung* cherche à rassurer la population : « le mot d'ordre est ici de garder ses nerfs [...]. L'essentiel reste la résistance de

²²⁴ Précisément depuis le 8 août 1918, « jour de deuil de l'armée allemande » selon Ludendorff lui-même. Cité par FERRO, Marc : *op. cit.*, p.367.

²²⁵ „Die gegenwärtige Lage ist ohne Zweifel sehr ernst, und es wäre gewissenlos, dies irgendwie beschönigen zu wollen [...] Der Erlaß des Kaisers, der einen entscheidenden Fortschritt auf dem Gebiet der Parlamentisierung bedeutet, wird den Weg zu diesem Ziele ebnen.“ In *Metzer Zeitung*, 1^{er} octobre 1918, Une.

notre front occidental. [...] La confiance est aujourd'hui notre bien le plus précieux ».

Le rédacteur en chef de la *Metzer Zeitung* suit bien entendu la ligne politique du journal ; certes il marque ses convictions proches des libéraux mais il fait toujours confiance à l'Empereur et au gouvernement. Il n'oublie pas non plus de célébrer l'anniversaire d'Hindenburg le 2 octobre. Le 4, la Une annonce un remaniement gouvernemental : Max de Bade devient chancelier et, fait nouveau, des socialistes entrent au gouvernement.

Mais bien sûr, jusqu'au 11 novembre 1918, ce sont les échanges de notes entre l'Allemagne et les Etats-Unis, avec les difficultés internes que connaît le pays, qui occupent le plus de surface textuelle dans la *Metzer Zeitung*. On les retrouve pratiquement un jour sur deux en manchette. Rétrospectivement, le lecteur a l'impression de lire un des romans publié en feuilleton dans le quotidien à la fin duquel il ne manquerait que l'indication "à suivre". Chaque jour surgissent des rebondissements qui maintiennent le lecteur dans l'attente du dénouement. Mais cette accumulation des informations ne favorise pas l'analyse des événements. La *Metzer Zeitung* publie beaucoup de dépêches en provenance de Suisse ou d'Allemagne et transmet les notes échangées entre les gouvernements allemand et américain (*in extenso* ou non), le tout suivi parfois d'une revue de la presse étrangère. Par ailleurs, la lecture des gros titres laisse apparaître l'évolution de la situation mais le ton reste neutre. « La nouvelle offre de paix des puissances centrales » titre l'édition du 7 octobre 1918 qui sous-titre « Demande germano-autrichienne à Wilson pour un armistice immédiat ». « La réponse du Président Wilson » qui arrive le 10 n'est pas « définitive » comme l'indique le journal mais le dialogue est engagé. Pourtant dès la semaine suivante, les titres dissocient l'Allemagne de l'Autriche-Hongrie. On apprend la « Réponse négative de Wilson à l'Autriche-Hongrie » le 20 quand le 22 octobre « La réponse du gouvernement allemand » est annoncée.

La position de la *Metzer Zeitung* devient plus critique lorsque les mouvements révolutionnaires gagnent de l'ampleur en Allemagne. Il est plus facile pour un journal dont la ligne politique se confond avec celle du gouvernement d'accepter les changements lorsqu'ils viennent du pouvoir établi que lorsqu'ils sont provoqués par des mouvements d'obédience bolchevique et font craindre une révolution à la russe. A la veille des révoltes à Berlin, Alfred Krüger intitule son éditorial du 24 octobre « La fin de l'ancien système » et il écrit notamment :

C'est du sang et de la misère que la grande réforme intérieure de l'empire allemand est née. Pas un seul esprit supérieur, un Stein, un Bismarck ne s'est fait le guide de cette révolution décisive, mais c'est le peuple même aujourd'hui, qui conduit l'œuvre nationale à sa réalisation.²²⁶

Même si Krüger ne désapprouve pas ouvertement les changements en cours, il laisse entrevoir une opinion défavorable lorsqu'il commence son commentaire en insistant sur le fait que la réforme passe par « le sang et la misère ». Et le lendemain, 25 octobre, il s'exprime « A propos de la note de Wilson », initiateur des changements politiques en Allemagne. Le ton se fait de nouveau conciliant quoique le texte laisse percer l'attente d'une réponse définitive :

Wilson devrait enfin dire un mot décisif sur l'armistice qui éloignerait toute ambiguïté. Il l'avait pourtant fait dans sa dernière note, dans laquelle il explique, après avoir constaté que l'Allemagne doit accepter son programme de paix dans sa globalité, que "il croit ne pas pouvoir

²²⁶ „Aus Blut und Not ist die innere große Reform des deutschen Reiches geboren worden. Nicht ein einzelner überragender Geist, ein Stein, ein Bismarck hatte sich diesmal zum Lenker der entscheidenden Umwälzung gemacht, sondern heute ist es das Volk selbst, das das nationale Werk zur Verwirklichung führt.“ In *Metzer Zeitung*, 24 octobre 1918, Une.

refuser" en accord avec ses alliés "la question d'accepter un armistice".²²⁷

C'est surtout la hâte de l'Allemagne à conclure l'armistice qui paraît ici évidente. Mais le ton devient agressif le 4 novembre alors que la décision est maintenant entre les mains de la France ; « La décision tombera la semaine prochaine » titre une dépêche de la *Metzer Zeitung* qui ajoute en commentaire : « A quoi doit ressembler la paix pour la France ? Les instigateurs de la guerre ne devraient plus diriger le destin du monde ». Mais le même jour le quotidien signale « la défaite de l'Autriche-Hongrie » et « les conditions d'un armistice avec la Turquie », titres annonciateurs de la défaite finale.

Notons, pour conclure, qu'à lire la titraille* du quotidien messin, on se rend compte de la rapidité avec laquelle les faits se succèdent en ce dernier mois et demi de guerre. L'actualité est très riche, très dense, elle évolue au rythme de la désagrégation des empires. Elle est rendue dans le journal de façon condensée mais l'information n'est pas toujours exacte, le temps manque, les dépêches arrivent probablement en grand nombre dans les salles de rédaction et ne sont pas toutes vérifiées. Les exemples sont nombreux qui montrent la difficulté de la presse à rendre compte des événements et à les hiérarchiser : « L'offre de paix particulière de l'Autriche à Wilson » (*Sonderfriedensangebot*) – demande d'armistice et de paix de la Turquie » titre l'édition du 29 octobre et le 2 novembre on peut lire « Assassinat du Comte Tisza. – Début de l'anarchie en Autriche-Hongrie. – La Bulgarie République ». Ces deux exemples parmi tant d'autres sont révélateurs du climat qui règne en Europe en octobre et en novembre 1918.

²²⁷ „Musste nun auch Wilson endlich einmal ein entscheidendes Wort über den Waffenstillstand sprechen, das jede Zweideutigkeit fernhielt. Er hatte das nun in seiner neuen Antwortnote getan, indem er nach Feststellung der ‚restlosen Annahme‘ seines Friedensprogramms durch Deutschland – erklärt, ‚er glaube es nicht ablehnen zu können‘ gemeinsam mit seiner Verbündeten ‚die Frage eines Waffenstillstandes aufzunehmen‘.“ In *Metzer Zeitung*, 25 octobre 1918, Une.

La même impression se dégage de *L'Est Républicain*. En un mois et demi, les événements s'accumulent, se chevauchent et les titres et articles du journal s'en font le reflet. Dans l'éditorial du 1^{er} octobre 1918, René Mercier écrit : « Une bonne politique n'admet pas d'autres mobiles que l'intérêt général ». C'est pourquoi il estime que le moment est venu de faire la paix. Début octobre, c'est de la Bulgarie dont il s'agit mais cette phrase a une portée plus générale, elle s'adresse à tous, et peut-être surtout à l'Allemagne. Le 2 octobre, on peut lire à la Une en troisième colonne : « Voici l'Allemagne au bord de la suprême crise. Il ne s'agit plus seulement d'une crise politique ordinaire, mais d'une crise de régime où la couronne et toutes les institutions sont engagées ». On peut noter ici que le rédacteur de l'article a une vision tout à fait lucide des événements qui se passent en Allemagne alors que le changement de gouvernement avec l'entrée des socialistes n'est pas encore officiel.

Dans ses éditions d'octobre 1918, le journal diffuse beaucoup de dépêches en provenance de la Suisse qui semble être la plaque tournante de l'information entre les pays de l'Entente et les puissances centrales. Il faut dire que la Suisse sert d'intermédiaire dans les négociations d'octobre entre l'Allemagne et les Etats-Unis. C'est par elle et ses ambassades que transitent les notes entre les deux pays. Face à cet échange de notes comme en ce qui concerne l'actualité européenne en général, *L'Est Républicain* se fait l'écho de la suspicion éveillée par les événements au niveau du gouvernement français. Ainsi, on peut lire le 25 octobre à propos de l'Allemagne que « les nations du monde ne peuvent pas se fier aux maîtres actuels de l'Empire. [...] Avant de cesser la lutte nous devons exiger les plus sérieuses garanties. Pas d'armistice sans capitulation ». Alors que les autorités allemandes essaient justement de négocier la paix sans capitulation

dans les échanges de notes avec le Président Wilson.²²⁸ Mais la méfiance du quotidien français s'exprime également à propos de l'empire austro-hongrois : « L'Autriche lâche ses alliés. Elle accepte toutes les conditions de M. Wilson et veut entrer en négociations immédiatement » titre *L'Est Républicain* le 29 octobre qui, par ailleurs, se demande « si actuellement le gouvernement austro-hongrois peut parler au nom des peuples désunis qu'il a dressé les uns contre les autres ». A ce moment l'Autriche-Hongrie est en train de se désagréger et les peuples qui la composent déclarent les uns après les autres leur indépendance. De ce fait, les Alliés ne reconnaissent plus de légitimité au gouvernement austro-hongrois.

Jusqu'à la mi-novembre, l'information délivrée par *L'Est Républicain* est à peu de choses près la même que celle de la *Metzer Zeitung*. Le quotidien français évoque l'armistice avec la Bulgarie puis avec l'Autriche-Hongrie, la crise politique allemande, les négociations de paix avec les Etats-Unis. On le sent dans l'expectative face aux changements qui surviennent. Le 8 octobre, la quatrième colonne de la Une est consacrée au nouveau chancelier allemand. Par ailleurs, toujours le 8 octobre, dans un communiqué en provenance de Washington et intitulé « Les manœuvres allemandes » on peut lire dans *L'Est Républicain* :

La presse s'occupe de la "parlementarisation" allemande. Unaniment, elle voit dans les concessions apparentes faites aux idées de gouvernement populaire, une manœuvre destinée à faire croire que, l'Allemagne se tournant en démocratie, l'heure est venue d'accueillir ses propositions de paix.

Mais au-delà de la méfiance exprimée par *L'Est Républicain*, reflet de celle du gouvernement français envers l'ennemi, c'est avant tout la lassitude qui ressort des termes employés ; pour décrire la crise en Europe on parle

²²⁸ Comme l'indique Marc Ferro « une épreuve d'adresse s'était engagée au début de novembre, les Allemands voulaient conclure au plus vite, avant que la réalité de la défaite n'apparût aux Alliés, avant que le sol national ne fût violé. » In FERRO, Marc : *op. cit.*, p.371.

« d'effondrement », « d'agonie », de « défection » ou de « découragement », reflet de l'état d'esprit des populations après plus de quatre ans de guerre.

Il est plus facile d'entrer en guerre que d'en sortir. Telle est la conclusion que nous pourrions tirer de ce développement consacré à la crise européenne fin 1918. Nous avons vu précédemment la rapidité avec laquelle les nations sont entrées en guerre début août 1914. Après quatre ans de combats et des millions de morts, après quatre ans de rupture diplomatique et en raison de leurs *Feindbilder* bien ancrées (que nous étudierons ultérieurement), les pays belligérants sont incapables de trouver seuls une porte de sortie au conflit qu'ils ont engagés quatre ans auparavant. La méfiance est telle qu'il faut l'intervention des Etats-Unis, pays entré en guerre depuis peu, pour mettre fin aux combats. Dans ce climat, *L'Est Républicain* adopte une attitude de méfiance absolue face aux bouleversements qui sont en cours en Europe. De son côté, la *Metzer Zeitung* qui, durant quatre ans, s'est fait la voix du pouvoir, disparaît avec la fin du régime en place. Nous n'aurons pas l'occasion de connaître le point de vue des immigrés allemands en Moselle que représente le quotidien messin. Mais avant de cesser brutalement sa parution le 16 novembre 1918, la *Metzer Zeitung* essaie de s'adapter aux changements en cours dans le *Reich*.

4.2. La fin de la guerre en Alsace-Lorraine

Si la situation militaire de l'Allemagne est devenue désespérée sur le front fin octobre 1918, la situation à l'intérieur du *Reich* n'est guère meilleure. Lorsque, en dernier recours, le 28 octobre, l'ordre est donné à la flotte impériale de prendre la haute mer pour interrompre les liaisons maritimes entre l'Angleterre et le continent, les marins refusent d'embarquer. Ils refusent de se battre, même pour l'honneur, et les équipages de Kiel se mutinent. Rapidement, la rébellion prend

une tournure révolutionnaire. Du 3 au 5 novembre, les matelots s'emparent des navires et forment un conseil d'ouvriers et de soldats. Le mouvement s'étend aux grands ports du nord, et gagne les civils. « Le soir [du 4 novembre], toute la garnison est organisée en un réseau de "conseils de soldats", le drapeau rouge flotte sur les navires de guerre, nombre d'officiers ont été arrêtés par leurs hommes. A terre, social-démocrates indépendants et majoritaires ont appelé ensemble à la grève générale puis à la désignation d'un conseil ouvrier qui va fusionner avec le conseil des marins » raconte Pierre Broué²²⁹. Le 7 novembre, un socialiste indépendant, Kurt Eisner, renverse à Munich le roi Louis III et proclame la république populaire de Bavière. Le même jour, des comités de marins, de soldats et d'ouvriers prennent le contrôle de nombreuses villes de l'Empire comme Hanovre ou Cologne. « La révolution est désormais lancée. [...] Les nouvelles qui parviennent de toutes les régions d'Allemagne dans la nuit du 8 au 9 le confirment : ici les marins, là les soldats, lancent des manifestations tandis que les ouvriers se mettent en grève »²³⁰. La révolution gagne Berlin et l'Empereur Guillaume II est sommé d'abdiquer par les socialistes. « Depuis le 23 octobre, leurs ministres réclament l'abdication de Guillaume II »²³¹. C'est chose faite le 9 novembre alors que même les militaires l'abandonnent.

De fait, le gouvernement Max de Bade se trouve rapidement paralysé. Mis en place le 3 octobre 1918 dans une volonté de réforme, c'est le premier cabinet parlementaire de l'histoire de l'Allemagne²³². Mais Max de Bade, le nouveau

²²⁹ BROUE, Pierre : *Révolution en Allemagne. 1917-1923*. Paris, Les éditions de Minuit, 1971, p.146.

²³⁰ *Ibid.*, p.151.

²³¹ *Ibid.*, p.150.

²³² C'est la condition *sine qua non* pour entamer des pourparlers de paix avec le Président Wilson explique Fritz Fischer : « Hintze [ministre des affaires étrangères] communique les directives qui devaient dans les prochaines semaines permettre "d'éviter une paix à tout prix... comprenant des pertes de territoires". Pour faire face à la catastrophe, il proposa "de réunir toutes les forces nationales pour se défendre dans la lutte finale" à l'aide de la démocratisation, de la "révolution venue d'en haut" ; [...] Cette mobilisation des dernières forces devait

chancelier, parent de l'Empereur et dépourvu d'expérience gouvernementale, est incapable de gérer les événements malgré les réformes engagées : abolition de la censure, des entraves aux libertés de réunion et de circulation, libération des assignés à résidence et des prisonniers politiques. Désormais la presse publie des informations sur la situation réelle et la population allemande, à laquelle jusqu'alors on avait fait croire encore à la victoire, sait depuis quelques semaines que la défaite est inéluctable et ne fait plus confiance à ses gouvernants. Les réformes impossibles depuis un quart de siècle et enfin réalisées passent inaperçues dans la débâcle du régime : abrogation de la loi électorale des trois classes en Prusse, mise en place d'un gouvernement responsable devant le parlement. Elles arrivent trop tard. Le 9 novembre, avant que l'Empereur ne gagne les Pays-Bas, Max de Bade démissionne²³³.

Le jour-même, Philipp Scheidemann, socialiste majoritaire, proclame la république dans le but d'une part d'éviter que la guerre civile n'éclate et, d'autre part, d'empêcher le bolchevisme de s'étendre à l'Allemagne²³⁴. C'est alors Friedrich Ebert, un autre socialiste, qui devient chancelier et « le gouvernement élu le jour-même [...] a pour tâche de conclure l'armistice »²³⁵. Mais celui-ci ne met pas fin au désordre en Allemagne : « dans le chaos que connaît [le pays], le 11 novembre passe inaperçu »²³⁶. Assommée par la défaite et par l'écroulement du régime, la population allemande est en état de choc et ne réagit pas, et le

permettre d'obtenir un armistice et une paix basée sur les propositions wilsonniennes. » In FISCHER, Fritz : *op. cit.*, p.633.

²³³ « Le samedi 9 avait été le point culminant de cette vague révolutionnaire improvisée et sans chefs, née le lundi précédent à Kiel. Le dimanche 10 préparait son échec. » In HAFFNER, Sebastian : *Allemagne, 1918. Une révolution trahie*. Editions Complexe, Bruxelles, 2001, p.92.

²³⁴ „Die Sozialdemokraten wollten mit ‚ihrer‘ Revolution die Linksozialistische, bolchewistische Revolution verhindern, von der sie nichts als Chaos und Unrecht, den Einmarsch der Alliierten und den Zerfall des Reiches erwarteten“. In NIPPERDEY, Thomas : *op. cit.*, p.875.

²³⁵ BROUE, Pierre : *op. cit.*, p.179.

²³⁶ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p. 235.

gouvernement se trouve lui-même démuni face à une situation qu'il ne maîtrise pas.

En Alsace-Lorraine, les hostilités prennent fin après les combats très durs de l'offensive alliée lancée en juillet 1918 à laquelle se joignent les divisions américaines du général Pershing. En août, le saillant de Saint-Mihiel est réduit. « Depuis le 26 septembre l'offensive générale a commencé sur tout le front français » ; quant à « l'offensive de Lorraine »²³⁷, elle n'aura jamais lieu : l'armistice intervenu le 11 novembre rend inutile son déclenchement prévu le 14 novembre.

Dès l'annonce de l'armistice, les soldats allemands agitent des drapeaux blanc ou rouge, tentent le rapprochement et la fraternisation avec l'ennemi d'hier, brûlent leurs fusées en un étonnant feu d'artifice et chantent « des chœurs religieux d'une poignante gravité »²³⁸. Pour eux la guerre est bel et bien finie. A l'arrière, les événements se précipitent depuis fin octobre. Le chancelier Max de Bade essaie de faire face à une situation qui lui échappe de plus en plus ; il accorde même l'autonomie interne au *Land* d'Alsace-Lorraine, contrevenant aux dispositions prévues par les 14 points de Wilson « qui stipulent clairement le retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine à la France »²³⁹. Cette mesure de dernière minute n'empêche cependant pas la situation de se dégrader en Lorraine, comme le relate François Roth, le 7 novembre, des officiers se voient insultés en pleine rue de Metz par des soldats permissionnaires. Le 9 au matin, des matelots arrivés de Cologne incitent des syndicalistes sociaux-démocrates locaux à mettre sur pied un conseil d'ouvriers et de soldats. « Le dernier gouverneur de Metz, le général von Lequis s'inclin[e] » alors que « l'administration civile, de son côté, s'effondr[e] et le président de Lorraine von Gemmingen n'[est] plus obéi ».

²³⁷ CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.101-107.

²³⁸ *Ibid.*, p.109-110.

Cependant « la municipalité compos[e] avec le conseil révolutionnaire et publi[e] avec lui un appel commun au calme »²⁴⁰. Des conseils révolutionnaires se créent également à Sarreguemines, Forbach, Saint-Avold et Thionville alors que des grèves éclatent dans toute la région industrielle.

La révolution qui s'étend au reste de l'Allemagne est évidemment contenue en Alsace-Lorraine par l'arrivée des Français. Dans le même temps, les immigrés allemands installés en Alsace-Lorraine s'inquiètent et ne sont guère optimistes quant au sort qui leur sera réservé ; la fin des hostilités est pour eux le signal de l'exode vers une mère-patrie où, pour la plupart, il n'ont plus d'attache. Le 19 novembre, le maréchal Pétain fait son entrée à Metz « au milieu d'une profusion de drapeaux, de guirlandes, de cocardes tricolores » précise François Roth²⁴¹ et la Lorraine redevient française.

Ces derniers événements, qui mettent fin à 47 ans d'annexion allemande, ne sont pas relatés par la presse allemande de Lorraine, les journalistes ayant, comme les autres Allemands, plié bagage. Avant leur disparition, les journaux comme la population lorraine d'origine allemande, se sentent cernés par la proche arrivée des Français et les inéluctables changements qu'elle entraîne car, selon François Roth « dans la presse, qui avait retrouvé une semi-liberté, filtrent des informations qui ne laissent aucun doute sur la défaite allemande »²⁴². Ainsi les lecteurs de la *Metzer Zeitung* prennent conscience de la portée des événements qui ont lieu en Allemagne. Voyons tout d'abord de quelle manière la *Metzer Zeitung* rend compte de la situation puis comment *L'Est Républicain* qui se trouve dans une position tout à fait différente de celle de son concurrent allemand, celle du vainqueur, lui fait écho.

²³⁹ *Ibid.*, p.110.

²⁴⁰ ROTH, François : *La Lorraine annexée (1870-1918)*. op. cit., p.647-648.

²⁴¹ *Ibid.*, p.650.

²⁴² *Ibid.*, p.651 et 647.

Début octobre 1918, la *Metzer Zeitung* expose les remaniements ministériels qui ont lieu dans le *Reich*. Puis, peu à peu, elle se met à évoquer l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. La question est au centre des débats du *Reichstag* à Berlin. Avant tout, si on en croit l'édition du 8 octobre, il paraît évident pour le journal que « les grands changements dans le gouvernement du *Reich* ne devraient pas laisser la situation intacte en Alsace-Lorraine ». L'intervention du député alsacien Ricklin relatée le 24 octobre est beaucoup plus critique :

La question d'Alsace-Lorraine est devenue une question internationale. Si l'autonomie avait été accordée plus tôt, alors beaucoup, beaucoup de malheur, et peut-être même la guerre aurait été évitée.²⁴³

La publication des propos de Ricklin marque ici une rupture dans le discours de la *Metzer Zeitung*. Pour la première fois, le journal allemand laisse paraître des critiques à l'encontre de la politique impériale. Ce changement de ton est le résultat de trois facteurs qui sont le desserrement de la censure qui favorise la mise en place de débats contradictoires, la fin du régime en place qui favorise la prise de position du journal pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine et l'angoisse qui pèse sur le destin de immigrants allemands et qui favorise une plus grande liberté de ton. Néanmoins, fin octobre 1918, la position de la *Metzer Zeitung* est encore très proche de celle du gouvernement impérial. Dans un article publié le 30 octobre sous le titre « L'Alsace-Lorraine allemande » (*Das deutsche Elsass-Lothringen*), le journal présente deux schémas relatifs au *Land* d'Alsace-Lorraine ; le premier représente la part de la population de langue maternelle allemande ou française, le second indique la part de la population ayant un nom de famille allemand ou français. Selon ces schémas, 87% des habitants sont de

²⁴³ „Die elsaß-lothringische Frage ist eine internationale Frage geworden. Wäre die Autonomie früher gewährt worden, so wäre viel, viel Unheil, vielleicht auch dieser Krieg verhindert worden.“ In *Metzer Zeitung*, 24 octobre 1918, Une.

langue maternelle allemande et 89% portent un nom de famille allemand. Pour le journaliste, la conclusion qui s'impose ne souffre pas de contradiction :

Ils [les schémas] mettent en avant de manière irréfutable qu'à part quelques exceptions ce sont des Allemands qui habitent en Alsace-Lorraine et y ont toujours vécu, et non pas des Français.²⁴⁴

Puis, l'attitude du quotidien messin à l'égard de cette question de première importance évolue. Le 6 novembre, la *Metzer Zeitung* évoque une réunion à Berlin au cours de laquelle des Alsaciens-Lorrains prennent la parole en faveur du droit de leurs concitoyens à disposer d'eux-mêmes, ce en quoi ils s'opposent à la position du gouvernement français qui réclame le retour sans condition de l'Alsace-Lorraine :

La France est le seul pays qui nous refuse le droit à l'autodétermination parce qu'il craint que 80 à 90 pour cent de la population alsacienne-lorraine soit pour la neutralité.²⁴⁵

²⁴⁴ „Sie zeigen unwiderleglich, dass es mit wenigen Ausnahmen Deutsche sind, die Elsass-Lothringen bewohnen und stets bewohnt haben, und niemals Franzosen.“ In *Metzer Zeitung*, 30 octobre 1918, p.2. A travers le discours de la *Metzer Zeitung*, nous voyons apparaître ici l'argumentation allemande sur la nation et les critères qui définissent celle-ci. Comme nous le précisons dans la suite de la présente étude (Cf. *infra*. In Troisième partie, chapitre IV, « Servir la cause nationale »), la langue est un facteur déterminant dans la notion allemande de nation et c'est sur la base de ce principe que le gouvernement du *Reich* justifie en 1871 la revendication de l'Alsace et de la Moselle comme il légitime le maintien du *Land Elsass-Lothringen* au sein de l'Empire tout au long de la guerre. En revanche, l'argumentation française repose sur la volonté d'appartenance de l'Alsace-Lorraine à la nation française, ce qu'exprime *L'Est Républicain* dans un billet d'Emile Hinzelin publié le 17 mars 1917 sur « La question de l'accent pour les Alsaciens ». Selon le chroniqueur d'origine alsacienne, « la fidélité de l'Alsace-Lorraine envers la France s'est révélée encore plus profonde qu'on ne le croyait ». Et plus loin, il souligne les liens de fraternité entre Alsaciens-Lorrains et Français : « Et puis, pour ramener à nos lèvres ce sourire français auquel les Alsaciens et les Lorrains peuvent seuls répondre fraternellement, les Allemands n'ayant pas d'intermédiaire entre le gros rire et le gros accablement, rappelons-nous que le seul accent alsacien reconnu et authentifié par l'Allemagne, c'est l'accent aigu ».

²⁴⁵ „Frankreich ist das einzige Land, welches uns das Selbstbestimmungsrecht verweigert, weil es fürchtet, dass 80 bis 90 Prozent der elsass-lothringischen Bevölkerung für Neutralität sind.“ In *Metzer Zeitung*, 6 novembre 1918, p.2.

L'appel des Alsaciens-Lorrains évoqué plus haut en faveur de l'autodétermination de leur région trouve plus qu'un écho favorable dans les derniers numéros de la *Metzer Zeitung*. Autodétermination et neutralité deviennent alors les maîtres-mots du quotidien pendant les quelques jours où il existe encore. C'est un véritable cri de détresse qu'il lance à cet égard en page deux de son édition du 8 novembre :

Concitoyens ! Nous ne voulons plus être le jouet de deux nations et le théâtre de leurs combats. Nous voulons être neutres ! [...] Nous voulons être libres. [...] Nous voulons vivre en paix. [...] Nous ne voulons plus d'agitation dans notre région. [...] Nous voulons régler nous-mêmes les relations de notre région. [...] L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains et à personne d'autres !²⁴⁶

Cet appel adressé autant aux lecteurs qu'aux décideurs traduit la lassitude de toute une population face à l'enjeu géopolitique que représente sa région depuis des décennies et face à l'agitation suscitée au niveau politique fin 1918. Le retournement militaire de l'été 1918 ouvre la voie aux changements politiques et à une démocratisation de l'Allemagne qui pose la question de l'Alsace-Lorraine mais on est loin de l'unanimité des points de vue au niveau international et même au niveau régional, comme le précise François Roth :

Les milieux pangermanistes messins étaient sur la défensive et Jung, après avoir consulté ses amis, répondait par une fin de non recevoir courtoise à leurs propositions d'alliance ; L'état de siège était incompatible avec des élections libres, et comme les libéraux et les progressistes persistaient dans leur hostilité absolue à l'autonomie, toute entente entre eux et les Lorrains s'avérait impossible.²⁴⁷

²⁴⁶ „Mitbürger ! Wir wollen nicht länger der Spielball zweier Nationen und der Schauplatz ihrer Kämpfe sein. Wir wollen neutral sein ! [...] Wir wollen frei sein. [...] Wir wollen Frieden haben. [...] Wir wollen keine Agitation mehr im Lande. [...] Wir wollen unsere Verhältnisse im Lande selbst regeln. [...] Elsaß-Lothringen den Elsaß-Lothringern und niemand anderem!“ In *Metzer Zeitung*, 8 novembre 1918, p.2.

²⁴⁷ ROTH, François : *op. cit.*, p.642.

La *Metzer Zeitung* choisit alors le camp de l'autodétermination et de la neutralité. Elle se démarque ici du discours qu'elle tenait auparavant sur la question de l'Alsace-Lorraine et qui était représentatif des positions officielles défendues en Allemagne y compris de celle adoptée par Max de Bade²⁴⁸.

Au moment où la *Metzer Zeitung* se lance dans ce plaidoyer désespéré pour une Alsace-Lorraine autonome et neutre, la révolution a gagné toute l'Allemagne, y compris Metz et ses environs. Et c'est finalement cet événement qui, en plus de la fin des hostilités, occupe l'essentiel de l'attention du journal pendant les derniers jours de son existence. Le 11 novembre, tout en annonçant l'armistice, la *Metzer Zeitung* se fait l'écho des mouvements en cours : elle évoque « La révolution à Metz » (*die Umwälzung in Metz*) et la formation d'un conseil de soldats à l'Hôtel de ville. Elle publie aussi, comme elle le fera les jours suivants, des appels signés par le conseil d'ouvriers et de soldats visant à maintenir le calme dans la population. Mais dans ses dernières éditions, la *Metzer Zeitung* dresse également un bilan de la présence allemande en Alsace-Lorraine. Dans un supplément publié le 9 novembre, elle évoque « L'aspect économique de la question de l'Alsace-Lorraine » et parle de « résultats brillants » obtenus en un peu plus de 47 ans en comparaison avec les régions frontalières françaises. Le 15 novembre, « Les paroles d'adieux du gouverneur de Metz » sont pourtant publiées dans le journal sans un seul mot à l'égard de l'Alsace-Lorraine et de sa population.

Les préoccupations de *L'Est Républicain* en octobre et novembre 1918 sont à la fois semblables et différentes de celle de la *Metzer Zeitung*. Les chroniques du journal sont centrées sur l'abdication du *Kaiser*, l'offensive alliée et la reconquête des territoires occupés. Comme la *Metzer Zeitung*, *L'Est Républicain* considère les mouvements révolutionnaires qui déchirent alors l'Allemagne comme liés au

²⁴⁸ Cf. *supra* p170.

dénouement du conflit et à la question d'Alsace-Lorraine. Cependant, la question de l'Alsace-Lorraine reste secondaire dans les colonnes de *L'Est Républicain* en comparaison avec l'intérêt porté aux autres événements de ces semaines décisives. Sûr du bon droit français, le journal évoque « la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France » dans son édition du 5 octobre et ne revient plus sur la question ultérieurement. En revanche, *L'Est Républicain* suit de près la situation en Allemagne. Ainsi, dès le 13 octobre 1918, il évoque la possible abdication de l'empereur et dès le 17, il se fait l'écho de « manifestations à Berlin », puis d'une « grève générale à Essen » et le 21 il évoque la « réorganisation d'une nouvelle Allemagne ». Ensuite, le 1^{er} novembre, *L'Est Républicain* annonce qu'« une extrême agitation règne en Allemagne, où les manifestations contre l'empereur sont quotidiennes » La dite agitation se transforme bientôt en révolte, comme l'annonce l'édition du 8 novembre :

La pénurie de vivres, les mauvais traitements, l'exaspération produite par l'effondrement de l'Allemagne, ont abouti à un mouvement de révolte du personnel de la marine, révolte qui a éclaté le 3, à Kiel.

Et le jour même, une dépêche en provenance de Bâle transmet le « nouvel appel angoissé du chancelier au peuple » ; elle cite le chancelier allemand Max de Bade : « LE COURS HEUREUX DES NEGOCIATIONS EST SERIEUSEMENT MENACE PAR DES DESORDRES ET UNE ATTITUDE INDISCIPLINEE » [en majuscules dans le texte]. Le commentaire qu'inspire à la rédaction cette dépêche est publié le lendemain, 9 novembre 1918, sous le titre « Emeutes en Allemagne » :

C'est qu'à Berlin et dans toute l'Allemagne, les événements marchent à pas rapides vers une révolution. [...] Erzberger, toujours prompt à se mettre en avant, apparaît comme l'orateur de la circonstance. [...] L'appel de Max de Bade jetterait un jour singulier sur la situation de l'Allemagne si nous n'étions du reste renseignés par beaucoup d'autres

voies. [...] En un mot, il parle comme un homme pour qui la capitulation militaire a passé au second rang de ses soucis. [...] Avec la défaite, le cordon sanitaire s'est rompu et l'Allemagne risque de payer ses honteuses tractations de Brest-Litovsk par un châtimeut peut-être pire que celui qui sera la sanction de son agression abominable de 1914.

Dans son commentaire, le journaliste parle aussi d'un « juste retour des choses », car, toujours selon lui, le *Reich* aurait « favoris[é] l'anarchie en Russie » et « trait[é] avec les fauteurs de désordre qui ont dévoyé la révolution russe ». En un mot, la révolution allemande de novembre 1918 est pour *L'Est Républicain* une juste conséquence (un « châtimeut ») de la politique menée par l'Allemagne sur le front de l'Est depuis 1917.

4.3. L'épidémie de grippe espagnole

Pendant les dernières semaines de la guerre, même si l'évolution politique est au centre de l'intérêt de nos deux journaux, il est un événement qui préoccupe aussi de façon constante les populations, l'épidémie de grippe espagnole. La manière dont cet événement est traité dans les deux quotidiens révèle entre eux des différences qu'il est intéressant d'évoquer ici.

Rappelons ici que l'épidémie dite de "grippe espagnole" intervient au moment même de la fin de la guerre²⁴⁹. Elle ternit la perception de la victoire dans certains pays, comme en France, et aggrave une situation intérieure déjà difficile dans d'autres pays, comme en Allemagne. Mais elle frappe le monde entier et provoque la mort d'au moins 20 millions de personnes. La grippe espagnole se

²⁴⁹ Nos références ici sont majoritairement issues d'un article de BECKER, Jean-Jacques : « La grippe espagnole », p.82-83. In *L'Histoire*, n°40, décembre 1981. En effet, si la bibliographie sur la Première Guerre mondiale et la vie quotidienne des populations est extrêmement abondante – côté français en tout cas – peu d'historiens ont évoqué la grippe espagnole et ses répercussions sur les populations.

propage en deux vagues successives. La première en avril 1918 est de forme bénigne. La seconde, qui débute au mois d'août et se prolonge jusqu'en novembre et décembre 1918, se répand à une vitesse terrifiante et atteint des proportions très graves. Contagieuse à l'extrême, cette seconde forme de grippe est souvent accompagnée de complications pulmonaires mortelles²⁵⁰.

La grippe espagnole n'est pas une conséquence de la guerre, comme on l'a souvent dit, mais les grandes concentrations de soldats et « les déplacements massifs d'hommes d'un continent à un autre ont favorisé [sa] propagation »²⁵¹. Elle provoque 200.000 morts en France dont la moitié sont des soldats et 187.000 en Allemagne (112.000 dans le Royaume-Uni). Comme l'écrit Claude Hanoun, « sur le front de guerre, les soldats étaient atteints des deux côtés et mouraient pareillement », et il ajoute :

La guerre n'y était pourtant pour rien et elle n'aggravait pas la maladie, qui se présentait sous la même forme dans les populations bien nourries des Grandes plaines américaines, qu'en Europe chez les soldats ou les réfugiés souffrant de restrictions.²⁵²

Mais les jeunes gens sont les premiers concernés car les tranches plus âgées de la population semblent avoir été immunisées par l'épidémie qui avait sévit en Europe en 1889.

Malgré l'ampleur de la catastrophe humaine due à la grippe espagnole, il est cependant important de garder présent à l'esprit que la grippe ne conduit pas les populations à la panique. Dans la conscience collective, la guerre et ses 10 millions de morts pèsent plus que les 20 millions de morts de la grippe ! L'explication la plus plausible au calme relatif des populations face à l'épidémie

²⁵⁰ Claude Hanoun explique que « ce fut une épidémie exceptionnelle, aussi bien en ce qui concerne son extension mondiale d'où l'appellation de pandémie, que sa contagiosité, son pouvoir pathogène, particulièrement pour les sujets jeunes et son taux de létalité très élevé. » In HANOUN, Claude : *op. cit.*, p.12.

²⁵¹ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.83.

serait le fait que la grippe et la guerre ont souvent été associées, les décès causés par la maladie « inclus dans la macabre comptabilité de la guerre »²⁵³. En outre il faut reconnaître que « l'énorme différence entre le nombre des malades et celui des décès, deux à trois pour cent seulement » minimise les conséquences de la grippe. « Dans la conscience collective, attraper la grippe ne vous condamnait pas comme par exemple être atteint de la peste... »²⁵⁴ Dans ce contexte, on peut facilement supposer que la presse a joué un rôle important dans les réactions de l'opinion publique, qu'elle a contribué à maintenir le calme des populations. Voyons comment la presse régionale lorraine s'exprime face à l'épidémie.

Ce qui frappe en premier lieu quand on lit la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* de cette période, c'est le nombre élevé des annonces mortuaires. Le 26 octobre 1918, on en trouve une pleine page dans le quotidien allemand, toutes libellées de la même façon (« *nach kurzem, schweren Leiden* » ou « *nach kurzer, heftiger Krankheit* ») et toutes concernant des jeunes femmes ou des enfants, les premières victimes de la grippe. La deuxième constatation porte sur la réclame. Beaucoup d'encadrés publicitaires sont consacrés à des médicaments, potions et autres remèdes pour vaincre la maladie. Citons par exemple un encadré paru à plusieurs reprises dans *L'Est Républicain* : « Prévenez et guérissez la grippe par l'Urométine (urotropine française) », et pour donner plus de sérieux à la réclame suit entre parenthèses l'indication « (séance de l'académie de médecine du 1^{er} octobre 1918) » et la posologie de « 4 comprimés par jour ». Mais, à côté de ces informations qui nous renseignent indirectement sur l'état sanitaire de la Lorraine allemande et française, les journaux traitent également directement du problème que représente la grippe.

²⁵² HANOUN, Claude : *op. cit.*, p.15.

²⁵³ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.83.

²⁵⁴ *Ibid.*

Le 12 octobre, la *Metzer Zeitung* donne, en page trois, une série d'explications sur l'infection, la comparant à la tuberculose, autre maladie courante de la fin de la Première Guerre mondiale. Puis elle prodigue des recommandations de nature médicale. Mais le phénomène prend de l'ampleur. Le 20, un article qui paraît en page deux dans la rubrique consacrée aux informations nationales, fournit des estimations sur le nombre de décès et de malades en Allemagne (environ 25 à 30.000 malades) ainsi qu'en France dans le but de rassurer la population sur la situation qui règne en Allemagne sur le front de l'épidémie :

D'après des statistiques officielles il y a cas 700 déclarés quotidiennement à Paris. Le nombre de décès a atteint la semaine dernière 1445. Le manque de médicaments, en particulier de quinine, provoque de fortes inquiétudes selon le *Temps*.²⁵⁵

Le commissaire de police de Metz diffuse aussi un avis en page trois du journal, annonçant des mesures prises par la municipalité : tout rassemblement est interdit, le théâtre et les écoles sont fermés. Le journal ne manque pas en plus de rappeler que le but de ces mesures est de protéger la population. Le 21 octobre, la *Metzer Zeitung* donne la parole à un médecin qui recommande aux lecteurs de prendre du calcium pour se préserver de la maladie. Le 22 octobre, une dépêche sur la grippe paraît de nouveau dans les informations nationales en page deux et, en page trois, le journal revient sur la fermeture des lieux publics.

C'est donc avec tout le sérieux dû à la gravité de l'épidémie que le quotidien allemand la traite dans ses colonnes, en relayant les mesures prises par la police et en y ajoutant ses propres recommandations. La *Metzer Zeitung* ne s'aventure

²⁵⁵ „Nach einer amtlichen Statistik kommen in Paris täglich 700 Erkrankungen vor. Die Zahl der Todesfälle belief sich in der letzten Woche auf 1445. Der Mangel an Medikamenten, besonders an Chinin, ruft laut ‚Temps‘ große Beunruhigung hervor.“ In *Metzer Zeitung*, 20 octobre 1918, p.2.

guère au-delà du cadre des conseils officiels ; ses articles consacrés à l'épidémie de grippe sont avant tout de caractère "technique".

Dans *L'Est Républicain* le traitement de l'événement est très différent. En octobre et novembre 1918, aucune mesure de protection prise par la municipalité de Nancy n'est relatée dans les colonnes du quotidien, alors qu'on y trouve cependant beaucoup de commentaires.

Dès le 1^{er} octobre, la grippe est évoquée. Elle ne cesse de l'être tout au long du mois, le plus souvent en page deux. Le 26, elle fait la Une dans le compte rendu de la séance de la Chambre des députés à Paris. Ce qui laisse supposer l'ampleur et la gravité de l'épidémie ainsi que l'inquiétude qu'elle suscite jusqu'en plus haut lieu.

Une véritable polémique voit alors le jour dans *L'Est Républicain* au sujet des précautions à prendre contre l'épidémie. Le journal recommande en effet le 8 octobre d'éviter tout contact avec des malades et de se protéger le nez et la bouche de l'air libre. D'où des lettres de lecteurs qui s'interrogent sur la propagation de la maladie et sur le manque de médicaments. Citons le courrier d'un lecteur de la banlieue de Nancy publié dans l'édition du 31 octobre :

Parmi ces conseils on nous dit surtout qu'il faut se boucher le nez avec différents produits. Il faut donc en conclure que cette grippe se respire ou s'aspire facilement. L'air en est donc imprégné ? par qui ? par quoi ? [...] Et alors bouchons-nous le nez ! Le conseil est excellent.

Afin de répondre à l'attente de ses lecteurs, le quotidien nancéien procède à une enquête dont il donne le résultat le 27 octobre. Il critique alors vivement ce qu'il appelle « le traitement par le mépris » dont l'épidémie serait l'objet, compare la grippe aux bombardements allemands par les réactions qu'elle entraîne, puis donne des statistiques qui ne se veulent toutefois pas alarmistes. En outre *L'Est Républicain* se fait l'écho des critiques formulées par une partie de la

population à l'égard de certaines mesures prises en raison de l'épidémie, comme la fermeture des plates-formes des autobus ; ces mesures seraient vues comme des restrictions apportées aux libertés individuelles. Enfin, le journal réitère les recommandations usuelles à ses lecteurs pour se préserver de toute contamination.

Mais les traitements suggérés par *L'Est Républicain* diffèrent de ceux que recommande le journal messin : alors que la *Metzer Zeitung* préconise le calcium comme remède, *L'Est Républicain*, avec le soutien d'un médecin, recommande l'alcool. Le 20 octobre, on peut lire « L'alcool est bon contre la grippe ». Ce conseil, à lire le courrier adressé par les lecteurs et retranscrit dans les pages du journal, est visiblement mal perçu par la population nancéienne. Reproche est notamment fait à la rédaction du quotidien nancéen de recommander une boisson dont la vente est strictement surveillée et même interdite dans la zone des armées (du fait de la présence des soldats). Ce type de conseil est alors abandonné par le journal et peu à peu le nombre d'articles concernant la grippe et les interrogations qu'elle entraînent dans la population baisse. Au mois de novembre, environ un article par semaine fait état de l'évolution de l'épidémie. Selon *L'Est Républicain* du 7 novembre, elle s'étend à l'armée, mais à partir du 14, elle régresse.

Ce qu'on peut retenir du traitement de l'épidémie de grippe espagnole par *L'Est Républicain* est qu'elle constitue l'occasion pour le journal nancéen d'instaurer un véritable dialogue avec ses lecteurs. Mais contrairement à la *Metzer Zeitung*, le quotidien français ne rend pas compte des mesures d'isolement prises par les autorités alors qu'elles sont tout aussi sévères en France qu'en Allemagne. L'essentiel dans ce qui est publié par les deux journaux a cependant, par delà toutes les différences, pour but d'informer la population sur les moyens à utiliser contre l'épidémie.

Après le 15 novembre 1918, les articles sur la grippe espagnole disparaissent du quotidien régional français. En effet, à partir du 11 novembre, *L'Est Républicain*, qui continue de paraître sur deux pages recto verso, concentre ses informations sur la fin de la guerre en France. Il évoque les célébrations, commémorations et fêtes qu'entraîne l'armistice. Quelques dépêches continuent cependant de renseigner les lecteurs sur les événements en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Mais c'est surtout l'avancée des troupes françaises en Alsace-Lorraine et la reconquête des territoires annexés par l'Allemagne quarante ans auparavant qui occupent les colonnes du quotidien nancéen. *L'Est Républicain* s'attarde sur l'effervescence et la joie des populations locales face à l'arrivée des Français et met en avant leur demande d'être protégées des troupes allemandes encore présentes dans la région (édition du 19 novembre 1919) :

En réalité, la situation est difficile à Metz. La population se voit entourée de bandes armées Elle demande qu'on vienne la rassurer.

Dans cette même édition du mardi 19 novembre, on trouve la seule référence à la révolution allemande dans la région. C'est le jour de l'entrée à Metz du Général Pétain (promu Maréchal le jour même). On peut lire à la Une de *L'Est Républicain* le récit d'un messin en exil à Nancy durant la guerre et de retour dans sa ville natale au moment des événements. Il raconte que la révolution a éclaté le 10 novembre à Metz ; il parle d'une « révolte purement militaire [...] pas trop grave. [...] Les troupes régionales se mutinèrent. [...] Deux socialistes dirigeaient la manœuvre » et évoque des « fraternisations ». Le commentaire qu'il ajoute à son récit jette le discrédit sur le mouvement révolutionnaire et sur ceux qui en sont à l'origine :

Ce fut parfait le premier jour, et puis bien le second, et assez mal le troisième et puis plus mal le quatrième, et enfin : mal. Il ne pouvait qu'en advenir ainsi. Le comité n'avait qu'une influence morale de passage.

C'est alors qu'il ajoute sur un ton laconique : « La révolution allemande ne fut à Metz qu'une vaste soulographie ». La description des événements à Metz par ce témoin essentiel correspond probablement en partie à la réalité car « entre l'armistice et l'apparition des autorités françaises plusieurs jours s'écoulèrent »²⁵⁶, ce qui laisse le champ libre aux débordements d'une armée en déroute rapidement contenus toutefois. Mais en publiant ce récit, *L'Est Républicain* supposerait-il qu'il en fut ainsi dans toute l'Allemagne ? Car le 8 décembre, un article paraît dans ses colonnes, mettant en doute la réalité de véritables mouvements révolutionnaires à Berlin. On lit en effet en intertitre « Est-ce une comédie ? » puis l'auteur écrit : « Il s'est produit à Berlin des manifestations dont il impossible de dire si elles furent vraiment dirigées contre le gouvernement allemand ou si c'est une comédie arrangée par lui ».

Le sentiment de méfiance de *L'Est Républicain* à l'égard de l'Allemagne continue naturellement au-delà de l'armistice. Après quatre années d'hostilité, le journal doute d'une évolution positive de la situation politique de l'Allemagne. Mais la situation de l'adversaire vaincu n'est pas au centre de l'intérêt du journal à la fin de 1918. A l'issue de quatre années de guerre, le quotidien nancéien laisse percer à travers ses articles deux préoccupations principales. Il souhaite tout d'abord fêter dignement le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Fait significatif à cet égard : le titre qui annonce « Le retour de Metz à la France » (édition du 20 novembre 1918) est écrit en caractères de plus grande taille que le titre annonçant « La victoire des Alliés – L'Allemagne capitule » (édition du 12 novembre 1918). D'autre part et après avoir placé l'Allemagne pendant plus de quatre ans dans la ligne de mire de la plupart de ses propos belliqueux, *L'Est*

Républicain souhaite "tourner la page" et, non pas oublier, mais ne plus évoquer l'Allemagne et les Allemands, comme le souligne René Mercier dans son éditorial du 20 novembre :

De l'Allemand, il n'était pas question.
Cauchemar disparu dont on refuse de rappeler l'horreur.

²⁵⁶ ROTH, François : *op. cit.*, p.648.

Au terme de ce chapitre sur la vision de l'actualité qui se dégage de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* entre 1914 et 1918, nous pouvons déjà tirer de notre lecture quelques enseignements relatifs aux points communs et aux différences qui existent entre les deux quotidiens. Les points communs qu'on peut relever entre eux se situent à un niveau tout à fait général et formel. Ainsi on notera tout d'abord que chacun des deux journaux procède par la force des choses à une hiérarchisation de l'actualité que ce soit par rapport à la conclusion du procès Caillaux qui coïncide avec les prémices de la guerre ou par rapport à l'évolution de la grippe espagnole qui coïncide avec la fin de la guerre, nous sommes face à deux attitudes semblables dans les deux journaux : un événement en occulte un autre, le balaye même, sans souci de la continuité de l'information ni des attentes des lecteurs. Par ailleurs, et c'est là – à un tout autre niveau – un second point commun, le caractère régional des deux journaux transparaît de manière claire à travers le traitement des informations dans leurs colonnes. Les problèmes de la vie quotidienne que rencontrent les populations en 1917 sont pris en compte par la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* ; en la circonstance, les deux quotidiens se montrent proches de leurs lecteurs, tout en servant de relais aux autorités.

Mais, plus que les points communs, ce sont les différences qui frappent à la lecture du quotidien messin et de son homologue nancéien. Et la plus importante d'entre elles, celle qui sera le fil conducteur de notre étude, est la perception "nationale" des événements qui se dégage de leurs colonnes. A travers chaque événement ou affaire évoquée, nous nous trouvons face à une "vision nationale" de l'actualité. Et cette vision des faits conduit à la fois à des perceptions différentes des mêmes événements mais aussi à privilégier selon le point de vue national des aspects différents de l'actualité. L'analyse de la relation des

événements de 1917 par les deux journaux est très parlante à cet égard : la *Metzer Zeitung* se focalise sur les grèves en France et critique la politique française alors que *L'Est Républicain* se focalise sur la crise intérieure que connaît le *Reich* et critique la politique allemande. L'importance accordée par les deux journaux aux événements internationaux diffère également selon les objectifs nationaux. C'est ce que montre l'évocation des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne et celle de la révolution russe ; ces deux événements sont accueillis positivement ou négativement et relatés par chacun des deux quotidiens selon les conséquences qu'ils peuvent entraîner pour la nation dont ils se sentent solidaires.

Par ailleurs, il est fréquent que les deux journaux ne retiennent pas les mêmes éléments d'une même affaire comme le montre le traitement du procès Hansi où l'interprétation des faits est assujettie à des objectifs de nature nationale. Enfin, on notera que c'est avec une réserve identique, une certaine prudence peut-être envers leurs lecteurs, que les journaux traitent les événements concernant directement leur région comme le prouve la surprenante absence d'articles sur la révolution en Alsace-Lorraine.

En fait, il est important de retenir de cette brève évocation de l'actualité pendant la Guerre 14/18 que la presse, même d'information générale, ne se contente pas de diffuser les communiqués et les dépêches des agences tel quel, ou alors c'est qu'elle le fait avec un objectif précis. Le plus souvent, un journaliste ajoute, à l'annonce et au récit d'un événement, un commentaire qui suit la ligne définie par le directeur de la publication. De plus, celui-ci, en accord avec l'ensemble de la rédaction, décide de la place à donner à une information, de sa surface textuelle et de la disposition de celle-ci dans le journal, la Une étant évidemment réservée à l'événement du jour. Par ce choix, un journal donne plus d'importance à un fait précis qu'au reste de l'actualité. Ce choix reste

évidemment subjectif mais sera transmis aux lecteurs et influencera leur jugement de l'actualité.

Par ces artifices, le journal s'implique donc dans l'actualité ou refuse de s'impliquer. Il peut aussi instaurer un dialogue avec ses lecteurs. A cet égard, certains des cas que nous avons cités sont caractéristiques. Et le fait que la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* représentent deux pays en guerre est bien sûr important dans le traitement d'une information mais, même lorsque l'événement est "neutre" comme peut l'être l'épidémie de grippe espagnole de 1918, l'approche est différente.

Schématiquement, trois éléments peuvent être retenus à ce niveau de notre étude. Premièrement, la presse contribue à l'élaboration d'une vision nationale des événements et des faits. Ainsi, différente d'un pays à l'autre dans la forme et sur le fond, la presse est le "miroir" de son pays d'attache. Elle nous permet d'avoir une idée précise de la perception nationale de l'actualité. Elle en est le miroir mais parfois aussi le relais, lorsqu'elle diffuse des avis officiels, par exemple, ou simplement lorsqu'elle se soumet à la censure.

Deuxièmement, un journal n'est cependant qu'un miroir partiel, voire très sélectif ou même déformé des représentations qui ont cours dans le pays où il est publié. Dans le cas d'espèce qui nous préoccupe, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* développent chacun une vision des faits qui leur est propre par le choix même des informations diffusées, par des procédés formels de mise en valeur ou non de l'information (surface textuelle accordée, disposition dans le journal, gros titres) et par les commentaires qu'ils joignent à l'information.

Troisièmement, le traitement général de l'actualité par les journaux nous permet de percevoir le climat qui règne à l'époque où se produisent les événements relatés. La vision nationale de l'actualité qui se dégage de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* constitue la toile de fond de l'objet principal

de notre étude : l'image de l'ennemi et la vision de leur propre nation que diffusent les journalistes. Avant de parvenir à cette étape de notre analyse, il nous faut nous intéresser à la vision de la guerre qui se dégage de nos deux quotidiens.

CHAPITRE II

VISIONS DE LA GUERRE

Après avoir analysé le traitement général dont l'actualité de la Première Guerre mondiale fait l'objet dans la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* – au niveau international, national et régional – il convient maintenant d'étudier la vision de l'"événement" que constitue la guerre dans les deux quotidiens. Comment la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* incluent-ils la guerre dans leurs colonnes ? Quelle politique rédactionnelle adoptent-ils tout au long du conflit ? D'où vient l'information sur la guerre et comment est-elle rendue dans la presse ? Quel espace rédactionnel occupe-t-elle ? Ce sont quelques-unes des interrogations auxquelles nous essaierons de trouver réponse dans ce chapitre.

Sans approfondir ici les questions qui ont trait aux "images de l'ennemi" et à la perception nationale des événements qui fera l'objet de notre troisième partie, notre but est de mettre en avant les visions croisées franco-allemandes de la presse régionale lorraine par rapport à la guerre qui oppose pendant quatre ans les nations française et allemande. La démarche que nous avons adopté ici est identique à celle que nous avons suivie dans le premier chapitre. Il s'agit de relever – dans les séquences de la Première Guerre mondiale étudiées à travers les quotidiens lorrains – un aspect de la guerre qui offre une perception significative de celle-ci dans le cadre de notre étude et en fonction des objectifs que nous nous sommes fixés.

Nous verrons tout d'abord comment les journaux remanient leurs colonnes en fonction de l'événement "guerre" au moment où celle-ci éclate (entre juillet et

septembre 1914), comment ils passent de la "normalité" de l'actualité à la guerre. Nous verrons ensuite comment les journaux lorrains appréhendent des événements qui menacent la vie quotidienne de leurs lecteurs. Il nous semble en effet intéressant de traiter un point particulier du début du conflit, l'offensive française en Alsace et en Lorraine en août 1914. Mais comme dans le chapitre précédent, l'année 1915 et ses batailles ne nous paraissent offrir aucun point de vue significatif dans le cadre de notre étude ; en effet, après les premières offensives d'août 1914 et la course à la mer de septembre, les combattants s'enterrent dans les tranchées. Des batailles ont lieu bien sûr, mais aucune ne permet de donner un avantage décisif à l'une ou l'autre des armées en conflit. C'est Verdun qui viendra ranimer la flamme du patriotisme du front et de l'arrière. C'est pourquoi, sans toutefois entrer dans le détail des multiples attaques et contre-attaques qui se déroulent entre février et décembre 1916, nous aborderons la grande bataille franco-allemande de la Première Guerre mondiale, guerre dans la guerre. Nous verrons ensuite si, après trente mois de conflit, la guerre a toujours la même importance dans la presse et nous évoquerons les mutineries de 1917 ainsi que l'intensification des combats qui a lieu à la même période. Enfin, après plus de quatre ans de guerre dans laquelle presse et population sont également engagées auprès des combattants et des gouvernements, il s'agit de sortir de la guerre. Nous analyserons ainsi l'attitude de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* face aux derniers combats d'octobre et novembre 1918 et à face à l'armistice du 11 novembre 1918 qui met fin à la guerre.

1. La presse se met en guerre (juillet, août et septembre 1914)

Nous avons évoqué dans une première partie les causes directes et indirectes de la Première Guerre mondiale : les conditions économiques qui peu à peu font le lit d'un conflit, les crises politiques qui favorisent un climat de tension en Europe et notamment entre la France et l'Allemagne, le système des alliances qui entraîne les nations dans une crise dont elles ne mesurent pas l'ampleur. Mais au printemps 1914, la tranquillité règne en Europe, du moins jusqu'à l'attentat de Sarajevo. A partir de là, les événements s'enchaînent et celle qu'on appellera la "Grande Guerre" éclate début août 1914.

Les ordres de mobilisation générale allemand et français sont placardés exactement le même jour et à la même heure en Allemagne et en France : le dimanche 1^{er} août à 16 heures ; et le mardi suivant, le 3 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Le fait que ce soit l'Allemagne qui déclare la guerre est important car c'est ce dont l'histoire se souviendra et – de manière plus immédiate – c'est ce que les populations constatent et retiennent ; d'ailleurs, « si l'Allemagne ne déclar[e] la guerre à la France que le 3 août, c'[est] dans l'espoir que la France en pren[ne] l'initiative »²⁵⁷.

Même si l'image d'Epinal fige le départ enthousiaste des hommes lorsque la mobilisation générale est décrétée en France comme en Allemagne, la réalité, maintenant mieux connue, est tout à fait différente. En fait, la déclaration de guerre surprend les populations alors que l'été est politiquement calme. La France, majoritairement rurale, est plus préoccupée par les travaux des champs que par la lecture des journaux. Le président de la République Raymond Poincaré et le président du Conseil René Viviani, également ministre des affaires étrangères, sont en voyage officiel en Russie au moment où éclate la crise dans les Balkans. Lorsque Jean-Jacques Becker évoque les réactions de la population

française à l'annonce de la mobilisation, il parle de « stupeur » et de « consternation » puis de « résolution » : « pour les mobilisé et leurs familles, un sentiment domin[e], avoir à défendre leur pays »²⁵⁸. Les études relatives à la mobilisation en Allemagne sont moins avancées qu'en France²⁵⁹, néanmoins, si elles mettent en avant quelques réactions patriotiques à l'annonce de la mobilisation générale – à Berlin par exemple – elles soulignent aussi que celles-ci font rapidement place à « une très grande nervosité », « une inquiétude sourde » « au fur et à mesure que l'on prend conscience de la certitude de la guerre »²⁶⁰. Ces constatations sont également celles de Gerd Krumeich qui dresse un rapide tableau des grandes villes de l'Empire à la déclaration de guerre : « il est important de noter que ce flux guerrier, chauvin et de défense nationale, se trouve quasiment estompé dans la mesure où s'approche la guerre réelle »²⁶¹. Il parle même de « désolation » et de « panique ». Ainsi, on est loin de l'enthousiasme que certains nationalistes ont voulu voir dans les quelques réactions patriotiques des populations. Il s'agit plus en fait de résignation. Et n'oublions pas qu'en août 1914, la France et l'Allemagne dans leur ensemble – qu'il s'agisse des mobilisés

²⁵⁷ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la grande Guerre. op. cit.*, p.43.

²⁵⁸ *Ibid.*, p.46.

²⁵⁹ Gerd Krumeich parle de recherche historique « quasi inexistante » en Allemagne à propos de certains aspects de la Première Guerre mondiale : « l'histoire des mentalités au XIX^e et XX^e siècles étant une branche d'un développement relativement faible en Allemagne, il faut constater que l'historiographie de la guerre de 1914 s'en trouve sensiblement empreinte. [...] Pour le cas de l'Allemagne nous manquons singulièrement d'un livre qui prenne de relais des grands travaux de J.-J. Becker sur l'entrée en guerre des Français et sur les Français dans la grande guerre. ». In KRUMEICH, Gerd : « L'entrée en guerre de l'Allemagne », p.65-66. In BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane (dir.) : *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*. Actes du colloque organisé à Nanterre et à Amiens du 8 au 11 décembre 1988. Publication de l'Université Paris X de Nanterre, 1990. D'où les nombreuses références que nous empruntons à Becker, initiateur des recherches sur la "culture de guerre" et qui travaille dans le sens d'une étude comparative de la Première Guerre mondiale (même si la recherche en Allemagne continue d'évoluer).

²⁶⁰ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.47.

²⁶¹ KRUMEICH, Gerd : *op. cit.*, p.67. „Mommensen écrit lui aussi à ce propos : Die nationale Begeisterung der Augusttage war echt, sie war keine Fiktion, wie jüngst behauptet worden ist. Aber sie ging einher mit depressiver Gefühlen und tiefer Sorge vor dem, was kommen würde.“ In MOMMSEN, Wolfgang J. : *op. cit.*, p.35.

et de leurs familles, des états-majors militaires ou des gouvernements – croient fermement à une guerre courte et victorieuse... Mais qu'en est-il au niveau de la presse ? Se peut-il que des journalistes prompts à l'analyse politique n'aient rien vu venir ? La guerre n'est-elle pas déjà dans les esprits en juillet 1914 ? Y a-t-il des signes avant-coureurs ? Comment la presse s'est-elle "mise" en guerre ?

Ce sont ces questions auxquelles nous essaierons de trouver réponse à travers l'analyse de *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* entre juillet et septembre 1914.

C'est en trois phases successives que la *Metzer Zeitung* fait son entrée dans la guerre entre juillet et septembre 1914. La première séquence se situe entre l'attentat de Sarajevo et la crise des Balkans, c'est-à-dire jusqu'au 25 juillet 1914²⁶² ; la deuxième phase concerne essentiellement la dernière semaine de juillet et la troisième commence le 1^{er} août pour se terminer en septembre 1914 au moment où la course à la mer s'engage.

Alors que l'Allemagne est encore en paix, la *Metzer Zeitung* adopte une attitude de moins en moins pacifique. On peut y lire, dès le début du mois de juillet 1914, des articles anti-français. Le 7 juillet par exemple, paraît un article sur le comportement agressif de la France au Maroc, pays pour lequel l'Allemagne développe évidemment toujours un intérêt particulier. Tout ce qui touche la France capte de plus en plus l'attention du journal allemand qui lui consacre une grande partie de son information. Plus que les textes, ce sont les sujets dont ils traitent qui semblent ici particulièrement intéressants à relever. Ce sont principalement des nouvelles à caractère militaire : le 3 juillet, un article porte sur le nouvel uniforme de l'armée française, le 10, une chronique est

²⁶² Cette séquence commence donc exactement le 28 juin 1914 (jour de l'attentat de l'Archiduc héritier du trône d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo) alors que le corpus étudié débute le 1^{er} juillet 1914.

consacrée à l'aviation française, sans compter les nombreux textes relatifs au service militaire de trois ans.

La diffusion de ces informations militaires sur la France est en partie motivée par le débat budgétaire qui a lieu au même moment à la Chambre des députés à Paris. La sélection même que le journal effectue dans l'abondante matière que lui apporte la discussion sur le budget n'est naturellement pas "innocente". Si la *Metzer Zeitung* rend surtout compte des débats sur les questions militaires, c'est qu'en juillet 1914, elle désire proposer à ses lecteurs une image tout à fait agressive de la France. C'est ce que démontrent d'autres articles d'une portée plus générale ; le 11 juillet un long article complété d'une carte sur les différentes alliances en Europe compare les capacités militaires de chaque pays. Visiblement, il paraît important au quotidien messin de faire le point sur la situation politique et militaire en Europe en juillet 1914. Se prépare-t-il et prépare-t-il ses lecteurs à la guerre ? C'est une possibilité tout à fait réaliste car la *Metzer Zeitung* apparaît ici tout à fait en phase avec un courant idéologique qui traverse les milieux intellectuels allemands du début du XX^e siècle : les "idées de 1914". De nombreuses personnalités d'obédience libérale croient en effet en l'idée de « guerre inévitable » et même « aux vertus rédemptrices de la guerre », mais c'est surtout l'idée de « la nécessité de défendre les intérêts allemands »²⁶³ qui est la plus répandue. Ce sont deux aspects développés au sein de ce courant idéologique qui nous paraissent tout à fait significatifs dans le cadre d'une étude qui porte sur la perception de la guerre. Ils éclairent l'attitude de la presse allemande en juillet et en août 1914 face au déclenchement des hostilités²⁶⁴. Premièrement, la guerre permettrait de créer « un nouveau principe politique [...]

²⁶³ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.41.

²⁶⁴ Nous évoquons ici un thème qui sera détaillé dans le troisième volet de la présente étude, car les "idées de 14" sont développées tout au long de la guerre en Allemagne non seulement pour justifier le conflit, mais aussi pour « mobiliser intellectuellement et moralement la population ». In KOSZYK, Kurt : *Deutsche Pressepolitik im Ersten Weltkrieg*. Droste Verlag, Düsseldorf, 1968. p.75.

qui pourrait remplacer les "idées de la Révolution française de 1789"²⁶⁵. Car, les tenants des "idées de 1914", des intellectuels comme l'écrivain Thomas Mann, le sociologue Alfred Weber, l'économiste Werner Sombart ou encore Ernst Troeltsch, « considèrent les idées de 1789 comme démodées et dépassées »²⁶⁶. Deuxièmement, le pasteur et homme politique Friedrich Naumann, proche du sociologue Max Weber,²⁶⁷ développe l'idée de *Mitteleuropa* – grande puissance centre-européenne dont la France et l'Angleterre seraient exclues et dont l'Allemagne serait le centre²⁶⁸ – qui repose pour lui sur une politique extérieure expansionniste de l'Allemagne. C'est pourquoi, « en 1914, il apporta son soutien au cabinet Bethmann-Hollweg, contribuant à répandre l'idée que la guerre n'était que défensive et donc légitime »²⁶⁹. Les analyses de Fritz Fischer mettent en avant l'impérialisme allemand comme l'une des causes majeures de la Première

²⁶⁵ DEMM, Eberhard : « Les intellectuels allemands et la guerre », p.185. In BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *op. cit.*, p.183-197. A propos du discours et de l'attitude des Intellectuels allemands pendant la guerre, Cf. également MOMMSEN, Wolfgang J. (Hrsg.) : *Kultur und Krieg : die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*. Oldenburg Verlag, München, 1996. Quant au rôle des Intellectuels français pendant la guerre, Cf. PROCHASSON, Christophe / RASMUSSEN, Anne : *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*. Editions La Découverte, Paris, 1996.

²⁶⁶ DEMM, Eberhard : *op. cit.*, p.184.

²⁶⁷ Mommsen évoque l'influence de Max Weber sur les idées de Friedrich Naumann ; il parle de « l'appel à une politique allemande de grande puissance » que Weber lance dans sa leçon inaugurale de Fribourg en 1895 et qui eu sur Naumann « l'influence la plus immédiate et la plus importante » : « C'était là l'idée d'un Etat national fort que Max Weber a apporté à Friedrich Naumann et qui influença de façon déterminante son évolution à partir d'une politique chrétienne à tendances socialistes vers une politique de puissance nationale impérialiste ». In MOMMSEN, Wolfgang J. : *Max Weber und die deutsche Politik. 1890-1920*. J.C.B. Mohr, Tübingen, 1959 (traduction française : *Max Weber et la politique allemande. 1890-1920*. PUF, Paris, 1985, p.100.).

²⁶⁸ L'idée de départ de la *Mitteleuropa* est de délimiter les frontières d'une nation allemande. « Cette Europe centrale qui serait l'espace naturel de l'influence allemande va de la Belgique à la Bulgarie et aux pays Baltes », on parle d'"espace vital" (*Lebensraum*, la formule est de Friedrich Ratzel, 1901). In LE RIDER, Jacques : *La Mitteleuropa*. PUF « Que sais-je ? », Paris, deuxième édition corrigée 1996, p.98.

²⁶⁹ *Ibid.*, p.93.

Guerre mondiale²⁷⁰. Mais Naumann présente en 1914, lors des discussions sur les buts de guerre allemands, une Allemagne menacée par la Russie tsariste. Ce qui justifie à ses yeux le déclenchement d'une guerre face à la Russie fin juillet 1914. Influencée par les "idées de 1914" qu'elle véhicule dans son discours anti-français, anti-anglais ou anti-russe, la *Metzer Zeitung* adopte néanmoins une attitude prudente face à l'évolution de la crise qui éclate le 25 juillet 1914.

A partir du 25 juillet, jour de la réponse serbe à l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie, et durant la semaine qui suit, le journal concentre son information sur la crise qui frappe l'Europe. Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la *Metzer Zeitung* envisage les réactions des différents pays européens selon les alliances qui existent. Elle se veut malgré tout rassurante, donne à croire que la guerre est encore évitable. Mais c'est dans les dernières pages du journal, au niveau de la réclame, que l'on peut percevoir de la manière la plus significative l'état d'esprit de la *Metzer Zeitung* en cette dernière semaine de juillet. On constate en effet que les commerçants messins semblent anticiper certains événements en faisant paraître des réclames pour des malles de voyage, des vêtements chauds, des conserves alimentaires, des féculents et des fruits et légumes secs. Ce qui paraît intéressant ici n'est pas que de la publicité concerne des produits d'hiver, mais aussi des produits de voyage comme les malles, les lampes torches, les chaussures pour la marche, tous types de produits dont des hommes en campagne militaire peuvent avoir besoin... Les commerçants messins, loin de deviner la portée de leurs réclames, se font à leur manière les reflets de cette crise qui secoue l'Europe et des inquiétudes qu'elle provoque dans la population.

²⁷⁰ Cf. FISCHER, Fritz : *Griff nach der Weltmacht. op. cit.* Et FISCHER, Fritz : *Krieg der Illusionen. op. cit.*

Le 1^{er} août, jour où l'état de guerre est déclaré, la *Metzer Zeitung* adopte résolument une ligne politique de guerre. Ce jour marque aussi, en Allemagne, l'instauration officielle de la censure, mesure sur laquelle nous reviendrons plus en détail ultérieurement. A partir de cette date du 1^{er} août 1914, deux éléments semblent significatifs quant à la logique de guerre qui s'impose dans la presse : l'apparition de nouvelles rubriques, directement liées au conflit, et l'utilisation de la presse par les pouvoirs en place ; le journal devient le vecteur de la communication entre les autorités et la population et même un outil de propagande.

Les rubriques de la *Metzer Zeitung* sont assez diversifiées si on tient compte du volume global important du quotidien (6 à 8 pages). De ce fait, les nouvelles rubriques, créées au moment où les hostilités éclatent, trouvent sans problème leur place au milieu des rubriques habituelles. Elles se présentent sous diverses formes. On distingue beaucoup de dépêches, de télégrammes provenant des agences de presse dans les rubriques « Nouvelles de près et de loin » (*Nachrichten aus Nah und fern*) ou « Nouvelles de la guerre » (*Nachrichten zum Krieg*), quelques récits de batailles transmis par le correspondant de guerre du journal, le général d'infanterie Blume²⁷¹, et des rubriques telles les listes de dons (*Liebesgaben*) ou les listes de morts, blessés et disparus (*Verlustliste*) qui représentent plus de cinq colonnes le 15 septembre 1914 ! Evidemment c'est la Une du quotidien qui est la plus bouleversée par l'apparition des nouvelles rubriques. C'est en effet à cet endroit que l'on trouve les principales dépêches et télégrammes relatant l'avancée des combats qui constituent un événement journalistique tranchant avec l'actualité quotidienne et estivale de la *Metzer Zeitung*. Vu l'ampleur de l'événement, la guerre empiète largement sur les autres

²⁷¹ Le nom du général d'infanterie Blume, correspondant de guerre de la *Metzer Zeitung*, est par ailleurs cité par l'historien de la presse allemand Kurt Koszyk. Selon l'auteur, Wilhelm von Blume (1835-1919) est notamment l'auteur d'un ouvrage intitulé *Stratégie* et publié en 1882.

rubriques. En septembre, il y a parfois plus de dix colonnes consacrées à la guerre par édition. A titre d'exemple, le 12 septembre 1914, l'information sur le conflit dans la *Metzer Zeitung* représente 35% de la surface textuelle totale. Sans compter que la guerre fait aussi son apparition dans les annonces de décès, reconnaissables par la présence de la croix de fer dans l'encadré et par le texte « Mort au combat pour le Roi et la Patrie » (*Im Kampfe für König und Vaterland*). L'apparition de nouvelles rubriques constitue donc le repère visuel le plus frappant qui permet de reconnaître que la *Metzer Zeitung* se met en guerre. Mais ce qui marque également l'entrée en guerre du quotidien messin est son utilisation régulière par les autorités militaires et civiles.

La *Metzer Zeitung* devient dès la déclaration de guerre le vecteur de discours officiels, d'appels et d'avis à la population provenant de différentes institutions qui, en quelque sorte, s'approprient les colonnes du quotidien. Ces avis à la population sont signés par le maire de Metz, par le gouverneur, par le commissaire de police ou par des associations à but humanitaire comme la Croix-Rouge. Ils sont le plus souvent diffusés sous la forme d'encadrés reproduits dans plusieurs numéros de suite. Ainsi, la presse, même lorsqu'elle déclare son indépendance politique, sert de lien entre les pouvoirs en place, politiques et militaires, et la population²⁷².

La *Metzer Zeitung* semble donc prête à jouer son rôle dans les hostilités avec la France avant même que la guerre ne soit déclarée. Elle offre ses colonnes aux autorités, remanie ses rubriques en fonction des besoins du conflit et concentre son information sur les futurs ennemis. La création de nouvelles

In KOSZYK, Kurt : « Une bataille dans la presse : la Somme », p.215. In BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *op. cit.*

²⁷² Nous retrouverons beaucoup les encadrés en question dans la *Metzer Zeitung* lorsque nous aborderons le dernier chapitre de la présente étude « Au service de la nation » car ils contiennent fréquemment des messages qui exhortent les populations à resserrer les liens avec la nation.

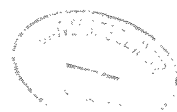
rubriques consacrées au conflit marque une rupture nette et visible entre la paix et la guerre. Mais même si ces rubriques occupent une surface textuelle de plus en plus importante, elles s'intègrent parfaitement dans le quotidien et constituent plus un remaniement du journal qu'un bouleversement. Ce qui n'est pas le cas de *L'Est Républicain*.

L'Est Républicain n'entre pas en guerre de la même manière que la *Metzer Zeitung*. Nous pouvons distinguer trois "ruptures" dans ses colonnes entre juillet et septembre 1914. La première se situe le 25 juillet, la deuxième le 1^{er} août et la troisième le 7 août 1914. Il semble ici tout à fait justifier de parler de "rupture" parce que ces dates marquent des bouleversements dans l'histoire de *L'Est Républicain*.

L'entrée en guerre constitue bien pour *L'Est Républicain* une rupture au sens propre du terme car, jusqu'au 25 juillet 1914, telles que les articles les transcrivent, les préoccupations du journal sont éloignées de toute idée de conflit où la France serait mêlée. Mis à part deux articles à caractère militaire le 9 et le 11 juillet et qui sont liés au vote du budget militaire et aux débats qu'il entraîne à la Chambre, on ne trouve aucun article de propagande, et en particulier pas une seule ligne qui serait dirigée contre l'Allemagne. Le quotidien nancéen s'intéresse plus aux festivités estivales de la région comme les fêtes du 14 juillet par exemple ; il fait également beaucoup de publicité aux stations thermales lorraines. Son contenu est donc résolument tourné vers des préoccupations régionales et ne marque pas d'intérêt pour la politique internationale. Ce sont les faits divers qui sont placés à la Une avec les procès Hansi et Caillaux. Toutefois, la crainte de la guerre n'est pas totalement absente des colonnes de *L'Est Républicain*. Le mot apparaît même dans un titre le 20 juillet mais ne concerne alors que la crise dans les Balkans. La tension devient certes peu à peu perceptible dans le journal, mais la rupture véritable intervient le 25 juillet.

C'est à partir du 25 juillet 1914, jour où la réponse serbe à l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie est connue, que le contenu du journal change une première fois. *L'Est Républicain* prend alors conscience que la crise peut non seulement atteindre la France mais peut incontestablement évoluer vers la guerre. C'est pourquoi il pose la question clairement : « Evitera-t-on la guerre ? ». Jusque là, il ne se démarque guère du quotidien allemand ; mais alors que la *Metzer Zeitung* s'empresse de donner à ses lecteurs un schéma détaillé de la situation européenne, *L'Est Républicain* refuse d'envisager l'escalade vers le conflit armé. On peut lire en effet, le 31 juillet, dans l'éditorial de René Mercier : « Oui, chaque jour écoulé est un jour enlevé au péril de guerre, un jour ajouté aux chances de paix ». Pourtant, dans cette dernière semaine de juillet, on ne manque pas d'évoquer les mesures prises à la frontière lorraine et les manœuvres militaires. De plus, quelques articles dirigés contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie font leur apparition révélant l'ambiguïté de la position du journal français ; il ne veut pas envisager la guerre mais tient déjà des propos négatifs contre le voisin germanique qui d'ores et déjà devient, ou redevient, l'ennemi.

La deuxième rupture au niveau du contenu de *L'Est Républicain* a lieu le 1^{er} août 1914, jour où « L'état de menace de guerre » (*Kriegsgefahrzustand*) est déclaré en Allemagne et où la France appelle à la mobilisation. Cette date marque, pour *L'Est Républicain* comme pour la *Metzer Zeitung*, le début de l'utilisation de la presse par les autorités. Dès le 2 août, l'avis de mobilisation générale français est publié à la Une du quotidien, puis sont diffusés des avis destinés aux populations ou aux réfugiés, des appels adressés aux agriculteurs et aux femmes, sans compter les dépêches officielles communiquées par la Préfecture.



Il en sera ainsi tout au long de la guerre. La presse devient, beaucoup plus qu'en temps de paix, un instrument, un moyen de communication entre le pouvoir et les populations. Cette intervention des autorités dans le journal relève soit d'une contrainte administrative, soit d'une obligation morale, ou d'un acte volontaire et patriotique de la part du directeur de la publication. Elle s'inscrit dans le rôle d'information de la presse auprès de ses lecteurs et ne lui est pas forcément défavorable ; en effet, les populations lisent le journal, leur source principale d'information, afin de connaître non seulement l'évolution de la situation mais également les avis officiels qu'il diffuse. Ainsi, malgré la tentation d'un journal de vouloir rester indépendant des pouvoirs publics, son rôle de vecteur de l'information le conduit à être lié aux pouvoirs en place. Mais c'est avant tout la censure militaire imposée officiellement à la presse française à partir du 5 août 1914 qui marque une rupture dans le rôle que s'assigne la presse (et qui lui sera défavorable dans la perception qu'ont d'elle ses lecteurs). L'avis de mise sous censure de la presse est d'ailleurs publié à cette date dans le quotidien nancéen. C'est le début d'une politique de censure et de propagande au niveau de laquelle selon Jean-Baptiste Duroselle, « l'incohérence domine » et qu'on retiendra sous le nom de "bourrage de crâne" :

Le peuple français était littéralement traité en mineur imbécile et naïf ; et naturellement, outre l'irritation constante des journalistes, le résultat produit était une méfiance générale à l'égard du "bourrage de crâne".²⁷³

Ainsi, comme pour la *Metzer Zeitung*, toutes les informations de *L'Est Républicain* diffusées à partir du mois d'août 1914 sont à lire en fonction de la censure, dont l'introduction marque une rupture importante pour le journal même si elle n'est pas aussi "visible" pour *L'Est Républicain* que celle du 7 août 1914.

Car la guerre entraîne également une rupture au niveau formel dans *L'Est Républicain*. C'est le fait le plus marquant de ce début de guerre. Le 7 août 1914, le volume du journal se trouve brutalement réduit à une feuille recto-verso. Le 11 août, la rédaction en donne les raisons²⁷⁴ : le manque de papier et un personnel plus restreint sont, semblent-ils responsables de cet aménagement du journal de René Mercier. Celui-ci annonce également que le nombre d'éditions se limitera désormais à une seule édition quotidienne. En dépit de cette réduction de l'espace rédactionnel, et comme dans la *Metzer Zeitung*, de nouvelles rubriques font leur apparition. A la Une apparaissent les rubriques « Les opérations » ou « La situation » qui font le compte rendu des batailles et, en page deux, on trouve une rubrique intitulée « Pour les blessés ou les indigents » qui liste les dons de la population. D'autres rubriques disparaissent du fait de la compression du journal sur deux pages, c'est le cas notamment du roman-feuilleton et des critiques culturelles. Néanmoins, même réduit à deux pages, *L'Est Républicain* réussit à se maintenir comme journal d'information régionale ; même si les informations culturelles disparaissent de ses colonnes, il continue à accorder une large place à l'actualité régionale. Mais surtout, sur deux pages, il réserve une surface textuelle importante au conflit. Le 12 septembre 1914 par exemple, 58% de la surface globale du quotidien nancéien sont consacrés à l'information sur la guerre. Ce qui est proportionnellement plus élevé que dans la *Metzer Zeitung* bien que, dans l'absolu, l'information sur la guerre soit plus étoffée dans le journal allemand que dans le journal français. Les comptes rendus de l'attaché militaire de la *Metzer Zeitung*, par exemple, n'ont pas d'équivalent dans *L'Est Républicain*. Cela révèle-t-il une meilleure organisation face au conflit débutant de la part du quotidien messin que de la part du quotidien nancéien ou simplement une

²⁷³ DUROSELLE, Jean-Baptiste : *La Grande Guerre des Français. 1914-1918. L'incompréhensible*. Perrin, Paris, nouvelle édition 2002, p.144-145.

²⁷⁴ Cf. Première partie, chapitre III « La presse française et allemande ».

meilleure organisation de la presse allemande que celle de la presse française ?
La question reste ouverte.

Comme le montre ce qui précède, *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* entrent en guerre de façon très différente. Pourtant la situation de départ est la même en France et en Allemagne, comme le fait remarquer Jean-Jacques Becker,

l'attentat [de Sarajevo] ne provoqua pas une émotion excessive en Europe, la presse internationale ne marqua que rarement de l'inquiétude. L'été poursuivit son cours sans en être particulièrement troublé.²⁷⁵

Mais il est vrai que l'Allemagne est d'emblée plus impliquée que la France dans le conflit qui s'installe étant donné que son alliée, l'Autriche-Hongrie, attend son approbation pour agir face à la Serbie. Si les gouvernements allemand et autrichien ne souhaitent pas l'extension du conflit austro-serbe à l'ensemble de l'Europe, ils ne peuvent ignorer cette probabilité. La presse évoque elle aussi cette éventualité, comme nous le voyons à travers la *Metzer Zeitung*²⁷⁶. C'est une des raisons qui expliquent la meilleure compréhension dont fait preuve le journal allemand face au déroulement des événements de juillet 1914. Le discours du quotidien messin est beaucoup plus pondéré que les réactions des populations des grandes villes du *Reich* décrites par Gerd Krumeich : « Juillet 1914 est un mois paisible, l'enthousiasme guerrier est général à partir du 25 juillet [...]. Mais on assiste aussi aux premiers faits de panique »²⁷⁷. Mais il est plus en phase avec les réactions des habitants des petits bourgs au sujet desquels les chroniques parlent

²⁷⁵ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.37.

²⁷⁶ Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 1.2 « L'attentat de Sarajevo et la crise dans les Balkans », p.106-114 où les attitudes respectives de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* face à la crise européenne de la dernière semaine de juillet 1914 sont détaillées.

²⁷⁷ KRUMEICH, Gerd : *op. cit.*, p.65-74.

« d'une atmosphère lourde de tension comme avant l'éclatement d'un orage »²⁷⁸
dans les jours qui précèdent les déclarations de guerre.

L'Est Républicain entre en guerre de façon plus brutale que la *Metzer Zeitung*. Le déclenchement des hostilités a créé une forte surprise dans la population française. Les rassemblements de population ont lieu seulement à partir de l'ordre de mobilisation générale le 1^{er} août 1914 (alors que Krumeich les décrit à partir du 25 juillet en Allemagne) et Jean-Baptiste Duroselle tient à différencier les réactions des populations des grandes villes où « les manifestations d'enthousiasme patriotique sont innombrables » et celles des populations des campagnes où « on part avec tristesse »²⁷⁹. Mais la presse française a-t-elle été également surprise ou a-t-elle simplement refusé d'envisager la possibilité d'un conflit ? Il semblerait que tant que le gouvernement n'a pas déterminé sa position par rapport à la crise qui se développe pendant la dernière semaine de juillet, il est difficile pour les journaux de parler ouvertement de guerre sans craindre de fortes réactions de la part des lecteurs (et des autorités probablement). Mais n'est-ce pas le rôle de la presse que d'analyser les situations de crise et d'en envisager les conséquences, même les plus négatives ? On est en droit de se poser des questions sur l'attitude de refus que *L'Est Républicain* adopte jusqu'aux derniers jours de paix. A la différence de la *Metzer Zeitung*, le quotidien nancéien ne fait paraître aucune analyse de la situation européenne, aucune référence n'est faite non plus au système des alliances qui entraîne la France dans la guerre. Le 31 juillet 1914, René Mercier, dans son éditorial, s'accroche encore à la paix alors que l'Autriche-Hongrie est entrée en guerre contre la Serbie et surtout que la Russie – prête à soutenir son alliée – mobilise

²⁷⁸ *Ibid.*, p.72.

²⁷⁹ DUROSELLE, Jean-Baptiste : *op. cit.*, p.61-62. Duroselle rappelle à l'occasion que la France de 1914 est avant tout une France rurale : « c'est en 1926 seulement que la population urbaine dépassera la population rurale : paysans, commerçants, artisans des villages ».

ses troupes. Cette attitude peut paraître d'autant plus surprenante que le conflit aurait pu être fatal au quotidien nancéien brutalement privé de matériel et de personnel.

Malgré tout, il arrivera à tourner à son avantage les handicaps que sont la réduction du nombre de pages et d'éditions et la censure. Il continuera en effet d'augmenter son tirage pendant les quatre années de guerre²⁸⁰ et éliminera même des concurrents. Ce qui est aussi le cas de la *Metzer Zeitung* qui, dans des conditions certes d'entrée de jeu bien plus favorables, augmente également son tirage²⁸¹.

Ainsi, nous avons à travers la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain* deux attitudes différentes de la presse qui se met en guerre. Côté allemand, où le gouvernement joue un rôle actif dans les événements de juillet 1914, la presse apparaît plus attentive quant à la possibilité d'une guerre européenne alors que, côté français, la presse entre en guerre à reculons. Néanmoins, l'attitude des deux quotidiens ne reflète pas l'attitude de deux nations où l'on aurait d'un côté l'expression de la volonté d'une nation à faire la guerre et de l'autre côté la volonté d'une autre nation à sauver la paix. Cependant, face à la dégradation de la situation, les lecteurs de la *Metzer Zeitung* ont probablement une meilleure approche de la suite des événements par les comptes rendus qu'elle en fait que les lecteurs de *L'Est Républicain* à la lecture de leur quotidien. Et rétrospectivement, le sentiment qui se dégage à la lecture des deux journaux laisse supposer que l'Allemagne recherche la guerre là où la France se laisse surprendre par la déclaration de guerre allemande du 3 août 1914. Mais une fois

²⁸⁰ *L'Est Républicain* tire à 12.000 exemplaires en 1914 avant l'entrée dans le conflit et à 26.500 exemplaires à la fin de la guerre en 1918. Cf. *supra* Première Partie, chapitre III, sous-chapitre 2.1. « Un quotidien régional français, *L'Est Républicain* », p.72.

²⁸¹ Les tirages de la *Metzer Zeitung* passent de 5.000 en 1914 à plus de 35.000 pendant la guerre. Cf. *supra* Première partie, chapitre III, sous-chapitre 2.2. « Un quotidien régional allemand, la *Metzer Zeitung* », p.79.

entrée en guerre, comment la presse aborde-t-elle les batailles ? L'approche divergente des événements persiste-t-elle ? Comment l'attitude de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* évolue-t-elle pendant la durée du conflit ?

2. L'avancée des troupes françaises en Alsace-Lorraine

(août et septembre 1914)

La Lorraine a été, est et sera le champ de bataille décisif d'une guerre franco-allemande ; ainsi en a décidé le Plan XVII et ses nombreuses variantes que reprend le généralissime Joffre dès que l'ordre de mobilisation générale est placardé dans toutes les villes de France. « Dans les villes de l'Est devenues en quelques jours des places d'armes bondées de troupes, une activité fiévreuse et réglée préside à la mobilisation »²⁸². Dès le 31 juillet 1914, les trains français convergent en direction de l'Est et de la ligne de fortification Seré de Rivière amenant hommes, chevaux et matériel. A l'inverse, devant cette arrivée massive d'hommes, l'évacuation vers l'intérieur des bouches dites inutiles est décidée, bien qu'aucun plan d'évacuation de l'ensemble des populations ne soit prévu ; sont alors concernées en priorité les familles de militaires et de fonctionnaires. Comme le souligne Gérard Canini, le choix de la Lorraine pour concentrer les efforts militaires français à l'aube de la Grande Guerre n'est pas le fruit d'une décision récente :

L'ignorance du plan de concentration allemand et des intentions ennemies d'attaquer par la Belgique, la situation géographique de la Lorraine proche des régions annexées, qui donnait le sentiment que cet espace militarisé à outrance depuis 40 ans était voué à la reconquête des terres perdues après la guerre de 1870, les efforts consentis par la nation pour doter la frontière du Nord-Est, créée par la Traité de Francfort, d'une ligne de forts articulés sur les quatre grandes places de Verdun, Toul, Epinal et Belfort, semblaient donner la certitude morale que c'était là, sur cette terre meurtrie au cours des siècles, que devait, une fois de plus, se jouer la sort des armes de la France.²⁸³

²⁸² CANINI, Gérard : *La Lorraine dans la guerre de 14-18. op.cit.*, p.7.

²⁸³ *Ibid.*, p.9.

Schématiquement, Joffre prévoit deux attaques en Lorraine : l'une en aval de Toul, entre les massifs forestiers des Vosges et de la Moselle, l'autre au Nord d'une ligne Verdun-Metz. Pour lier ces actions, des forces sont réparties sur les hauts de Meuse et en Woëvre. Ce qui amène une très forte concentration d'hommes dans la région ; cinq corps d'armée sont massés le long de la frontière. Mais, suivant la stratégie militaire de mouvement prévue par le Plan XVII²⁸⁴, le généralissime fait attaquer tout de suite en Alsace « sans attendre la fin de la concentration des armées prévue pour le 17 août », précise Pierre Miquel qui explique succinctement les offensives françaises d'août 1914 en Alsace et en Lorraine :

Dix jours plus tôt, les troupes de couverture de la 1^{ère} armée du général Dubail attaquaient sur Mulhouse, prise le lendemain, reprise le 10 par les Allemands. Une deuxième offensive, confiée à Pau, débouchait du 14 au 17, avec deux armées en ligne sur Sarrebourg au Nord des Vosges, et de nouveau sur Mulhouse. Nouvel échec : Mulhouse reprise devait être abandonnée, ainsi que la Haute-Alsace, sauf la petite ville de Thann. Troisième offensive de toutes les armées françaises du centre et de l'Est déclenchée le 19 août : Dubail échoue devant Sarrebourg, Foch devant Morhange. Les Français se replient sur le Grand-Couronné de Nancy.²⁸⁵

Ainsi, l'avancée des troupes françaises en Alsace et en Lorraine est rapidement arrêtée par les forces armées allemandes, celles de la V^e armée du *Kronprinz* impérial engagée à l'Est d'une ligne Metz-Thionville, de la VI^e armée du *Kronprinz* Ruprecht de Bavière qui fait face à Nancy et de la VII^e armée Von Heeringen basée le long de la frontière alsacienne. L'échec des premières offensives militaires françaises est rapide et total. Mais en France, « l'illusion des

²⁸⁴ « En 1914 toute l'armée est orientée vers l'offensive « toutes forces réunies », une offensive qui doit être poussée avec la dernière énergie, voire avec brutalité. Il faut vaincre par le choc : c'est la guerre éclair dont la durée ne saurait excéder quelques semaines », précise CORVISIER, André : *Histoire militaire de la France*. Tome 3 : « de 1871 à 1940 ». PUF, Paris, 1^{ère} édition « Quadrige » après mise à jour 1997, p.164.

²⁸⁵ MIQUEL, Pierre: *La Grande Guerre. op. cit.*, p.98.

civils, entretenue par le silence, fut plus longue à se dissiper. Pendant deux mois, il n'y aura pas de correspondance entre les militaires et leurs familles » et les communiqués militaires cachent la réalité de la situation²⁸⁶. La Lorraine française, quant à elle, vit la guerre dès son déclenchement et de manière extrêmement brutale, comme le souligne François Roth qui évoque en particulier les aspects suivants :

L'abandon des populations civiles dont l'évacuation n'avait pas été prévue. Une masse de réfugiés et de déplacés a été ballottée au gré des passages de troupes.

La brutalité de la conquête allemande qui s'est accompagnée de pillages, violences et incendies. Le bilan des otages maltraités, déportés ou fusillés est impressionnant. Il est sans commune mesure avec celui de 1870. En 1940, les soldats de la *Wehrmacht* seront beaucoup plus corrects que ceux du *Kaiser*.

La population qui est restée est une population diminuée, privée de la plupart des hommes jeunes et traumatisée par les violences subies.²⁸⁷

De même en Lorraine annexée – sous état de siège depuis le 31 juillet 1914 – « la tension est latente »²⁸⁸. La situation des deux Lorraines au déclenchement de la guerre n'est donc pas favorable à la diffusion de l'information, également soumise à la censure militaire. Comment les journaux lorrains rendent-ils compte de ces premières batailles décisives pour leur région ?

Dès les premiers jours de la guerre, la *Metzer Zeitung* parle de violations de la frontière alsacienne par les Français mais ces allégations n'occupent pas la Une du journal centrée sur la traversée de la Belgique par les troupes allemandes, l'occupation du Luxembourg et le début d'une guerre qui se veut européenne avant d'être mondiale : « La guerre européenne des nations » (*Der europäische*

²⁸⁶ DUROSELLE, Jean-Baptiste : *op. cit.* p.80

²⁸⁷ ROTH, François : « Lorraine annexée et Lorraine occupée / 1914-1918 », p.289-309. In BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *op. cit.*, p.294.

²⁸⁸ *Ibid.*, p.295.

Völkerkrieg) titre l'édition du 7 août 1914. Puis le quotidien lorrain semble indiquer que l'entrée des troupes françaises en Alsace est facilitée par le fait que les Allemands n'opposent pas de résistance, notamment par l'absence d'ouvrages de défense le long de la frontière. Ce qui permet effectivement aux troupes françaises de pénétrer en Lorraine et en Haute-Alsace jusqu'à la ville de Mulhouse qui devient dès lors le premier enjeu de cette guerre franco-allemande. Mais la ville est reprise dès le lendemain par les troupes allemandes : « La victoire de Mulhouse » (*Der Sieg von Mülhausen*) titre la *Metzer Zeitung* le 14 août après avoir indiqué la veille que « le sol allemand est épuré de l'ennemi » (*Der deutsche Boden ist vom Feinde gesäubert*) et communiqué le nombre d'hommes et d'officiers français faits prisonniers aux portes de la ville. Rapidement en effet, le quotidien messin met en avant le nombre indiquant les pertes françaises et les gains allemands, indices chiffrés des victoires remportées sur l'ennemi (et comme il le fera tout au long de la guerre, à la différence de *L'Est Républicain*).

Et puis soudain le ton change. Le 21 août 1914, la *Metzer Zeitung* publie à la Une en encadré un communiqué provenant du Gouverneur de Metz dont le ton menaçant tranche avec celui des autres articles qui portent à la connaissance des lecteurs l'évolution des premiers combats. Le communiqué s'adresse directement aux lecteurs et concerne des représailles allemandes commises contre des civils lorrains, en Lorraine française :

Avertissement !

Le gouverneur de la place forte de Metz rend public un avertissement ! Pendant la bataille d'hier à Nomény, des personnes civiles ont tiré malheureusement dans le dos de nos valeureuses troupes du 4^e régiment d'infanterie bavarois. J'ai fait fusiller les coupables et incendier complètement les maisons, de telle sorte que la localité de

Nomény est détruite. Je rends ce fait public à titre d'avertissement général pour toutes les autres localités.²⁸⁹

Le ton sec et agressif du communiqué (qui fait référence aux exactions commises par les troupes allemandes en Lorraine française dans une localité située à quelques kilomètres de la frontière) est ici très instructif : l'avertissement du gouverneur militaire de Metz s'adresse directement aux Lorrains de souche et laisse indirectement supposer que l'état d'esprit des populations en Lorraine annexée n'est pas toujours celui que souhaiteraient les autorités allemandes. Au sujet de la réalité de cet état d'esprit, François Roth note qu'avant même que la guerre ne soit déclarée, les Allemands « nourrissaient des craintes sur l'attitude d'une fraction des Lorrains de souche. Leur loyalisme était douteux et ils pourraient être tentés de favoriser l'ennemi. C'est pourquoi, pour parer à toute éventualité, il était prévu, en cas de guerre, l'établissement d'un régime militaire ». Cependant, poursuit Roth, « les Lorrains font leur devoir dans l'armée allemande : on ne relève guère de cas d'insoumission » bien que « les soldats allemands découvrent une terre allemande où une partie des habitants parlent la langue de l'ennemi »²⁹⁰. Ce qui conduira les autorités à accentuer la germanisation de la région²⁹¹. Mais ce ne sont pas ces aspects que retient en priorité la *Metzer Zeitung* lorsqu'il s'agit pour elle d'évoquer les premières batailles de la guerre.

Lorsqu'on parcourt les colonnes de la *Metzer Zeitung* on note surtout qu'elle tient à éveiller l'enthousiasme des lecteurs pour chacune des victoires

²⁸⁹ „Warnung! Der Gouverneur der Festung Metz gibt bekannt : Warnung! Bei dem gestrigen Kampf um Nomeny ist bedauerlicherweise wiederum hinterrücks von Zivilpersonen auf unsere braven Truppen, das 4. bayerische Infanterie-Regiment, geschossen worden. Ich habe daraufhin die Schuldigen erschießen, die Häuser aber völlig niederbrennen lassen, so dass der Ort Nomeny vernichtet ist. Das mache Ich zur allgemeinen Warnung für alle anderen Ortschaften bekannt.“ In *Metzer Zeitung*, 21 août 1914, Une.

²⁹⁰ ROTH, François : *op. cit.*, p.290 ; 291 ; 295.

²⁹¹ Cf. *infra*. In Troisième partie, chapitre III, sous-chapitre 3.1. « La mise en œuvre allemande des "idées de 1914" à travers la *Metzer Zeitung* », p.381-382.

allemandes sur les Français, succès qu'elle annonce par des gros titres comme celui du 13 août 1914 : « Les succès allemands en Alsace et en Lorraine » (*Die deutschen Erfolge im Elsass und in Lothringen*), ou celui du 22 août 1914 : « Grande victoire sur les Français » (*Grosser Sieg über die Franzosen*). Et ce procédé est utilisé de plus en plus fréquemment à partir de la fin août 14. C'est effectivement le moment où la situation s'inverse dans les batailles d'Alsace et de Lorraine, les troupes françaises sont contraintes d'abandonner le terrain provisoirement conquis. Cette évolution donne l'occasion au quotidien allemand de souligner la déception et l'erreur des Français qui, selon un article du 3 septembre 1914, espéraient que les Alsaciens-Lorrains allaient se soulever et marquer leur solidarité à l'armée française le jour où celle-ci pénétrerait en Alsace ; or ceci n'est pas le cas, souligne la *Metzer Zeitung*.

Ainsi, quand le quotidien allemand de Metz rend compte en août 1914 des batailles engagées en Alsace et en Lorraine, on peut dire que c'est à double usage : en raison du contexte local dont il lui faut tenir compte, la *Metzer Zeitung* se fait à la fois le vecteur d'un discours destiné à soutenir l'effort national allemand de guerre et celui de mises en garde adressées à l'élément "peu sûr" de la population lorraine. Nous avons affaire ici à une particularité propre à la *Metzer Zeitung* que nous ne retrouvons pas dans la presse nationale allemande. Certes, la *Frankfurter Zeitung* elle aussi fait état dans son édition du soir du 17 août 1914 de l'attitude agressive de certains habitants alsaciens-lorrains envers les troupes allemandes et des représailles exercées en Lorraine française mais son propos reste très général et demeure essentiellement informatif. Comme le soulignent les lignes suivantes tirées de l'article titré « d'Alsace-Lorraine » (*Aus Elsass-Lothringen*) : « Si des habitants d'une commune participent au combat contre nos troupes, ils seront fusillés ainsi que le maire de la commune en

question et l'endroit sera démoli »²⁹². Mais le quotidien national ne s'intéresse pas plus aux batailles engagées en Alsace et en Lorraine qu'à celles qui se déroulent en Belgique où les troupes allemandes remportent de vifs succès.

En septembre 1914, les comptes rendus des batailles en Alsace et en Lorraine disparaissent des colonnes du quotidien national allemand comme de celles de la *Metzer Zeitung* et sont remplacés par ceux qui concernent les combats en Champagne et l'avancée des troupes allemandes sur Paris. Car les deux journaux mettent avant tout l'accent sur les batailles remportées par l'armée nationale.

C'est également l'impression que cherche à transmettre *L'Est Républicain* à ses lecteurs. Dès les premiers jours de la guerre, l'accent est mis sur l'avancée des troupes françaises en Alsace et en Lorraine ; le 7 août 1914, « Les Français ont franchi la frontière » et le 10 août « Mulhouse est à nous » titre le journal qui précise dans un sous-titre évocateur : « Altkirch fait aux soldats français un accueil enthousiaste – les Français entrent à Mulhouse, salués par les acclamations », avant de donner le récit officiel de la prise de la ville alsacienne :

L'occupation de Mulhouse aura un immense retentissement en Alsace où elle aggravera la situation allemande. Les Allemands se sont retirés dans la direction de Neuf-Brisach, toute l'Alsace soulevée contre eux aggravera les difficultés de leur situation.

Dès le déclenchement du conflit, le quotidien nancéen suit les premiers mouvements militaires français et publie le 10 août 1914, en plus des communiqués officiels, des récits détaillés de la bataille, une proclamation du Général Joffre qui est également placardée en ville, et bien sûr un éditorial signé

²⁹² „Wenn Einwohner einer Gemeinde sich am Kampf gegen unsere Truppen beteiligen, so werden nicht nur sie, sondern auch den Bürgermeister der betreffenden Gemeinde erschossen, die Ortschaft demoliert.“ In *Frankfurter Zeitung*, 17 août 1914, p.2.

du directeur de la rédaction sous le titre « Chère Alsace ». Ces deux textes sont intéressants à lire en raison de la vision de la situation qu'ils proposent aux populations. Nous avons tout d'abord le discours très patriotique de Joffre :

Enfants de l'Alsace, après des années d'une douloureuse attente, des soldats français foulent à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche. Pour eux, quelle émotion et quelle fierté ! Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie. La nation française unanimement les pousse et dans les plis de leurs drapeaux sont inscrits les noms magiques du droit et de la liberté ; Vive l'Alsace ! Vive la France !

Le propos de René Mercier paraît quant à lui beaucoup moins emphatique et plus nuancé quant à une victoire française en laissant planer un doute sur la prise de Mulhouse pourtant annoncée par un communiqué daté du 9 août que *L'Est Républicain* publie le même jour :

Oui, je sais, Altkirch, ce n'est pas bien loin de la frontière, et la victoire n'est pas bien considérable. Peut-être. Hier, nous étions à Vic et à Moyenvic, aujourd'hui à Altkirch, demain à Mulhouse. Et sans doute Mulhouse est occupée, bien que la nouvelle n'en soit point venue officiellement jusqu'ici.

L'une et l'autre de ces déclarations saluent l'avancée des troupes françaises en Alsace mais là où le généralissime appelle au patriotisme, le directeur du quotidien nancéien reste circonspect dans ses propos. La proximité du lectorat de *L'Est Républicain* avec la zone des combats incite certainement le journal à la prudence ; ainsi, René Mercier se démarque en quelque sorte du discours des militaires, tout en publiant dans les colonnes de son journal les communiqués de l'état-major. Cette attitude prudente face aux "victoires" que rencontre l'armée française en Alsace et en Lorraine est celle du journal pendant tout le mois d'août 1914 même si, jusqu'au 20 août environ, les titres du quotidien nancéien font toujours référence à des succès français. A partir du 21

août, ils laissent percevoir les difficultés rencontrées, « Mulhouse repris à la baïonnette » titre l'édition du jour qui sous-entend ainsi (sans que l'information soit clairement donnée) qu'entre le 9 et le 21 août, la ville était passée de nouveau aux mains des Allemands²⁹³ !

Rapidement, les titres sont plus discrets et plus réservés sur d'hypothétiques succès. *L'Est Républicain* peut de moins en moins occulter les difficultés que rencontre l'armée française du fait de la proximité des combats et de l'arrivée à Nancy de centaines de réfugiés. D'ailleurs, la ville de Nancy est elle-même menacée. Alors que le 23 août on annonce « Comment Mulhouse fut reconquise » par les Allemands, un encadré est adressé aux « Habitants de Nancy » :

Commandant les troupes opérant dans votre région, je fais appel à votre bonne volonté, à votre calme, à votre patriotisme dans les circonstances que nous traversons. Ne prêtez pas l'oreille aux bruits alarmants qui circulent. Mes troupes et moi nous sommes là, comptez sur nous. Signé : Général Léon Durand.

Tout en ne cachant pas la violence des combats qui ont lieu alors à la périphérie de la capitale de la Lorraine française et la menacent directement, le communiqué se veut rassurant. Pourtant, le jour même, *L'Est Républicain* avise ses lecteurs, dans un autre encadré situé dans les dernières colonnes de la Une, du retrait des troupes françaises vers la Lorraine : « Nous avons annoncé jeudi, d'après des dépêches sommaires, que nos troupes d'Alsace avaient réoccupé

²⁹³ Notons ici que, comme dans *L'Est Républicain*, Mulhouse paraît être, pour la presse nationale française, le premier enjeu de cette guerre qui débute. En effet, *Le Figaro* suit de près l'évolution de la bataille qui se déroule en Alsace en août 1914. Le ton des dépêches et des télégrammes que le quotidien parisien publie est optimiste et, dans leurs commentaires, les journalistes élèvent la bataille de Mulhouse au rang de symbole, comme l'exprime l'écrivain Alfred Capus qui intervient dans les colonnes du *Figaro* le 21 août 1914 : « Mulhouse est redevenue française par le sang. [...] Nos soldats et leurs chefs savent ce qu'ils veulent. Des uns aux autres se transmet sans interruption le fluide subtil de l'énergie. Ils marchent au même rythme vers le même but. Sont-ils battus un instant, ils se rassemblent de nouveau et repartent d'un effort irrésistible. La lutte pour Mulhouse est symbolique de cette invincible méthode. »

Mulhouse et que nos troupes de Lorraine, devant un ennemi supérieur en nombre, s'étaient repliées » (on remarque ici l'annonce d'une victoire pour nuancer celle d'une défaite, procédé qui sera maintes fois employé tout au long de la guerre par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*). Et dès lors, on ne parle plus de l'offensive française mais de « l'offensive allemande » (le 24 août 1914 à la Une) et de « violentes attaques contre nos positions de Mulhouse » (le 26 août 1914 à la Une) qui conduisent à « l'évacuation de la ville » annoncée le 27 août, et que le journal présente comme « une cruelle nécessité ».

A partir de septembre 1914, comme dans la *Metzer Zeitung*, l'Alsace-Lorraine disparaît petit à petit des colonnes de *L'Est Républicain*. Seules quelques lignes évoquent la situation – inchangée selon le journal – mais elles indiquent surtout la fin de l'avancée des troupes françaises en Alsace et en Lorraine. Le 1^{er} septembre, le quotidien dresse, dans un télégramme intitulé « la situation d'ensemble », un bilan en demie-teinte de cette première bataille de la guerre sur le front occidental : d'un côté bien sûr on met en avant les succès, mais d'un autre côté, le communiqué ne cache pas les échecs de l'armée française.

Il faut dire qu'au début de septembre 1914, pour un quotidien lorrain français, il est difficile de cacher à la population la réalité de la situation. L'afflux de réfugiés en provenance des villages lorrains et des premiers blessés dans les hôpitaux provisoires est tel à Nancy²⁹⁴ que le quotidien ne peut occulter ce que les faits révèlent d'eux-mêmes : le recul des troupes françaises ! D'autant plus que Nancy elle-même est menacée et bombardée, ce qui indique à chaque habitant que la guerre et ses dangers sont proches. Le journal se fait l'écho de cette situation en titrant le 10 septembre : « plus de 40 obus tombent sur notre ville – la moitié seulement éclatent – Dégâts et victimes ».

²⁹⁴ Cf. le récit que fait Gérard Canini de l'entrée en guerre de la Lorraine. In CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.19-28.

Mais Nancy est sauvée, et cette victoire est annoncée le 13 septembre 1914 à la Une sous le titre : « Retraite générale des Allemands ». Ensuite le journal publie un texte du préfet Léon Mirman²⁹⁵ qui célèbre la seule victoire française de ce début de guerre :

La victoire générale des armées alliées, que j'ai eu l'immense joie de pouvoir annoncer ce matin à la population de Meurthe-et-Moselle, a produit son effet « autour de Nancy » avant que la nouvelle officielle ait été portée à notre connaissance par le gouvernement. Je puis donner aux Lorrains qui sont restés à Nancy, marquant ainsi leur confiance inébranlable dans les destinées immédiates de la Patrie, l'assurance que l'ennemi est en retraite sur tout notre front. Vive Nancy ! Vive la France !

Pourtant, la joie exprimée ici par le préfet Mirman sera vite atténuée par la durée de la guerre et la dureté des batailles.

²⁹⁵ Léon Mirman prend ses fonctions en Meurthe-et-Moselle le 10 août 1914. Ancien député socialiste, il remplace le préfet Reboul et selon Gérard Canini, il « ne sut peut-être pas toujours nuancer son tempérament actif et parfois trop vif. Mais à Nancy, en ces heures cruciales, c'était l'homme qui convenait ; Débordant de confiance, il est partout ». dans ces rapport avec les autorité supérieures et avec les populations, il fait preuve d'un « style énergique et imagé ». In *Ibid.*, p.20 ; 21 ; 27.

3. 1916 : Verdun

La bataille de Verdun en 1916 a marqué à jamais l'histoire et la mémoire collective en France et en Allemagne. Alors que Français et Anglais préparent la bataille de la Somme, le haut-commandement allemand décide l'attaque de Verdun pour février 1916 ; « ce fut une grande surprise »²⁹⁶ pour le haut commandement et le gouvernement français. La bataille débute le 21 février et comprend deux phases, l'offensive allemande de février à juillet puis la contre-offensive française de juillet à décembre où le terrain conquis par les troupes allemandes les premiers mois est reconquis par les troupes françaises. Comme le souligne Jean-Jacques Becker, « c'est à Verdun que les moyens mis en œuvre ont fait de la guerre une guerre industrielle »²⁹⁷ : soixante millions d'obus de tous calibres tirés en 300 jours sur un terrain de quelques dizaines de kilomètres carrés ! Une logistique d'une ampleur inconnue jusqu'alors est mise en œuvre, car il faut alimenter la bataille en hommes et en matériel²⁹⁸ : côté français, la *Voie sacrée*, comme l'a dénommée Maurice Barrès, qui relie Verdun à Bar-le-Duc laisse passer des milliers de camions à raison d'un véhicule toutes les quinze secondes²⁹⁹ !

Après 300 jours de bataille, on dénombrera plus de 162.000 morts et 216.000 blessés français, 143.000 morts et 187.000 blessés allemands³⁰⁰. Si Verdun n'est pas conquise par les troupes allemandes, la bataille ne se soldera pas non plus par une avance française. A Verdun se font face deux façons

²⁹⁶ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.89.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ Ce sont chaque semaine 90.000 hommes et 50.000 tonnes de matériels qui sont transportés par la "noria" mise en place côté français par la Voie sacrée. Les chiffres donnés sont ceux de PEDRONCINI, Guy : « Les problèmes de commandement », p.11-28. In CARLIER, Claude / PEDRONCINI, Guy (dir.) : *La bataille de Verdun*. Actes du colloque international. Economica, Paris, 1997.

²⁹⁹ Ce sont chaque jour 3.400 camions qui circulent sur la Voie sacrée.

d'envisager la gestion des hommes dans la guerre. Côté allemand, on choisit de compléter les unités engagées au fur et à mesure des nécessités, côté français, on préfère faire "tourner" les unités de telle sorte que la majeure partie de l'armée française est passée à Verdun.

C'est la raison pour laquelle Verdun tient une telle place dans l'imaginaire collectif français. Chaque homme a conscience de défendre son pays malgré la faim, la soif, le manque de sommeil, malgré le froid et l'odeur pestilentielle des cadavres des camarades croupissants dans un champ de bataille transformé en « océan de boue »³⁰¹. Pendant 300 jours, chaque combattant passé à Verdun a fait preuve de la volonté et du courage réclamés par la nation. *Pro patria mori*.

Verdun est devenu un de ces « lieux de mémoire » que Pierre Nora répertorie dans l'ouvrage du même nom qu'il dirige³⁰² :

Verdun occupe une position exceptionnelle dans la mémoire nationale, ce n'est pas un épisode parmi d'autres, un élément d'une série, mais le point indépassable où le patriotisme du XIX^e siècle trouve son apogée et sa limite dans un immense sacrifice, à la fois sur-humain et in-humain. Aussi l'imaginaire collectif ne peut-il ni l'oublier, ni le comprendre vraiment. Dans la mémoire de Verdun, il entre cette part irréductible de mystère et de sacré qui désigne les légendes.³⁰³

Comme celle de toute bataille de la Première Guerre mondiale, la relation de la bataille de Verdun a été soumise à la censure militaire dans les communiqués destinés à la presse. Ainsi, le compte rendu détaillé de la bataille à travers les journaux ne présente que peu d'intérêt. En revanche, il est intéressant de s'interroger sur la perception de cette grande bataille lorraine, incarnation de la souffrance et de la résistance des hommes. Revêt-elle déjà un caractère particulier

³⁰⁰ A titre de comparaison, Pédroncini rappelle « que la guerre de 1870-1871 avait entraîné la perte de 140.000 tués et de 140.000 blessés. In PEDRONCINI, Guy : *op. cit.*, p.19.

³⁰¹ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.90.

³⁰² NORA, Pierre (dir.) : *Les lieux de mémoire*. 3 tomes. Quarto Gallimard, Paris, 1997.

³⁰³ PROST, Antoine : « Verdun », p.1755-1780. citation page1778. In NORA, Pierre (dir.) : *Les lieux de mémoire*. Tome 2, « La nation ». Quarto Gallimard, Paris, 1997.

aux yeux de la presse au moment-même où elle se déroule ? Comment est-elle perçue par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* de février à décembre 1916 ?

Avant d'envisager la perception de la bataille de Verdun par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*, une remarque s'impose encore sur la perception particulière de cet événement. A cet égard, il semble évident pour Antoine Prost que le caractère particulier de la bataille de Verdun n'est pas préexistant à la bataille elle-même ; l'offensive lancée le 21 février 1916 sur la place forte de Verdun répond à un choix tactique et non symbolique :

Affirmer que les Allemands ont attaqué précisément Verdun en raison de sa valeur symbolique, c'est donc vraisemblablement prendre l'effet pour la cause. C'est accorder à la ville, dans la conscience nationale, une place qu'elle n'a prise qu'en raison de la bataille. [...] Sans doute les premiers jours de la ruée allemande ont-ils été le moment où Verdun est devenue, plus qu'un enjeu militaire, un symbole national. La puissance de l'offensive adverse, le recul français, la désorganisation du front, la crainte qu'il ne s'effondre donnent aux semaines qui vont du 21 février au 9 mars une intensité dramatique.³⁰⁴

Prost remet ainsi en cause le mythe de la "saignée" de l'armée française par les troupes allemandes lancée aussitôt la bataille terminée³⁰⁵.

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ Légende que Pierre Miquel démythifie lui aussi : « le thème de "l'usure" de l'ennemi était pourtant répandu par la propagande de guerre, pour consoler l'opinion de l'échec des grandes offensives coûteuses : on prétendait alors qu'elles avaient eu pour effet "d'user" l'adversaire. » In MIQUEL, Pierre : *Mourir à Verdun*. Tallandier, Paris, 1995, p.304. Ce que confirme Gerd Krumeich qui ajoute : « "saigner la France" fait partie des stéréotypes politiques et militaires des milieux dirigeants de l'Allemagne depuis 1890. » In KRUMEICH, Gerd : « "Saigner la France ?" Mythes et réalité de la stratégie allemande de la bataille de Verdun », p.21. In *Guerres mondiales et conflits contemporains* : « Verdun. 80^e anniversaire », p.17-29. L'idée selon laquelle « l'objectif de l'attaque contre Verdun n'était pas de prendre cette forteresse mais de la menacer [...] dans le but de "saigner à blanc" l'armée française » (selon l'expression même de Falkenhayn) est pourtant encore développée par certains historiens allemands. Cf. PETER, Wolfgang : « La bataille de Verdun. Aspect allemand », p.97. In CARLIER, Claude / PEDRONCINI, Guy (dir.) : *op. cit.*, p.97-105. Il s'agirait même de faire plier les Français pour battre les Anglais. Idée développée par WERTH, German : *Verdun, Die Schlacht und der Mythos*. Gustav Lübbe Verlag, Bergisch Gladbach, 1979. Néanmoins, ni Falkenhayn ni aucun

En préambule à l'étude de la perception de la bataille de Verdun par *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung*, commençons par un simple décompte ; sur 260 éditions de la *Metzer Zeitung* parues entre février et décembre 1916, 74 titrent sur la bataille de Verdun. Pour la même période et en ce qui concerne *L'Est Républicain*, 197 numéros sur 311 parus consacrent leurs titres à la bataille de Verdun. Nous avons donc 63% des éditions du journal français contre 28% des éditions du journal allemand dont les titres de la Une parlent des combats autour de Verdun. Les titres allemands et français sont principalement concentrés de février à juin 1916, c'est à dire qu'ils se rapportent en majorité à la première partie de la bataille, l'offensive allemande. Puis le quotidien français consacre toute son attention à la seconde grande bataille de l'année 1916, la bataille de la Somme, tandis que le quotidien allemand partage ses colonnes entre les événements sur le front turc et ceux en Roumanie. Une première constatation s'impose : le pourcentage des titres consacrés à la bataille de Verdun reflète bien l'intérêt national porté à l'événement. Les chiffres confirment l'hypothèse de Prost : ce sont les premières semaines de combats qui focalisent le plus l'attention de la presse et figent le mythe. Mais le symbole que Verdun devient pour les Français est-il déjà perceptible dans les deux quotidiens lorrains ?

stratège allemand ou français ne prévoyait un tel nombre de morts qui, finalement, « nous rappelle que la réalité de la bataille a remporté la victoire sur le dessein que Falkenhayn avait formé. » In PETER, Wolfgang : *op. cit.*, p.105. « C'est pourquoi, à l'encontre de ce qui s'est produit en France, Verdun n'a jamais pu devenir en Allemagne le symbole de la solidarité nationale. Le nom de cette bataille est resté emblématique d'un effort énorme, d'héroïsme, mais aussi d'inutilité. » In KRUMEICH, Gerd : *op. cit.*, p.29. Notons encore pour finir une remarque de nature générale : en France, Prost dissocie la perception de la bataille de Verdun par ceux du front et par ceux de l'arrière : « le symbole n'est pas exactement le même pour l'arrière et pour les combattants. L'arrière héroïse aussitôt cette bataille » vraisemblablement en raison du caractère purement français de la défense de Verdun. In PROST, Antoine : *op. cit.*, p.1758. Cf. également à propos de la symbolique de la bataille de Verdun KRUMEICH, Gerd : „Verdun : ein Ort gemeinsamer Erinnerung ?“, p.162-184. In MÖLLER, Horst / MORIZET, Jacques (Hrsg.) : *Franzosen und Deutsche. Orte der gemeinsamen Geschichte*. Verlag C.-H. Beck, München, 1996.

Ce n'est que le 23 février 1916 que la *Metzer Zeitung* évoque de manière précise la bataille qui s'engage sur Verdun : « L'artillerie allemande développe au Nord de Verdun une certaine activité » (*Die deutsche Artillerie entwickelte nördlich von Verdun eine gewisse Tätigkeit*). Puis le lendemain, on annonce les premiers succès. Il nous semble intéressant de constater que dès le début de la bataille, les termes employés par la *Metzer Zeitung* portent beaucoup sur le matériel de guerre, c'est l'artillerie qui ouvre l'attaque et « jamais autant de matériel de guerre n'avait encore été pris par nos troupes » (*Noch nicht übersehbares Kriegsmaterial von unseren Truppen erbeutet*), constate le journal qui met de nombreuses fois en avant les quantités d'armes prises à l'ennemi, comme le 11 avril par exemple où « 2 canons et 13 mitrailleuses sont pris à l'ennemi » (*2 Geschütze und 13 Maschinengewehre erbeutet*). Mais c'est un télégramme daté du 24 février en provenance de Vienne et publié dans l'édition du 25 février 1916 qui, le premier, dénote de l'importance de la bataille qui s'engage alors :

Les journaux décrivent le grand succès allemand sur le front occidental comme un événement d'une signification plus que locale. Ils se joignent à la joie que ce succès a provoqué en Allemagne et qui fait avant tout une très forte impression en France.³⁰⁶

Les premiers jours des combats correspondent donc pour la *Metzer Zeitung* à un succès tel qu'elle cherche une confirmation de cette impression dans les dépêches autrichiennes pour en convaincre ses lecteurs. A cette date, pour la *Metzer Zeitung*, la seule signification de Verdun est donc celle d'une victoire militaire allemande de première importance. Un fait corrobore cette impression : les titres du quotidien messin se font de plus en plus visibles à la Une alors que le

³⁰⁶ „Die Blätter bezeichnen den großen deutschen Erfolg an der Westfront als ein Ereignis von mehr als örtlicher Bedeutung. Sie schließen sich der Freude an, die dieser Erfolg in Deutschland hervorgerufen hat und der hauptsächlich auch in Frankreich sehr tiefes Eindruck mache.“ In *Metzer Zeitung*, 25 février 1916, Une.

journal n'utilise habituellement que très peu de gros titres dans sa mise en page. Et on sent, à travers la lecture des pages du journal allemand, la vigueur retrouvée (en sommeil depuis les premières batailles d'août et septembre 1914) des soldats face à un combat qui leur apporte le succès. Le collaborateur militaire de la *Metzer Zeitung* parle, dans l'édition du 26 février 1916, de « brillant succès des armes » (*glänzende Waffenerfolg*), exprime « la fierté avec laquelle nous pouvons regarder les succès incomparables des derniers jours »³⁰⁷, délivrant un message au nom d'un « nous » (*wir*) imprécis qui englobe à la fois les autorités militaires qu'il représente mais également les lecteurs auxquels il s'adresse. Puis le général von Blume apporte des explications plus techniques dans un article à la Une de l'édition du 28 février où il expose l'enjeu que représente la prise de Verdun :

Si Verdun tombe, alors la position française en Argonne devient simplement intenable. Les Français combattent non seulement pour conserver la place forte la plus puissante, mais également pour le destin des lignes de combat qui relient le Nord au Sud.³⁰⁸

Les propos de l'attaché militaire de la *Metzer Zeitung* rejoignent ici ceux d'Antoine Prost à propos de la cristallisation du mythe de Verdun ; avant que d'être un symbole français, la place forte de Verdun est un objectif militaire allemand qui s'inscrit dans une tactique visant à réduire un saillant qui constitue une menace permanente pour le front allemand. Il n'y a donc pour la presse allemande de février 1916 aucun symbole à détruire ni aucune armée à saigner. D'ailleurs, les comptes rendus allemands de la *Metzer Zeitung* mentionnent largement et régulièrement les pertes françaises, mais fait significatif, les pertes indiquent principalement le nombre de prisonniers (qui se chiffre en milliers) et

³⁰⁷ „Mit Stolz können wir auf diesen unvergleichlichen Erfolge der letzten tage zurückblicken.“ In *Metzer Zeitung*, 26 février 1916, Une.

³⁰⁸ „Fällt Verdun, so ist die französische Argonnenstellung einfach unhaltbar geworden. Die Franzosen kämpfen also gegenwärtig nicht nur um den Bestand ihrer stärksten Festung,

non de morts ou de blessés. Côté allemand par contre, nous sommes face à une dissimulation totale des pertes... qui sont probablement tellement élevées que force est de constater, le 30 mars 1916, que « l'offensive sur Verdun n'avance pas aussi vite que ce que l'on pouvait attendre d'après son brillant début »³⁰⁹. Cette constatation de la *Metzer Zeitung* marque le début d'un changement d'attitude de la *Metzer Zeitung* face à la bataille de Verdun. Peu à peu, les titres concernant les combats qui ont lieu autour de la ville meusienne s'espacent pour disparaître des éditions du journal allemand³¹⁰.

Dans *L'Est Républicain* les choses sont différentes. De février et décembre 1916 on ne compte pas un mois où aucun titre du quotidien français ne porterait sur la bataille de Verdun³¹¹. Comme le quotidien allemand, *L'Est Républicain* souligne que le matériel prend le pas sur l'homme dès le début de la bataille. Le journal de Nancy évoque le « duel d'artillerie » qui s'engage au Nord de Verdun le 23 février 1916, les « bombardements », les « moyens puissants » mis en œuvre (édition du 24 février 1916). Et comme le quotidien allemand, *L'Est Républicain* dissimule les pertes nationales alors qu'il met en avant « les pertes très élevées » (édition du 24 février 1916) de l'ennemi. Mais à la différence de la *Metzer Zeitung*, *L'Est Républicain* ne s'en tient pas qu'aux prisonniers, il ne

sondern auch um das Schicksal der nördlich und südlich anschließenden Kampflinien.“ In *Metzer Zeitung*, 28 février 1916, Une.

³⁰⁹ „Der Angriff auf Verdun schreitet nicht so schnelle vorwärts, wie nach seiner glänzenden Einleitung von vielen erwartet sein wird.“ In *Metzer Zeitung*, 30 mars 1916, Une.

³¹⁰ Sur 23 numéros de la *Metzer Zeitung* du mois d'avril, 13 titrent sur Verdun. En mai, encore 10 numéros sur 27 ; en juin, 9 sur 24 ; en juillet, 6 sur 26 ; en août, 4 sur 26 ; en septembre, deux sur 26 ; en octobre, plus qu'un seul numéro de la *Metzer Zeitung* titre sur Verdun et plus aucun en novembre et décembre 1916.

³¹¹ Toutes les éditions de *L'Est Républicain* du mois de mars 1916 possèdent un titre sur la bataille de Verdun ; 25 numéros sur 28 qui paraissent au mois d'avril également ; puis en mai, ce sont encore 27 numéros sur 30 et 29 sur 29 au mois de juin. Puis, les chiffres baissent ; 15 éditions sur les 31 du mois de juillet titrent sur Verdun ; 24 sur 31 au mois d'août ; 13 sur 30 en septembre ; 7 sur 31 en octobre ; 6 sur 30 en novembre et 12 sur 31 en décembre 1916.

craint pas de parler « des monceaux de cadavres » allemands (édition du 26 février 1916).

L'enjeu national de Verdun est perçu très tôt par *L'Est Républicain*. René Mercier profite en effet de la nouvelle offensive allemande pour demander à ce que la reprise des combats (après un hiver militairement calme) scelle de nouveau l'"Union sacrée" et les forces de tous les Français contre l'ennemi. Il termine l'éditorial du 27 février 1916 intitulé « Fraternellement » par les phrases suivantes :

Et il m'est profondément indifférent que mon compagnon de douleur, d'angoisse et d'espoir soit catholique, juif, protestant ou libre-penseur, qu'il soit curé ou athée, qu'il porte sur la poitrine l'emblème du Sacré-Cœur ou l'égant révolutionnaire. Il est Français ? Cela suffit. Voici mon cœur. Voici ma main.

La bataille de Verdun est donc pour *L'Est Républicain* et René Mercier une occasion pour tenir un discours vibrant de patriotisme. Son intention est de faire de Verdun le symbole d'une "Union Sacrée" renouvelée. Le vent de patriotisme qu'on sent dans les propos de René Mercier est fonction de sa perception de l'importance de la bataille en cours. Pour lui, il ne fait pas de doute que Verdun est le point décisif de la confrontation franco-allemande. C'est de cette façon, en tout cas qu'il présente les choses à la Une de l'édition du 3 mars 1916, dans son éditorial intitulé « Contre l'impatience » :

Tout le monde est impatient – et cela se conçoit sans qu'on ait besoin d'en exposer les raisons – de connaître le "résultat" de la grande bataille de Verdun. [...] Il faut attendre en toute confiance. [...] Admirons le sang-froid du commandement, saluons avec émotion la prodigieuse bravoure de nos défenseurs qui ne se replient que sur ordre, et gardons soigneusement nos pensées contre les impatiences, qui sont rarement de bonnes conseillères.

Lorsque René Mercier emploie l'expression « tout le monde », il ne parle pas uniquement des lecteurs, des populations, mais également des pays (alliés mais non impliqués dans cette bataille) dont *L'Est Républicain* cite plus que jamais auparavant les différents points de vue. Ainsi, selon l'édition du 3 mars 1916 du quotidien nancéien, pour le *Morning Post*, « les soldats allemands sont allés bravement à la boucherie, ils sont braves, mais les Français le sont davantage : ce sont des héros ». Quelques jours auparavant (le 1^{er} mars 1916), *L'Est Républicain* avait publié un communiqué italien qui indiquait que « les diverses phases de la bataille de Verdun sont suivies, en Italie, avec une véritable émotion, chacun sait que la partie qui se joue, en ce moment, devant la place forte française, peut-être grosse de conséquence, non seulement pour la France, mais pour tous les Alliés ».

A la lecture de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain*, on mesure donc que les deux quotidiens perçoivent bien l'importance que revêt la bataille de Verdun au moment même où elle se déroule. Et s'il n'y avait qu'un commentaire de la presse à retenir à propos de la bataille de Verdun, ce serait l'éditorial de *L'Est Républicain* du 17 mars 1916 intitulé simplement « Verdun » :

On a beau agiter devant nos imaginations les événements les plus sensationnels, nous montrer le Portugal en guerre avec l'Allemagne et gardant ses bonnes relations avec l'Autriche, l'Italie en guerre avec l'Autriche et résolue à rompre les relations avec l'Allemagne, les Etats-Unis fronçant les sourcils et se rappelant décidément que le Lusitania fut coulé avec des Américains, la Grèce distribuant au compte-gouttes ses sourires et ses méchantes humeurs, la Bulgarie prête à trahir ses complices, la Turquie désireuse de faire l'amour, la Roumanie disposée à prendre les armes, rien ne peut faire oublier la lutte tragique que livrent nos soldats devant Verdun. [...] La défense de Verdun n'est pas, comme on le dit inconsidérément, une question de vie ou de mort. Verdun serait pris que la France serait toujours vivante. Mais cette bataille, si elle n'est pas l'épreuve suprême, marquera cependant l'affaiblissement de la force allemande, et la supériorité croissante de la force française et alliée.

Et rempli d'un optimisme que rien ne parvient à entamer, l'éditorialiste du quotidien français termine par ces mots : « la bataille peut durer ».

4. La presse s'habitue à la guerre (mars et avril 1917)

1917 est une « année trouble » selon le président de la République française Raymond Poincaré lui-même³¹², une année impossible selon l'historien Jean-Jacques Becker 80 ans plus tard³¹³, une année charnière en tout cas. 1917 apparaît en effet comme une année de transition entre les grandes batailles de 1916 qui ne marquent aucune évolution dans le déroulement de la situation sur le front de l'Ouest et les dernières offensives déterminantes de 1918. Les événements qui marquent cette quatrième année de conflit sont aussi bien la conséquence de ceux des années passées que l'annonce de ceux de l'année suivante. Ce qui se passe en 1917 met en évidence l'incapacité des pays européens à trouver seuls une issue au conflit et montre donc une Europe enfermée dans la guerre à un point où elle ne l'a jamais été auparavant dans son histoire : « aucun citoyen de l'Europe belligérante n'a la moindre chance d'échapper à la guerre »³¹⁴. La situation est bloquée diplomatiquement, comme l'a démontré l'échec des tentatives de paix, elle est bloquée politiquement comme l'ont montré les crises politiques traversées par les pays belligérants, elle est bloquée socialement, comme le montrent les mouvements sociaux nationaux, mais elle est avant tout bloquée militairement comme nous le verrons par la suite. Et ce blocage complet conduit d'un côté la Russie à la révolution et à sa sortie du conflit, et d'un autre côté, les Etats-Unis à prendre part à l'affrontement. C'est ce qui réactivera la machine de guerre, car ce qui se passe en 1917 ne permet pas directement de mettre un terme au conflit ; la donne des rapports de force entre

³¹² POINCARÉ, Raymond : *Au service de la France, neuf années de souvenirs*. 10 volumes, Plon, 1928-1933. Cité par BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible*. op. cit., p.11.

³¹³ Titre de l'ouvrage de BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible*. op. cit.

³¹⁴ MIQUEL, Pierre : *La Grande Guerre*. op. cit., p.225.

les pays belligérants va, par contre, se trouver changée du fait de certains événements.

Mais avant tout, 1917 met en exergue l'immense lassitude des soldats et des civils et les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés³¹⁵. En 1917, la vie de l'Europe est ancrée dans la guerre à un point tel que celle-ci devient littéralement la vie "quotidienne" du continent et de ses populations. Et la presse qui suit la vie au quotidien se nourrit évidemment de l'abondante matière que fournit la guerre. Comment celle-ci est-elle perçue par les journaux ? Après trente mois de conflit, quelle est la part respective dans les journaux réservée au traitement de la guerre et au reste de l'actualité ? La guerre est-elle toujours l'événement majeur ou occupe-t-elle une rubrique du journal au même titre que la vie politique ou la vie économique ? S'habitue-t-on à la guerre ?

Dans un premier temps, passons rapidement en revue la carte de guerre de ce début d'année 1917³¹⁶. La situation est dans l'ensemble plus favorable aux puissances centrales qu'à celles de l'Entente sans pour autant leur donner un avantage décisif. Sur le front occidental, la presque totalité de la Belgique et le Nord de la France sont occupés, sur le front oriental, la Pologne russe, la plus grande partie de la Roumanie, la Serbie et le Monténégro sont également envahis. 1916 a connu de grandes batailles et « au début 1917, l'ensemble des belligérants dress[ent] partout le bilan des échecs »³¹⁷. Aucun adversaire n'est en mesure de percer le front.

Pourtant, percer le front reste l'idée fixe des autorités militaires et civiles françaises au début de 1917 malgré les échecs de Verdun et de la Somme en 1916. Dès novembre 1916, le général Joffre prévoit un nouveau plan d'attaque

³¹⁵ Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 2 « L'actualité en mars et avril 1917 », p.114-134. et sous-chapitre 3. « Une période "clé" de la guerre : juin et juillet 1917 », p.135-155.

³¹⁶ BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible op. cit.*, p.15-17.

pour les armées françaises, incluant une offensive italienne et une offensive russe. Mais il est évincé de la tête des armées le 2 décembre 1916, et remplacé par le général Robert Nivelle. Celui-ci reprend l'idée d'offensive terrestre de son prédécesseur mais en modifie le plan. C'est au "Chemin des Dames", dans l'Aisne, qu'il décide, début 1917, de lancer les troupes françaises à l'attaque.

Quant à l'Allemagne, elle « avait frôlé le désastre. Le *Kaiser* en avait rendu Falkenhayn responsable. »³¹⁸ et avait choisi pour lui succéder Hindenburg et Ludendorff. Contrairement au commandement français, le haut-commandement allemand, ne croit cependant plus à une victoire terrestre. La bataille du Jutland ayant par ailleurs démontré l'incapacité de vaincre sur mer, c'est sous la mer que Hindenburg et Ludendorff décident de combattre. La marine allemande dispose pour cela de 150 sous-marins dont les performances ont été grandement améliorées depuis le début du conflit.³¹⁹

Au début de 1917, l'incertitude militaire est donc à son comble après « les pertes humaines [...] inimaginables » de 1916³²⁰. Face aux conditions générales de vie au front et à l'arrière, face aux défaites militaires successives, face au niveau impressionnant des pertes humaines, une question se pose : doit-on trouver une solution négociée au conflit ou faut-il continuer la guerre ? Et c'est à travers les événements qui se déroulent tout au long de l'année 1917 que Etats et populations cherchent la réponse. Et cette réponse, ils vont finalement la trouver :

³¹⁷ MIQUEL, Pierre : *La Grande Guerre. op. cit.*, p.370.

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ Selon Becker, « le haut-commandement est alors persuadé qu'il a les moyens de couler 600.000 tonnes de navires par mois. » Mais il se heurte d'un côté aux réticences de son allié austro-hongrois et de l'autre côté à celles de Guillaume II et de Bethmann-Hollweg. In BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.157.

³²⁰ BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible. op. cit.*, p.16. Les Français déplorent 1.291.000 morts, disparus et prisonniers, les Allemands 1.464.501, et pour l'ensemble des belligérants, il y a déjà environ quatre millions de morts ! Et même si les populations sont tenues à l'écart de ces décomptes macabres, elles disposent de suffisamment d'éléments (notamment par la presse) pour savoir qu'ils sont effroyables.

continuer la guerre jusqu'à la défaite de l'un ou l'autre des blocs belligérants, les Alliés ou les Puissances centrales.

Ainsi, l'impression qui domine fin 1917, après une année de bouleversements et d'hésitation, c'est que le sacrifice même qui a été consenti jusqu'alors par les populations civiles et militaires justifie à lui seul qu'on continue la guerre. Et il aura fallu les événements de 1917 pour que chacun en prenne conscience, que ce soit au niveau des militaires ou au niveau des civils. Mais comment peut-on s'"habituer" à la guerre dans ces conditions ? Comment la presse réagit-elle ? Peut-on repérer des signes de la lassitude générale dans la presse quotidienne lorraine ?

En mars et avril 1917, on trouve beaucoup de ressemblances entre la *Metzer Zeitung* et *L'Est Républicain*, les quotidiens de Metz et de Nancy. D'un côté comme de l'autre, la propagande continue, entre articles anti-français et pro-français, articles anti-allemands et pro-allemands, bien que son intensité ne soit plus la même que celle des débuts de la guerre³²¹.

Les hostilités sont toujours très présentes dans les pages des deux journaux lorrains. La surface consacrée à la guerre représente 55% de la surface textuelle globale de la *Metzer Zeitung* le 12 mars 1917 et 41% dans *L'Est Républicain* du même jour. Ce qui est très important compte tenu du volume global de chacun des journaux ; pour la *Metzer Zeitung* cela représente plus de la moitié d'un journal évalué à six ou huit pages quotidiennes et pour *L'Est Républicain*, c'est plus d'un tiers d'une édition quotidienne réduite à deux pages recto-verso.

Les nouvelles sur la guerre sont classées selon ses différentes formes et selon les fronts. Le quotidien français présente l'évolution du conflit d'une part au niveau maritime, aérien ou terrestre, et d'autre part, en informant sur ce qui se

³²¹ Cf. *infra*. In Troisième partie, chapitre II « Représenter et dénoncer l'ennemi », p.306-358.

passe sur les fronts italien, belge, russe, roumain ou d'Orient. Dans le quotidien allemand par contre, on peut lire les « Rapports de guerre allemands » (*Deutscher Kriegsbericht*), autrichiens, bulgares ou turcs et, chose surprenante, les « Rapports de guerre ennemis » (*Feindliche Kriegsberichte*), alors qu'on ne trouve rien de tel dans *L'Est Républicain*³²².

Dans la *Metzer Zeitung*, les « Rapports de guerre ennemis » sont publiés tels quels, sans commentaire de la rédaction. Ils se situent en page deux du quotidien aux côtés des rapports turcs et bulgares alors que les rapports de guerre allemands et austro-hongrois font la Une. Il y a donc une hiérarchisation dans les comptes rendus de guerre : la priorité est donnée bien sûr aux rapports nationaux et à ceux des alliés les plus proches qui évoquent les combats sur les fronts de l'Ouest. Puis viennent les rapports des autres pays alliés, Turquie et Bulgarie ; ils relatent des batailles lointaines qui intéressent forcément moins la population messine. Enfin les rapports ennemis se présentent comme garants de la vérité des comptes rendus nationaux sur les combats. Ceux qui sont publiés proviennent de France, d'Angleterre, de Belgique et d'Italie et confirment en effet les rapports de guerre allemands dans la mesure où ils évoquent les combats et l'évolution des forces de manière imprécise. Mais, par là même, ils incitent le lecteur à accorder plus de crédit aux rapports nationaux sans pour autant délivrer d'informations supplémentaires sur la guerre.

D'une manière générale, les rapports de guerre sont constitués de dépêches provenant des agences de presse et visées par la censure. En 1917, on ne trouve plus de titres ou de commentaires dithyrambiques sur chaque bataille

³²² La publication des rapports de guerre ennemis, par l'intermédiaire des pays neutres (probablement de la Suisse), est d'ailleurs une particularité qu'on trouve uniquement dans la presse allemande pendant la Première Guerre mondiale : « en juillet 1916, la presse allemande fut priée à plusieurs reprises de publier les communiqués ennemis sans ostentation ni avance sur les communiqués allemands et autrichiens correspondants. On prétendait que cela aiderait le lecteur à former sa propre opinion quant au crédit à accorder aux communiqués ennemis ». In KOSZYK, Kurt : « Une bataille dans la presse : la Somme », *op. cit.*, p.213.

remportée comme c'était le cas en août et septembre 1914. Seul le 6 mars 1917, paraît un gros titre à la Une du quotidien messin indiquant une « attaque victorieuse à Verdun » (*Erfolgreicher Angriff bei Verdun*), comme une réminiscence de la bataille terminée depuis quelques mois. Les autres titres de la *Metzer Zeitung* concernent avant tout la bataille sous-marine, engagée depuis janvier 1917 et qui doit, selon le haut-commandement allemand, apporter la victoire. Quant à *L'Est Républicain*, il met surtout l'accent sur les affrontements aériens. Autrement, il évoque le « Recul allemand » et, à propos des avancées alliées, des « Raids » ou des « Coups de main fructueux » et même des « actions de détail » ! Ce sont donc des titres presque édulcorés qui, en mars et avril 1917, relatent la situation militaire sur le front. Ce manque d'enthousiasme ou de hargne dans le discours de la presse contraste évidemment avec ce qui s'était passé lors du déclenchement de la guerre ou même lors de la bataille de Verdun. Il traduit presque une certaine routine lorsqu'il est question de la guerre ; qu'y a-t-il à dire qui n'ait pas déjà été dit ?

Deux points doivent cependant être relevés ici. Premièrement, nous remarquons, à la lecture des titres de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* en 1917, que les journaux ne cherchent plus à impressionner le lecteur par l'annonce de victoires qui seraient définitives ; ils se bornent à rendre compte des batailles qui ont lieu quotidiennement. Deuxièmement, on constate l'intérêt que la presse porte aux nouvelles techniques de guerre en les mettant en avant dans ses rapports : guerre sous-marine côté allemand, guerre aérienne côté français. Les journaux accompagnent en la circonstance l'évolution de la guerre qui devient la première guerre moderne de l'histoire. Et la chronique de la guerre se transforme dans la *Metzer Zeitung* en un relevé continu du tonnage représenté par les navires coulés par les sous-marins allemands. Dans *L'Est Républicain* ce sont

prioritairement les combats aériens qu'on évoque presque comme des confrontations entre des chevaliers des temps modernes³²³...

Malgré ces aspects nouveaux dans la chronique du conflit, les journaux continuent cependant encore de mythifier le soldat et sa vie quotidienne. C'est en tout cas l'impression que laisse dans *L'Est Républicain* la lecture des chroniques de Pierre Léony qui évoque l'existence des combattants dans certaines éditions du dimanche. Dans une rubrique intitulée « Notes de campagnes », Leony relate la vie des tranchées, mais à coup sûr plus telle qu'il l'imagine que telle qu'elle n'est réellement, vu la vision qu'il en donne. A-t-il réellement présents à l'esprit les soldats qui viennent de subir deux ans de campagne lorsqu'il évoque « les cœurs artistes, cachés sous les capotes bleues » (édition du 4 mars 1917) ? A-t-il jamais mis les pieds dans une tranchée pour pouvoir écrire : « Et voyez-vous cette chose merveilleuse : la demeure des morts sert aux vivants³²⁴, car, dans la tranchée ont été aménagés des abris propices » (édition du 11 mars 1917) ?

Par ces descriptions qui sont loin d'être conformes à la réalité, le chroniqueur de *L'Est Républicain* cherche en tout cas à contribuer à fédérer la nation : « dans la lutte impitoyable où nous vivons, où les meilleurs d'entre nous s'en vont chaque jour, n'y a-t-il pas, après tout, la France entière. La France du passé comme la France d'aujourd'hui, qui combat pour les jours heureux de la France de demain ? » (édition du 11 mars 1917). Et il tente également de redorer le blason des soldats d'infanterie devenus "Poilus" en les décrivant comme les gardiens de la nation :

³²³ En 1917, on distingue l'aviation d'observation qui a trois missions : « recherche de renseignements, observations des tirs d'artillerie, liaison » de l'aviation de chasse qui se développe en 1915 et devient réellement efficace pendant la bataille de Verdun dans une « volonté d'empêcher l'ennemi d'accomplir ses missions indispensables d'observation ». In CARLIER, Claude : « Une arme nouvelle : l'aéronautique », p.50 et 52. In CARLIER, Claude / PEDRONCINI, Guy : *La bataille de Verdun. op. cit.*, p.37-58.

³²⁴ Il s'agit d'anciennes nécropoles antiques mises à jour et transformées en tranchées.

Vieux à barbes grises et adolescents montent donc la "garde sacrée", mais dans ce printemps qui vient, les cœurs battent plus vite. La nation en armes sent en effet que "cela ne peut durer éternellement". Déjà quelques éphèbes précieusement conservés jusqu'alors dans les délices de l'intérieur, sont arrivés jusqu'aux tranchées. C'est bon signe. Ah ! "si tout le monde marchait", si tout le monde comprenait qu'à un état de chose exceptionnel doit correspondre enfin un état d'âme non moins exceptionnel l'abominable cauchemar serait bientôt fini. (édition du 18 mars)

Avec les chroniques de Pierre Léony, nous sommes face à des récits qui intègrent une part – non négligeable – d'imaginaire. Il est difficile de croire que le collaborateur de *L'Est Républicain* soit un jour allé au front comme le font régulièrement certains de ses collègues – ceux-là mêmes évoqués par Barbusse³²⁵ ! Mais il est important de souligner que c'est à partir de tels récits que l'imaginaire collectif de la Première Guerre mondiale se bâtit, entre mythe et réalité. Et on peut dire ici que *L'Est Républicain* prend tout à fait sa part dans la constitution de cet imaginaire.

Rien de tel dans la *Metzer Zeitung* où la vie quotidienne de la guerre est toutefois également perceptible mais de manière tout à fait différente. Ainsi, on peut lire le 1^{er} mars 1917 un avis, signé du Gouverneur de Metz, sur une opération de recensement des cloches de bronze et leur livraison volontaire aux autorités. Cet encadré nous renseigne de manière indirecte sur les besoins de la guerre deux ans et demi après son début : l'industrie de l'armement allemande manque de matières premières. Ainsi, les autorités militaires s'adressent aux autorités religieuses et aux communes afin de les inciter à livrer les cloches dont sont pourvues les églises. L'appel lancé ici révèle deux choses. D'une part, il met

³²⁵ Cf. *supra*. In « Introduction générale », p. 1.

en évidence les difficultés que rencontre le *Reich*, mais d'autre part, il vise à maintenir vivant le patriotisme par la participation de tous à l'effort de guerre³²⁶.

La vie quotidienne au front fait également l'objet d'une exposition à Metz ; celle-ci est commentée en pleine page de l'édition du 17 mars 1917 de la *Metzer Zeitung* puis évoquée à diverses reprises. Il s'agit ici de montrer par des photos prises sur le front quelle est la vie au jour le jour des soldats. Certes, il est difficile de rendre compte vraiment de cette exposition³²⁷, mais il est clair que cette manifestation constitue un moyen de renforcer la cohésion nationale en renforçant le lien entre ceux qui sont au front et ceux qui sont à l'arrière : c'est ainsi que la *Metzer Zeitung* la présente. Toujours dans le même état d'esprit, on notera également une annonce parue le 29 mars pour un film projeté à Metz du 31 mars au 5 avril intitulé « La grande bataille de la Somme ». Le choix est judicieux, la Somme étant une offensive adverse, le film peut ainsi montrer la résistance de l'armée allemande face à l'offensive ennemie et la vie des soldats au jour le jour dans les tranchées. Et même s'il nous est à nouveau difficile de juger de façon précise des visions que le film, comme l'exposition, offrent de la guerre, il semble évident que la *Metzer Zeitung*, en 1917, en s'y intéressant, donne le sentiment d'offrir une vision plus proche de la réalité de la guerre et des combattants que les « Notes de campagne » du journaliste de *L'Est Républicain* évoquées plus haut.

Au début de 1917, l'impression qui se dégage de nos deux quotidiens est que les journaux partagent plus équitablement qu'auparavant leurs colonnes entre les combats et le reste de l'actualité. Dans *L'Est Républicain*, les faits divers, dans un premier temps refoulés faute de place, reprennent même droit de cité. La

³²⁶ Les annonces publiées pour inciter les populations à participer aux emprunts de guerre, sujet traité plus en détail dans notre dernière partie, font preuve de la même ambiguïté.

³²⁷ Il est notamment difficile de dire si les photos relevaient de la volonté réelle de montrer les combattants au front ou s'il s'agissait d'une simple campagne de propagande.

rédaction nancéienne s'est habituée à son nouveau format : deux pages par jour dans la semaine et quatre le dimanche qui lui permettent d'élaborer une édition plus complète. Même sur une feuille, elle place l'essentiel de son information, sans oublier la publicité et les petites annonces. Celles-ci comprennent de plus en plus d'offres d'emplois qui révèlent la pénurie de main d'œuvre à laquelle sont confrontées les sociétés de l'arrière ; en même temps, ces offres s'adressent essentiellement aux femmes, seules disponibles en ces temps de guerre.

La *Metzer Zeitung* quant à elle, ne change rien à la présentation formelle qui est la sienne depuis le début de la guerre. Elle a inclus l'information sur la guerre dans son édition quotidienne et consacre toujours un nombre important de colonnes au reste de l'information, nouvelles locales, régionales ou nationales ainsi qu'à la réclame et aux petites annonces qui, comme dans le quotidien français, contiennent beaucoup d'offres d'emplois proposées aux femmes, ce qui révèle la place prépondérante qu'elles occupent également dans la société allemande en 1917.

Enfin, après plus de trois ans de conflit, les intérêts de la presse en 1917 sont non seulement tournés vers la vie quotidienne à l'arrière et vers les batailles en cours, mais aussi vers la vie quotidienne au front.

En 1917, les populations s'accoutument à la guerre et, à sa manière, de chaque côté de la frontière qui coupe en deux la Lorraine, la presse se fait l'écho de cet état d'esprit. La vie quotidienne devient la guerre, l'économie des pays belligérants est une économie de guerre, les populations changent nécessairement leurs habitudes de vie, mais s'habituent à vivre dans la guerre.

La presse aussi. Elle s'adapte. Dans *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* du premier semestre 1917, on lit moins de titres à visée sensationnelle sur le déroulement de chaque bataille au front, mais plus d'articles relatant les difficultés quotidiennes des populations à l'arrière et les besoins créés à l'arrière

par l'économie de guerre. Cette similitude entre les deux journaux correspond aussi à des phénomènes de nature identique qui se préparent de part et d'autre de la frontière invisible qui sépare l'arrière du front, les grèves d'un côté, les mutineries de l'autre.

5. Les mutineries françaises et l'intensifications des combats

(juin et juillet 1917)

Lorsqu'on évoque le mois de juin 1917 pendant la Première Guerre mondiale, on pense inévitablement aux mouvements d'insubordination et de protestations des soldats français sur le front³²⁸. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte pour expliquer ce mouvement qui n'a pas concerné que les armées françaises :

La lassitude des combattants, la mauvaise gestion des permissions, la manque ou la mauvaise qualité de la nourriture, le refus des offensives inutiles mais aussi une politisation accrue conduisent à des rébellions : grandes vagues de mutineries en France (avril 1917-janvier 1918), mutinerie de la base anglaise d'Étaples (septembre 1917), mutineries italiennes des brigades Ravenne et Catanzaro (mars et juillet 1917), mutineries des marines allemandes et autrichiennes, des troupes de minorités nationales en Autriche, pour ne rappeler que les actions les plus notoires.³²⁹

Même si les mutineries ont affecté l'ensemble des pays belligérants, ce sont cependant celles qui affectent l'armée française après l'offensive franco-britannique manquée du 16 avril 1917 qui frappent le plus l'attention de nos journaux³³⁰.

³²⁸ Les mutineries de 1917 restent un sujet très peu traité dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale et qui est surtout l'objet d'avis divergents des historiens quant à sa façon de l'aborder. Guy Pédroncini a été le premier (et pendant longtemps le seul) à avoir accès aux archives de l'Armée française. Cf. PEDRONCINI, Guy : *Les mutineries de 1917*. Paris, PUF, 1983. C'est en 1998, suite aux commémorations des 80 ans de la Grande Guerre (et de la polémique lancée par les propos du Premier Ministre français Lionel Jospin) que l'accès aux archives a été facilité relançant l'historiographie de cette période sombre de la Première Guerre mondiale. Cf. à ce propos OFFENSTADT, Nicolas : *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-199)*. Odile Jacob, Paris, 1999.

³²⁹ OFFENSTADT, Nicolas : *op. cit.*, p.51.

³³⁰ « L'échec sanglant du Chemin des Dames provoqua une crise majeure dans l'armée française. » In BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible. op. cit.*, p.74. La déception causée par l'échec de l'offensive fut à la hauteur de ce qu'en étaient les attentes. Un profond marasme politico-social conduit les gouvernements français et britannique ainsi

Les mutineries, actes collectifs d'indiscipline (c'est le caractère collectif qui distingue la mutinerie d'un autre acte d'insubordination), débutent en France au mois d'avril 1917 pour atteindre un pic entre le 20 mai et le 10 juin ; puis, le mouvement régresse progressivement pour cesser tout à fait en janvier 1918. Becker y voit une spécificité française dans la mesure où l'armée française est la seule à connaître des mouvements de la sorte³³¹. Ce qui renvoie à une autre spécificité française, la mise sous une censure extrêmement sévère de toute information militaire. Mutineries et censure sont liées. La censure non seulement

que leurs états-majors respectifs à décider d'une grande offensive au printemps 1917, l'offensive du Chemin des Dames. En effet, fin 1916, la lassitude se fait durement ressentir au sein de l'armée comme des populations. L'idée d'une victoire acquise par une grande offensive prend forme peu à peu pour redonner du courage à des soldats que l'immobilité exaspère. Elle obtient le soutien des populations impatientes d'en finir avec la guerre. Le Général Nivelle, secondé par le général Mangin, a la charge de monter l'opération. Mais au fur et à mesure que le projet est établi, il révèle toutes les déficiences que comporte une opération de cette ampleur. Pourtant, et bien que les conditions météorologiques soient exécrables, l'attaque est engagée le 16 avril 1917. C'est le désastre. Et malgré sa promesse d'arrêter la bataille en cas d'échec, Nivelle tente de la prolonger. Les pertes sont énormes et les soldats ont l'impression d'avoir été envoyés au massacre. Les conséquences alors sont immédiates : dès le 29 avril, le général Mangin est relevé de son commandement par le général Nivelle qui subit le même sort le 15 mai, remplacé à la tête des armées françaises par le général Pétain. Jean-Jacques Becker donne trois raisons à cette prise immédiate de sanctions : le taux élevé des pertes, le fait qu'après trois ans de guerre le commandement est censé tirer les leçons du passé et avoir appris à faire la guerre mais surtout la grande déception, car « le décalage était immense entre la réalité et les espoirs "fous" d'en finir ». De plus, l'échec de l'offensive du Chemin des Dames entraîne des conséquences plus insidieuses chez les soldats : l'armée française connaît alors ses premières mutineries.

³³¹ *Ibid.*, p.74. Nous appuyons ici notre propos essentiellement sur les théories de Jean-Jacques Becker qui nous semblent particulièrement intéressantes dans le cadre d'une étude de la presse, par le lien qu'elles créent entre mutineries et censure de la presse (et du courrier ou de tout autre moyen d'information dont les soldats au front pourraient bénéficier). Il insiste, il est vrai, sur le caractère particulier des mutineries françaises mais sans aller aussi loin que les théories de Frédéric Rousseau qui, à propos « d'une éventuelle spécificité française » des mutineries avance l'hypothèse suivante : « les Français [...] reçoivent une éducation spécifique faisant une place importante à ce que j'appellerai la culture de la désobéissance ». In ROUSSEAU, Frédéric : *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*. Seuil, Paris, 1999. p.311. Rousseau (de même que Becker dans une moindre mesure) s'oppose ainsi à Nicolas Offenstadt pour lequel, « il convient donc de ne pas singulariser à l'extrême les mutineries en France, en les expliquant par un hypothétique caractère national ». In OFFENSTADT, Nicolas : *op. cit.*, p.51.

favorise la circulation des rumeurs mais entretient le découragement lorsque la réalité est mise à jour, et cela, aussi bien au front qu'à l'arrière, parmi les populations militaires que civiles. La presse d'information générale est directement mise en cause. La politique de journaux comme *L'Est Républicain* apparaît préjudiciable au moral des troupes et des civils car le manque d'informations renforce l'incertitude. C'est le cas en ce qui concerne l'offensive du Chemin des Dames qui provoque l'effet inverse à celui escompté. Ainsi pour Becker, il n'est pas douteux que les conséquences psychologiques de l'échec de la bataille sont amplifiées par la censure car « la méthode d'information rendait impossible l'apport d'explications qui, dans une certaine mesure, auraient pu atténuer l'effet de la défaite »³³². D'où l'éclatement des mutineries à ce moment précis où les soldats ont l'impression de payer durement les erreurs de commandement. Les premières manifestations du "ras-le-bol" des soldats se produisent dès le 17 avril 1917. Mais ce n'est en mai et juin 1917 que de véritables actes de mutineries ont lieu.

Malgré l'importance du phénomène, le sujet brille par son absence dans la presse française. On ne trouve pas une ligne sur un quelconque mouvement de révolte dans l'armée française dans *L'Est Républicain* de juin et juillet 1917. Il est vrai, comme nous venons de l'indiquer, que la censure s'exerce de manière implacable ; le 7 juin, le Ministère de la guerre diffuse d'ailleurs une note interdisant de donner le moindre détail sur les mutineries.

En revanche la *Metzer Zeitung* aborde par deux fois ce thème dans ces éditions de juin et juillet 1917. Mais, et le fait doit être souligné : ce n'est très succinctement que le quotidien allemand s'exprime à propos d'actes de rébellion des troupes françaises. Le 2 juin, en page deux, un télégramme évoque de manière « non officielle » les « désertions dans l'armée française »,

³³² BECKER, Jean-Jacques : *1917 en Europe. L'année impossible. op. cit.*, p.76.

« nombreuses » selon lui. Puis, le 19 juillet, le journal parle de « mutineries dans l'armée française ». Ainsi, contrairement à ce qu'on pourrait supposer *a priori*, c'est avec beaucoup de circonspection que le journal messin traite les mouvements qui éclatent du côté français, alors que ce qu'il écrit à ce propos laisse supposer qu'il est bien renseigné.

Il semble donc, à la lecture des deux quotidiens, que l'information circule mieux du côté allemand. Mais pourquoi, dans ce cas-là, ne pas étaler les difficultés que connaît le commandement militaire français à la Une des journaux, afin de montrer les faiblesses de l'ennemi ? L'explication qu'on peut fournir ici pour interpréter cette "prudence" est que, dans le contexte de 1917, la diffusion de ce type d'information peut être à double tranchant. En évoquant des actes de rébellion dans l'armée ennemie, on met certes en avant son épuisement, et on reconforte ainsi ses propres troupes auxquelles on donne une image positive d'elles-mêmes mais, d'un autre côté, la diffusion d'information de ce genre peut également pousser des soldats démoralisés à se lancer dans un mouvement semblable à une période de la guerre où l'abattement est général³³³. D'où une certaine réserve de la *Metzer Zeitung* qui mérite à nouveau d'être soulignée. Et à aucun moment, la *Metzer Zeitung*, ni *L'Est Républicain* d'ailleurs, n'évoquent des problèmes identiques dans l'armée allemande bien qu'ils existent également (quoique principalement cantonnés à la marine).

Paradoxalement, du fait du silence qui lui est imposé, la presse joue un rôle dans ces mouvements de révolte, de "grève de la guerre". Nous l'avons vu, la censure exercée par les autorités militaires en ce qui concerne la diffusion d'informations aux soldats est en partie responsable du mauvais moral des

³³³ Rappelons ici que, durant la période des hostilités, la *Metzer Zeitung* est lue au sein de la V^e Armée, celle du *Kronprinz*, située en Lorraine.

troupes, mais, ce qu'il y a d'étonnant, c'est que la presse soit malgré tout rendue directement responsable des mutineries par le haut-commandement français³³⁴.

D'emblée, l'état-major français est convaincu que les mutineries ont un but politique et qu'elles sont les conséquences du laisser-aller de l'arrière : le pacifisme et le socialisme ont gagné les rangs de l'armée. Pour l'état-major, « la révolte n'est pas la conséquence des mauvaises conditions du combat, ni des fautes des généraux, mais de l'orchestration insidieuse d'une révolution à la française, d'une sorte de complot dont certains politiciens sont les complices »³³⁵. Et il semblerait que la presse favorable aux opinions socialistes, anarchistes, pacifistes et révolutionnaires soit bien distribuée au front. Les idées développées par elle influenceraient négativement le moral des soldats. Mais la thèse du complot ne résiste pas à l'examen des faits³³⁶. Les mutineries cessent lorsque le général Pétain prend la décision d'améliorer les conditions de vie au front et de s'occuper des relations avec la presse en créant des postes "d'officiers informateurs" chargés de transmettre l'information sur les combats, une information soumise bien entendu à la censure militaire³³⁷.

Plus que par des mesures répressives, le nouveau chef de l'armée met fin aux mutineries par l'écoute des soldats et par la promesse de modifier les méthodes de guerre, ce qui signifie avant tout continuer la guerre.

³³⁴ Comme elle l'avait été en ce qui concerne les grèves des ouvriers à l'arrière. Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 3.1. « Visions croisées au niveau social : les grèves de l'arrière », p.138.

³³⁵ MIQUEL, Pierre : *op. cit.*, p.410.

³³⁶ *Ibid.*, p.420.

³³⁷ Selon Guy Pedroncini, ce n'est pas la guerre elle-même qui est remise en cause par les mutins mais une certaine forme de guerre : « En faisant éclater la plus grave et la plus menaçante des protestations contre une certaine forme de guerre, les mutins en général ont cependant accepté ou promis de garder les tranchées. Ils ne voulaient pas, hors quelques exceptions, que les Allemands puissent passer, comme si, confusément, ils eussent senti, malgré leur fatigue et leurs malheurs, que tant de sacrifices ne pouvaient tout de même pas aboutir à la victoire de l'ennemi ». In PEDRONCINI, Guy : *op. cit.*, p.311.

C'est en effet la voie choisie en 1917 par les gouvernements et les états-majors militaires des pays belligérants qui réussissent à convaincre les soldats et l'opinion publique que la continuation de la guerre est la seule issue acceptable. C'est l'impression générale que laissent les éditions successives de la *Metzer Zeitung* et de *L'Est Républicain* en juin et juillet 1917. Dans les numéros en question la guerre occupe une très large place à côté de l'évolution des propositions de paix, comme plus tard en 1918, les deux journaux – comme le reste de la presse – ne choisissent pas entre guerre et paix. D'un côté, ils relatent les tentatives de paix en ayant l'air d'y croire, de l'autre ils paraissent plein d'optimisme pour leur camp sur l'issue des combats qui se déroulent. Ils reflètent en cela tout à fait le sentiment des peuples, l'envie d'en finir qui se partage avec le désir de vaincre.

Ce désir de vaincre des Français, civils et militaires, se manifeste de deux façons différentes dans *L'Est Républicain*. Tout d'abord par l'enthousiasme avec lequel le journal suit l'arrivée en France des premiers Américains³³⁸. C'est en juin et juillet 1917, que la France accueille les premières délégations en provenance des Etats-Unis et que *L'Est Républicain* se met à l'heure américaine. Beaucoup d'articles sont publiés qui relatent les préparatifs de l'armée aux Etats-Unis ; la visite d'une délégation française est suivie de près par le correspondant du journal aux Etats-Unis. Plus que de la curiosité, c'est de l'impatience qui perce dans les propos des journalistes. Chaque discours du président Wilson est cité. Et le 2 juillet, la Une titre « Voici les premières troupes américaines ». Sur deux colonnes l'événement est commenté : « L'escadre offre un spectacle merveilleux. [...] Que l'armée américaine soit donc la bienvenue en France, et qu'elle s'y couvre de gloire ! », peut-on lire. Enfin le 5 juillet, on apprend à la Une que « La

³³⁸ Nous avons abordé l'entrée en guerre des Etats-Unis en avril 1917. Nous ne reviendrons donc pas sur les circonstances qui ont poussé le président Wilson à combattre aux côtés des Alliés. Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 2.1. « Les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis », p.115 et suivantes.

fête nationale des Etats-Unis » du 4 juillet a été célébrée également à Paris. Le quotidien de Nancy résume ainsi l'événement : « Paris, au nom de la France entière, acclame les Etats-Unis » :

Une foule considérable, massée aux abords de la gare d'Austerlitz, attendait nos nouveaux alliés qu'elle a acclamés follement aux cris de "Vive Wilson ! Vivent les Etats-Unis !" Quand apparut le drapeau américain, les têtes se sont découvertes et les ovations se sont prolongées sur tout le parcours, jusqu'aux casernes de Reuilly, où cantonnera le contingent américain.

L'enthousiasme de *L'Est Républicain* quant à l'arrivée des Américains reflète l'état d'esprit de l'état-major français dans son ensemble. En effet, après plus de trente mois de guerre, l'armée est exsangue et l'apport de nouvelles troupes au combat, s'il ne soulage par les soldats français, leur redonne espoir et courage. Cependant, les commentaires élogieux sur le nouvel allié de la France voisinent avec les articles sur la guerre terrestres et les récits des combats qui mettent l'accent sur la guerre aérienne, où la France remporte de belles victoires. C'est toujours par le même procédé que la presse relate les batailles, citant victoires nationales et échecs ennemis avec le même flou, même si les comptes rendus sont maintenant ordonnés selon le type de bataille, guerre aérienne, terrestre et sous-marine.

Cette guerre s'est développée depuis 1914 avec l'utilisation en 1915 des gaz de combat, l'apparition ensuite de l'aviation et le recours aux chars puis aux sous-marins. De ceci il est certes question dans nos journaux, mais dans les commentaires qu'ils diffusent en 1917, c'est l'impression de *statu quo* de la situation sur le front Ouest qui domine. On retrouve à de multiples reprises des titres comme « Leurs ripostes inutiles » évoquant des contre-attaques malheureuses des troupes allemandes ou « Bulletin de victoire » relatant les avancées des troupes françaises sans que rien de précis ne soit dit sur la situation

militaire réelle. Et la guerre sous-marine est quasi inexistante dans *L'Est Républicain*, alors qu'elle fait la Une dans son homologue allemand.

Dans la *Metzer Zeitung*, en 1917, l'intérêt se porte en effet essentiellement sur le déroulement de la guerre sous-marine à outrance décidée par le haut-commandement allemand et annoncée le 31 janvier 1917. Cette nouvelle forme de guerre a très vite des conséquences désastreuses que seul Bethmann-Hollweg semble avoir mesuré car elle conduit à l'isolement de l'Allemagne dans le monde. En revanche, Hindenburg et Ludendorff sont convaincus que les avantages du recours massif à l'arme sous-marine seraient plus importants que les inconvénients que cette forme de guerre occasionneraient. Car ils pensent ainsi asphyxier l'Angleterre et la forcer à la paix pour alléger le front occidental.

C'est en tout cas le message qu'ils font passer à l'opinion publique, notamment à travers la presse. Et le journal de Metz, encore une fois, apporte son soutien à ceux qui dirigent l'Allemagne. Le 3 juillet 1917, la *Metzer Zeitung* fait largement écho à un discours de Hindenburg qui annonce clairement son objectif :

La guerre sera gagnée pour nous, si nous ne reculons pas devant les attaques ennemies jusqu'à ce que la guerre sous-marine aie fait son œuvre. [...] Dans peu de temps nos ennemis seront contraints à la paix.³³⁹

Et depuis le début de la guerre sous-marine à outrance, nous l'avons déjà noté, le quotidien messin axe ses titres sur les tonnages coulés par les navires allemands³⁴⁰. Il ne cesse de vanter les mérites de la flotte allemande et fait la publicité d'un nouvel emprunt de l'Etat spécialement réservé à la guerre sous-

³³⁹ „Der Krieg ist für uns gewonnen, wenn wir den feindlichen Angriffen standhalten, bis der Ubootkrieg sein Werk getan hat. [...] In nicht ferner Zeit werden unsere Feinde zum Frieden gezwungen sein.“ In *Metzer Zeitung*, 3 juillet 1917.

³⁴⁰ Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre II, sous-chapitre 4 « La presse s'habitue à la guerre », p.233

marine³⁴¹. Pourtant, en juillet 1917, il devient évident que la guerre sous-marine à outrance ne se soldera pas par les succès escomptés³⁴². Ceci est corroboré indirectement par les propos du rédacteur en chef de la *Metzer Zeitung* qui, dans son éditorial du 26 juillet, intervient non pas pour défendre la politique du *Reichstag* mais pour mettre en garde les ennemis de l'Allemagne :

Si nos ennemis ont considéré à première vue la déclaration de paix de la majorité du parlement comme une faiblesse, alors la brillante offensive menée à l'Est les aura convaincu du contraire.³⁴³

Les propos de Krüger ne font pas état des succès attendus de la guerre sous-marine à outrance mais des espoirs liés à la nouvelle offensive lancée sur le front oriental ; on peut en tirer la conclusion que fin juillet 1917, l'Allemagne sait que la victoire ne sera pas obtenue sur mer. En tout cas, la *Metzer Zeitung* le suggère maintenant.

Si nous nous sommes attardés sur les événements de l'année 1917 au point d'évoquer ceux auxquels la presse consacre parfois à peine quelques lignes – comme les mutineries – c'est pour montrer qu'aussi bien dans un journal allemand que dans un journal français, 1917 apparaît rétrospectivement comme une année faite de paradoxe. A la lecture de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung*, on constate que dans les éditions du même jour, sur les mêmes pages, propositions de paix et rapports sur l'intensification des combats se côtoient. Les journaux en 1917 font également ressortir clairement que les gouvernements sont trop investis dans le conflit pour accepter une paix de compromis. Le désir de

³⁴¹ On retrouve à de nombreuses reprises dans les pages du journal des encadrés au sujet de cet emprunt particulier, comme il y en avait eu en mars et avril 1917 pour le précédent emprunt.

³⁴² C'est d'ailleurs son échec qui favorise le vote de la résolution de paix du *Reichstag* du 19 juillet 1917.

vaincre reste le plus fort fin juillet 1917, c'est ce qui va conduire le monde vers une quatrième année de guerre.

³⁴³ „Wenn unsere Feinde die Friedenskundgebung der Reichstagsmehrheit im ersten Augenblick als Schwäche angesehen haben, so wird sie die glänzend durchgeführte Offensive im Osten vom Gegenteil überzeugt haben.“ In *Metzer Zeitung*, 26 juillet 1917, Une.

6. La presse entre guerre et paix

(octobre, novembre et décembre 1918)

Si au début de 1918, l'Allemagne est dans une position sensiblement plus favorable sur le plan militaire que celle des Alliés, à partir de juillet la situation s'inverse. « La contre-offensive franco-américaine du 18 juillet marque le tournant de la guerre à l'Ouest »³⁴⁴. En l'espace de trois semaines, cette offensive entraîne l'effondrement du moral des troupes allemandes. Après le 8 août 1918, « jour de deuil de l'armée allemande » selon l'aveu même de Ludendorff, les offensives alliées se multiplient jusqu'en septembre 1918, si bien que, craignant de voir s'écrouler le front, le commandement allemand estime que le moment est venu de demander l'armistice.

Comme nous l'avons dit précédemment³⁴⁵, le mois d'octobre marque le début des tractations entre les Etats-Unis, l'Allemagne et les Alliés en vue de rétablir la paix. Mais d'un point de vue militaire, la guerre continue. Sur le front occidental, les Alliés gagnent peu à peu du terrain et font reculer les troupes allemandes ; mais de part et d'autre on prépare un cinquième hiver de guerre.

C'est sans compter sur les autres théâtres d'opérations. Sur le front oriental, la situation des puissances centrales, Autriche-Hongrie et Turquie, devient intenable et les accule à demander l'armistice. Ce qui met l'Allemagne, fin octobre 1918, dans une position désespérée. Outre les difficultés intérieures croissantes auxquelles le gouvernement doit faire face, le retrait des troupes en direction d'une ligne Anvers-Meuse est décidé le 6 novembre 1918. C'est dans ces conditions, rappelons-le³⁴⁶, qu'une mission allemande conduite par le ministre

³⁴⁴ BECKER, Jean-Jacques : *L'Europe dans la Grande Guerre. op. cit.*, p.210.

³⁴⁵ Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 4.1. « La crise politique de l'automne 1918 », p.159-160.

³⁴⁶ Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 4.1 « La crise politique de l'automne 1918 », p.160.

d'Etat Matthias Erzberger se présente le 7 novembre devant les lignes françaises pour recevoir les conditions alliées à un armistice.

En France, la demande allemande d'armistice début octobre provoque la surprise de la population, tout comme la déclaration de guerre un peu plus de quatre ans auparavant. Puis l'impatience se fait de plus en plus sentir jusqu'à l'annonce de l'armistice qui entraîne un peu partout, « à Paris, dans les villes de province et dans les moindres bourgades », « une liesse que certains ont décrite comme presque démente »³⁴⁷ alors que « les réactions des soldats sur le front » sont surtout marquées par un « soulagement [...] tempéré par une profonde lassitude ».

En Allemagne, la situation dans les villes est souvent chaotique. Comme en France, l'annonce de l'armistice crée la surprise et entraîne rapidement « un grand désarroi »³⁴⁸ au sein d'une population que les défaites des armées des Puissances centrales avaient mise en état de « choc »³⁴⁹. Ce n'est cependant pas la signature de l'armistice qui constitue pour les Allemands l'événement principal de novembre 1918 mais l'abdication de l'Empereur Guillaume II le 9 novembre 1918, suivie le même jour par la proclamation de la République. La Révolution prend alors le pas sur la fin des combats et conduit l'Allemagne au bord du gouffre de l'anarchie, laissant les populations dans l'inquiétude et transformant une partie de l'armée en corps-francs afin de rétablir l'ordre à l'intérieur du pays. Ce qui ne sera pas réalisé avant la fin de l'année 1918. En attendant, les deux millions d'hommes engagés dans la guerre quittent le front pour rentrer dans leurs foyers.

C'est en Lorraine que se jouent les derniers épisodes de la guerre. Une partie de l'état-major français veut libérer militairement l'Alsace-Lorraine avant

³⁴⁷ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.232-233.

³⁴⁸ *Ibid.*, p.234.

l'armistice, mais comme nous l'avons déjà indiqué, l'offensive de Lorraine, prévue pour le 14 novembre 1918, n'a finalement pas lieu. Cependant, les dernières batailles, qui se déroulent le matin du 11 novembre, juste avant que ne sonne le clairon français répondant à la sonnerie allemande, sont particulièrement meurtrières. Au moment où la guerre se termine, la tension persiste donc sur le front autant qu'en Lorraine allemande, en particulier dans les villes agitées par la révolution. Cette tension se dénoue cependant à l'arrivée des troupes françaises³⁵⁰.

Celles-ci entrent à Metz dans la liesse populaire le 15 novembre 1918. Puis après la reprise en main de l'administration par Léon Mirman, la préfecture de la Moselle accueille, le 8 décembre, les autorités de la République :

Le 8 décembre sur l'esplanade de Metz, devant le front des troupes, au pied de la statue du maréchal Ney, Raymond Poincaré remet à Pétain son bâton de maréchal de France. L'instant est émouvant et solennel. Clemenceau est là et Poincaré, peu porté aux épanchements en public mais bouleversé par l'œuvre réalisée en commun, lui donne l'accolade.³⁵¹

Ces manifestations constituent assurément le moment fort du retour de la Lorraine à la France. Dès le mois de décembre 1918, les "conseils nationaux" d'Alsace et de Lorraine proclament le rattachement "indiscutable et définitif" de l'ancien *Reichsland* à la France pour ensuite s'effacer, coupant court à toute revendication d'autonomie de la région. Il faudra néanmoins quelques années avant que l'administration des anciens territoires annexés soient progressivement

³⁴⁹ NIPPERDEY, Thomas : *op. cit.*, p.863.

³⁵⁰ Gérard Canini retrace les étapes du retour de la Lorraine à la France et l'accueil des populations locales : « Plus réservé, plus tendu dans les zones industrielles du Nord où les longues privations du temps de guerre avaient aigri les esprits, plus grave, mais plus chaleureux dans les villages du pays messin et du Saulnois où bien souvent le maire et le curé accueillaient les soldats français avec une effusion profonde. » In CANINI, Gérard : *La Lorraine dans la Guerre de 14-18. op. cit.*, p.111-112.

³⁵¹ BECKER, Jean-Jacques : *op. cit.*, p.112.

insérée dans le droit français ; ce sera l'œuvre et la responsabilité du conseil supérieur d'Alsace-Lorraine créé et installé à Strasbourg en mars 1919³⁵². Mais, dans les faits, l'Alsace et la Lorraine sont de retour en France fin décembre 1918 après deux mois de transition parfois chaotiques.

Voyons comment réagissent *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* face aux derniers événements de la guerre. Comment préparent-ils la fin des hostilités dans leurs colonnes ? Quels discours la presse lorraine tient-elle à l'occasion du 11 novembre 1918, jour de la signature de l'armistice franco-allemand qui marque la fin du conflit ? Comment se dirige-t-elle vers la paix ? Comment les quotidiens messin et nancéen abordent-ils le retour à une vie "normale" ?

D'emblée, on est frappé par l'interruption soudaine le 16 novembre 1918 de la parution de la *Metzer Zeitung*, alors que rien, dans l'édition de la veille, ne l'indiquait. La raison de cet arrêt définitif du quotidien messin est le retour de l'Alsace-Lorraine à la France constitué par l'arrivée de l'armée française le 15 novembre.

L'avenir de l'Alsace-Lorraine est au centre des préoccupations du journal allemand dès le début d'octobre. Quatre dates sont à relever dans cette chronique de la fin du *Reichsland* à travers la *Metzer Zeitung* ; elles jalonnent le parcours de la région pendant cette dernière phase de la guerre. Tout d'abord celle du 4 octobre 1918, jour où le quotidien messin annonce la constitution d'un nouveau gouvernement pour la région ainsi que des décisions émanant du gouvernement impérial Max de Bade quant à sa probable autonomie. Ensuite, le 8 novembre, alors que les négociations entre Allemagne et Etats-Unis battent leur plein, on peut lire dans les pages du journal un appel en faveur de la neutralité de l'Alsace-Lorraine dans le cadre du règlement du conflit. Et le 12, on apprend la formation d'un conseil national destiné à asseoir la représentativité du *Land* d'Alsace-

³⁵² CANINI, Gérard : *op. cit.*, p.113-114.

Lorraine. Enfin, le 15 novembre 1918, on peut lire dans les colonnes du journal les « Paroles d'adieux du Gouverneur de Metz » (*Abschiedsworte des Metzger Gouverneurs*) publiées à la Une³⁵³. Dans ce message, le général von Lequis tient surtout à disculper les Allemands qui n'ont « pas voulu la guerre » et à déplorer que « L'Europe [soit] aujourd'hui entièrement sous l'emprise de l'Angleterre et de l'Amérique »³⁵⁴. Vingt-quatre heures après le départ du gouverneur militaire allemand, la *Metzer Zeitung* cesse d'exister. Sa dernière édition paraît, comme nous l'avons dit, le 16 novembre 1918, à un moment où le retour de l'Alsace-Lorraine à la France est effectif. La *Metzer Zeitung* du 16 novembre publie le dernier éditorial de son directeur, Alfred Krüger. Dans ce texte le responsable du journal n'aborde pas la question du retour de l'Alsace-Lorraine à la France mais s'attache à mettre en avant le rôle joué par la *Metzer Zeitung* en Alsace-Lorraine depuis la création du quotidien :

Pendant ses plus de 46 années d'existence, la *Metzer Zeitung* a participé au destin mouvementé de la région d'Alsace-Lorraine et a représenté résolument les intérêts du Reich allemand aux côtés des intérêts spécifiquement lorrains.³⁵⁵

³⁵³ Article déjà évoqué. Cf. *supra*. In Deuxième partie, chapitre I, sous-chapitre 4.2. « La fin de la guerre en Alsace-Lorraine », p. 175.

³⁵⁴ Le principal message du texte se trouve dans les extraits suivants : „Nach 4 ½ Jahren erbittertesten Ringens ist der fürchterlichste Weltkrieg, der seit Menschenbestehen über die Erde dahinstraste zur Ruhe gekommen. Deutschland, von seinen erschöpften Bundesgenossen verlassen, hat den Waffenstillstand angenommen. Der Frieden wird dem Waffenstillstand folgen. In diesem Augenblick drängt es mich, als eines alten erfahrenen Soldaten, der Freud und Leid des Krieges mit seinen Kameraden geteilt hat und viel herumgekommen ist in der Welt, den Truppen der Gruppe und des Gouvernements Metz meine Gedanken und Wünsche mit auf den Zukunftsweg zu geben. [...] Wir alle wissen : wir haben den krieg nicht gewollt. [...] Europa aber ist heute ganz in der Gewalt Englands und Amerikas. [...] An deutschem Wesen sind noch einmal die Welt genesen. An die geschilderte große und schöne Aufgabe wollen wir alle hochgemuten Herzens herangehen, damit wir eine segensreiche Zukunft herbeiführen und erleben. Mögen auf die Weise von innerem Glück getragene Zeiten in der Heimat erblühen ! Dies mein herzlichen Friedens- und Abschiedswunsch für alle meine Lieben Kameraden !“ In *Metzer Zeitung*, 15 novembre 1918, Une.

³⁵⁵ „Während ihres mehr als 46 jährigen Bestehens hat die *Metzer Zeitung* an den wechselvollen Geschicken des elsass-lothringischen Landes teilgenommen und neben den spezifisch-

Pour la *Metzer Zeitung*, la question du devenir de l'Alsace-Lorraine n'est *a priori* pas réglée avec la défaite de l'Allemagne, et en octobre 1918, elle espère encore que la région devienne autonome. A aucun moment au cours de son dernier mois et demi d'existence, le journal n'envisage la possibilité du retour de la région à la France, alors que la rétrocession de l'Alsace-Lorraine est devenue au fil de la guerre l'unique but de guerre français déclaré.

Outre les nouvelles sur le sort de la région, l'intérêt que présente le journal messin entre le 1^{er} octobre et le 15 novembre 1918, est double. Deux sujets contradictoires se côtoient dans ses colonnes. D'une part, on note la présence persistante des rapports sur les combats comme c'était le cas tout au long de la guerre et, d'autre part, on observe l'apparition de dépêches qui portent sur l'évolution des négociations de paix. Le 9 octobre par exemple, on peut lire à la Une et donc sur la même page « Nouveaux combats difficiles sur le front occidental » (*Neue schwere Kämpfe an der Westfront*) et « Remise de la note de paix à Wilson » (*Überreichung der Friedensnote an Wilson*). Il semble surprenant de parler de paix dans un climat encore tout à la guerre ou de parler de guerre quand les tractations en vue d'obtenir la paix sont en cours depuis le 5 octobre 1918 mais c'est pourtant le climat qui semble alors régner en Allemagne si on en croit la *Metzer Zeitung* : la demande d'armistice est présentée alors que la défaite devient inéluctable mais avant que l'Allemagne ne soit contrainte à une reddition sans conditions. Cependant, la *Metzer Zeitung* continue à évoquer à la Une de ses éditions les "échecs" de l'offensive alliée. Le discours n'évolue pas au même rythme que les changements militaires et politiques. Mais à la lecture des dépêches, on remarque qu'il est fait état des mouvements du front en direction de la frontière allemande et de la Belgique : le 12 octobre par exemple, un titre à la

lothringischen die Reichsdeutschen Interessen tatkräftig vertreten.“ In *Metzer Zeitung*, 16 novembre 1918, Une.

Une évoque « L'évolution de nouveaux combats au Nord-Est de Cambrai » (*Entwicklung neuer Kämpfe nordöstlich von Cambrai*) ; mi-octobre, Lille est libérée d'une occupation allemande qui aura duré quatre ans, c'est le cas également de Mézières et d'une grande partie de la Meuse. Mais, évidemment, l'ampleur de ces succès alliés est à peine perceptible dans la *Metzer Zeitung*, à moins de lire entre les lignes. A la suite du titre du 12 octobre cité plus haut on peut lire « En septembre 773 avions ennemis et 95 ballons d'observation détruits » (*Im September 773 feindliche Flugzeuge und 95 Fesselballone vernichtet*). Mais la plupart des dépêches titrent de manière assez vague sur « L'offensive générale de l'Entente » (*Die generale Offensive der Entente*).

Malgré la certitude de la défaite allemande, le quotidien messin continue donc de transmettre les rapports de guerre dans le même style qu'auparavant. Le 12 octobre 1918, 29% du volume global du journal sont encore consacrés à l'information sur la guerre. Mais, peu à peu, ces mêmes rapports de guerre côtoient les annonces d'armistice, signes extérieurs de l'approche de la paix. Le 2 novembre, on ne trouve plus que les rubriques sur les « Rapports de guerre allemands » et ennemis, les informations sur les autres pays, anciens alliés de l'Allemagne sont transmises dans des articles évoquant les différents armistices. Puis, c'est l'annonce de l'armistice franco-allemand dans l'édition même du 11 novembre 1918. Le gros titre à la Une indique la « Fin des hostilités aujourd'hui à 12 heures » avec une heure de retard sur l'heure réelle de l'armistice (mais avec un jour d'avance sur son homologue nancéien dont ce n'est que l'édition du 12 novembre qui avisera de l'arrêt des combats), puis deux colonnes seulement de la partie centrale de la Une de la *Metzer Zeitung* sont consacrées aux conditions de l'armistice, alors que le reste de la page porte sur la situation en Allemagne. Quelques jours plus tard, le journal cesse de paraître.

Jusqu'au bout, la *Metzer Zeitung* conserve la ligne éditoriale qui est la sienne depuis quatre ans. Mais malgré l'"état de guerre" dans lequel le quotidien persiste et avant l'arrêt brutal de sa parution, ses lecteurs peuvent discerner l'approche de la fin des hostilités, notamment par le biais des informations sur les négociations de paix et les armistices successifs. Une fois la *Metzer Zeitung* disparue, ceux de ses lecteurs qui ne seront pas eux-mêmes partis, pourront se tourner vers son homologue français, *L'Est Républicain* qui, très rapidement, étend sa diffusion à la Moselle !

L'ambiguïté qui caractérise le contenu de la *Metzer Zeitung* d'octobre et novembre 1918 se retrouve dans *L'Est Républicain*. Avant le 11 novembre 1918, la description des derniers combats côtoie les dépêches sur les négociations de paix. Mais le conflit reste également très présent dans les colonnes du quotidien nancéien. Le 12 octobre 1918, 40% du volume global du journal sont encore consacrés à l'information sur la guerre.

A la fin de la guerre, *L'Est Républicain* est divisé en deux rubriques, l'une porte sur les batailles, l'autre sur les armistices. Le 7 octobre, le titre « L'offensive de la paix » est révélateur de l'atmosphère qui règne pendant les dernières semaines du conflit. Il s'agit, pour *L'Est Républicain*, de se battre pour la paix et de combattre jusqu'à la paix. Dans la logique qui s'instaure à partir d'octobre 1918, et qui conduit l'opinion publique à appréhender la paix avant même que celle-ci ne soit officielle, le gouvernement présente l'emprunt qu'il lance en octobre comme « l'emprunt de la libération » et le quotidien nancéien se fait largement le relais de cette présentation officielle des choses. Le 20 octobre 1918, René Mercier lui-même, milite en faveur du quatrième emprunt français dans son éditorial :

Que ceux qui n'ont pas répandu leur sang pour la patrie versent du moins pour elle leur argent. Que la Lorraine soit parmi les provinces les plus ardentes pour l'emprunt, comme elle a été des plus stoïques pour la bataille, pour le danger, pour la douleur. Noblesse oblige.

Dans ces paroles ardentes, on remarque surtout l'emploi du passé dans l'évocation des combats. Pourtant la guerre n'est pas finie.

Mais, le journal aborde l'après-guerre avant même l'arrêt effectif des hostilités. Dès le 3 novembre 1918, en page deux, il relate les commémorations particulières de la Toussaint dédiées « Aux morts de la guerre ». Le 7, il fait le récit d'une cérémonie franco-américaine pour l'inauguration d'un monument en hommage aux soldats. En même temps, les combats continuent. Le 10 novembre, les lecteurs apprennent par les gros titres la « Prise de Maubeuge »³⁵⁶. Le quotidien met l'accent sur l'avancée des troupes alliées et relate chaque nouvelle prise de terrain pour montrer à ses lecteurs combien la victoire finale est proche. L'idée que c'est par une défaite militaire allemande totale que la guerre sera gagnée constitue l'état d'esprit de *L'Est Républicain* jusqu'à l'annonce de l'armistice.

A partir du 11 novembre 1918, *L'Est Républicain* ne diffuse plus une seule ligne relative à la situation sur le front. La guerre est finie. Le quotidien consacre toute son édition du 12 aux réactions d'enthousiasme de diverses personnalités et de la population. Cette joie va se faire sentir jusqu'à fin décembre. Elle devient le fil conducteur du journal.

L'Alsace-Lorraine, peu évoquée jusqu'à cette date, passe alors au premier plan de l'actualité telle que *L'Est Républicain* la relate. Il s'agit surtout de son retour à la France le 16 novembre 1918 et des célébrations de cet événement. Chaque fait nouveau est l'occasion d'un grand gros titre : le 18 novembre, le

³⁵⁶ La perte de la ville en 1914 n'avait fait l'objet que d'un entrefilet dans les colonnes de *L'Est Républicain*.

journal titre : « Paris célèbre le retour de l'Alsace-Lorraine », le 20 : « Le retour de Metz à la France », le 25 : « Les glorieuses journées d'Alsace ».

Cette date du 25 novembre marque le début du retour des prisonniers, des fêtes (très nombreuses), des visites de chefs d'Etats. C'est également à partir du 25 novembre 1918 que la question de la démobilisation et celle du souvenir sont posées pour la première fois dans les colonnes du journal nancéen. Dans *L'Est Républicain* du 28 novembre, on peut lire à la Une sous le titre « Oublier ? Jamais ! » : « Et, non seulement il faut que l'on se souvienne, mais il faut également que les générations futures n'oublient pas ! »

La volonté que le retour à une vie "normale" se passe rapidement est tout à fait identifiable à travers la lecture de *L'Est Républicain*. Cependant, même si peu à peu l'actualité se diversifie de nouveau (le sport réapparaît le 31 décembre 1918), on trouve toujours des articles dont le caractère anti-allemand est évident et le journal continue de paraître sur deux pages.

Ainsi, *L'Est Républicain* balance vraiment entre guerre et paix d'octobre à décembre 1918. Peu à peu, avant même que les combats ne soient terminés, l'envie d'en finir avec la guerre est plus que perceptible dans le journal français. C'est pourquoi, par exemple, le mot "paix" revient de plus en plus souvent dans ses colonnes. Mais, alors que la guerre est finie, que les festivités battent leur plein et remplissent les pages du quotidien nancéen, ses collaborateurs reviennent sur la guerre et ses suites.

C'est le cas en particulier de René Mercier, son directeur, qui évoque le souvenir qui sera celui de ce terrible conflit et insiste surtout sur la responsabilité de l'Allemagne – évidente ses yeux. L'Allemagne reste plus que jamais l'ennemi, le ressentiment du quotidien français envers l'Allemagne est très fort. La guerre est finie mais l'inimitié persiste pour longtemps.

En résumé, les lignes éditoriales de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* face au conflit divergent et évoluent au fil de la guerre.

Dès son déclenchement, la guerre devient l'information prioritaire délivrée par la presse, au détriment du reste de l'actualité. Les journaux obtiennent les informations qu'ils diffusent sur l'affrontement en cours principalement par l'intermédiaire des agences de presse puis par les correspondants de guerre, notamment pour la *Metzer Zeitung*, mais également par le truchement des grands quotidiens nationaux. Le développement du conflit est présent à la Une des deux quotidiens lorrains de manière constante tout au long de la guerre. Il recouvre jusqu'à plus de 50 % de la surface textuelle des différentes éditions, ce qui est très important puisque que *L'Est Républicain* ne dispose que d'une seule feuille recto-verso pour caser toute son information, événements et actualité, guerre et informations diverses. La *Metzer Zeitung* ne rencontre à aucun moment de la guerre les mêmes difficultés que son homologue nancéen. Par contre, elle cesse sa parution de manière tout à fait brutale le 15 novembre 1918. A travers l'abondante matière dont ils disposent, les quotidiens lorrains adoptent une technique très simple pour rendre compte de la guerre : il s'agit de faire apparaître à la Une et en gros titre les bonnes nouvelles et de dissimuler au maximum les mauvaises nouvelles. Ainsi s'effectue une hiérarchisation de l'information. La Une et les gros titres sont consacrés aux nouvelles susceptibles de laisser croire à une victoire prochaine ou tout du moins à rassurer les lecteurs. Les commentaires ou les dépêches qui n'ont pour but que de répéter l'information donnée à la Une en gros titre, ainsi que les rapports de guerre secondaires (concernant les fronts lointains et les rapports ennemis) sont publiés en pages intérieures ou en bas de pages.

Bien sur, grâce au volume important dont elle dispose, surtout en comparaison avec *L'Est Républicain*, la *Metzer Zeitung* est à même de délivrer à ses lecteurs une information sur la guerre plus complète que le quotidien français. En outre, la censure y paraît moins stricte, laissant une marge de liberté plus importante à la rédaction ; il faut cependant nuancer tout de suite cette affirmation, car on sait que la presse d'Alsace-Lorraine subit une censure beaucoup plus sévère que le reste des journaux du *Reich* à cause de son statut particulier et de la mise en place de l'état de siège³⁵⁷. Néanmoins, comme la *Metzer Zeitung* défend la politique de l'Empereur et du gouvernement³⁵⁸, elle ne paraît avoir été que très peu confrontée directement à la censure. En tout cas, les "blancs" de la censure sont extrêmement rares dans la *Metzer Zeitung*.

Comme la présentation visuelle de l'information sur la guerre, le traitement rédactionnel qui en est fait présente des différences d'un journal à l'autre et il évolue au sein même des deux quotidiens pendant les quatre années que dure le conflit. C'est dès l'éclatement des hostilités que *L'Est Républicain* et la *Metzer Zeitung* montrent des différences. Alors que le quotidien nancéen subit les événements, nous le voyons par les ruptures successives dans ses colonnes, et notamment la réduction du nombre de pages de ses éditions quotidiennes, le quotidien messin anticipe l'entrée en guerre. Mais les attitudes s'inversent fin 1918 ; *L'Est Républicain* se projette rapidement dans l'après-guerre alors que la *Metzer Zeitung* n'est plus en mesure d'envisager l'avenir. Seule la ligne éditoriale qu'ils suivent en 1917 est équivalente. L'information sur la guerre et l'information autour de la guerre s'organisent de manière ordonnée.

³⁵⁷ ROTH, François : « Lorraine annexée et Lorraine occupée / 1914-1918 », p.290. In *op. cit.*

³⁵⁸ Rappelons ici que la *Metzer Zeitung* est le journal de la population allemande de Metz. Bien qu'indépendant et d'obédience libérale, il est la voix du *Reich*.

Plus les pays belligérants s'enfoncent dans la guerre, plus l'information développée dans la presse tourne autour du conflit. Peu à peu, les années passant, la guerre n'est plus uniquement l'affaire des soldats combattants dans les zones du front, elle devient l'affaire de tous, militaires et civils. La vie est entièrement tournée vers la guerre que ce soit au niveau social, politique ou économique ; mais la guerre s'introduit également dans l'intimité des familles bouleversant la vie quotidienne et les anciennes habitudes pour en instaurer d'autres. C'est ainsi que se crée ce que des historiens ont appelé une "culture de guerre".

CONCLUSION

La lecture de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* entre juillet 1914 et décembre 1918 met en avant l'impact de la guerre sur les populations européennes. En une semaine, fin juillet 1914, l'actualité relatée quotidiennement par les deux journaux est totalement perturbée par le déclenchement d'un événement sans précédent, la Première Guerre mondiale.

La guerre de 1914-1918 se distingue des précédents conflits européens parce qu'elle bouleverse la vie de millions d'hommes et de femmes pendant plus de quatre ans, sur le front comme à l'arrière. Et la guerre, qui n'était jusqu'alors qu'une parenthèse dans la vie quotidienne des populations, change profondément les structures mêmes des sociétés européennes. D'où l'idée d'une "culture de guerre", perceptible à la lecture de nos journaux, et qui implique une « rupture entre cette culture spécifique [à la période 1914-1918] et celle de l'avant-guerre ainsi que son devenir après 1919 »³⁵⁹.

La lecture de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* nous offre une histoire culturelle du conflit à travers les représentations de la guerre et de ses répercussions que les deux journaux lorrains véhiculent. Il ressort peu à peu que plus les nations s'enfoncent dans la guerre, plus celle-ci se retrouve au centre de la vie quotidienne des populations ne serait-ce que par les bombardements qui atteignent des villes proches des zones du front, par l'invasion et l'occupation de territoires par les troupes ennemies ou par l'évacuation massive des habitants de ces zones. Mais la guerre "s'invite" également par les contraintes qu'elle impose

³⁵⁹ BECKER, Jean-Jacques / AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane : *Guerre et cultures. 1914-1918. op. cit.*, p.8.

aux populations, baisse des salaires, augmentation du coût de la vie, restrictions alimentaires, pénurie de main d'œuvre ou travail des femmes. Ce qui conduit à un affaiblissement des populations – d'où la facilité de propagation des virus comme celui de la grippe en octobre 1918 – et à un mécontentement général face aux mesures gouvernementales qui prend la forme des grèves à l'arrière et des mutineries au front puis *a fortiori* des révoltes et des révolutions.

Ainsi, la lecture générale de *L'Est Républicain* et de la *Metzer Zeitung* nous offre une vision de la guerre telle qu'elle a été proposée aux populations en Lorraine française et en Lorraine allemande. Cette vision demeure finalement très globale et parfois imprécise en raison même de la censure imposée par les gouvernements des pays en guerre. Mais malgré tout, elle permet de se faire une idée de l'impact provoqué par l'irruption de la guerre dans la vie quotidienne de ces populations entre 1914 et 1918.

Cependant, cet impact se mesure également à la force des représentations que nos deux journaux véhiculent à l'égard de l'ennemi et à l'égard de la nation dont ils se sentent solidaires et au service de laquelle ils se mettent dès l'éclatement du conflit.